



Réformes économiques 2023

# Objectif croissance





# Réformes économiques 2023

OBJECTIF CROISSANCE

Cet ouvrage est publié sous la responsabilité du Secrétaire général de l'OCDE. Les opinions et les arguments exprimés ici ne reflètent pas nécessairement les vues officielles des pays Membres de l'OCDE.

Ce document, ainsi que les données et cartes qu'il peut comprendre, sont sans préjudice du statut de tout territoire, de la souveraineté s'exerçant sur ce dernier, du tracé des frontières et limites internationales, et du nom de tout territoire, ville ou région.

Les données statistiques concernant Israël sont fournies par et sous la responsabilité des autorités israéliennes compétentes. L'utilisation de ces données par l'OCDE est sans préjudice du statut des hauteurs du Golan, de Jérusalem-Est et des colonies de peuplement israéliennes en Cisjordanie aux termes du droit international.

#### Note de la République de Türkiye

Les informations figurant dans ce document qui font référence à « Chypre » concernent la partie méridionale de l'île. Il n'y a pas d'autorité unique représentant à la fois les Chypriotes turcs et grecs sur l'île. La Türkiye reconnaît la République Turque de Chypre Nord (RTCN). Jusqu'à ce qu'une solution durable et équitable soit trouvée dans le cadre des Nations Unies, la Türkiye maintiendra sa position sur la « question chypriote ».

#### Note de tous les États de l'Union européenne membres de l'OCDE et de l'Union européenne

La République de Chypre est reconnue par tous les membres des Nations Unies sauf la Türkiye. Les informations figurant dans ce document concernent la zone sous le contrôle effectif du gouvernement de la République de Chypre.

#### **Merci de citer cet ouvrage comme suit :**

OCDE (2023), *Réformes économiques 2023 : Objectif croissance*, Éditions OCDE, Paris, <https://doi.org/10.1787/bc1f3af8-fr>.

ISBN 978-92-64-39143-7 (imprimé)

ISBN 978-92-64-63151-9 (pdf)

ISBN 978-92-64-62675-1 (HTML)

ISBN 978-92-64-42941-3 (epub)

Réformes économiques

ISSN 1813-2731 (imprimé)

ISSN 1813-274X (en ligne)

**Crédits photo :** Couverture © r.classen/Shutterstock.com.

Les corrigenda des publications sont disponibles sur : [www.oecd.org/fr/apropos/editionsocde/corrigendadepublicationsdelocde.htm](http://www.oecd.org/fr/apropos/editionsocde/corrigendadepublicationsdelocde.htm).

© OCDE 2023

---

L'utilisation de ce contenu, qu'il soit numérique ou imprimé, est régie par les conditions d'utilisation suivantes : <https://www.oecd.org/fr/conditionsdutilisation>.

---

# Éditorial

## Créer les conditions d'une transition décisive

Les turbulences récentes ont gravement perturbé les sociétés et les économies à l'échelle mondiale. La pandémie de COVID-19 a contraint les pouvoirs publics à adopter des mesures sans précédent dans différents domaines pour préserver les vies et les moyens de subsistance des individus. Et tandis que la pandémie refluit, la guerre d'agression illégale menée par la Russie contre l'Ukraine a mis sous tension les marchés de l'énergie et des produits alimentaires, ce qui a eu des effets préjudiciables sur les populations de tous les pays et réduit la croissance.

Nous ne devons pas perdre de vue nos objectifs à long terme lorsque nous nous fixons un cap pour sortir d'une période difficile. Tous les gouvernements s'efforcent de relancer la croissance, d'améliorer les conditions de vie et de lutter contre le changement climatique. Cette édition 2023 d'*Objectif croissance* montre que, conjuguées à des politiques publiques judicieusement conçues, des réformes structurelles peuvent stimuler la croissance économique, améliorer la productivité et faire reculer les inégalités, tout en garantissant la transition vers un avenir décarboné.

Nos priorités d'action et les recommandations qui les accompagnent s'articulent autour de quatre piliers : améliorer l'efficacité des aides, mieux utiliser les ressources, tirer parti de la transformation numérique et accélérer le processus de décarbonation.

Premièrement, tant la pandémie que la guerre ont souligné l'importance de disposer de solides systèmes de protection sociale et mis en évidence des lacunes majeures dans les systèmes en place. Dans de nombreux pays, une proportion importante de travailleurs, en particulier les plus vulnérables, ne sont pas couverts par les systèmes de sécurité sociale en raison de leur situation au regard de l'emploi. Par ailleurs, on pourrait mieux cibler les systèmes de protection sociale pour réduire leur coût et améliorer leur viabilité.

Deuxièmement, il est possible d'améliorer la situation des travailleurs et de l'économie dans son ensemble en mettant en œuvre des mesures qui rehaussent le taux d'activité, améliorent l'appariement entre les emplois et les actifs, et aident les entreprises à devenir plus dynamiques, innovantes et vertes. Une des sources de la faiblesse actuelle de la croissance potentielle réside dans des années d'atonie de l'investissement et de l'accumulation de capital. L'action publique peut renforcer les incitations des entreprises à investir et à moderniser leur capital. La concurrence est aussi un moteur de la croissance potentielle. Il est crucial de renforcer le cadre et les autorités de la concurrence, mais cela n'est souvent pas suffisant. Dans la plupart des pays, l'intensification du jeu de la concurrence passe par des réformes plus poussées de la réglementation dans un large éventail de secteurs, notamment dans les services où existent toujours des obstacles réglementaires à l'entrée.

Troisièmement, les récentes avancées ayant eu lieu dans le domaine de l'intelligence artificielle soulignent l'ampleur du potentiel de la transformation numérique en tant que vecteur de gains de productivité et de transformation des économies. Pour permettre aux entreprises et aux travailleurs d'en tirer pleinement parti, il faudra améliorer les politiques publiques dans de nombreux domaines. Il conviendrait notamment d'accroître les investissements dans les réseaux à haut débit et d'élargir l'accès à ces réseaux, ainsi que de renforcer les incitations et l'aptitude des entreprises à acquérir des technologies numériques ainsi qu'à adapter leurs modèles économiques. La rapidité des progrès accomplis dans le domaine de l'intelligence artificielle (IA) soulève également de nouveaux problèmes pour les pouvoirs publics et les sociétés, au vu desquels une coopération s'impose entre les différentes parties prenantes et les décideurs publics – au niveau national et international – pour garantir que ces puissants outils soient utilisés au bénéfice de tous. Les meilleures pratiques restent à déterminer dans ce domaine, mais la Recommandation du Conseil de l'OCDE sur l'intelligence artificielle offre un ensemble de principes directeurs visant à stimuler l'innovation dans une IA digne de confiance.

Enfin, accélérer le processus de décarbonation pour atteindre les objectifs visés en matière de changement climatique est le principal défi que nous devons relever aujourd'hui. Il faudra utiliser à la fois des instruments d'incitation et de réglementation pour y parvenir. La tarification du carbone a un rôle important à jouer à cet égard. C'est également le cas des mesures destinées à accroître les investissements publics et verts, et à renforcer la réglementation, les institutions et les normes pour réduire les émissions.

Ces quatre piliers se renforcent. Des politiques climatiques et d'investissement cohérentes et des réformes structurelles efficaces peuvent conjuguer leurs effets pour faciliter la transition et favoriser la croissance, tout en protégeant les plus vulnérables. Il est essentiel de préparer la transition en amont, pour éviter qu'elle ne débouche sur des actifs échoués dans les secteurs à forte intensité de carbone ainsi que sur des personnes et des collectivités laissées pour compte.

Cette édition comporte une partie spécifiquement consacrée au domaine des échanges, dans lequel il est à craindre que certains effets positifs soient remis en cause et que de nouvelles possibilités soient manquées. Dans le chapitre 2 sont présentées de nouvelles analyses de l'OCDE relatives à l'intégration commerciale fondée sur les chaînes de valeur mondiales, mis en évidence des risques connexes, et préconisées des mesures à prendre pour les atténuer. La mondialisation a eu de nombreuses retombées positives, sous la forme d'un renforcement de la productivité, de baisses de prix, d'un élargissement de l'éventail de choix et de gains prospérité dont ont bénéficié des milliards de personnes, en particulier dans les économies de marché émergentes.

L'édition 2023 d'*Objectif croissance* offre des conseils concrets aux pouvoirs publics des pays de l'OCDE et de ses partenaires. Elle montre que des réformes structurelles peuvent améliorer à moyen et long terme la situation économique de millions de personnes dans ces pays, notamment celle des plus vulnérables. Et qu'il est possible de le faire tout en partageant largement les fruits de ces réformes et en garantissant la concrétisation de la transition écologique.

Clare Lombardelli



Cheffe économiste de l'OCDE

# Table des matières

Éditorial	3
Remerciements	10
Codes ISO	11
Résumé	12
<b>1 Synthèse</b>	<b>17</b>
Aborder la double transition tout en renforçant les fondamentaux	18
Aperçu des priorités de réforme dans les différents pays en 2023	19
Aider les catégories sociales vulnérables en période de crise	21
Lever les obstacles à une utilisation efficace des ressources	26
Accélérer les progrès vers la décarbonation	40
Tirer le meilleur parti de la transformation numérique	48
Références	58
Annexe 1.A. Cadre d' <i>Objectif croissance</i> pour la hiérarchisation des réformes structurelles	60
<b>2 Risques présentés et perspectives ouvertes par la reconfiguration des chaînes de valeur mondiales</b>	<b>63</b>
Introduction et principaux points à retenir	64
Mondialisation des échanges : évolutions et conséquences	67
Que peut-on faire pour réduire les risques liés aux CVM ?	82
Références	96
<b>3 Notes par pays</b>	<b>104</b>
Afrique du Sud	105
Allemagne	107
Argentine	110
Australie	113
Autriche	115
Belgique	117
Brésil	119
Bulgarie	121
Canada	123
Chili	126
Chine	128
Colombie	130

Corée	132
Costa Rica	134
Croatie	137
Danemark	140
Espagne	142
Estonie	144
États-Unis	147
Finlande	149
France	151
Grèce	154
Hongrie	157
Inde	160
Indonésie	163
Irlande	166
Islande	169
Israël	171
Italie	174
Japon	176
Lettonie	178
Lituanie	180
Luxembourg	183
Mexique	186
Norvège	189
Nouvelle-Zélande	192
Pays-Bas	194
Pérou	196
Pologne	198
Portugal	201
République slovaque	204
République tchèque	207
Roumanie	210
Royaume-Uni	213
Slovénie	216
Suède	219
Suisse	221
Türkiye	224
Union européenne	226

## Annexe sur les métadonnées 229

Fonctionnement des marchés de produits et des marchés du travail	229
Transition numérique	230
Inclusivité, protection sociale et vieillissement démographique	232
Transition climatique	233
Performance globale	234

## GRAPHIQUES

Graphique 1.1. Priorités d'Objectif croissance 2023 dans les principaux domaines de l'action publique	20
Graphique 1.2. Les dépenses sociales sont supérieures à leur niveau d'avant la pandémie	21
Graphique 1.3. La couverture par la protection sociale est lacunaire	22

Graphique 1.4. Le ciblage des transferts pourrait être amélioré	23
Graphique 1.5. Principales recommandations concernant la protection sociale et les politiques actives du marché du travail	25
Graphique 1.6. Les incitations financières à ne pas reprendre un emploi restent élevées pour les personnes rémunérées au salaire minimum	26
Graphique 1.7. Les tensions sur le marché du travail ont atteint des niveaux historiquement élevés	27
Graphique 1.8. Les facteurs d'utilisation de la main-d'œuvre varient selon les groupes de pays	28
Graphique 1.9. Des disparités entre les genres persistent sur le marché du travail	29
Graphique 1.10. Principales réformes visant à lever les obstacles à l'activité féminine	30
Graphique 1.11. La faiblesse de la productivité du travail est à l'origine du recul de la production potentielle	31
Graphique 1.12. Les écarts de productivité du travail entre les pays tiennent essentiellement aux écarts de productivité totale des facteurs	32
Graphique 1.13. Une accélération des réformes des marchés de produits peut permettre d'atténuer les écarts de productivité	34
Graphique 1.14. Des régimes d'insolvabilité solides peuvent favoriser la productivité dans les secteurs à forte intensité d'actifs incorporels	34
Graphique 1.15. Principales recommandations concernant la réglementation des marchés de produits, la concurrence, les échanges et l'IDE	35
Graphique 1.16. Principales recommandations concernant les infrastructures matérielles et juridique	36
Graphique 1.17. Principales recommandations concernant la structure et l'efficacité du système fiscal	37
Graphique 1.18. Principales recommandations concernant l'éducation et les compétences	38
Graphique 1.19. Principales recommandations concernant les politiques d'innovation	40
Graphique 1.20. La réalisation des objectifs de réduction des émissions à l'horizon 2030 reste un défi	41
Graphique 1.21. Principales recommandations sur la transition énergétique	42
Graphique 1.22. La tarification des émissions de carbone reste insuffisante	44
Graphique 1.23. Une grande partie du stock mondial qui sera constitué au cours de la prochaine décennie sera encore utilisé en 2050	45
Graphique 1.24. Les émissions d'obligations vertes restent limitées dans de nombreux pays	47
Graphique 1.25. L'adoption du numérique varie selon les pays et selon les outils <sup>1</sup>	49
Graphique 1.26. Principales recommandations sur la transformation numérique	49
Graphique 1.27. Les disparités entre les pays, en termes de connectivité, demeurent marquées	50
Graphique 1.28. Les barrières réglementaires en matière de communications pourraient être davantage assouplies	51
Graphique 1.29. La poursuite de l'adoption des outils numériques pourrait se traduire par des gains de productivité importants dans les entreprises	52
Graphique 1.30. Les pénuries de compétences amoindrissent les gains tirés de la transformation numérique dans les entreprises moins productives <sup>1</sup>	54
Graphique 1.31. Les compétences numériques génériques pourraient être améliorées	55
Graphique 1.32. L'importance de la formation en milieu professionnel est variable selon les pays	56
Graphique 1.33. L'adoption des services publics numériques reste faible dans certains pays	57
Graphique 1.34. Exemples de gains de productivité pour les entreprises résultant d'une utilisation accrue des services publics numériques	57
Graphique 2.1. L'intégration commerciale mondiale reste forte	68
Graphique 2.2. La dépendance à l'égard de l'étranger varie suivant les pays de l'OCDE	71
Graphique 2.3. La concentration géographique des exportations de produits intermédiaires est forte dans certains secteurs	72
Graphique 2.4. La concentration géographique de la production est également très forte pour certains produits	73
Graphique 2.5. La dépendance à l'égard des importations d'énergie est forte dans de nombreux pays de l'OCDE	75
Graphique 2.6. La concentration de la production de matières premières critiques est forte	76
Graphique 2.7. La centralité diffère suivant les pays et les secteurs	78
Graphique 2.8. Intentions déclarées et mesures prises par les entreprises pour renforcer la résilience de leur chaîne d'approvisionnement	88
Graphique 1.A.1. Cadre d' <i>Objectif croissance</i>	61
Graphique d'annexe 1.A.2. Définition des recommandations de réforme potentielles	62

**ENCADRÉS**

Encadré 1.1. Programmes d'aide sociale : avantages et difficultés du ciblage	24
Encadré 2.1. Principaux points à retenir	65
Encadré 2.2. Sélection d'initiatives publiques motivées par des objectifs de réduction des risques liés aux CVM	91

## Suivez les publications de l'OCDE sur :



<https://twitter.com/OECD>



<https://www.facebook.com/theOECD>



<https://www.linkedin.com/company/organisation-eco-cooperation-development-organisation-cooperation-developpement-eco/>



<https://www.youtube.com/user/OECDiLibrary>



<https://www.oecd.org/newsletters/>

## Ce livre contient des...

**StatLinks** 

Accédez aux fichiers Excel® à partir des livres imprimés !

Vous trouverez un **StatLink**  sous chaque tableau ou graphique de cet ouvrage. Pour télécharger le fichier Excel® correspondant, il vous suffit de copier le lien dans votre navigateur internet ou de cliquer dessus depuis la version électronique de l'ouvrage.

# Remerciements

L'édition 2023 d'*Objectif croissance* a été préparée par les membres du Département des affaires économiques chargés de l'axe de travail relatif à cette publication : Nicolas Ruiz, Julie Johnsen et Agnès Cavaciuti, qui ont travaillé sous la direction de Filiz Unsal et Douglas Sutherland, et sous l'autorité de Luiz De Mello et Alain De Serres. Le chapitre 2 a été rédigé par David Crowe et Łukasz Rawdanowicz.

L'élaboration d'*Objectif croissance* repose dans une large mesure sur les contributions des bureaux géographiques de la Branche des études nationales du Département des affaires économiques, ainsi que sur sa collaboration avec d'autres directions de l'OCDE. Cette publication a également bénéficié des commentaires formulés par des délégués des pays. Sisse Nielsen, Sarah Michelson-Sarfati et Ines Gomez Palacio ont apporté leur concours pour la mise en forme du document.

Des versions provisoires du rapport avaient été examinées par le Groupe de travail n° 1 du Comité de politique économique. Cet ouvrage est publié sous la responsabilité du Secrétaire général de l'OCDE.

# Codes ISO

ARG	ARGENTINE
AUS	AUSTRALIE
AUT	AUTRICHE
BEL	BELGIQUE
BRA	BRÉSIL
BGR	BULGARIE
CAN	CANADA
CHL	CHILI
CHN	CHINE
COL	COLOMBIE
CRI	COSTA RICA
HRV	CROATIE
CZE	RÉPUBLIQUE TCHÈQUE
DNK	DANEMARK
EST	ESTONIE
UE	UNION EUROPÉENNE
FIN	FINLANDE
FRA	FRANCE
DEU	ALLEMAGNE
GRC	GRÈCE
HUN	HONGRIE
ISL	ISLANDE
IND	INDE
IDN	INDONÉSIE
IRL	IRLANDE
ISR	ISRAËL
ITA	ITALIE
JPN	JAPON
KOR	CORÉE
LVA	LETTONIE
LTU	LITUANIE
LUX	LUXEMBOURG
MEX	MEXIQUE
NLD	PAYS-BAS
NZL	NOUVELLE- ZÉLANDE
NOR	NORVÈGE
PER	PÉROU
POL	POLOGNE
PRT	PORTUGAL

ROU	ROUMANIE
SVK	RÉPUBLIQUE SLOVAQUE
SVN	SLOVÉNIE
ZAF	AFRIQUE DU SUD
ESP	ESPAGNE
SWE	SUÈDE
CHE	SUISSE
TUR	TÜRKIYE
GBR	ROYAUME-UNI
USA	ÉTATS-UNIS

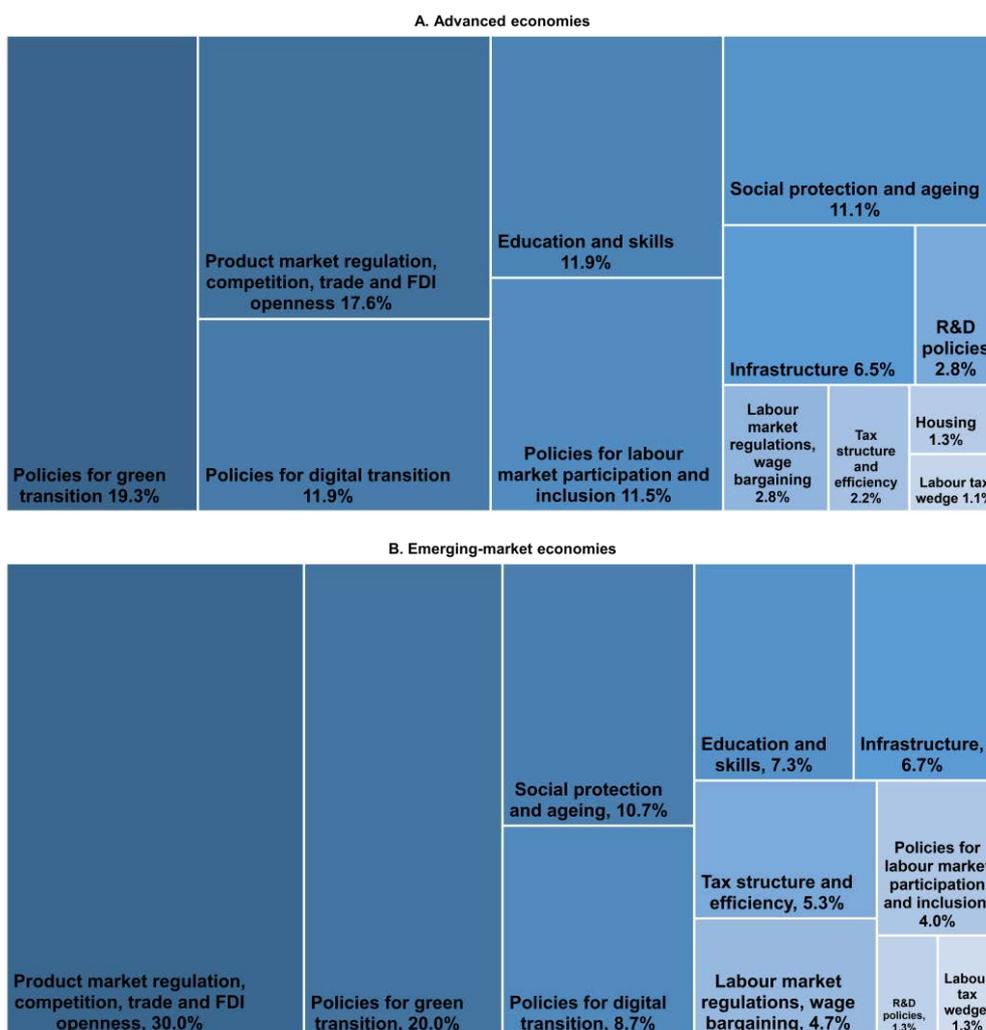
# Résumé

Ces dernières années ont été dominées par des chocs qui ont profondément changé les sociétés et les économies, de l'éclatement de la pandémie de COVID-19 à la guerre d'agression menée par la Russie contre l'Ukraine. La réaction sans précédent des pouvoirs publics a contribué à préserver les vies et les moyens de subsistance des individus pendant ces turbulences, mais des problèmes à long terme qui se posent de longue date restent à traiter. On observe toujours une faible croissance de la productivité et un déclin de la dynamique des entreprises dans de nombreux pays de l'OCDE. Des problèmes structurels perdurent sur les marchés du travail, et des phénomènes d'inadéquation des compétences continuent d'entraver une utilisation efficace des ressources. En outre, même si son urgence est largement admise, la question de la durabilité environnementale est souvent restée absente de la plupart des stratégies de croissance.

Dans *Objectif croissance 2023* sont mises en avant des recommandations spécifiques formulées à l'intention des pouvoirs publics des pays de l'OCDE et de certains pays non membres, destinées à poser les fondations d'une croissance plus forte, plus inclusive et durable (graphique 1). Il n'existe pas de stratégie universellement applicable, mais les principaux enjeux de l'action publique à caractère urgent identifiés dans cette édition peuvent être regroupés en quatre piliers : *i)* améliorer la conception et la gestion des programmes d'aide ; *ii)* lever les obstacles à une utilisation efficace des ressources ; *iii)* accélérer les progrès réalisés vers la décarbonation ; et *iv)* tirer le meilleur parti de la transformation numérique en tant que moteur de croissance de la productivité.

### Graphique 1. Répartition des priorités par pays en 2023

Poids relatif des domaines de l'action publique, calculé à partir des recommandations identifiées dans les notes par pays



## Améliorer la conception et la gestion des programmes d'aide

La pandémie puis les hausses des prix de l'énergie et des produits alimentaires ont aggravé des vulnérabilités sociales qui existaient déjà précédemment, malgré des augmentations sensibles des dépenses publiques. Sur fond d'envolée de l'inflation dans les secteurs de l'énergie et de l'alimentation, les systèmes de protection sociale ont eu du mal à apporter en temps voulu un soutien social ciblé. Leur couverture limitée a été un obstacle essentiel à la concrétisation de l'aide nécessaire aux plus vulnérables. Dans ce contexte, une des recommandations cruciales formulées dans cette édition d'*Objectif croissance* est d'élargir le champ d'application des allocations de chômage et autres prestations de sécurité sociale aux travailleurs indépendants et aux travailleurs non réguliers, en particulier dans les économies de marché émergentes caractérisées par un ample secteur informel. En outre, les programmes de protection sociale sont souvent mal ciblés. Appliquer différents mécanismes de ciblage, tout en préservant de fortes incitations au travail, pourrait rendre les systèmes d'aide plus efficaces en matière de réduction de la pauvreté et de renforcement de la résilience, tout en améliorant l'efficacité économique globale des dépenses sociales.

## Lever les obstacles à une utilisation efficace des ressources

La décennie précédente a été marquée par une baisse spectaculaire de la croissance de la production potentielle, qui est principalement imputable à un ralentissement de la croissance tendancielle de la productivité du travail. Cette faiblesse des gains de productivité s'explique quant à elle par le bas niveau de l'investissement et la lenteur de l'accumulation de capital. La concurrence est un domaine essentiel, dans lequel les politiques publiques peuvent renforcer les incitations des entreprises à moderniser leurs technologies, leurs structures organisationnelles et leurs pratiques commerciales. L'environnement réglementaire devrait favoriser l'entrée de nouvelles entreprises sur le marché et les laisser se développer, tout en permettant aux entreprises

en situation d'échec de réduire leurs activités ou de fermer leurs portes. Les régimes d'insolvabilité qui ne pénalisent pas de manière excessive les entreprises défaillantes facilitent ce processus. Réduire les obstacles réglementaires, qu'ils concernent l'ensemble de l'économie ou qu'ils soient sectoriels, rationaliser la réglementation, simplifier les procédures d'octroi des permis et autorisations et réduire l'ampleur du secteur des entreprises publiques, tout en améliorant leur gouvernance, constituent d'autres recommandations dont la mise en œuvre pourrait contribuer à relancer la croissance de la productivité.

Dans d'autres domaines, l'investissement public en infrastructures peut également jouer un rôle de catalyseur de l'investissement privé. Dans plusieurs pays, il serait possible de renforcer les capacités des infrastructures et d'améliorer leur réglementation dans des domaines tels que l'énergie et les transports. L'existence d'un cadre juridique solide est également cruciale pour lever les obstacles à la croissance, et il est recommandé à quelques pays de l'OCDE et pays non membres de prendre des mesures pour renforcer l'état de droit et l'efficacité du système judiciaire. Un accroissement des aides publiques à la recherche-développement (R-D) est également de mise de manière générale, étant donné qu'une incertitude considérable va de pair avec l'investissement dans l'innovation, et que ses résultats revêtent souvent les caractéristiques de biens publics. On pourrait également rendre les systèmes d'imposition plus propices à la croissance et à l'équité, en effectuant un transfert de charge fiscale vers la propriété immobilière, en élargissant la base d'imposition et en réduisant la fragmentation de la fiscalité. Une augmentation du poids relatif des taxes environnementales contribuerait aussi à améliorer la durabilité de la croissance économique et le bien-être, à condition que des mesures soient prises pour garantir qu'elle n'ait pas des répercussions disproportionnées sur les ménages à faible revenu.

En outre, étant donné que les connaissances demeurent un moteur essentiel de la croissance et de l'innovation, continuer d'investir dans les programmes d'éducation, de développement des compétences et de recyclage professionnel figure aussi souvent parmi les recommandations identifiées. Il reste également nécessaire de favoriser une hausse du taux d'activité et d'améliorer les incitations au travail, en particulier parmi les groupes vulnérables et sous-représentés. Des réformes destinées à rendre les marchés du travail plus inclusifs et plus flexibles, tout en limitant leur dualisme et les incitations au départ anticipé à la retraite, constitueraient autant d'initiatives essentielles à cet égard. En outre, et bien que des progrès aient été réalisés au cours de la dernière décennie, les pouvoirs publics pourraient prendre des mesures supplémentaires pour rehausser le taux d'activité des femmes, notamment en offrant des services d'accueil des jeunes enfants, en s'appuyant sur les dispositifs de congé parental, et en améliorant les incitations fiscales.

À l'échelle internationale, les mesures protectionnistes devraient être évitées. La mondialisation a eu de nombreuses retombées positives en termes de gains de productivité, de baisses de prix, d'augmentation de la diversité des biens disponibles et d'accélération de la convergence des revenus de nombreuses économies de marché émergentes. Néanmoins, des vents contraires politiques soufflent maintenant sur la mondialisation, compte tenu de la montée en puissance des considérations de sécurité nationale et d'ordre stratégique, ce qui risque d'accentuer la fragmentation de l'ordre économique et politique international. Le chapitre 2 de cette édition présente de nouvelles analyses de l'OCDE qui portent sur certaines caractéristiques de l'intégration commerciale fondée sur les chaînes de valeur mondiales, met en évidence des lacunes dans notre compréhension des risques liés à ces chaînes, et décrit des stratégies envisageables pour gérer les risques inhérents aux chaînes de valeur mondiales. Elles consistent notamment à diversifier les chaînes d'approvisionnement, à procéder à des délocalisations dans des pays amis ou à des délocalisations de proximité, et à s'appuyer sur la gestion des stocks, sachant que les deux dernières options auraient probablement un coût plus élevé.

## Accélérer les progrès vers la décarbonation

Pour atteindre l'objectif de décarbonation des économies d'ici au milieu du siècle, il faudra leur apporter des changements structurels, qui passeront notamment par un redéploiement substantiel de la main-d'œuvre et du capital des activités à forte intensité d'émission vers des activités plus vertes. La tarification du carbone, une réglementation rigoureuse et prévisible, ainsi que des investissements dans les énergies renouvelables sont autant de composantes essentielles de cette restructuration. La réduction des émissions de gaz à effet de serre n'impliquera pas nécessairement d'entraver les gains de productivité et la croissance économique, mais des coûts de transition se feront probablement jour dans les secteurs qui sont les plus exposés à la transition climatique. Il est possible d'améliorer l'acceptabilité par la population des politiques d'atténuation du changement climatique en protégeant les groupes sociaux vulnérables contre ces effets préjudiciables de la transition.

La tarification des émissions est un élément clé de tout train de mesures ambitieux destiné à accélérer le rythme de la décarbonation. Donner un prix aux émissions exerce un effet dissuasif sur la production et la consommation de biens à forte intensité de carbone et stimule l'innovation et l'investissement dans les technologies bas carbone. Dans l'ensemble de la zone OCDE, il est possible d'améliorer encore considérablement les mécanismes de tarification du carbone. Il faut rehausser les prix du carbone et les uniformiser entre les sources d'énergie et les secteurs. Un environnement réglementaire clair et prévisible peut renforcer l'effet de la tarification du carbone et réduire directement les émissions, en particulier lorsque la demande de combustibles fossiles n'est pas sensible aux signaux de prix. Il est également impératif d'accélérer à la fois les investissements publics et privés dans les énergies propres pour atteindre les objectifs de réduction des émissions. Point important, dans une optique de sécurité énergétique, il ne faudrait pas que la diminution des investissements dans les combustibles fossiles soit plus rapide que leur augmentation dans les énergies propres et les réseaux, et ces deux flux ne devraient pas être considérés par les pouvoirs publics comme relevant d'objectifs distincts.

## Faire de la transformation numérique un moteur de la croissance de la productivité

Il est tout à fait possible de renforcer la productivité *via* l'adoption et la diffusion des technologies numériques. Des mesures accélérant la transformation numérique peuvent aussi contribuer à renforcer la transition climatique, étant donné que les technologies numériques peuvent favoriser une amélioration de l'efficacité des flux d'énergie et, de manière plus générale, contribuer à découpler l'activité économique de l'utilisation des ressources naturelles. Il existe actuellement des disparités considérables entre les pays de l'OCDE concernant l'accès aux technologies numériques et leur utilisation. Les pouvoirs publics devraient s'employer à accélérer leur diffusion, sachant que les administrations doivent montrer la voie en matière d'utilisation et de fourniture de données et de technologies. Des mesures visant à faciliter les investissements dans les réseaux à haut débit et dans l'accès à ces réseaux, ainsi que des dispositions garantissant un environnement économique concurrentiel et une réduction des obstacles à l'entrée sur le marché pour les nouvelles entreprises, renforceraient probablement les incitations à l'adoption des technologies numériques. Cela vaut tout particulièrement pour les jeunes entreprises, qui possèdent souvent un avantage comparatif en matière de

commercialisation des nouvelles technologies et poussent en conséquence les entreprises en place à les adopter à leur tour. Des mesures facilitant la circulation et le redéploiement des travailleurs et des capitaux au sein des entreprises et entre elles pourraient aussi favoriser la diffusion du numérique.

Le capital humain est fondamental pour garantir l'adoption et l'utilisation effectives des technologies numériques. Les compétences nécessaires sont les compétences spécialisées dont disposent les professionnels des technologies de l'information et de la communication (TIC) et des compétences génériques pour les autres travailleurs, permettant une utilisation généralisée des technologies numériques. Il faudrait donc s'attacher à renforcer les compétences numériques dans le cadre des programmes scolaires et à étoffer l'enseignement professionnel et l'apprentissage. La formation tout au long de la vie a un rôle central à jouer en permettant à tous les actifs occupés et demandeurs d'emploi de suivre le rythme de la transformation numérique et de ne pas être laissés de côté. Dans cette optique, il faut accroître les investissements dans la formation, en donnant aux individus la possibilité d'acquérir des compétences numériques ou de les améliorer, en veillant à ce que ces compétences soient en adéquation avec les postes à pourvoir dans les entreprises, et à ce que les cadres acquièrent et conservent un haut niveau de compétences managériales.

# 1 Synthèse

---

Le présent chapitre contient des conseils relatifs à des priorités de politique structurelle propres à chaque pays, qui visent à renforcer les fondamentaux de la croissance et à ouvrir la voie à une double transition, verte et numérique, réussie. Quatre grands axes d'action ont été identifiés : améliorer la conception des programmes d'aide sociale ; stimuler la croissance potentielle en levant les obstacles à une utilisation efficace des ressources ; accélérer les progrès vers la décarbonation ; et faire de la transformation numérique un moteur de la croissance de la productivité. Les informations spécifiques à chaque pays qui sous-tendent ce chapitre figurent dans les notes par pays (chapitre 3).

---

## Aborder la double transition tout en renforçant les fondamentaux

Les années qui viennent de s'écouler ont été marquées par des chocs et des crises qui ont profondément modifié nos sociétés et nos économies. Ces chocs ont nécessité, de la part des autorités et dans de nombreux domaines de l'action publique, des réponses inédites qui ont contribué à protéger les vies et les moyens de subsistance. L'enjeu consiste maintenant à aller au-delà de ces réponses immédiates pour s'attaquer aux menaces qui, à long terme, pourraient compromettre une croissance durable et inclusive.

L'édition 2021 d'Objectif croissance soulignait la nécessité, pour les pouvoirs publics, d'agir de façon à promouvoir une double transition, fondée sur une réaffectation des ressources et une convergence vers une économie bas carbone après la pandémie, et en même temps à corriger des faiblesses préexistant de longue date. Ces priorités restent d'actualité. Après la crise liée au COVID-19, la reprise post-pandémie était en bonne voie jusqu'au déclenchement de la guerre d'agression illégale menée par la Russie contre l'Ukraine, qui a entraîné une forte hausse des prix de l'énergie. Les gouvernements ont réagi promptement pour aider les catégories vulnérables, qui risquaient sinon de souffrir de précarité énergétique et de voir baisser leur niveau de vie. Ces événements ont eu un impact sur les priorités immédiates de l'action publique, reléguant au second plan les difficultés antérieures.

Aujourd'hui, s'il est indispensable de revitaliser les économies, il l'est tout autant d'améliorer la qualité de la croissance. Avant la pandémie, nombre d'économies n'enregistraient qu'une faible progression de la productivité, dans un contexte de dynamique des entreprises en déclin. Dans les économies de marché émergentes, les marchés du travail connaissaient souvent des problèmes structurels comme la persistance d'un chômage de longue durée ou une économie informelle importante. L'offre de main-d'œuvre a renoué avec ses niveaux d'avant la pandémie dans la plupart des pays, mais l'inadéquation de la main-d'œuvre et des compétences continue de faire obstacle à une utilisation efficace des ressources et contribue aux tensions enregistrées sur les marchés du travail des pays de l'OCDE. De plus, la durabilité environnementale et les préoccupations plus générales relatives à la résilience étaient auparavant souvent absentes des stratégies en faveur de la croissance.

L'édition 2023 d'Objectif croissance contient des conseils spécifiques devant permettre à chaque pays de jeter les bases d'une croissance plus forte, plus inclusive et plus résiliente. Les grands défis structurels à relever sont recensés dans le cadre d'analyse d'Objectif Croissance (annexe 1.A) et présentés dans les notes par pays (chapitre 3). Les grands défis urgents auxquels sont confrontés les pouvoirs publics sont les suivants :

- *Améliorer la conception et la gestion des programmes d'aide en période de crise* : en dépit des tensions croissantes qui s'exercent sur les finances publiques, les chocs liés à la pandémie et aux prix de l'énergie permettent de tirer des enseignements importants pour la conception de la protection sociale. Cet élément est particulièrement important en cas de mesures fondées sur les prix et non ciblées, qui peuvent malheureusement brouiller les signaux-prix nécessaires à la transition vers une économie bas carbone.
- *Lever les obstacles à une utilisation efficace des ressources pour stimuler la croissance potentielle* : placer la croissance sur une trajectoire plus durable, plus résiliente et plus inclusive suppose, de la part des pouvoirs publics, des mesures structurelles visant à renforcer la mobilité de la main-d'œuvre et à encourager les entreprises à se montrer plus dynamiques, plus innovantes et plus vertes. Cette action prend une importance particulière du fait des évolutions démographiques défavorables observées dans la plupart des pays, qui nécessiteront des gains de productivité pour compenser le ralentissement de la croissance de la main-d'œuvre à un horizon de moyen à long terme.
- *Accélérer les progrès vers la décarbonation pour atteindre les objectifs climatiques* : en mettant en place des mesures et des incitations appropriées, notamment des réformes structurelles fortes associées à une politique climatique cohérente, les pouvoirs publics peuvent assurer la

convergence vers des trajectoires de neutralité carbone. Pour cela, il faut agir dans différents domaines de l'action publique, et notamment anticiper les coûts de transition que devront supporter les entreprises comme les travailleurs.

- *Exploiter au mieux la transformation numérique comme moteur de croissance de la productivité* : les technologies numériques sont en train de transformer nos économies et offrent un vaste potentiel d'amélioration de la productivité des entreprises. Améliorer les politiques publiques dans plusieurs domaines peut favoriser l'adoption du numérique et, partant, permettre une hausse sensible de la productivité.

## Aperçu des priorités de réforme dans les différents pays en 2023

Les priorités énoncées dans Objectif croissance ont été choisies à partir d'analyses quantitatives des performances et des faiblesses de l'action publique et en s'appuyant une expertise-pays spécialisée (annexe 1.A.). Même pour les pays les plus performants, les priorités de réforme ont été définies en partant des défaillances relevées dans certains domaines spécifiques ainsi que des enjeux émergents identifiés. L'objectif principal consiste à définir le programme d'action le plus susceptible d'assurer une amélioration à long terme des résultats dans toutes les dimensions visées (graphique 1.1).

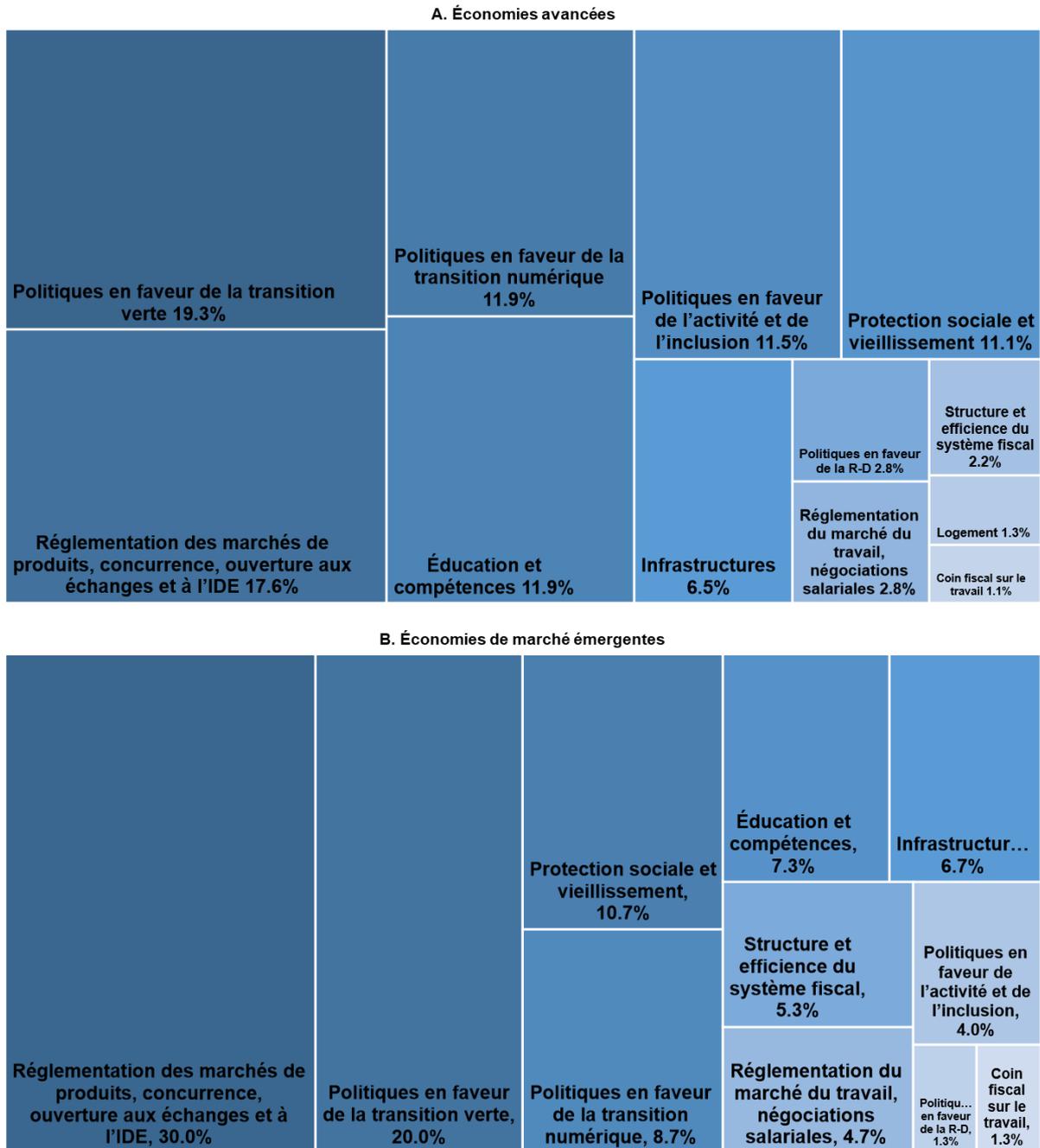
Dans la présente édition, l'atténuation du changement climatique occupe une place importante dans les priorités des économies avancées aussi bien qu'émergentes, soulignant l'urgente nécessité d'une accélération de la transition écologique. Accroître les investissements dans les infrastructures vertes et numériques, renforcer les normes pour permettre une réduction des émissions et élargir la portée des mécanismes de tarification du carbone parallèlement au relèvement de son prix figurent au nombre des recommandations fréquemment formulées. Parmi les priorités identifiées, nombreuses sont aussi celles qui portent sur l'accélération de la transformation numérique, qui a le potentiel de contribuer à découpler l'activité économique de l'utilisation des ressources naturelles et de leur impact sur l'environnement, et sur une relance de la croissance de la productivité à moyen et long terme. Certains obstacles relevant de l'action publique, comme les freins à l'investissement dans les infrastructures numériques et dans le développement des compétences numériques, entravent toujours un déploiement et une utilisation efficaces de ces technologies.

Outre qu'il va falloir relever ces défis à long terme, il est aussi nécessaire de s'intéresser au fonctionnement du marché du travail ainsi qu'à l'accumulation de capital, car ces deux facteurs pèsent sur la productivité à tous les égards. Dans de nombreux pays avancés, la persistance des tensions sur le marché du travail, notamment dans certains secteurs (industrie manufacturière et secteurs à bas salaires) et dans certaines catégories (femmes et jeunes travailleurs) montre qu'il est nécessaire de renforcer le taux d'activité de façon à contribuer à la hausse de la productivité et d'accroître la capacité globale d'innovation de l'économie. Pour stimuler l'offre, il est essentiel que les pays augmentent leurs taux d'investissement, actuellement faibles, tant dans le capital corporel qu'incorporel. À cet égard, les priorités d'action les plus fréquentes portent concernent des réglementations, sectorielles ou applicables à l'ensemble de l'économie, l'accent étant mis sur la simplification des procédures d'autorisation et de délivrance de permis ainsi que sur l'acquisition de compétences, qui pourraient toutes les deux favoriser les pressions concurrentielles et la dynamique des entreprises. Parmi les autres priorités, on peut citer le transfert de la charge fiscale des sources directes (revenus du travail et du capital) vers des sources indirectes (impôts sur la consommation, biens immobiliers et émissions de carbone), parallèlement à des mesures visant à élargir la base d'imposition, à moderniser les infrastructures physiques et à rendre l'administration publique plus efficace. Dans les économies de marché émergentes, les priorités destinées à renforcer la dynamique des entreprises et la diffusion des connaissances représentent une part encore plus importante de l'ensemble des priorités, et visent essentiellement à rationaliser les procédures de délivrance d'autorisations, à abaisser les obstacles aux échanges et à l'investissement, à développer les analyses

d'impact de la réglementation, à améliorer la qualité et l'accessibilité des infrastructures et à renforcer l'état de droit.

### Graphique 1.1. Priorités d'Objectif croissance 2023 dans les principaux domaines de l'action publique

Pourcentage du total des recommandations dans les différents groupes de pays



Note : Poids relatif des domaines de l'action publique, calculé à partir des recommandations formulées dans les notes par pays.

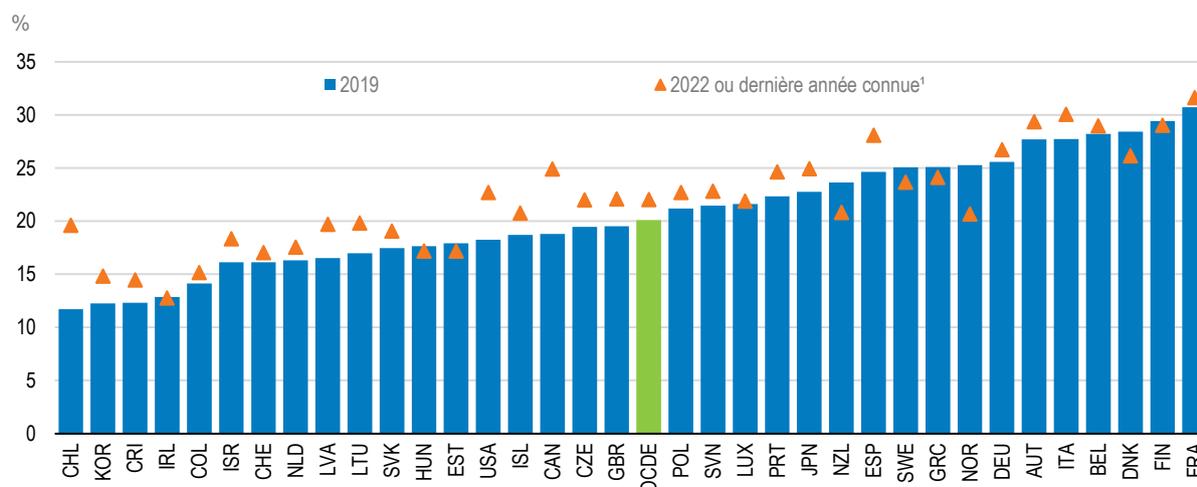
Dans la présente édition, les priorités d'action publique sont également axées sur le soutien aux groupes sociaux vulnérables et sur l'aide à apporter aux travailleurs, actuels ou futurs, pour qu'ils acquièrent ou améliorent leurs compétences de façon à contribuer à une croissance à long terme qui profite à toutes et tous. L'essentiel des priorités concernant les compétences portent sur la nécessité de réformer l'éducation, les plus fréquemment évoquées visant à élargir le soutien aux élèves issus de milieux défavorisés en améliorant la qualité de l'enseignement ainsi que l'éducation et la formation professionnelles (EFP) et en développant l'apprentissage tout au long de la vie. Par ailleurs, les priorités en matière de R-D et d'innovation, par exemple le renforcement de la collaboration entre les universités et les entreprises, sont importantes pour améliorer les compétences nécessaires à la double transition numérique et climatique. Dans les économies de marché émergentes, les recommandations sur l'éducation sont tout aussi importantes, et les priorités en lien avec les compétences portent sur le renforcement de l'EFP ainsi que sur l'enseignement primaire et secondaire.

## Aider les catégories sociales vulnérables en période de crise

Malgré la hausse sensible du soutien public, les vulnérabilités sociales ont sans doute été aggravées par la pandémie et la forte augmentation des prix de l'énergie consécutive au déclenchement de la guerre en Ukraine (graphique 1.2). En moyenne, dans la zone OCDE, le ratio des dépenses publiques sociales rapportées au PIB a augmenté de près de 3 points de pourcentage sur la période 2019-20 pour atteindre quelque 23 %. Si les données provisoires font état, pour l'année 2022, d'une diminution de 2 points de pourcentage principalement attribuable au fort rebond du PIB observé en 2021 et 2022, ce ratio demeure néanmoins supérieur à son niveau d'avant la crise dans la plupart des pays. L'inflation ayant atteint en 2022 des niveaux qui n'avaient plus été observés au cours des quarante dernières années dans la plupart des pays de l'OCDE, ce sont les catégories à faible revenu dont le revenu réel a été le plus durement touché, et les politiques de protection sociale sont mises au défi d'apporter en temps voulu une aide sociale rapide et ciblée.

### Graphique 1.2. Les dépenses sociales sont supérieures à leur niveau d'avant la pandémie

Dépenses publiques sociales en pourcentage du PIB



1. Dernière année connue : 2020 pour le Canada, le Japon et le Costa Rica ; 2021 pour le Chili, la Colombie, les États-Unis, Israël, la Nouvelle-Zélande et le Royaume-Uni.

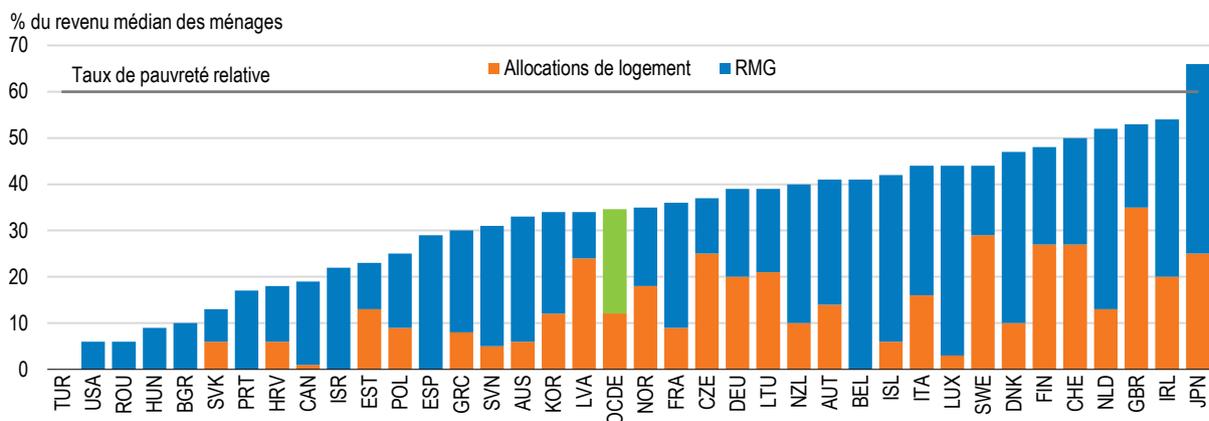
Source : OCDE, base de données sur les dépenses sociales.

Dans la plupart des pays de l'OCDE, le problème de l'insuffisance de la couverture des systèmes de protection sociale existait déjà auparavant, les empêchant de répondre correctement aux besoins des groupes sociaux vulnérables confrontés à des chocs économiques négatifs. En effet, souvent, l'aide sociale ne bénéficie pas aux travailleurs ayant les liens les plus ténus avec le marché du travail, notamment les travailleurs indépendants et ceux qui travaillent dans le secteur informel ou sous contrat atypique (OCDE, 2019). Par exemple, les prestations de revenu minimum représentent moins de 40 % du revenu médian, soit moins que le seuil de 60 % généralement utilisé pour mesurer la pauvreté (graphique 1.3). L'une des recommandations principales formulées dans cette édition d'*Objectif croissance* est d'étendre le bénéfice des allocations de chômage et autres prestations de sécurité sociale aux travailleurs indépendants et aux travailleurs non réguliers, notamment à ceux qui travaillent pour des plateformes, en particulier dans les économies de marché émergentes caractérisées par un ample secteur informel comme la Colombie et le Mexique, notamment pour encourager le passage au secteur formel.

En plus d'avoir une portée limitée, les programmes de protection sociale sont souvent mal ciblés dans de nombreux pays. De fait, les programmes d'aide ne permettent souvent pas d'atteindre les bénéficiaires visés, même lorsqu'ils pourraient y prétendre, et finissent par bénéficier à des catégories sociales qui n'en ont pas forcément un besoin immédiat. En moyenne, dans l'ensemble des pays, la même proportion de transferts en espèces est distribuée au quintile supérieur et au quintile inférieur de la distribution des revenus parmi la population d'âge actif (graphique 1, partie A). Les aides destinées à protéger les ménages et les entreprises des conséquences de la hausse des prix de l'énergie ont elles aussi été pour la plupart non ciblées (graphique 1.4, partie B).

### Graphique 1.3. La couverture par la protection sociale est lacunaire

Prestations au titre du revenu minimum garanti (RMG)<sup>1</sup>, % du revenu disponible médian



2022 ou dernière année connue<sup>2</sup>

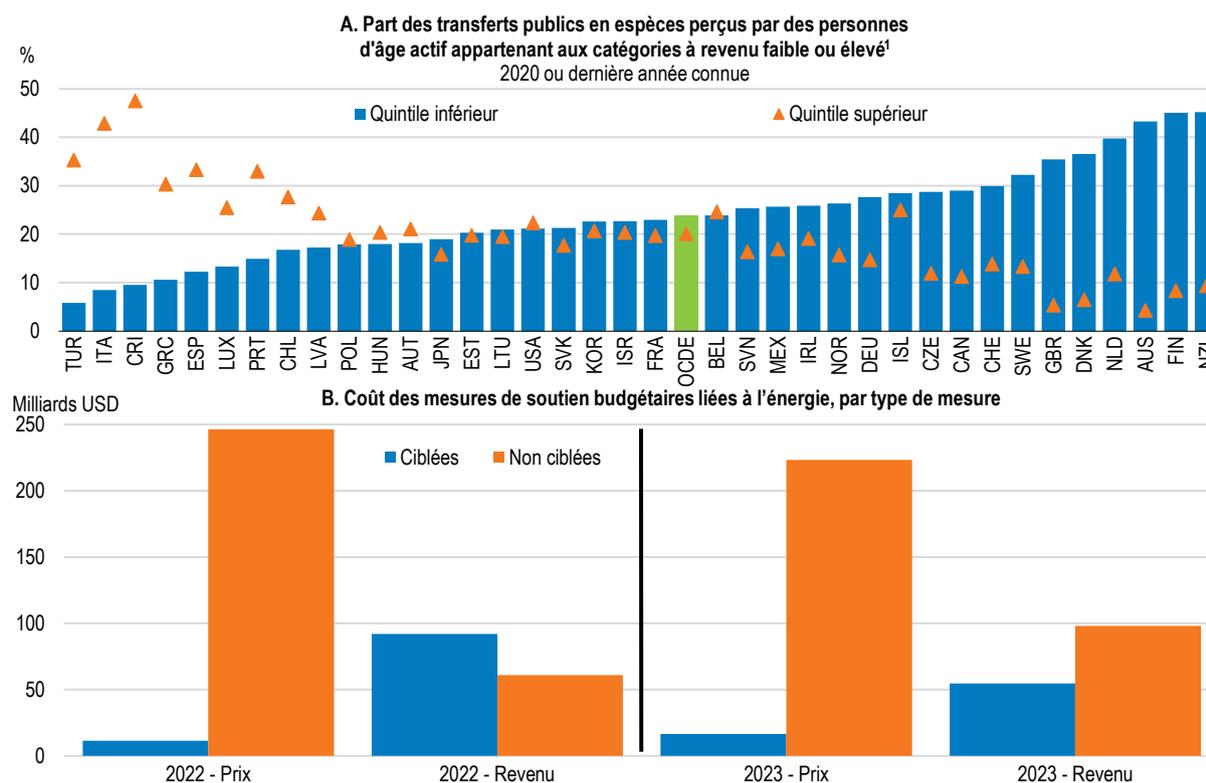
1. Pour une personne sans emploi et sans enfant.

2. Dernière année connue : 2021 pour le Canada et Israël.

Source : OCDE, modèle impôts-prestations.

StatLink  <https://stat.link/0lcpzy>

## Graphique 1.4. Le ciblage des transferts pourrait être amélioré



1. Tranche des 18-65 ans, 2017 ou dernière année connue avant la pandémie. Tous les transferts sociaux en espèces sont mesurés au niveau des ménages, et comprennent notamment toutes les pensions de vieillesse éventuellement versées dans cette tranche d'âge. Les groupes de revenu sont constitués en référence aux revenus disponibles. Revenu corrigé de la taille du ménage pour toutes les catégories.

Source : Partie A : OCDE, base de données sur la distribution des revenus et la pauvreté, <http://oe.cd/idd> ; et partie B : Perspectives économiques de l'OCDE, volume 2022, n° 2.

StatLink  <https://stat.link/aj5uko>

Mieux cibler l'aide sociale constitue en effet une priorité essentielle dans la présente édition d'*Objectif croissance* (graphique 1.5). Le ciblage pourrait aussi être pris en compte dès la conception des différentes mesures d'aide, comme le montrent de nouvelles données factuelles de l'OCDE sur les mesures prises récemment en lien avec les prix élevés de l'énergie (OCDE, 2023a). Cela étant, chaque méthode de ciblage présente des avantages et des coûts distincts (encadré 1.1).

### Encadré 1.1. Programmes d'aide sociale : avantages et difficultés du ciblage

Le ciblage implique de recentrer l'aide sociale sur des catégories bien identifiées. Différentes méthodes peuvent être mises en œuvre lorsqu'il s'agit de concevoir les transferts et prestations sociaux, mais aussi de proposer des programmes de formation et de mettre en place des politiques actives du marché du travail (PAMT) et d'autres mesures visant à relever le taux d'activité. Pour autant qu'elles soient correctement mises en œuvre, les mesures de ciblage peuvent contribuer efficacement à réduire la pauvreté et à accroître la résilience des ménages vulnérables (Grosh, 2022).

Il existe différentes méthodes pour déterminer si une personne peut prétendre à une aide sociale, et il n'existe pas de stratégie universelle pour les choisir et les appliquer. Le choix doit être guidé par le contexte et les objectifs de l'action publique, et chaque méthode a ses avantages mais aussi ses coûts spécifiques. Par exemple, avec les critères de ressources, l'admissibilité est déterminée en fonction du revenu ou de certains actifs financiers. L'avantage d'une telle approche est qu'elle permet d'identifier directement les plus vulnérables. En revanche, elle peut être lourde sur le plan administratif et entraîner des inexactitudes dans les pays où le secteur informel est important, ou dans lesquels la qualité des données administratives laisse à désirer. À l'inverse, le ciblage catégoriel, où l'admissibilité est définie en fonction de l'appartenance à des catégories relativement faciles à observer comme l'âge, la situation au regard de l'emploi, la situation de famille, etc. est plus simple à gérer et présente l'avantage de reposer sur des critères transparents et objectifs. Pourtant, le ciblage permet probablement de réduire moins efficacement la pauvreté, car l'admissibilité n'est pas déterminée en fonction des revenus ou des ressources financières.

On estime généralement que le ciblage entraîne des coûts administratifs plus élevés que les programmes universels. Par ailleurs, le risque d'erreurs d'exclusion ou d'inclusion (à savoir une aide qui ne serait pas accordée à des personnes pouvant y prétendre, ou distribuée à des personnes n'y ayant pas droit) augmente à mesure que l'on passe d'un modèle de soutien universel à des programmes plus sélectifs. Un soutien social ciblé peut aussi créer des incitations à ne pas prendre un emploi, particulièrement lorsque l'admissibilité à l'aide est directement liée au revenu du travail (c'est-à-dire à des critères de ressources traditionnels). Cependant, les contre-incitations au travail peuvent être moins fortes lorsque l'admissibilité n'est pas uniquement, ou pas directement, liée au revenu, comme avec le ciblage catégoriel ou l'utilisation de critères d'évaluation indirecte des ressources (où l'admissibilité est déterminée en fonction de la distance par rapport à un indicateur souvent corrélé à la pauvreté).

Améliorer la qualité des données publiques et des pratiques d'échange de données, et investir dans l'ensemble de la chaîne d'exécution des programmes d'aide sociale, sont autant de mesures qui peuvent contribuer efficacement à réduire les coûts administratifs liés aux pratiques de ciblage et à limiter les erreurs d'exclusion ou d'inclusion, améliorant ainsi leurs retombées globales sur la pauvreté et la résilience des ménages. En Norvège par exemple, l'utilisation de données détaillées sur les ménages et le recours aux systèmes de paiement électronique permettent d'automatiser complètement le système d'allocations familiales prolongées versées aux parents isolés. Les investissements cités plus haut peuvent aussi améliorer l'agilité des systèmes d'aide sociale face aux crises économiques, où la dynamique du bien-être économique peut être considérable. De fait, les pays qui ont su le mieux adapter leurs systèmes de soutien à la crise du COVID-19 sont ceux qui avaient déjà les capacités numériques de réagir en s'appuyant sur des registres de données sociales de large portée permettant d'effectuer des recoupements, sur des systèmes de versement sur des comptes ou sous forme numérique, et sur une législation souple (Grosh, 2020).

## Graphique 1.5. Principales recommandations concernant la protection sociale et les politiques actives du marché du travail



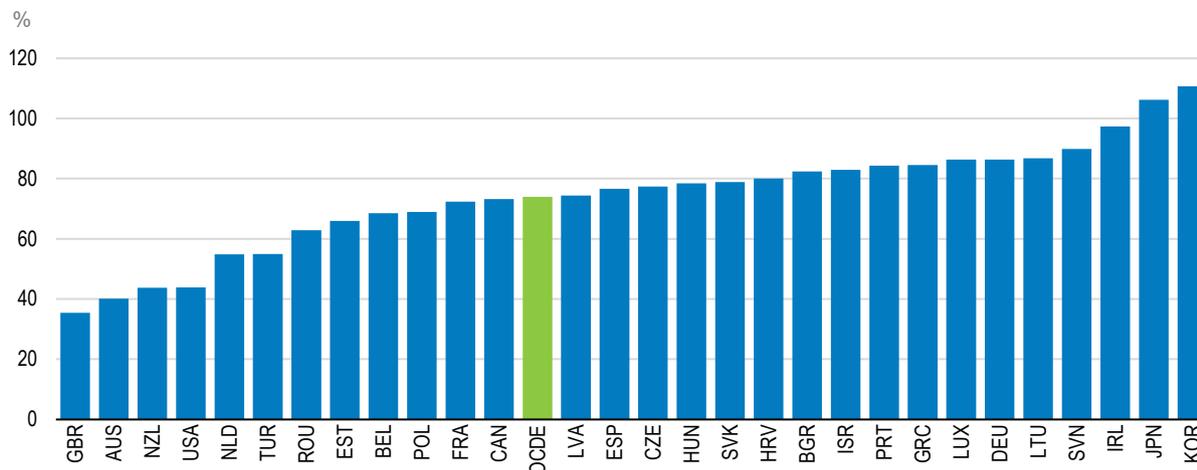
Note : Poids relatif des domaines de l'action publique, calculé à partir des recommandations recensées dans les notes par pays.

La reprise observée après la pandémie a montré qu'il fallait, dès la phase de conception, veiller à intégrer dans les programmes d'aide des incitations appropriées en faveur de l'offre de main-d'œuvre, de façon à éviter d'amplifier les contraintes qui pèsent sur celle-ci. Il s'agit d'une difficulté qui préexistait dans de nombreux pays, mais les sévères pénuries de main-d'œuvre qui sont apparues avec la réouverture des économies après la pandémie ont mis ces considérations sur le devant de la scène. Les incitations financières à ne pas prendre un travail reflètent souvent l'effet combiné des prélèvements et des prestations, en particulier dans les pays à revenu élevé où l'État-providence est comparativement plus développé. En moyenne, dans les pays de l'OCDE, un demandeur d'emploi qui reprend un travail rémunéré au salaire minimum après deux mois de chômage est soumis à un taux d'imposition marginal implicite de 75 %, qui s'explique par l'augmentation des impôts parallèlement à la baisse des prestations. Ce taux est même supérieur à 100 % au Japon et en Corée (graphique 1.6).

Les options de réforme visant à améliorer la protection sociale devraient également prévoir la mise en œuvre de politiques actives du marché du travail (PAMT). Si une aide au revenu adéquate doit être fournie pendant les périodes de chômage, il faudrait encourager le retour à l'emploi par une mise en adéquation efficace des offres et des demandes. Il faut pour cela adopter des stratégies ciblées, par exemple une approche plus active et plus personnalisée de la gestion des dossiers individuels (comme des entretiens réguliers en personne et l'élaboration de plans d'action individuels), et prendre des mesures permettant d'identifier des possibilités d'emploi propices à l'acquisition de compétences et à l'enrichissement de l'expérience professionnelle. L'importance des PAMT à cet égard est bien documentée, mais des réformes sont encore nécessaires, par exemple au Japon, au Luxembourg ou au Portugal (graphique 1.5).

## Graphique 1.6. Les incitations financières à ne pas reprendre un emploi restent élevées pour les personnes rémunérées au salaire minimum

Pourcentage de revenus perdus à la reprise d'un emploi après deux mois de chômage en raison soit de l'augmentation des impôts, soit de la baisse des prestations, 2022 ou dernière période connue<sup>1</sup>



1. Cas d'une personne avec deux enfants dont le partenaire travaille à temps plein à 67 % du salaire moyen. Dernière année disponible : 2021 pour l'Autriche, le Canada et Israël.

Source : OCDE (2023), Incitation financière à ne pas retourner au travail (indicateur), <https://doi.org/10.1787/303c3b4e-fr> (consulté le 16 mai 2023).

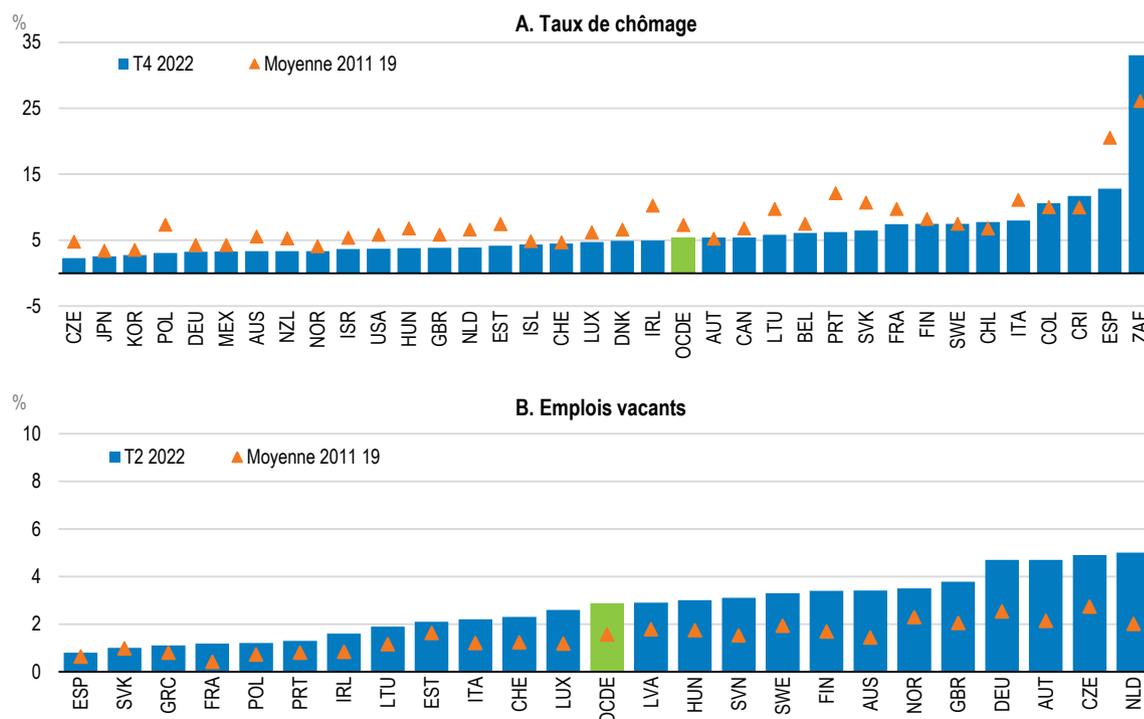
StatLink  <https://stat.link/vjni03>

## Lever les obstacles à une utilisation efficace des ressources

### **La reprise de l'utilisation de la main-d'œuvre après la pandémie a été inégale**

Les marchés du travail restent de manière générale tendus dans les économies avancées. Leur redressement a été vigoureux, même s'il a été inégal selon les pays et les secteurs (OCDE, 2022a). En effet, les taux d'emploi ont été relativement stables en Europe et au Japon en raison du recours généralisé aux dispositifs de maintien dans l'emploi, et ont rebondi rapidement au Canada et aux États-Unis grâce à l'octroi de généreuses aides en espèces. De manière plus générale, les tensions sur les marchés du travail ont fait tomber les taux de chômage à leurs plus bas niveaux depuis vingt ans, et les taux d'emplois vacants sont exceptionnellement élevés (graphique 1.7). Cela dit, en Islande, en Suisse, aux États-Unis, au Royaume-Uni, ainsi qu'en Colombie, au Costa Rica et au Chili, les taux d'activité demeurent en deçà de leur niveau antérieur à la pandémie. Plusieurs pays ont en outre fait état de pénuries de main-d'œuvre généralisées, en particulier dans le secteur manufacturier et la construction, ainsi que dans des secteurs à faible rémunération comme les activités d'hébergement et de restauration (OCDE, 2022a).

## Graphique 1.7. Les tensions sur le marché du travail ont atteint des niveaux historiquement élevés



Source : OCDE, Perspectives économiques de l'OCDE, volume 2022, n° 2 ; et OCDE, Perspectives économiques de l'OCDE, n° 112 (base de données).

StatLink  <https://stat.link/2yt8vd>

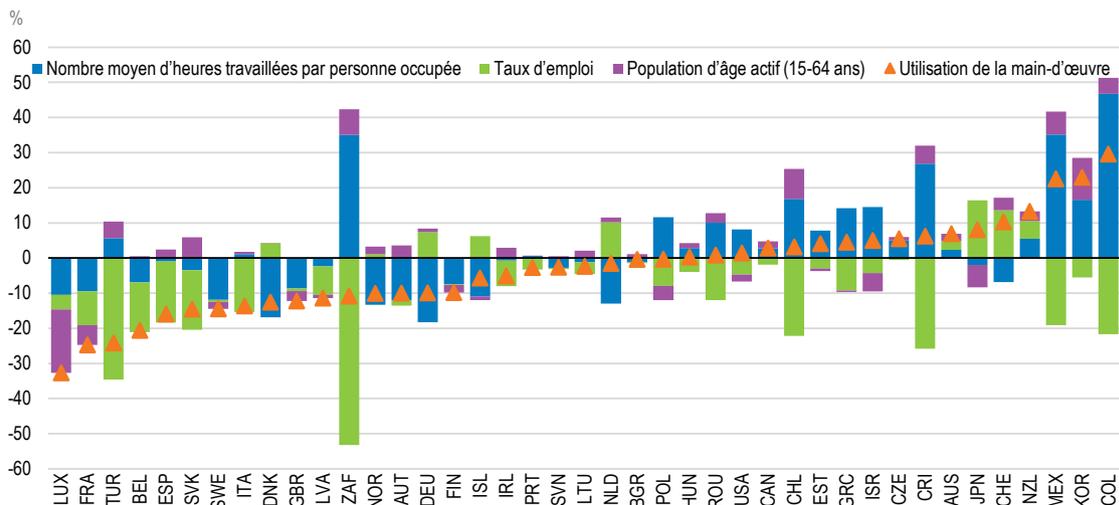
Malgré la vigueur des marchés du travail, certains groupes vulnérables restent à l'écart de la reprise, et la situation défavorable dans laquelle les jeunes travailleurs se trouvent toujours dans certains pays s'avère particulièrement préoccupante étant donné que ceux-ci sont davantage susceptibles de subir des effets de stigmatisation (OCDE, 2021a). Qui plus est, le taux d'emploi des femmes demeure nettement inférieur à celui des hommes dans de nombreux pays (voir plus bas). D'autres groupes de population, tels que les seniors, affichent aussi un faible taux d'activité (OCDE, 2021a). Ces résultats affaiblissent la capacité de production des économies et font ressortir le besoin urgent d'adopter des politiques permettant de renforcer le taux d'activité dans l'ensemble des groupes de population et dans tous les pays.

### ***L'utilisation de la main-d'œuvre et ses facteurs varient considérablement d'un pays à l'autre***

Dans de nombreux pays européens, tels que l'Allemagne, l'Autriche, le Danemark, la Finlande, l'Islande, la Norvège et le Royaume-Uni, mais aussi, dans une moindre mesure, en France et au Luxembourg, l'écart de taux d'utilisation de la main-d'œuvre par rapport aux pays de l'OCDE les mieux classés à cet égard est largement imputable au faible nombre moyen d'heures travaillées par personne occupée (graphique 1.8). Cette faiblesse du nombre d'heures travaillées s'explique souvent par des obstacles liés à des politiques publiques ou par des contre-incitations à travailler à temps plein, notamment pour les parents isolés et les deuxièmes apporteurs de revenu dans les ménages. En revanche, en Belgique, en Italie, en Lettonie, en Roumanie, en Espagne, en Slovaquie, mais également en Türkiye, au Chili, en Colombie, au Costa Rica et en Afrique du Sud, l'écart de taux d'utilisation de la main-d'œuvre peut s'expliquer par un taux d'emploi assez faible, le nombre moyen d'heures travaillées par personne occupée étant relativement élevé.

## Graphique 1.8. Les facteurs d'utilisation de la main-d'œuvre varient selon les groupes de pays

Écart en pourcentage par rapport à la moitié supérieure des pays de l'OCDE, 2021



Source : OCDE, Productivité et Statistiques de la population active (bases de données).

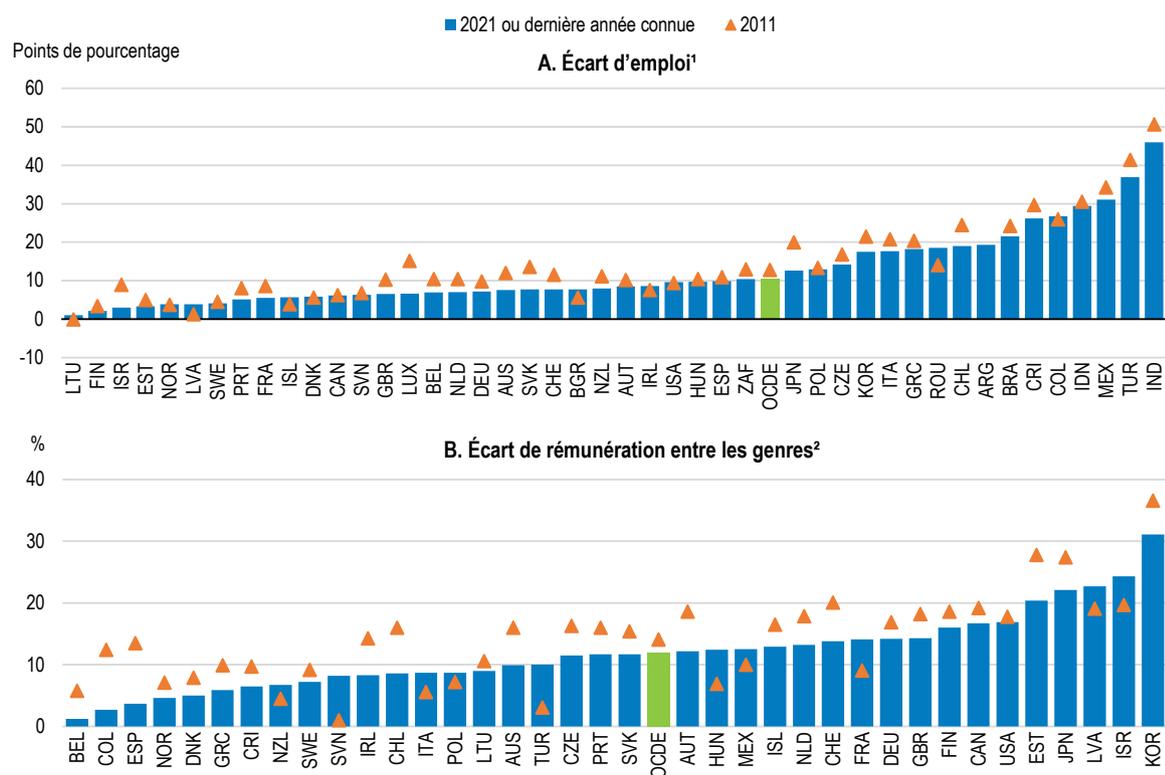
StatLink  <https://stat.link/0p8yj6>

Il est impératif de favoriser l'inclusivité et la souplesse sur les marchés du travail afin de renforcer la concurrence, d'atténuer les pénuries du côté de l'offre et de tirer davantage parti de la transformation numérique. La faiblesse des taux d'emploi global tient souvent au taux d'emploi peu élevé de certains groupes en particulier, notamment les jeunes, les seniors, les femmes, les minorités et les travailleurs peu qualifiés. L'une des raisons principales est le dualisme du marché du travail, c'est-à-dire à la segmentation de ce marché entre les actifs qui disposent d'un contrat de travail régulier, assorti d'une forte protection de l'emploi, et ceux dont le contrat est peu protecteur et dont les possibilités de formation en cours d'emploi sont limitées. Parmi les autres éléments déterminants, on peut citer les mesures qui incitent à la retraite anticipée et l'inadéquation des compétences, qui sont deux facteurs très observés dans les pays de l'OCDE.

### Réformes visant à lever les obstacles à l'activité féminine

Les investissements en faveur de l'égalité des genres peuvent permettre d'accroître le taux d'activité, l'emploi et la production (OCDE, 2018a). Bien que le taux d'activité des femmes se soit considérablement amélioré, leur taux d'emploi reste nettement inférieur à celui des hommes, et les écarts de rémunération entre les genres demeurent importants dans de nombreux pays de l'OCDE (graphique 1.9).

## Graphique 1.9. Des disparités entre les genres persistent sur le marché du travail



1. L'écart d'emploi est la différence entre les taux d'emploi des hommes et des femmes âgés de 15 à 64 ans. La dernière année connue est 2019 pour l'Indonésie et 2020 pour l'Inde (données de 2010 remplacées par celles de 2011 pour l'Inde).

2. L'écart de rémunération est la différence entre le salaire médian des hommes et celui des femmes, exprimée en pourcentage du salaire médian des hommes. Les estimations de rémunération correspondent au revenu d'activité brut des salariés à plein temps. La dernière année connue est 2022 pour l'Australie, 2020 pour l'Allemagne, la Belgique, le Chili, la Colombie, le Danemark, la Finlande, la Hongrie, l'Italie, la Lettonie, la Pologne, le Portugal et la Suisse ; 2019 pour le Costa Rica, la France, la Grèce et Israël ; et 2018 pour l'Irlande, l'Islande, la Slovaquie et la Turquie.

Source : OCDE, Statistiques de la population active et Égalité des genres (bases de données).

StatLink  <https://stat.link/gvmxpu>

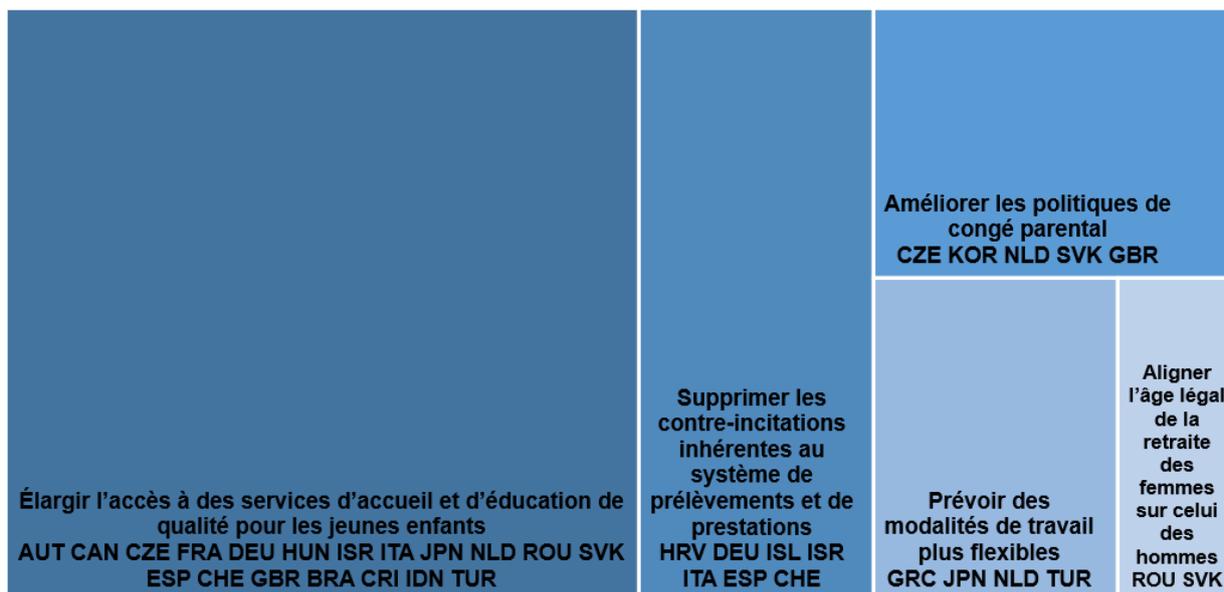
Les écarts de taux d'activité entre les genres tiennent souvent à des obstacles ou à des mesures d'incitation liés à l'offre de services de garde d'enfants et aux dispositifs de congé parental, ainsi qu'à la conception des systèmes de prélèvements et de prestations. Améliorer l'accès aux services de garde non parentaux et abaisser leur coût font partie des priorités d'action recensées dans la présente édition d'*Objectif croissance* (graphique 1.10). En effet, le coût démesurément élevé de ces services est l'un des principaux facteurs qui contribuent aux disparités observées en matière de recours aux services de garde entre les différentes catégories de revenu (OCDE, 2020a). Fournir un accès à des services de garde d'enfants abordables peut non seulement accroître le taux d'emploi des mères mais aussi améliorer les résultats scolaires des enfants, en particulier ceux issus de ménages à bas revenu.

L'amélioration du congé parental constitue une autre recommandation cruciale. Il a été démontré que l'offre d'un congé maternité suffisant avait des retombées favorables sur la société, en entraînant notamment une baisse du taux de mortalité infantile et des effets positifs sur la santé des mères (Khan, 2020). Un tel dispositif stimule en outre l'activité féminine, en aidant les femmes à concilier activité professionnelle et vie de famille, et en renforçant leurs liens avec le marché du travail. En revanche, afin d'éviter les congés de longue durée favorisant un éloignement du marché du travail, la durée du congé parental pourrait être réduite en Corée, aux Pays-Bas, en République slovaque, en République tchèque

et au Royaume-Uni. Il est également possible de réformer les dispositifs de congé parental de façon à offrir un soutien supplémentaire aux mères qui souhaitent réintégrer la population active. Alors qu'un grand nombre de pays de l'OCDE offrent un congé parental aux pères, ceux-ci sont peu nombreux à avoir recours à un tel dispositif.

Dans certains cas, les pays auraient tout intérêt à réformer leur système de prélèvements et de prestations pour supprimer les freins à l'activité féminine. Il s'agirait notamment de veiller à la neutralité fiscale à l'égard des premiers et des deuxièmes apporteurs de revenu, ainsi qu'il est recommandé de faire en Espagne et en Italie. Il serait en outre possible de s'attaquer à certains coûts fixes, tels que la garde d'enfants, via le système fiscal, notamment en accordant des aides ciblées ou crédits d'impôt pour enfant à charge, ou en permettant de déduire les dépenses de garde d'enfants.

### Graphique 1.10. Principales réformes visant à lever les obstacles à l'activité féminine



Note : Poids relatif des domaines de l'action publique, calculé à partir des recommandations recensées dans les notes par pays.

### **Accroître l'investissement dans divers types de capital afin de redynamiser la croissance de la productivité**

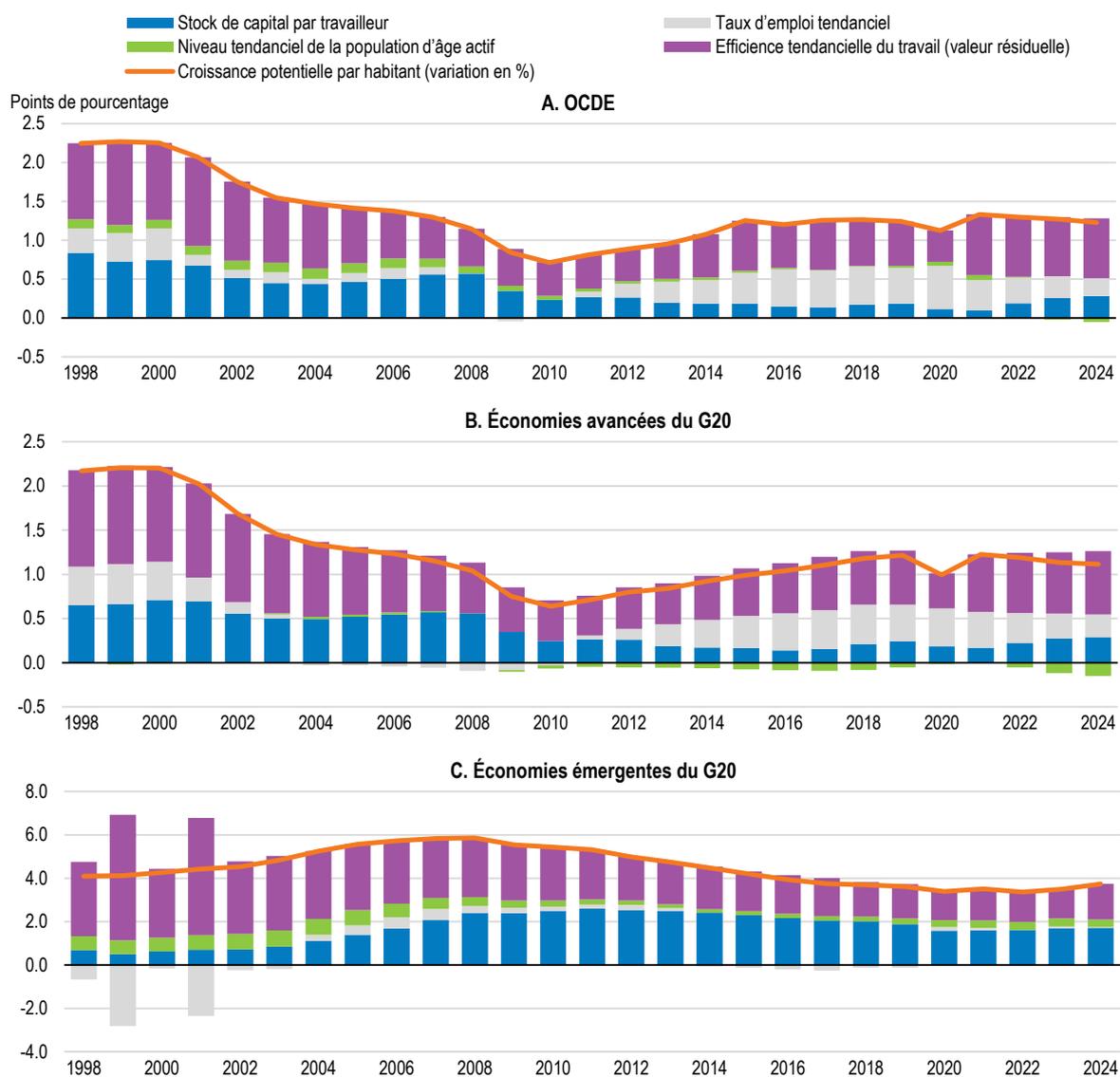
#### *La croissance de la productivité avait déjà ralenti avant la pandémie*

Alors que l'amélioration de la croissance constitue un enjeu de longue date dans la plupart des pays, le ralentissement qui se prolonge actuellement et l'affaiblissement des perspectives de croissance sous-jacente dans un contexte de faibles gains de productivité montrent bien le caractère essentiel de réformes structurelles propres à stimuler l'offre. La décennie précédente a été marquée par une baisse spectaculaire de la croissance de la production potentielle, qui est principalement imputable à un ralentissement de la croissance tendancielle de la productivité du travail. De fait, alors que la croissance de la productivité du travail continue de s'orienter à la baisse depuis la fin des années 1990 dans la plupart des pays de l'OCDE, coïncidant avec une accélération de l'intégration commerciale et financière, on observe un ralentissement généralisé des gains de productivité depuis la crise financière mondiale dans la plupart des économies avancées et des économies de marché émergentes (Andrews et al., 2016 ; graphique 1.11). L'adhésion à la mondialisation s'est en outre érodée au cours de la même période, ce qui risque d'accentuer la fragmentation de l'ordre économique et, partant, de peser lourdement sur les gains de productivité futurs.

Le chapitre 2 traite expressément de certaines caractéristiques de l'intégration commerciale et de leurs conséquences et présente des stratégies générales envisageables pour mieux cerner et circonscrire les risques liés aux chaînes de valeur mondiales.

### Graphique 1.11. La faiblesse de la productivité du travail est à l'origine du recul de la production potentielle

Contribution à la croissance potentielle par habitant



Source : OCDE, Perspectives économiques de l'OCDE, n° 113 (base de données).

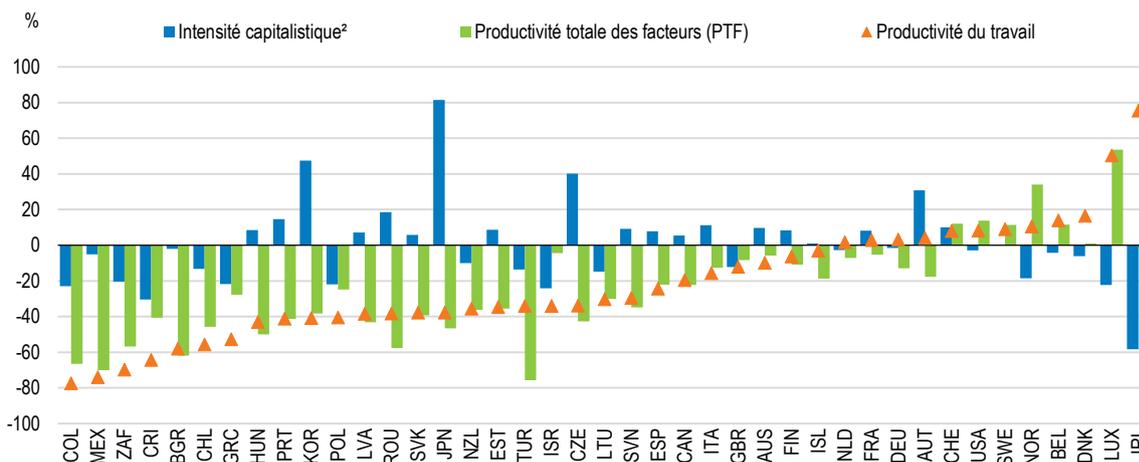
StatLink  <https://stat.link/5ohtwb>

### La productivité varie selon les pays

Les écarts de productivité du travail observés entre certains pays tiennent à la fois aux écarts de stock de capital et à ceux de productivité totale des facteurs (PTF) (graphique 1.12). Dans les économies de marché émergentes, les écarts de PTF sont plus marqués, tandis que dans d'autres pays, tels que l'Autriche, la Corée, le Japon et la République tchèque, la PTF est relativement faible mais le stock de capital par travailleurs est assez élevé.

### Graphique 1.12. Les écarts de productivité du travail entre les pays tiennent essentiellement aux écarts de productivité totale des facteurs

Écart en pourcentage par rapport à la moitié supérieure des pays de l'OCDE<sup>1</sup>, 2021



1. Les écarts de renforcement de l'intensité capitalistique et de productivité totale des facteurs sont mesurés par rapport à la moyenne pondérée par la population des 19 pays de l'OCDE où la production du travail était la plus élevée en 2021 (et où le PIB par habitant était le plus élevé en 2021 pour le calcul de l'écart de productivité du travail).

2. Le renforcement de l'intensité capitalistique désigne le ratio stock de capital productif/PIB (en volume).

Source : OCDE, Perspectives économiques de l'OCDE (base de données).

StatLink  <https://stat.link/ldy8zb>

### Accroître l'investissement

La faiblesse des gains de productivité observée depuis le milieu des années 2000, et plus particulièrement depuis la crise financière mondiale, peut s'expliquer par la lenteur de l'accumulation de capital, malgré une baisse progressive du coût du capital. Il s'agit aussi bien des actifs corporels, tels que les équipements, les machines et les bâtiments, que des actifs incorporels, qui comprennent, entre autres, les actifs numériques (logiciels, données), la propriété intellectuelle (R-D et brevets) et le capital organisationnel (Andrews et Criscuolo, 2013). Le recul des investissements dans ces domaines indique que les entreprises ne consacrent pas suffisamment de ressources à la modernisation de leurs technologies et de leurs modes de production et, plus généralement, à l'amélioration de leurs pratiques commerciales, ce qui se traduit par une baisse des gains de productivité.

Pour tirer le meilleur parti de ces investissements, des investissements complémentaires dans les compétences à la fois techniques et managériales sont indispensables. En effet, environ un tiers de l'écart de productivité du travail constaté entre les entreprises qui se situent à la « frontière » de la productivité et celles du même secteur qui affichent une productivité moyenne type s'explique par des déficits de compétences (Criscuolo et al., 2021a). Les compétences managériales jouent en outre un rôle

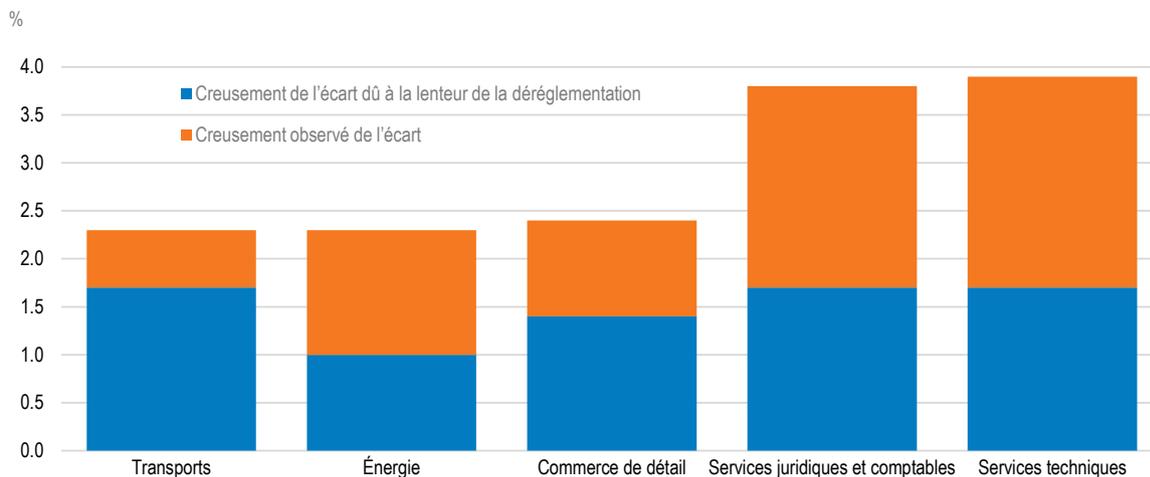
particulièrement important, également au travers des complémentarités avec les compétences des travailleurs. La diversité des genres et des cultures parmi les cadres — et dans une moindre mesure, parmi les travailleurs — est aussi corrélée positivement avec la productivité des entreprises. Par ailleurs, le recours accru au télétravail induit par la pandémie souligne la nécessité d'améliorer les compétences de la population active, notamment dans les domaines numérique et managérial, pour s'adapter à un nouvel environnement de travail hybride (Criscuolo et al, 2021). Autrement dit, les politiques publiques ont un rôle essentiel à jouer pour renforcer les gains de productivité des travailleurs et des cadres en accroissant la qualité du capital humain et sa quantité (*l'offre*), en favorisant la montée en compétences (*la formation*) et en facilitant l'adéquation productive des travailleurs et des emplois.

Afin d'accroître l'investissement des entreprises dans le capital physique, incorporel et humain, celles-ci doivent disposer non seulement des capacités nécessaires mais aussi des incitations appropriées. La concurrence est l'un des principaux domaines dans lesquels les politiques publiques peuvent jouer un rôle crucial pour faire en sorte que les entreprises aient la volonté de continuer à s'améliorer. Cela vaut non seulement pour les entreprises les plus innovantes qui affichent les meilleurs taux de productivité, mais aussi pour celles qui dépendent de l'adoption des technologies les plus récentes ou des meilleures pratiques des entreprises de pointe. Un large corpus de données fait toutefois apparaître un affaiblissement de la concurrence dans plusieurs grandes économies de l'OCDE. La concentration et les marges sectorielles se sont notamment amplifiées (De Loecker et al., 2020) ; les taux d'entrée et de sortie des entreprises reculent (Akcigit et al., 2021 ; Calvino et al., 2020) ; et l'écart entre les entreprises les plus productives (à la « frontière » de la productivité) et les autres ne cesse de se creuser (Andrews et al., 2016).

La réglementation des marchés de produits, du travail et des capitaux devrait donc viser à continuer de promouvoir la concurrence et s'adapter au caractère évolutif des marchés, notamment du fait de l'accélération de la transformation numérique. Une réglementation des marchés de produits propice à la concurrence peut inciter davantage les entreprises en place à adopter les toutes dernières technologies. De plus, en permettant de réduire les obstacles à l'entrée, une réglementation propice à la concurrence peut favoriser l'entrepreneuriat et l'expérimentation de nouveaux modèles d'affaires et de nouvelles technologies, ce qui pourrait contribuer à combler les écarts de productivité (graphique 1.13). Les régimes d'insolvabilité qui ne pénalisent pas de manière excessive les débiteurs peuvent aussi avoir des effets bénéfiques en facilitant la sortie des entreprises les moins productives et en libérant des ressources pour celles qui le sont plus ou pour celles qui entrent sur le marché, en stimulant la productivité dans son ensemble, en particulier dans les secteurs caractérisés par un niveau élevé de capital incorporel (graphique 1.14). La réglementation du marché du travail ne devrait en outre pas entraver la mobilité professionnelle des travailleurs souhaitant se déplacer, en limitant les disparités inutiles qui existent entre les critères d'octroi des autorisations professionnelles pour certains métiers, afin que les travailleurs soient dûment incités à trouver des emplois dans lesquels ils seront plus productifs (Bambalaita et al., 2020).

### Graphique 1.13. Une accélération des réformes des marchés de produits peut permettre d'atténuer les écarts de productivité

Contribution estimée à la variation annuelle de l'écart de productivité multifactorielle de la lenteur des réformes par rapport au secteur connaissant le rythme de réforme le plus rapide<sup>1</sup> (télécommunications)

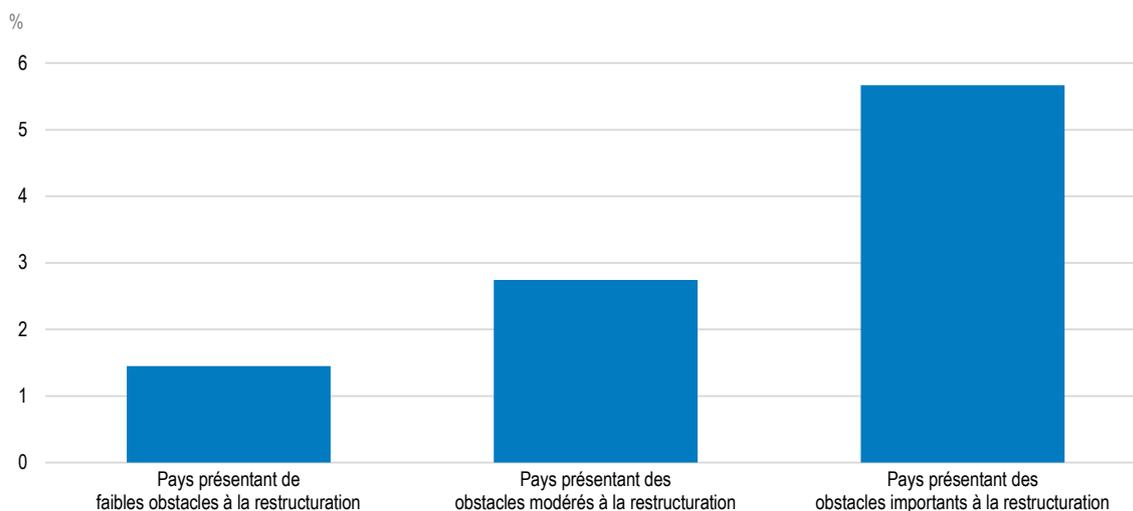


1. Le graphique montre la variation annuelle de l'écart de productivité multifactorielle entre les entreprises à la frontière et celles qui sont à la traîne, ainsi que la part de cet écart qui s'explique par une déréglementation plus lente que celle observée dans le secteur qui connaît la déréglementation la plus rapide (soit les télécommunications).

Source : Andrews, D., C. Criscuolo et P. Gal (2016), « The Best versus the Rest: The Global Productivity Slowdown, Divergence across Firms and the Role of Public Policy », OECD Productivity Working Papers, n° 5, Éditions OCDE, Paris, <https://doi.org/10.1787/63629cc9-en>.

### Graphique 1.14. Des régimes d'insolvabilité solides peuvent favoriser la productivité dans les secteurs à forte intensité d'actifs incorporels

Gains de productivité (dans les secteurs à forte intensité d'actifs incorporels par rapport aux secteurs à faible intensité d'actifs incorporels) découlant de l'adoption du régime le plus à même de réduire les obstacles à la restructuration des entreprises<sup>1</sup>



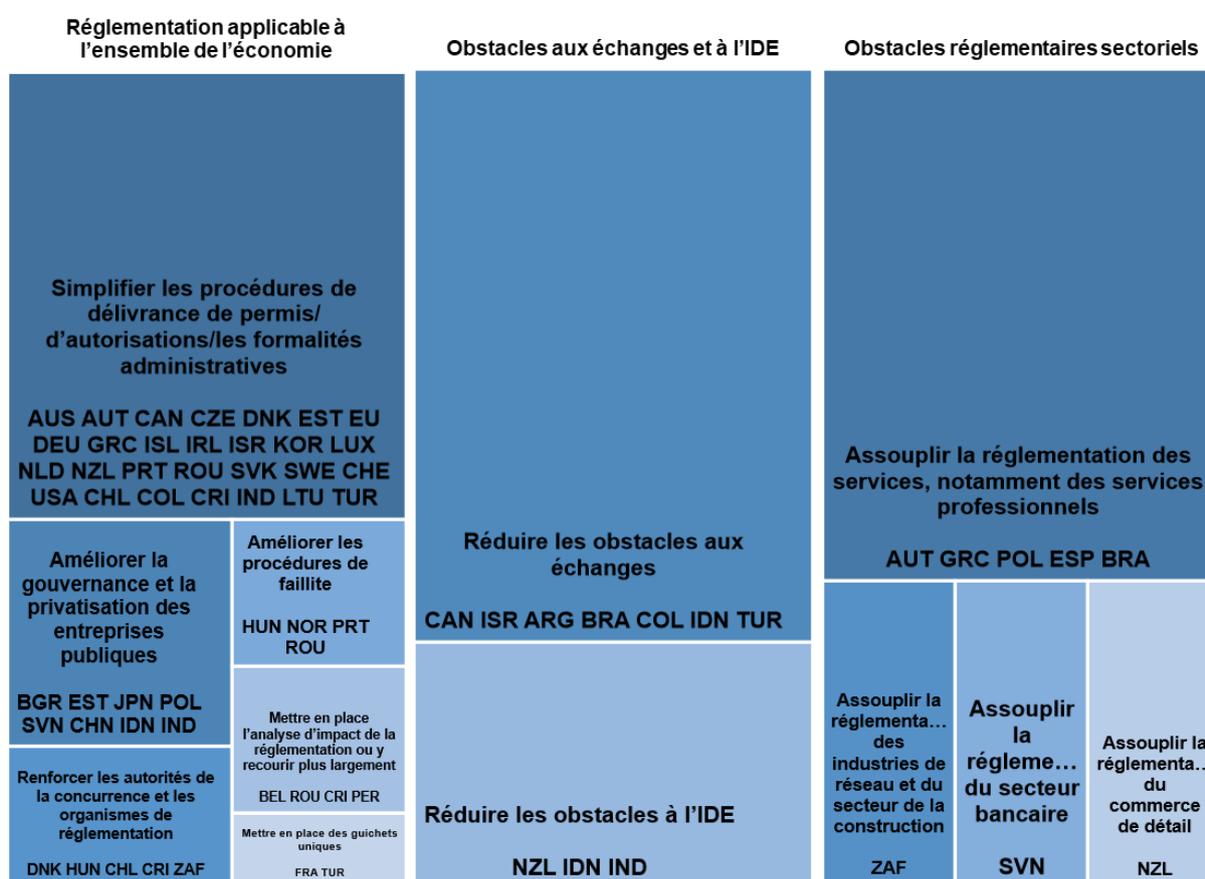
1. Le graphique montre l'écart de gains de productivité entre les secteurs à forte intensité d'actifs incorporels et les secteurs traditionnels à la suite d'un renforcement de la solidité du régime d'insolvabilité correspondant au plus haut niveau de l'indicateur le plus récent de la Banque mondiale (2019). L'estimation porte sur la période 2007-15 du fait de la disponibilité des données et couvre jusqu'à 28 pays.

Source : Demmou, L. et G. Franco (2021), « Mind the financing gap: Enhancing the contribution of intangible assets to productivity », Documents de travail du Département des affaires économiques de l'OCDE, n° 1681, Éditions OCDE, Paris, <https://doi.org/10.1787/7aefd0d9-en>.

## Réformes des réglementations sectorielles ou applicables à l'ensemble de l'économie

La réduction des obstacles réglementaires, qu'ils concernent l'ensemble de l'économie ou qu'ils soient sectoriels, demeure essentielle pour relancer la croissance de la productivité dans de nombreux pays. Certaines recommandations sont fréquemment regroupées et consistent notamment à rationaliser la réglementation tout en facilitant l'entrée des entreprises par une simplification et une amélioration de la transparence des procédures d'octroi des permis et autorisations, à réduire l'ampleur du secteur des entreprises publiques tout en améliorant leur gouvernance, et à renforcer les cadres de la concurrence (graphique 1.15). Il conviendrait aussi en priorité de réduire les obstacles réglementaires sectoriels, en particulier dans les secteurs non manufacturiers, tels que le commerce de détail et les services professionnels ainsi que les industries de réseau, en vue de stimuler la productivité et de promouvoir l'efficacité allocative (Bambalaita et al., 2020).

**Graphique 1.15. Principales recommandations concernant la réglementation des marchés de produits, la concurrence, les échanges et l'IDE**



Note : Poids relatif des domaines de l'action publique, calculé à partir des recommandations recensées dans les notes par pays.

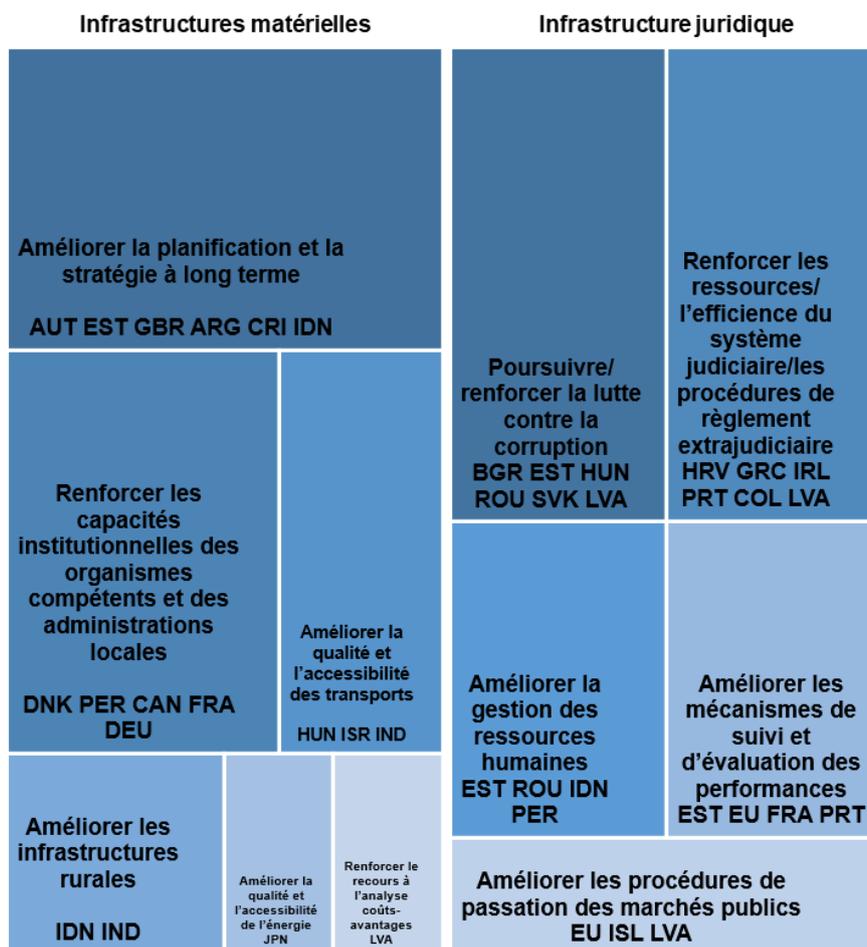
Ainsi qu'il a été évoqué, un environnement réglementaire qui favorise l'entrée de nouvelles entreprises sur le marché et qui leur permet de se développer, tout en encourageant les entreprises en situation d'échec à réduire leurs activités ou à fermer leurs portes, peut également renforcer la dynamique des entreprises et leur productivité. De fait, les politiques qui favorisent une entrée et une sortie plus efficaces des entreprises figurent régulièrement dans *Objectif croissance*. Concrètement, il convient de faire en sorte

que la législation sur les faillites ne pénalise pas excessivement l'échec, réforme qui reste prioritaire en Hongrie, en Norvège, au Portugal et en Roumanie (graphique 1.15).

### *Réformes visant à améliorer les infrastructures matérielles et juridique*

L'investissement public en infrastructures contribue de manière à la fois directe et indirecte au stock de capital de l'ensemble de l'économie, notamment en jouant un rôle de catalyseur de l'investissement privé. De fait, le renforcement des capacités des infrastructures et de leur réglementation constitue une priorité dans plusieurs pays avancés (graphique 1.16), l'objectif étant surtout de remédier aux pénuries d'infrastructures dans le secteur des transports ou dans celui de l'énergie, ou dans les deux, de manière économiquement efficiente, comme au Canada et en France. L'offre d'infrastructures laisse aussi à désirer (en termes tant quantitatifs que qualitatifs) dans de nombreuses économies de marché émergentes, et il faudrait accompagner toute augmentation de l'investissement public de réformes de l'environnement réglementaire afin d'attirer les investissements privés et d'optimiser leur utilisation. La suppression des goulets d'étranglement liés aux infrastructures, notamment dans les transports, peut favoriser une hausse de l'emploi dans des pays comme l'Estonie, l'Indonésie et le Pérou, en facilitant l'adéquation entre travailleurs et emplois. De manière générale, des infrastructures de qualité sont indispensables pour assurer la mobilité des biens et des personnes, ainsi que pour améliorer la dynamique des entreprises.

**Graphique 1.16. Principales recommandations concernant les infrastructures matérielles et juridique**



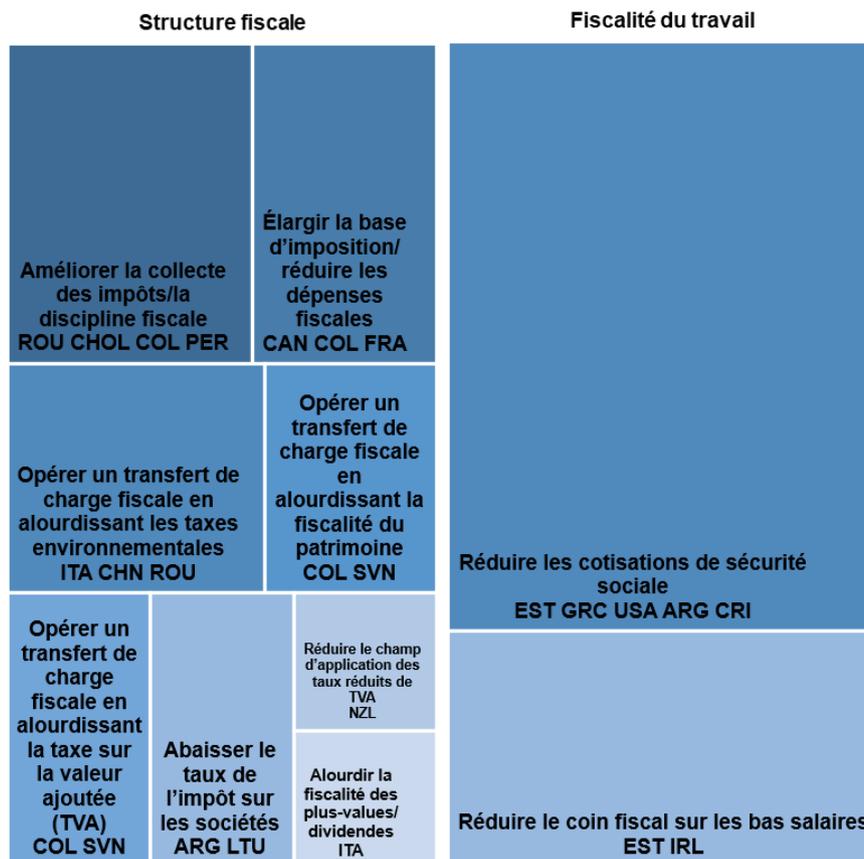
Note : Poids relatif des domaines de l'action publique, calculé à partir des recommandations recensées dans les notes par pays.

Outre des infrastructures matérielles bien développées, l'existence d'un cadre juridique solide s'avère aussi essentielle pour lever les obstacles à la croissance. Le rapport *Objectif croissance* présente des mesures qui peuvent être envisagées par les pouvoirs publics pour renforcer l'état de droit et l'efficacité du système judiciaire, et contient des recommandations portant généralement sur la sécurité des personnes et des biens, sur l'exécution des contrats et la lutte contre la corruption, ainsi que sur l'amélioration de la gestion des ressources et de l'évaluation des résultats dans les administrations publiques. Les recommandations formulées à cet égard sont destinées surtout aux pays en transition vers une économie de marché, tels que la Bulgarie, la Croatie, la Lettonie, la Lituanie et l'Estonie.

### *Réformes visant à rendre le système fiscal plus efficient*

Il est en outre possible de rendre les systèmes d'imposition plus propices à la croissance et à l'équité en effectuant un transfert de charge fiscale vers la propriété immobilière, en élargissant la base d'imposition et en réduisant la fragmentation de la fiscalité. Une augmentation du poids relatif des taxes environnementales peut aussi permettre d'améliorer la durabilité de la croissance économique et le bien-être, à condition que des mesures soient prises pour garantir qu'elle n'ait pas des répercussions disproportionnées sur les ménages à faible revenu (voir plus bas). Bien que les pays présentent encore une grande marge d'amélioration à cet égard et qu'une réforme de la fiscalité figure fréquemment parmi leurs priorités, les recommandations formulées varient en fonction des résultats de chaque pays et des faiblesses des politiques nationales (graphique 1.17). Il est généralement recommandé de réduire les impôts sur le travail ou sur les sociétés et de relever en parallèle divers impôts indirects en fonction des sources de distorsions propres à chaque pays. Ainsi, en Argentine, en Colombie, en Lituanie et en Slovaquie, il est possible de renforcer encore le poids des impôts indirects dans la structure fiscale.

**Graphique 1.17. Principales recommandations concernant la structure et l'efficacité du système fiscal**

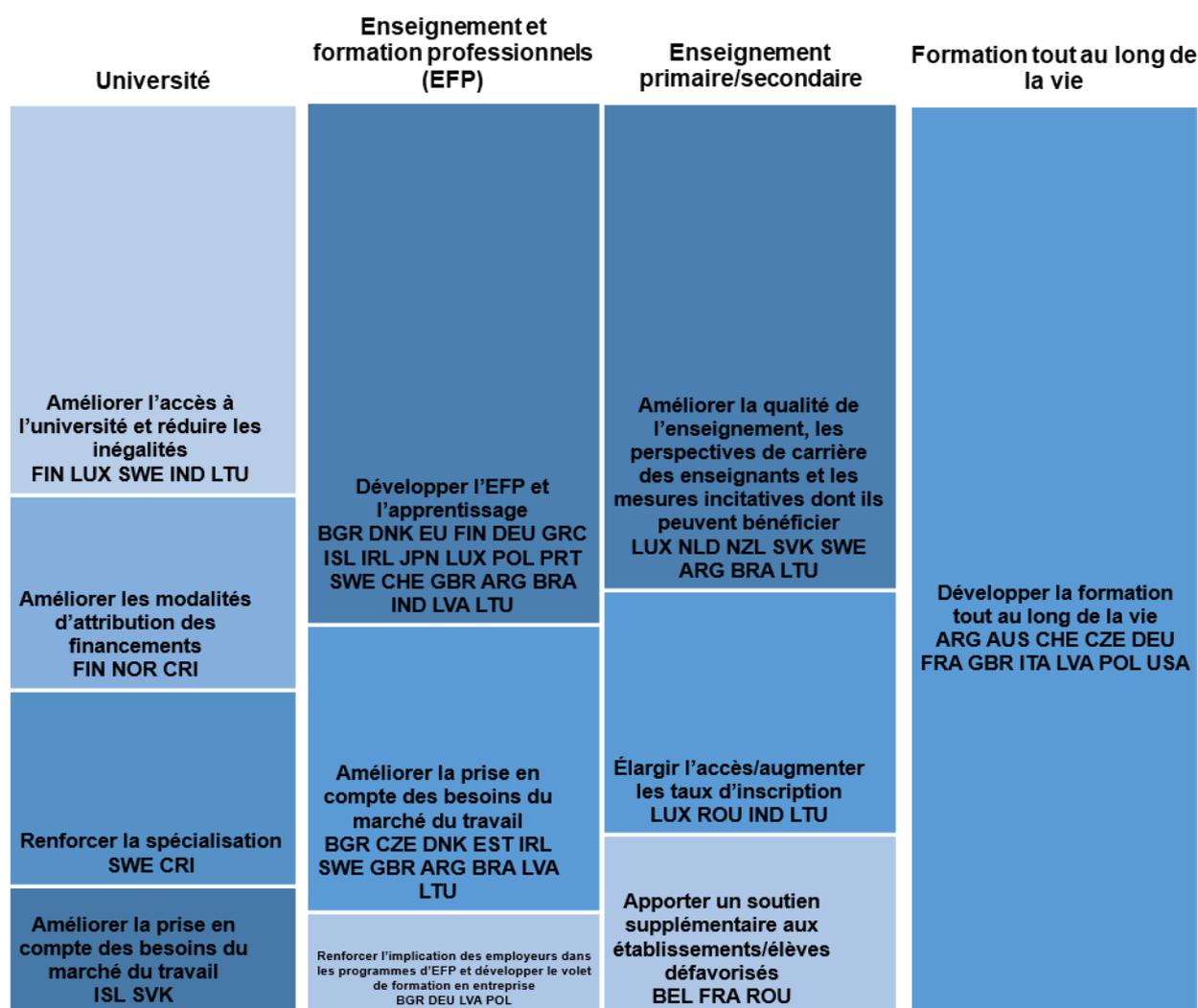


Note : Poids relatif des domaines de l'action publique, calculé à partir des recommandations recensées dans les notes par pays.

### Réformes visant à accélérer l'amélioration des compétences et des capacités d'innovation

Les politiques de recyclage professionnel et de renforcement des compétences jouent un rôle crucial dans la mesure où les connaissances sont un moteur essentiel de la croissance. L'amélioration de l'éducation et des compétences a été maintes fois présentée comme une priorité pour une grande majorité d'économies avancées et d'économies de marché émergentes, et des recommandations spécifiques ont été formulées en fonction des facteurs à l'origine des faiblesses des politiques (graphique 1.18). Malgré les réformes importantes et de grande envergure qui ont été engagées dans ce domaine, des problèmes subsistent. L'éducation et les compétences sont également des moteurs essentiels de l'innovation. Un solide réseau de transmission des connaissances passant par une collaboration en matière de R-D non seulement entre les entreprises, mais aussi entre les établissements d'enseignement supérieur et les entreprises, est de nature à favoriser une croissance tirée par l'innovation.

**Graphique 1.18. Principales recommandations concernant l'éducation et les compétences**



Note : Poids relatif des domaines de l'action publique, calculé à partir des recommandations recensées dans les notes par pays.

Le caractère fécond des liens entre enseignement et innovation dépend d'un plus large éventail d'actifs (essentiellement incorporels), tels que les compétences des travailleurs, le savoir-faire organisationnel,

les bases de données, la conception, les marques et différentes formes de propriété intellectuelle. Les politiques qui favorisent l'investissement dans ces actifs devraient être renforcées par des conditions-cadres appropriées, comme il est indiqué plus haut, notamment par des politiques des marchés de produits et du travail qui encouragent le redéploiement du capital et des emplois entre les entreprises, ainsi que par une législation efficace de l'insolvabilité qui ne pénalise pas l'expérimentation entrepreneuriale. L'enjeu de l'innovation recouvre ainsi la plupart des domaines d'action traités dans *Objectif croissance*.

### **Priorités d'action pour améliorer l'efficacité des systèmes éducatifs**

Un enseignement de qualité aux niveaux primaire et secondaire devrait faire l'objet de dotations prioritaires car il s'agit d'une condition essentielle pour relever le niveau des compétences et favoriser l'accès à l'enseignement supérieur. Il importe d'améliorer la qualité de l'enseignement aux niveaux inférieurs du système éducatif pour de larges pans de la population non seulement pour garantir une meilleure productivité, mais aussi pour favoriser l'inclusivité, notamment en obtenant un nombre croissant d'étudiants dans l'enseignement supérieur.

S'agissant de l'enseignement primaire et secondaire, les recommandations de réforme visent principalement à améliorer les qualifications des enseignants, à lutter contre les inégalités face à l'éducation et à renforcer le ciblage et l'efficacité des ressources consacrées aux établissements scolaires et aux élèves défavorisés (graphique 1.18). En ce qui concerne l'enseignement supérieur, des recommandations sont plus souvent adressées aux pays à revenu élevé, qui doivent relever le même défi, c'est-à-dire améliorer l'aptitude des universités à s'adapter aux besoins du marché du travail (graphique 1.18). De même, les recommandations formulées dans le domaine de l'enseignement et de la formation professionnels (EFP) ont également pour objet de relever le défi consistant à mettre en adéquation l'offre de compétences et les besoins du marché du travail. Le développement ou l'amélioration de l'efficacité de l'EFP permettra d'établir une meilleure passerelle entre l'enseignement et le marché du travail, recommandation qui est formulée à l'intention de plusieurs économies de marché émergentes et économies avancées.

### **Réformes en faveur du développement des compétences et du recyclage professionnel**

Le renforcement de la croissance et de l'égalité des chances par l'éducation et d'autres dispositifs de développement des compétences dans l'ensemble de la population, notamment parmi les travailleurs peu qualifiés, constitue une priorité d'action publique recensée dans de nombreux pays de l'OCDE. Les personnes ayant un niveau de formation faible ou moyen sont confrontées à des difficultés qui leur sont propres, car elles sont surreprésentées dans le secteur informel, sont exposées à un risque plus élevé de perte d'emploi et à des périodes de chômage plus longues, et bénéficient souvent d'une couverture de sécurité sociale plus limitée (OCDE, 2019). L'accélération de la transformation numérique, conjuguée au renforcement des politiques d'atténuation du changement climatique, peut accentuer ces difficultés, dans la mesure où les travailleurs peu qualifiés et faiblement rémunérés sont surreprésentés dans les emplois polluants et plus susceptibles de subir des baisses de salaire et des pertes d'emploi dans le contexte de la transition écologique (D'Arcangelo, 2022a). D'après des données récentes, on estime que le train de mesures nécessaire pour parvenir à la neutralité en gaz à effet de serre d'ici à 2050 conduirait environ 2 % de la main-d'œuvre mondiale à changer de secteur d'activité au cours des 30 prochaines années, les travailleurs quittant les secteurs polluants fortement émetteurs pour d'autres secteurs plus propres et moins émetteurs (FMI, 2022).

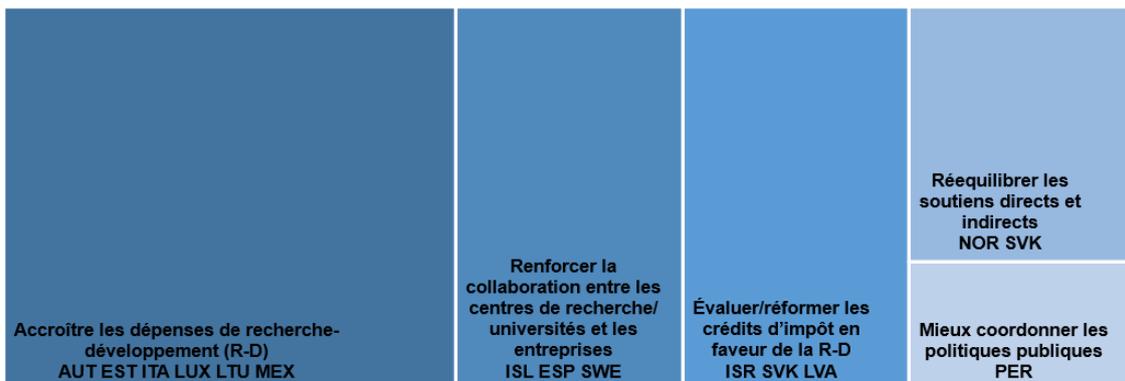
Les politiques publiques doivent apporter un soutien adéquat pour faciliter les ajustements du marché du travail et favoriser un redéploiement efficace des travailleurs, en particulier ceux appartenant aux groupes vulnérables. Pour ce faire, il convient de doter les individus des compétences nécessaires, d'accompagner la réintégration dans la population active et de renforcer les filets de protection sociale. L'un des moyens les plus efficaces de préserver les niveaux de vie est de faire en sorte de maintenir ou reconstruire les

liens des groupes vulnérables avec le marché du travail (OCDE, 2022a). Les mesures de reconversion professionnelle devraient être ciblées sur les groupes les plus vulnérables, qui sont plus exposés aux ajustements du marché du travail mais moins susceptibles de prendre part à des formations (OCDE, 2019). Les principales priorités d'action dans ce domaine consistent notamment à lever les contraintes temporelles et financières qui limitent la participation à des formations, à remédier aux inégalités d'accès à la formation selon la situation au regard de l'emploi, et à assurer la portabilité des droits à la formation en cas de changement d'emploi.

### *Priorités d'action pour améliorer les capacités d'innovation*

Les pouvoirs publics peuvent prendre des mesures supplémentaires pour renforcer les capacités d'innovation. Des aides publiques à la recherche-développement (R-D) sont généralement de mise, étant donné qu'une incertitude considérable va de pair avec l'investissement dans l'innovation, et que ses résultats revêtent souvent les caractéristiques de biens publics — puisqu'ils sont largement partagés au sein de l'économie et même à l'étranger. Dans les économies avancées comme dans les économies de marché émergentes, les recommandations relatives à l'innovation portent en outre sur le renforcement de la collaboration entre les établissements de recherche ou les universités et les entreprises. On estime que la meilleure approche consiste à combiner des incitations fiscales progressives en faveur de la R-D et des subventions directes sélectives ; les recommandations formulées font ressortir l'importance d'assurer un meilleur équilibre entre ces deux types de mesures de soutien, notamment en Norvège et en Slovaquie, et de mener une évaluation rigoureuse des dispositifs de subventions (graphique 1.19).

**Graphique 1.19. Principales recommandations concernant les politiques d'innovation**



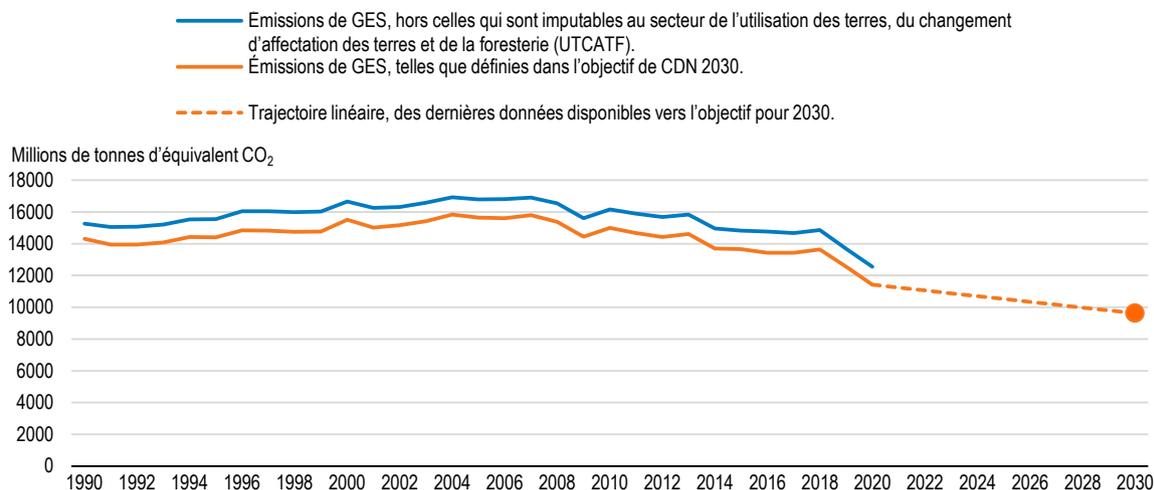
Note : Poids relatif des domaines de l'action publique, calculé à partir des recommandations recensées dans les notes par pays.

## Accélérer les progrès vers la décarbonation

Des objectifs ambitieux ont été fixés après la signature de l'Accord de Paris en 2015 aux termes duquel un grand nombre de pays s'est engagé à atteindre des objectifs de neutralité carbone d'ici à 2050 pour maintenir l'augmentation de la température mondiale « bien en dessous de 2°C au-dessus des niveaux préindustriels » et poursuivre les efforts « pour limiter l'augmentation de la température à 1.5°C au-dessus des niveaux préindustriels ». Les pays ont également fixé des objectifs intermédiaires pour 2030, mais une action des pouvoirs publics s'impose pour s'assurer qu'ils sont atteints (graphique 1.20). Au niveau mondial, les mesures mises en place à l'heure actuelle ne suffiront probablement pas à placer les émissions de gaz à effet de serre sur une trajectoire descendante avant 2030 (AIE, 2022), si bien que l'objectif de neutralité carbone d'ici le milieu du siècle sera difficile à atteindre.

## Graphique 1.20. La réalisation des objectifs de réduction des émissions à l'horizon 2030 reste un défi

Émissions de gaz à effet de serre (GES)<sup>1</sup> de l'OCDE et objectifs d'émissions de GES définis dans les contributions déterminées au niveau national (CDN) à l'horizon 2030



1. Les émissions de GES telles que définies dans l'objectif de CDN 2030 ont été recalculées pour correspondre à la contribution déterminée au niveau national (CDN) de chaque pays. Les objectifs de CDN 2030 et les émissions de GES de chaque pays, telles que définies dans la contribution, sont estimés selon la méthodologie abordée dans le documents de l'OCDE intitulé « GHG Emissions Trends and Targets (GETT) Indicators: Harmonised Quantification of 2030 NDC GHG Emissions Targets » (à paraître).

Source : Calculs de l'OCDE fondés sur la base de données de l'OCDE sur l'environnement et OCDE, IPAC, <https://www.oecd.org/climate-action/ipac/dashboard>.

StatLink  <https://stat.link/pxif1v>

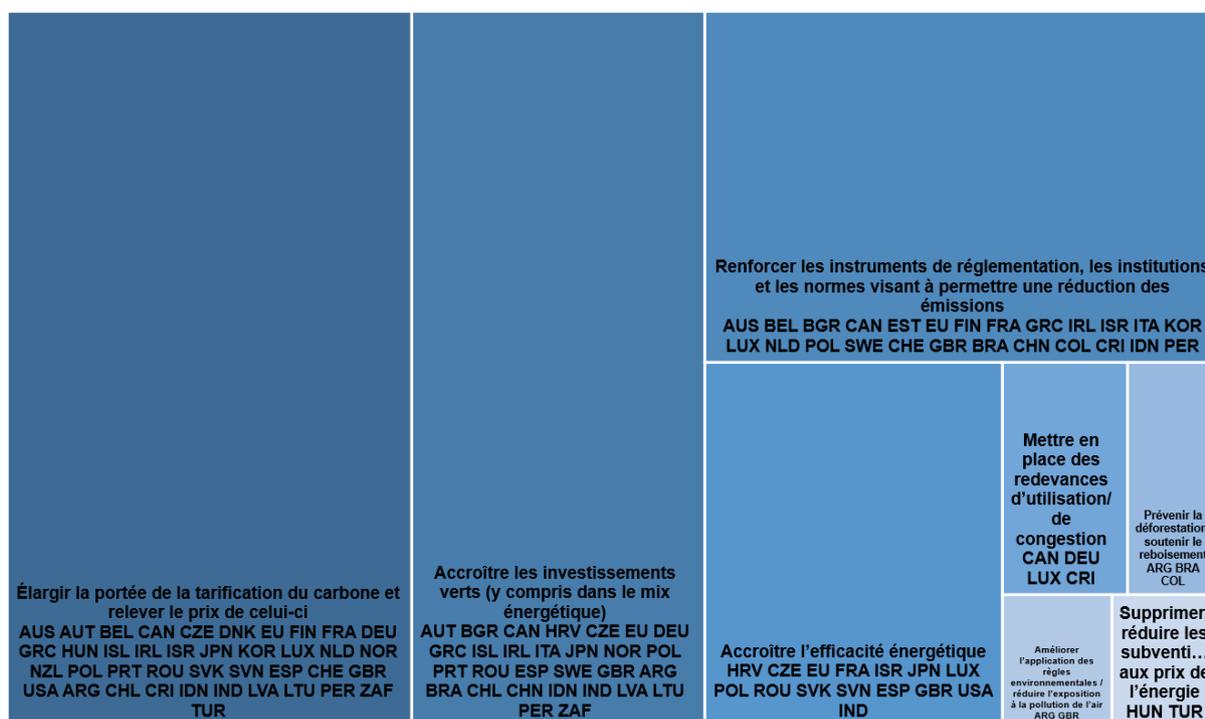
Pour atteindre l'objectif de décarbonation d'ici au milieu du siècle, il faut apporter des changements structurels à l'économie, qui passeront par un redéploiement substantiel de la main-d'œuvre et du capital des activités à forte intensité d'émission vers des activités plus vertes. Dans ce contexte, les recommandations formulées dans cette édition d'*Objectif croissance* peuvent être classées dans trois catégories : *i*) élargir la portée des mécanismes de tarification du carbone et relever le prix de celui-ci ; *ii*) accroître les investissements verts ; et *iii*) renforcer les instruments de réglementation, les institutions et les normes visant à permettre une réduction des émissions. Pour la plupart des pays, des recommandations ont été formulées qui relèvent de ces trois catégories (graphique 1.21).

Plusieurs pays ont introduit des réformes de grande ampleur pour soutenir la transition. Parmi les initiatives récentes figure la loi sur la réduction de l'inflation (*Inflation Reduction Act*) adoptée aux États-Unis, qui devrait permettre de multiplier par 2.5 la croissance des capacités éoliennes et solaires par rapport à celle enregistrée en 2022, comblant ainsi une partie du retard pris par le pays en matière de pénétration des énergies renouvelables. En Europe, la Facilité pour la reprise et la résilience vise à soutenir la réalisation de l'objectif de neutralité climatique de l'UE à l'horizon 2050, en encourageant les investissements dans la transformation numérique, la croissance de la productivité et la création d'emplois. En Chine, les nouveaux objectifs de développement des capacités de production d'énergies propres devraient permettre d'atteindre le pic de consommation de pétrole et de charbon avant 2030. Fin 2022, le Japon a annoncé le lancement d'un plan de transformation verte qui prévoit la remise en services de certaines de ses centrales nucléaires dans le cadre de l'application d'un train de mesures visant à atteindre la neutralité carbone d'ici à 2050. Dans le même temps, le recours à la tarification du carbone a continué de progresser, et les nouvelles mesures adoptées en 2022 sur les principaux marchés de l'énergie devraient accroître les

investissements annuels dans les énergies propres de 50 % par rapport à leur niveau actuel d'ici à 2030 (AIE, 2022).

Si les politiques d'atténuation du changement climatique sont judicieusement conçues et mises en œuvre, elles auront des répercussions sur la productivité des différentes entreprises et des différents secteurs. La restructuration de l'économie qu'elles engendreront aura des effets variables. Par exemple, les entreprises plus productives qui sont confrontées à des politiques environnementales plus strictes peuvent être mieux placées pour tirer parti des opportunités nouvelles à mesure que la demande se tourne vers des produits plus écologiques. Ces entreprises peuvent également tirer profit de la possibilité d'exploiter les retombées technologiques et les coûts d'emprunt moindres pour réduire leurs coûts de croissance (Dechezleprêtre et al., 2019). En revanche, des politiques environnementales strictes peuvent entraîner une augmentation des coûts et obliger les entreprises moins productives à réduire leurs effectifs ou à quitter le marché. Ces dynamiques donnent aux entreprises plus productives la possibilité de se développer (Dechezleprêtre et al., 2020), ce qui stimule la productivité globale.

### Graphique 1.21. Principales recommandations sur la transition énergétique



Note : Poids relatif des domaines de l'action publique, calculé à partir des recommandations recensées dans les notes par pays.

Les difficultés posées par la restructuration de l'économie seront exacerbées si l'évolution future de l'action politique est incertaine. Si des incertitudes entourent l'action publique future, les entreprises réduiront leurs investissements, en particulier dans les secteurs à forte intensité de capital (Berestycki et al., 2022). Ainsi, pour réduire au minimum les coûts de la transition, il faudra non seulement faciliter la réaffectation des ressources vers des activités plus productives et plus vertes, mais aussi répondre aux attentes concernant l'évolution future de l'action publique.

Un deuxième enjeu majeur de la transition est la gestion des effets associés en termes de redistribution. D'importants coûts liés à la transition vont apparaître ou augmenter dans certains secteurs les plus vulnérables à la transition climatique, comme les industries extractives et les combustibles fossiles ainsi que dans les secteurs très énergivores, en raison de la hausse des coûts des intrants ou de l'évolution de

la configuration de la demande. Cette évolution aura également des répercussions sur les entreprises fortement dépendantes de ces secteurs. Les travailleurs qui n'ont pas les qualifications requises dans les activités vertes en plein essor sont les plus exposés au risque de perte d'emploi.

Il est possible d'améliorer l'acceptabilité par la population des politiques d'atténuation du changement climatique, principalement en protégeant les groupes sociaux vulnérables contre les effets préjudiciables de la transition (graphique 1.5). En outre, les individus sont plus susceptibles d'accepter des réformes dans ce domaine lorsqu'on a mis à leur disposition suffisamment d'informations de référence pour qu'ils puissent faire des choix plus éclairés. Une attention particulière doit être accordée à la mise en œuvre progressive de ces réformes, de sorte que les ménages et les entreprises aient le temps de s'adapter, en particulier lorsque des investissements substantiels sont nécessaires. Des données factuelles internationales récentes donnent également à penser que la population est plus susceptible d'accepter des politiques d'atténuation du changement climatique lorsqu'un certain degré de recyclage des recettes est inclus dans le train de réformes (Dechezleprêtre et al., 2022). C'est la raison pour laquelle d'autres recommandations dans ce domaine préconisent d'utiliser les recettes issues des nouvelles taxes pour réduire les taxes existantes ou d'opérer des transferts et d'affecter les recettes à des mesures liées à l'environnement, notamment pour contrer les effets redistributifs néfastes de certaines politiques (voir la section ci-dessus).

L'accélération de l'adoption des technologies numériques peut renforcer la transition climatique. En effet, les technologies numériques peuvent favoriser une amélioration de l'efficacité des flux d'énergie et accroître l'interconnexion entre les marchés. Elles peuvent également fournir les données nécessaires pour faire correspondre l'offre et la demande à un niveau plus désagrégé et quasiment en temps réel. Les prévisions en matière de production et de demande d'énergie peuvent être améliorées par les technologies numériques, notamment les capteurs, les compteurs intelligents et les dispositifs de géolocalisation. Celles-ci permettent aux réseaux intelligents d'adapter la consommation aux conditions météorologiques qui influent sur la production des énergies renouvelables intermittentes et réduisent les coûts associés à l'intégration de ces énergies dans les systèmes existants et d'assurer leur gestion et leur distribution de manière efficace, de faciliter les échanges transfrontières et de prévenir les interruptions de service. La transformation numérique permet également aux personnes et aux entreprises de se tourner vers des sources d'énergie vertes, d'adapter leur consommation aux signaux de prix, voire d'échanger de l'énergie. Si les transitions énergétique et numérique sont différentes par nature et font chacune face à des défis stratégiques spécifiques (voir ci-dessous), les politiques nécessaires pour les mener à bien peuvent se renforcer mutuellement.

Les changements profonds en matière d'approvisionnement énergétique qui devront intervenir pendant la transition exigeront des pouvoirs publics qu'ils agissent pour assurer la sécurité de l'approvisionnement en électricité. À titre d'exemple, en raison du caractère intermittent des énergies renouvelables, les systèmes électriques continueront de dépendre des centrales électriques au gaz naturel et au gaz en période de forte demande (AIE, 2022). Dans le même temps que le gaz naturel est progressivement abandonné, les infrastructures existantes qui exploitent cette ressource peuvent soutenir le déploiement de gaz bas carbone, comme le biométhane, l'hydrogène et le méthane synthétique, moyennant des coûts d'adaptation généralement peu élevés. Pour ce faire, il faudra néanmoins élaborer de nouvelles réglementations pour les marchés du gaz bas carbone.

### ***La tarification des émissions est un instrument d'atténuation du changement climatique très efficace***

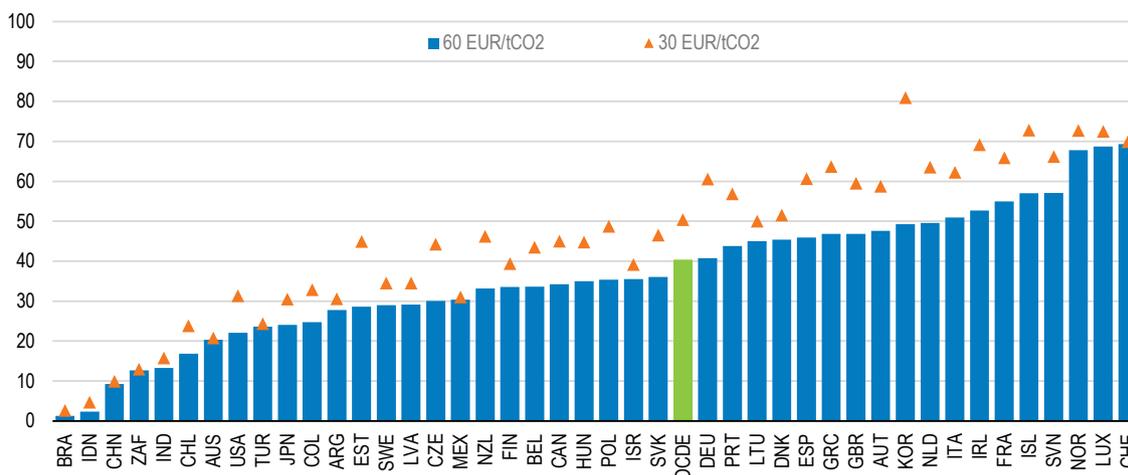
Pour accélérer le rythme de la décarbonation, il faudra mettre en place d'ambitieux trains de mesures, dont la tarification des émissions constitue un élément clé. La tarification des émissions décourage la production et la consommation de biens dont le contenu en carbone est élevé. Par ailleurs, elle fournit aux investisseurs un signal clair quant à l'intérêt d'investir dans les technologies bas carbone (OCDE, 2021b).

L'expérience récente montre que la fixation d'un prix du carbone élevé peut contribuer efficacement à réduire les émissions de carbone. Par exemple, au Royaume-Uni, après l'ajout en 2013 d'un prix plancher du carbone aux prix déterminés par le système d'échange de quotas d'émission de l'UE dans le secteur de l'électricité, les émissions de carbone avaient diminué de 53 % en 2018 et la part du charbon dans la production d'électricité avait chuté de 37 % à 2 %, un point bas record (Hirst et Keep, 2018). Il importe tout particulièrement d'uniformiser les prix du carbone entre les sources d'énergie et les secteurs : ainsi, l'instrument est technologiquement neutre et ne requiert pas de supervision pour déterminer ou anticiper quelle technologie ou quel processus est le plus efficace, ce qui laisse le champ libre aux entreprises pour innover et identifier l'approche la plus adaptée à leur environnement et aux contraintes auxquelles elles sont soumises (D'arcangelo et al., 2022b).

Des signaux de prix forts et stables sont nécessaires, mais font encore défaut dans la plupart des pays (graphique 1.22). De plus, une trajectoire crédible d'augmentation des prix sera indispensable pour soutenir la progression vers la neutralité carbone. À l'heure actuelle, dans les 44 pays de l'OCDE et du G20, qui sont responsables de 80 % des émissions mondiales, 80 % des émissions font l'objet d'un tarif inférieur à 60 EUR par tonne de CO<sub>2</sub>. La hausse de la tarification du carbone est l'une des grandes priorités de réforme en Afrique du Sud, en Australie, au Brésil, au Canada, en Irlande, en Islande, en Lettonie et en République tchèque.

### Graphique 1.22. La tarification des émissions de carbone reste insuffisante

Score de tarification du carbone<sup>1</sup>, 2018



1. Le score de tarification du carbone indique dans quelle mesure les pays tarifient le carbone à un niveau correspondant à son coût. La valeur de 60 EUR constitue une estimation médiane du coût du carbone en 2020, et une estimation basse du coût du carbone en 2030. Une tarification de l'ensemble des émissions à au moins 60 EUR en 2020 indique qu'un pays est en bonne voie pour atteindre les objectifs de l'Accord de Paris et décarboner son économie de manière économiquement efficace d'ici au milieu du 21<sup>e</sup> siècle. Y compris les émissions provenant de la combustion de biomasse.

Source : OCDE, base de données de 2021 sur les taux effectifs sur le carbone.

StatLink  <https://stat.link/wv3dia>

La tarification des émissions n'impliquera pas nécessairement d'entraver la croissance économique. Les données récentes provenant de pays européens montrent que les augmentations de la tarification du carbone intervenues au cours des trois dernières décennies ont eu des effets négatifs limités sur la croissance globale du PIB (Metcalf et Stock, 2020). Néanmoins, les effets ont été variables d'un secteur à l'autre (Dechezleprêtre et al., 2022). Par ailleurs, le recyclage des recettes permet aux pouvoirs publics de

réduire les effets de distorsion dus à la fiscalité, ce qui favorise l'investissement ainsi que la création d'emplois et renforce l'acceptabilité des mesures prises aux yeux du public, étant donné que les recettes publiques sont généralement importantes dans la phase initiale qui suit l'instauration de la tarification (D'arcangelo et al., 2022a). Néanmoins, la tarification du carbone est susceptible de réduire l'activité des secteurs et des entreprises qui génèrent de grandes quantités d'émissions. Ces données montrent que la tarification du carbone fait des gagnants et des perdants, et qu'elle doit faire l'objet d'un soutien qui peut être financé par le surplus de recettes et la mise en place de mesures de réaffectation visant à contrer les effets redistributifs défavorables.

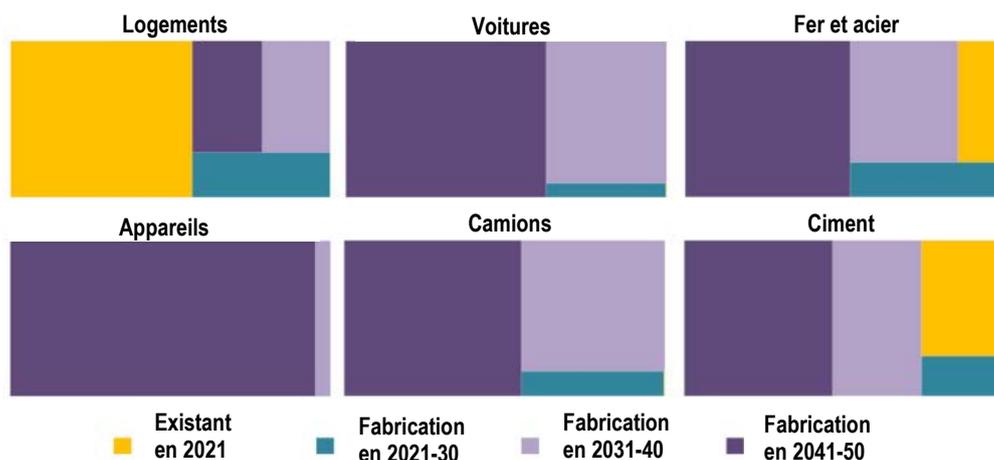
### ***La tarification devrait être accompagnée d'autres mesures***

Les instruments de réglementation peuvent compléter la tarification du carbone lorsque la demande de combustibles fossiles ne réagit pas aux signaux de prix. En outre, ce sont des outils puissants propres à renforcer l'efficacité énergétique et à favoriser l'innovation pouvant mener à la mise au point et à l'adoption de technologies plus vertes susceptibles de faire baisser les coûts de réduction des émissions pendant la transition. À titre d'exemple, plus d'un tiers des véhicules et des installations industrielles lourdes qui seront utilisés en 2050 devraient être mis en service au cours des deux décennies à venir (graphique 1.23). Veiller à ce que ces actifs soient conformes aux dernières normes d'efficacité énergétique contribuera à réduire leur intensité énergétique et les émissions générées.

Le logement, qui représente près de 30 % des émissions mondiales liées à l'énergie, à la fois du fait de l'utilisation directe d'énergie et de la production d'électricité, est un autre secteur dans lequel les pouvoirs publics doivent intervenir de manière résolue. Par ailleurs, la forme urbaine peut avoir une incidence sur les émissions imputables aux transports. La mise en œuvre de réglementations énergétiques appropriées dans le secteur des bâtiments contribuera à accroître l'efficacité énergétique et à réduire les émissions (AIE, 2021). Il est néanmoins possible de concilier accessibilité financière des logements et préoccupations environnementales. Par exemple, la révision de la réglementation relative à l'occupation des sols pourrait permettre une densification accrue, une augmentation de l'offre de logements et une réduction des émissions (OCDE, 2021c).

### **Graphique 1.23. Une grande partie du stock mondial qui sera constitué au cours de la prochaine décennie sera encore utilisé en 2050**

Part des actifs qui doivent être construits au cours des trois prochaines décennies et dont on prévoit qu'ils seront encore utilisés en 2050



Source : Agence internationale de l'énergie (AIE), IEA World Energy Outlook 2022.

En faisant de l'efficacité énergétique un élément fondamental des nouveaux investissements, la demande d'énergie sera réduite, toutes choses égales par ailleurs, tout comme le risque de futures perturbations liées aux combustibles fossiles. Une approche de ce genre pourrait également réduire la charge que le choix de la technologie appropriée représente pour les ménages et les entreprises. Il est essentiel d'améliorer l'efficacité énergétique des actifs existants, en particulier dans le secteur du logement, un enjeu qui concerne notamment les pays d'Europe orientale. L'une des solutions pour y parvenir consiste à réaffecter les recettes fiscales générées par la tarification des émissions au subventionnement de programmes d'innovation visant à améliorer l'efficacité énergétique.

Les investissements dans les énergies propres devront s'accélérer pour que soient atteints les objectifs de réduction des émissions, et des recommandations clés concernant ce domaine ont été formulées pour un grand nombre de pays (graphique 1.21). Soutenir les investissements publics et privés dans ces technologies favorisera la transition et complétera les dispositifs de tarification du carbone et les instruments de réglementation. Le niveau élevé auquel s'établissent actuellement les prix des combustibles fossiles constitue une incitation supplémentaire à agir dans ce sens ; toutefois, les incertitudes entourant la sécurité énergétique pourraient également relancer les investissements dans l'approvisionnement en combustibles fossiles. Sur le long terme, l'accroissement des investissements dans les combustibles fossiles prolongera la dépendance vis-à-vis de cette source d'énergie, ralentira la trajectoire de réduction des émissions et retardera le recul de la demande. Dans l'avenir, il entraînera également une augmentation du nombre d'actifs échoués. Il est possible d'éviter un ralentissement de la transition énergétique, tout en conservant des objectifs de sécurité énergétique, en coordonnant les investissements dans les énergies propres avec la réduction des investissements dans les combustibles fossiles. En effet, il ne faudrait pas que la diminution des investissements dans les combustibles fossiles soit plus rapide que l'augmentation des investissements dans les énergies propres, et ces deux flux ne devraient pas être considérés par les pouvoirs publics comme relevant d'objectifs distincts (AIE, 2022). Cette situation, si elle devait se produire, entraînerait non seulement un accroissement du mécontentement social, mais aussi une hausse des prix et de leur volatilité. À ce titre, la coordination de ces deux éléments constituera une composante essentielle de toute stratégie d'investissement future, de manière à obtenir des résultats tant sur le front de l'atténuation du changement climatique que sur celui de la sécurité énergétique.

Selon les estimations de l'Agence internationale de l'énergie (AIE), il faudra plus que doubler les investissements dans les technologies énergétiques propres pour les porter de 2 000 milliards USD, leur niveau récent, à 5 000 milliards USD d'ici 2030 (AIE, 2021). Une large part de ces investissements doit être consacrée à l'électrification et à la mise à niveau et la modernisation des réseaux électriques. Les besoins d'investissements diminueront ensuite progressivement, dans la mesure où les coûts des technologies liées aux énergies renouvelables devraient continuer de baisser. Si les investissements dans l'énergie se sont accrus depuis peu (de quelque 8 % en 2022), cette évolution s'explique en partie par la hausse des coûts d'investissement (AIE, 2022), ce qui tend à indiquer que des risques pèsent sur les investissements qu'il est nécessaire de réaliser.

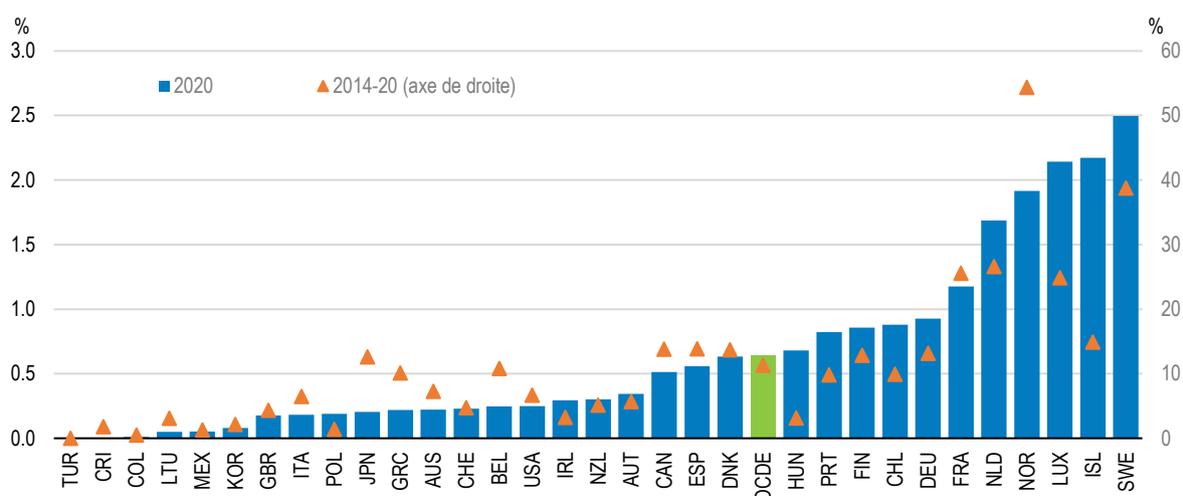
Dans ce contexte, l'accélération des investissements dans les énergies propres apportera des solutions durables et cruciales pour l'action climatique. Les pouvoirs publics peuvent soutenir cette accélération en soutenant l'investissement privé, ainsi que par le biais d'instruments de réglementation et d'investissements publics directs. Toutefois, suite aux différentes crises qui se sont succédé, à la hausse des taux d'intérêt et en raison des pressions sous-jacentes qui pèsent sur les dépenses, les dettes publiques pourraient entraver l'investissement public. La participation des investisseurs institutionnels (fonds de pension et compagnies d'assurance, par exemple) dans des domaines tels que le financement des infrastructures vertes pourrait être renforcée. De récents travaux de recherche de l'OCDE ont montré que la valeur totale des actifs gérés par ces investisseurs dans les pays de l'OCDE et du G20 s'élève au moins à 64 800 milliards USD (OCDE, 2020b). Une fois prises en compte la diversification des risques assumés par les investisseurs institutionnels et leurs obligations réglementaires, jusqu'à 11 400 USD

pourraient être consacrés aux actifs liés à l'infrastructure. À l'heure actuelle, seuls 1000 milliards USD sont alloués aux actifs liés à l'infrastructure, dont un tiers sont des actifs d'infrastructure verte.

Il est tout à fait possible de mobiliser des capitaux auprès des investisseurs institutionnels (D'Arcangelo et al., 2022b). En outre, les technologies numériques émergentes pourraient notamment contribuer à la mobilisation de ces capitaux. Toutefois, il faudrait pour cela promouvoir les instruments de financement direct par emprunt des infrastructures, une catégorie d'actifs en pleine expansion dans laquelle les obligations vertes, bien que de plus en plus utilisées, sont encore relativement sous-exploitées dans la plupart des pays (graphique 1.24). Outre les obstacles propres au secteur financier, tels que les notes de crédit médiocres dont font l'objet les émetteurs potentiels d'obligations vertes et les projets verts, ou l'absence de mécanismes de titrisation et d'agrégation appropriés, en particulier dans les économies de marché émergentes, des défis structurels doivent encore être relevés pour accélérer leur développement. À titre d'exemple, dans de nombreux pays, une réserve de projets d'infrastructure reflétant un engagement à long terme des pouvoirs publics en faveur d'un développement sobre en carbone doit encore être constituée.

### Graphique 1.24. Les émissions d'obligations vertes restent limitées dans de nombreux pays

En % du PIB



Source : D'Arcangelo, F., et al. (2022), A framework to decarbonise the economy, Documents d'orientation du Département des affaires économiques de l'OCDE, n° 31.

StatLink  <https://stat.link/c59j17>

### **Les instruments de réglementation devraient intégrer la sécurité énergétique dès leur conception**

Un environnement réglementaire clair et prévisible, permettant de réduire directement les émissions mais aussi de renforcer l'effet des mesures de tarification et de favoriser la fourniture de solutions bas carbone, peut apporter d'importants avantages en termes d'atténuation du changement climatique. Il faudrait renforcer les instruments de réglementation tels que les prescriptions relatives à la rénovation énergétique, au suivi des émissions et à la certification verte, qui font l'objet des recommandations principales formulées à l'intention de plusieurs pays, afin de favoriser l'atténuation tout en réduisant les coûts au minimum. Toutefois, des instruments de réglementation plus stricts doivent faire l'objet d'une conception rigoureuse. La mise en conformité avec des normes et des règles nouvelles plus strictes peut entraîner des coûts

substantiels, ainsi que le démantèlement et la réaffectation d'actifs, ce qui risque de provoquer des perturbations pendant la transition. Les instruments de réglementation peuvent également avoir des effets négatifs cachés sur le plan redistributif, dès lors que les coûts de mise en conformité sont supportés de manière disproportionnée par les ménages et les entreprises vulnérables. En conséquence, les autorités de réglementation devraient compléter les analyses coûts-avantages relatives aux projets de nouvelles dispositions par une évaluation de la sécurité énergétique, pour réduire au minimum les perturbations des approvisionnements.

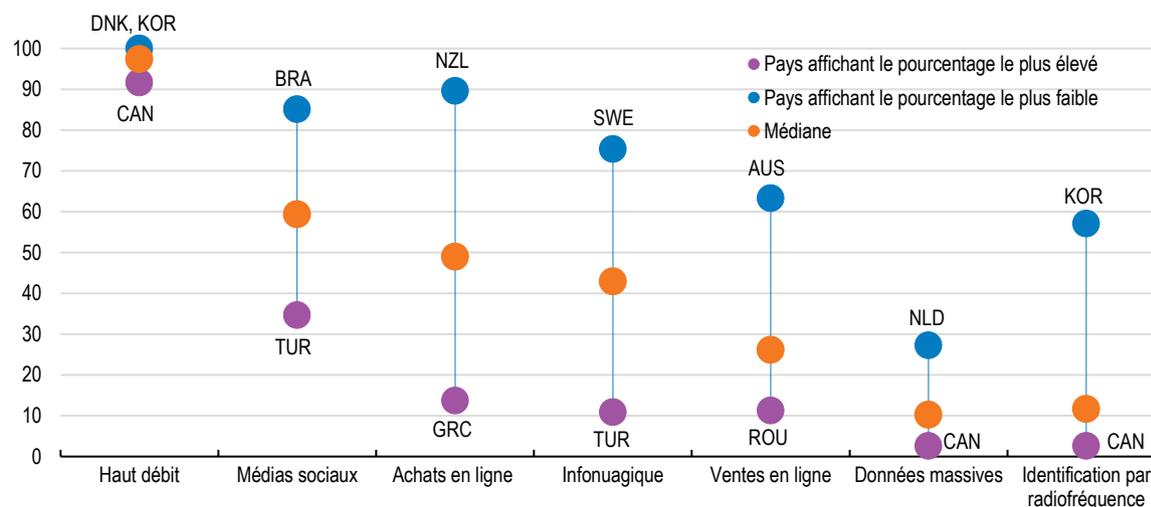
Dans certains pays, il faut également réduire ou lever les obstacles réglementaires pour favoriser le développement des énergies renouvelables. En Estonie, par exemple, plusieurs restrictions réglementaires entravent le développement de l'éolien (OCDE, 2022b). En France, des contraintes administratives pesant sur l'énergie solaire semblent avoir entravé le développement de cette énergie (OCDE, 2021d).

### Tirer le meilleur parti de la transformation numérique

Les technologies numériques ont renforcé la résilience des économies et des sociétés pendant la pandémie, à la faveur de l'essor du télétravail et de l'enseignement à distance ainsi que d'un recours accru aux services publics numériques et au commerce électronique. Ces transformations peuvent apporter leur contribution à la transition verte et, plus largement, à la redynamisation de la croissance de la productivité à moyen et long terme, en ouvrant de nouvelles perspectives aux entreprises et en stimulant l'innovation. Pourtant, certains facteurs freinent encore le déploiement et l'utilisation effective des technologies numériques dans toutes les couches de la société. Pour continuer de mettre à profit la transformation numérique, il convient de combler des déficits importants en termes d'accès aux technologies numériques et d'utilisation de ces technologies (graphique 1.25). Les pouvoirs publics devraient veiller à ce que les entreprises comme les ménages aient accès à une connexion haut débit, faire en sorte que les travailleurs acquièrent les compétences nécessaires pour prospérer dans une économie numérique, et mettre en place un environnement propice au développement aux innovations numériques. En outre, la pandémie ayant à la fois permis de réinventer et d'ancrer plus solidement dans son rôle l'administration numérique, tant pour la prestation de services numériques traditionnels qu'à l'appui de l'effort de gestion des crises, la présente édition contient des recommandations visant à accélérer le développement des services publics numériques dans près de la moitié des pays étudiés (graphique 1.26).

## Graphique 1.25. L'adoption du numérique varie selon les pays et selon les outils<sup>1</sup>

En pourcentage des entreprises comptant au moins dix employés, 2022 ou dernière année connue



1. Le haut débit recouvre les connexions fixes et mobiles offrant des débits de téléchargement annoncés de 256 Kbit/s. Les achats et les ventes en ligne désignent les achats et les ventes de biens ou de services effectués sur des réseaux informatiques selon des méthodes spécifiquement conçues pour passer et recevoir des commandes. Les services informatiques désignent les services TIC utilisés sur internet pour accéder à des serveurs, des capacités de stockage, des composants de réseaux et des applications logicielles. L'identification par radiofréquence (RFID) est une technologie qui permet la transmission d'informations sans contact via des ondes radio.

Source : OCDE, Accès et utilisation des TIC par les entreprises (base de données).

StatLink  <https://stat.link/i7mtxn>

## Graphique 1.26. Principales recommandations sur la transformation numérique

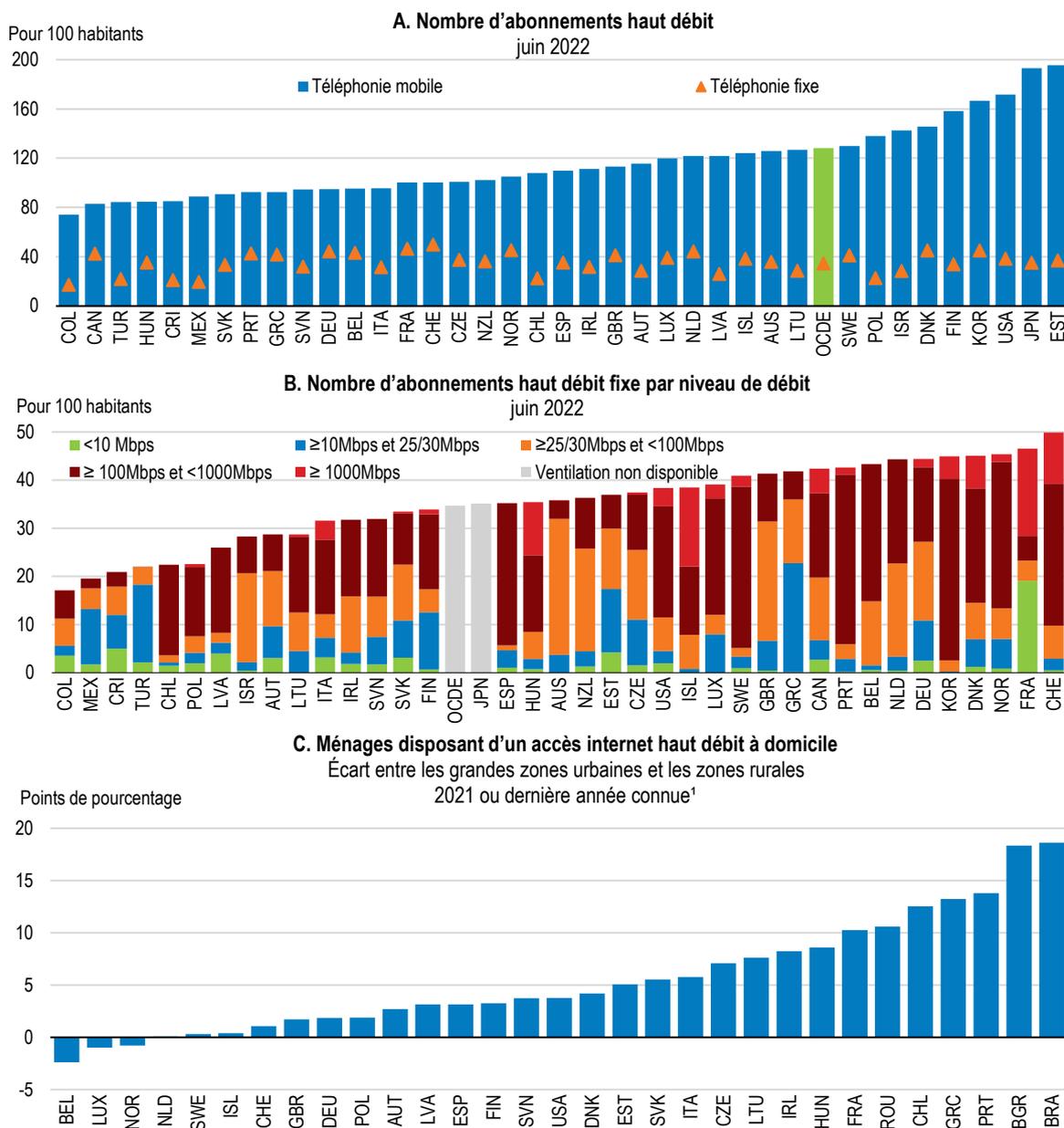


Note : Poids relatif des domaines de l'action publique, calculé à partir des recommandations recensées dans les notes par pays.

## Lever les obstacles réglementaires pour améliorer l'accès aux technologies

L'accès à une connectivité fiable est un paramètre essentiel de la transformation numérique qui facilite les interactions entre les individus, les entreprises et les organisations. La pénétration du haut débit fixe, pilier de la connectivité, accuse toujours un retard dans certains pays et les écarts sont encore plus marqués si l'on compare les débits (graphique 1.27, Parties A et B). Le déploiement de réseaux fixes à très haut débit est important non seulement pour l'accroissement de la pénétration du haut débit fixe, mais aussi pour la nouvelle génération de réseaux mobiles. Étendre l'accès à un haut débit de qualité aux zones rurales et reculées reste également un défi essentiel sachant que les différences, en termes de couverture entre les zones urbaines et rurales, sont notables (graphique 1.27, Partie C).

Graphique 1.27. Les disparités entre les pays, en termes de connectivité, demeurent marquées



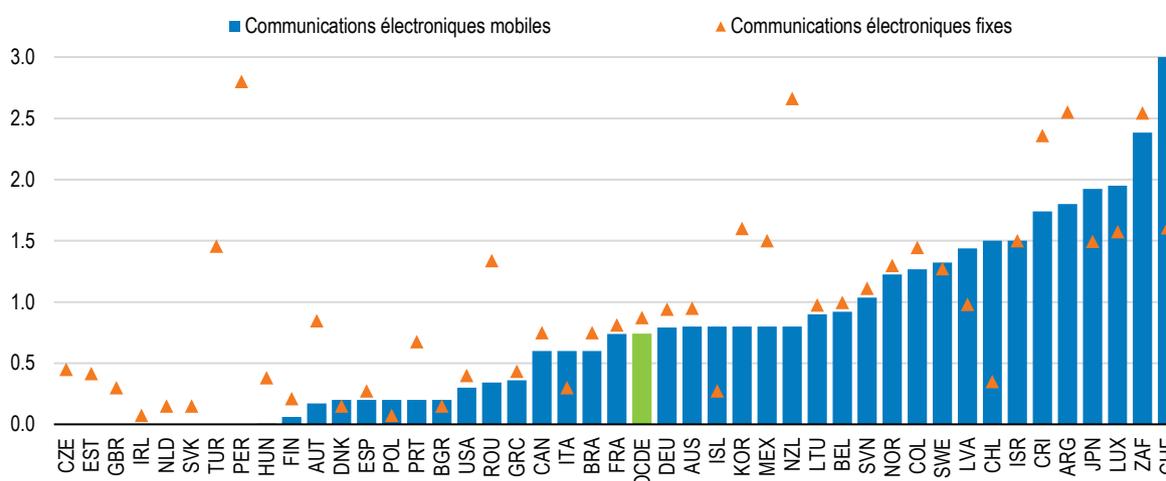
1. La dernière année connue est 2019 pour le Royaume-Uni ; et 2017 pour le Chili.

Source : Parties A et B : OCDE, portail sur le haut débit, [www.oecd.org/sti/broadband/oecd-broadband-portal.htm](http://www.oecd.org/sti/broadband/oecd-broadband-portal.htm) ; Partie C : OCDE, Accès et utilisation des TIC par les ménages et les individus (base de données).

Améliorer les cadres juridique et réglementaire et les cadres de gouvernance pour favoriser l'investissement dans des réseaux très haut débit est l'une des clés de la transformation numérique. Le déploiement de la technologie 5G par exemple, qui peut jouer le rôle de « raccourci technologique » et est souvent annoncée comme nécessaire pour accélérer et approfondir la transformation numérique (OCDE, 2021e), exigera des investissements massifs dans l'infrastructure passant par le déploiement de la fibre et de nouvelles solutions en matière de connectivité du dernier kilomètre pour faire en sorte que les citoyens aient potentiellement accès à des réseaux plus rapides et de meilleure qualité. Les barrières à l'entrée demeurent élevées dans plusieurs pays (graphique 1.28) et les abaisser seraient un moyen de faciliter le déploiement des réseaux fixes et mobiles ainsi que d'élargir l'accès et le recours aux services à des prix compétitifs.

### Graphique 1.28. Les barrières réglementaires en matière de communications pourraient être davantage assouplies

Indice variant de 0 à 6, de la réglementation la moins à la plus restrictive, 2018



Source : OCDE, base de données sur la réglementation des marchés de produits de 2018.

StatLink  <https://stat.link/p02mi8>

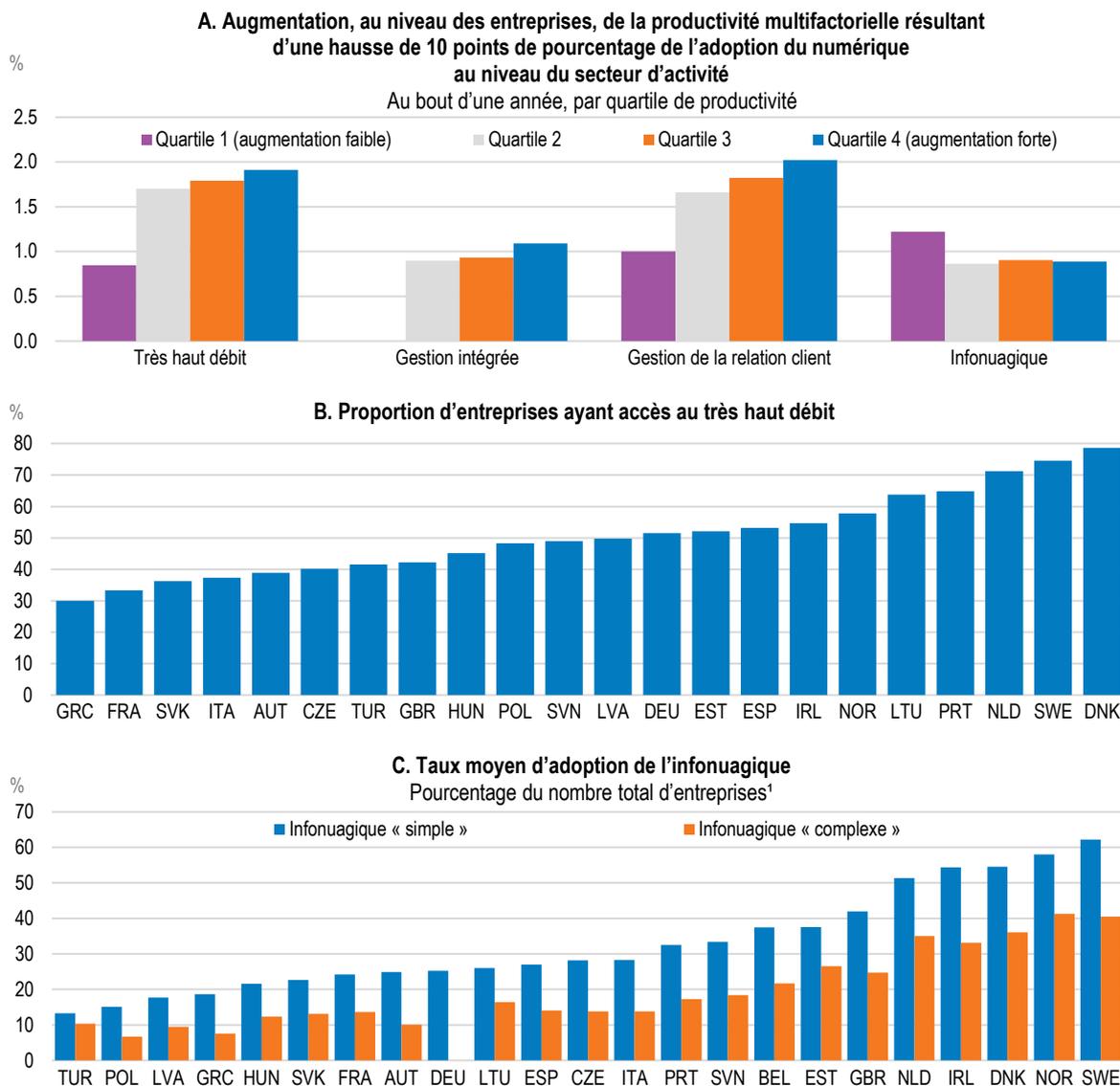
### Concrétiser le potentiel de productivité de l'adoption du numérique

Les technologies numériques offrent de nouveaux outils pour concevoir, produire et commercialiser des biens et des services et pour interagir avec d'autres entreprises, d'autres travailleurs, d'autres consommateurs et d'autres administrations. Les technologies telles que l'infonuagique, les logiciels permettant d'automatiser les relations entre fournisseurs et clients, les plateformes en ligne et l'intelligence artificielle offrent de vastes possibilités pour dynamiser la productivité et améliorer les niveaux de vie. On peut toutefois supposer que ce potentiel varie selon les entreprises, ce qui pose des défis aux pouvoirs publics. De fait, les analyses de l'OCDE montrent que les gains de productivité des entreprises les plus performantes ont excédé ceux de la plupart des autres entreprises, ce qui a pesé sur la croissance globale de la productivité (Andrews et al., 2016). L'adoption des technologies numériques a été un moteur essentiel de la disparité des résultats, d'autant plus prononcée dans les secteurs exposés au numérique (Sorbe et al., 2019). Il est donc tout à fait possible d'accroître la productivité globale *via* l'adoption et la diffusion des technologies numériques (graphique 1.29).

Si elles peuvent certes promouvoir l'accès aux infrastructures absolument indispensables à cet effet, les politiques publiques peuvent également privilégier la mise en place d'incitations appropriées, visant

notamment à instaurer un environnement économique concurrentiel, et le renforcement des capacités, notamment à l'aide de mesures destinées à encourager l'accumulation de compétences numériques et managériales. Les mesures axées sur les dimensions « incitations et capacités » présentent également de fortes complémentarités à l'appui d'une généralisation de l'adoption des outils numériques (Andrews et al., 2018) et appellent une stratégie clairement définie et cohérente de la part des pouvoirs publics, les incitations de marché venant renforcer les effets positifs de l'amélioration de l'aptitude des entreprises à adopter des technologies numériques.

### Graphique 1.29. La poursuite de l'adoption des outils numériques pourrait se traduire par des gains de productivité importants dans les entreprises



1. Entreprises comptant au moins 10 employés. 2017 ou dernière année connue.

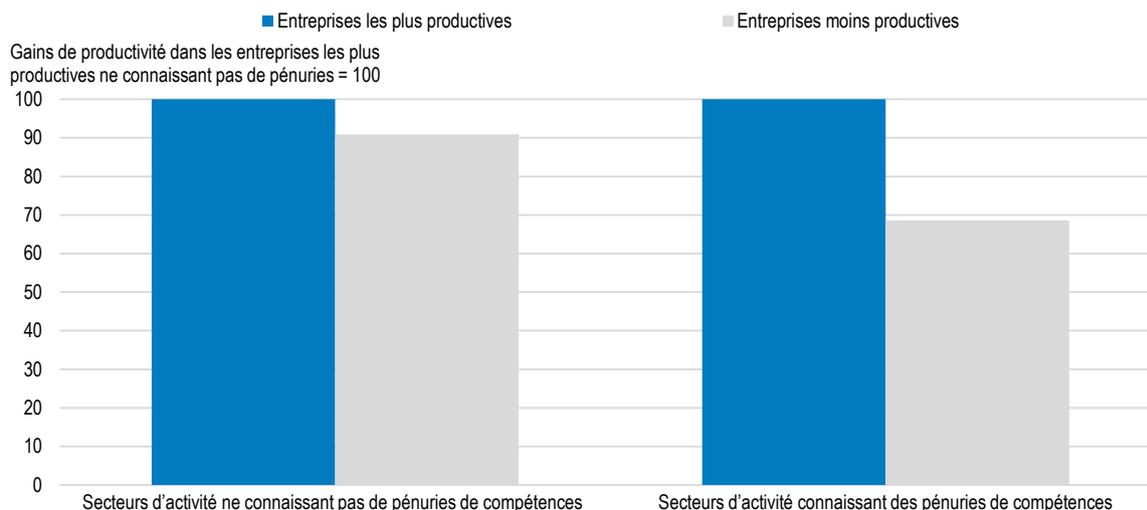
Source : Sorbe, S., et al. (2019), « Digital Dividend: Policies to Harness the Productivity Potential of Digital Technologies », OECD Economic Policy Papers, n° 26, Éditions OCDE, Paris, <https://doi.org/10.1787/273176bc-en>.

La suppression de certains obstacles à l'entrée de nouvelles entreprises sur le marché, qui a donné lieu à des recommandations adressées à plusieurs pays, renforcerait probablement les incitations à l'adoption des technologies numériques étant donné que les jeunes entreprises possèdent un avantage comparatif pour la commercialisation des nouvelles technologies, ce qui met indirectement les entreprises en place en demeure de les adopter. Le rattrapage technologique est particulièrement difficile dans certains secteurs, comme celui des services, où les réformes des marchés de produits favorisant la concurrence ont été moins abouties et où la levée des entraves à la concurrence pourrait encourager l'adoption des nouvelles technologies (Andrews et al., 2016).

En outre, des mesures facilitant la circulation et le redéploiement du travail et du capital au sein des entreprises et entre elles pourraient favoriser la diffusion du numérique. Il est par exemple essentiel, pour réussir à s'adapter au changement technologique, de trouver le juste équilibre entre des codes du travail trop restrictifs, imposant des coûts d'embauche et de licenciement élevés, et des codes risquant d'affaiblir les incitations pour les entreprises à investir dans le capital humain lié à l'entreprise. De même, des régimes de faillite trop lourds et contraignants, qui pourraient ralentir le redéploiement du capital, ou des politiques du logement, entravant la mobilité résidentielle et la circulation de la main-d'œuvre, pourraient avoir des effets sur la rapidité du passage au numérique. Des recommandations dans ces domaines ont été formulées à l'intention de plusieurs pays. Leur donner suite pourrait également favoriser l'adaptation des économies à d'autres objectifs tels que l'atténuation du changement climatique, sachant que cet enjeu présente un certain nombre de similitudes avec l'adoption du numérique au regard des perturbations qui en découlent, exigeant en outre un accroissement des capacités de réaffectation des ressources.

S'agissant des capacités, l'accélération de l'acquisition de compétences numériques par tous les pans de la population est l'une des clés d'une adoption généralisée du numérique. La puissance largement reconnue de l'Estonie dans le secteur des technologies numériques, et sa réputation de pionnière de l'administration numérique, peut en partie être imputée à l'accumulation massive de compétences en informatique et technologies de l'information dans laquelle elle s'est engagée immédiatement après la restauration de son indépendance (OCDE, 2022b). Pour que l'adoption et l'utilisation des outils numériques puissent devenir une réalité au sein des entreprises (et des organisations), le capital humain joue un rôle déterminant et accroître les compétences numériques est une des principales recommandations adressées à plusieurs pays (graphique 1.26). Les compétences nécessaires sont principalement les compétences spécialisées dont disposent les professionnels des technologies de l'information et de la communication (TIC) et des compétences numériques génériques pour les autres travailleurs, permettant une utilisation généralisée des technologies numériques. Les données factuelles montrent que les pénuries de compétences dans ces deux domaines peuvent être un frein à la concrétisation des avantages du passage au numérique, et plus particulièrement un facteur portant atteinte aux gains de productivité dans les entreprises moins productives (graphique 1.30).

### Graphique 1.30. Les pénuries de compétences amoindrissent les gains tirés de la transformation numérique dans les entreprises moins productives<sup>1</sup>



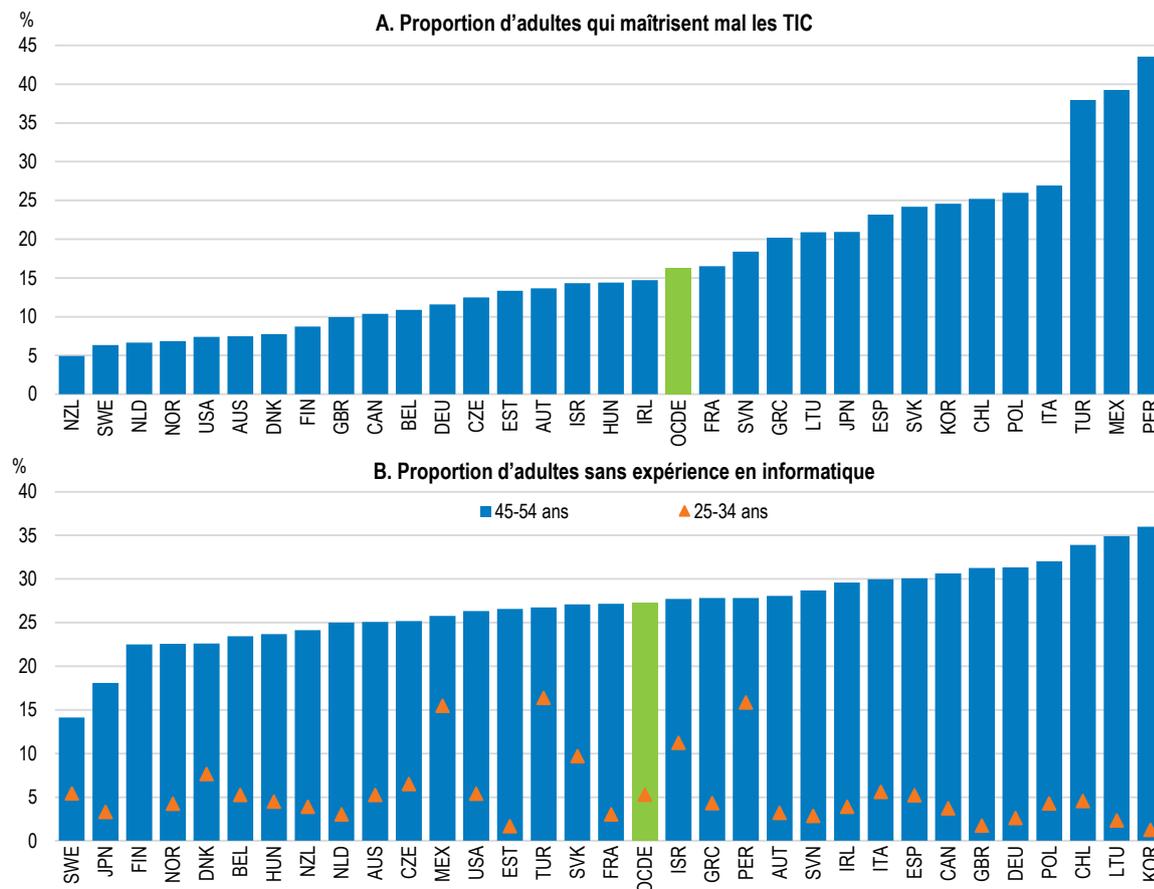
1. Estimation de l'effet sur la productivité multifactorielle de l'adoption du numérique sous la forme d'une combinaison de technologies définies (très haut débit, infonuagique, progiciels de gestion intégrée et de gestion de la relation client) pour deux catégories d'entreprises. Les « entreprises les plus productives » sont les 25 % d'entreprises les plus productives dans chaque secteur d'activité (une fois exclues les 5 % les plus productives). Les « entreprises moins productives » sont celles se situant entre le 50e et le 75e percentile de la distribution des entreprises selon la productivité dans chaque secteur d'activité (autrement dit les entreprises dont la productivité est inférieure à la médiane, mais qui n'appartiennent pas à la catégorie des moins productives). La situation où il n'y a pas de pénurie de compétences correspond au 25e percentile de la distribution des pénuries de compétences tous secteurs d'activité confondus dans un éventail de domaines, dont les compétences managériales et techniques (source : OCDE, base de données sur les compétences pour l'emploi). La situation où il existe des pénuries de compétences correspond au 75e percentile de la distribution.

Source : Sorbe, S., et al. (2019), « Digital Dividend: Policies to Harness the Productivity Potential of Digital Technologies », OECD Economic Policy Papers, n° 26, Éditions OCDE, Paris, <https://doi.org/10.1787/273176bc-en>.

La faculté de recueillir les fruits de la transformation numérique dépend en premier lieu de la possibilité de faire appel à des spécialistes des TIC dont l'expertise est primordiale pour repérer et déployer efficacement les nouvelles technologies. De fait, ces compétences permettent à l'innovation de prospérer dans une économie numérique, mais aussi d'accompagner le développement de l'infrastructure sur laquelle les entreprises, les pouvoirs publics et les usagers s'appuient. Compte tenu de la rapidité de la transformation numérique, il est donc important de mettre en œuvre des programmes tournés vers l'avenir afin de faire en sorte que les programmes actuels de formation aux TIC correspondent aux besoins escomptés, en termes de compétences, dans les différents secteurs. Il est capital, pour que ces programmes soient pertinents, d'y associer le secteur privé afin d'anticiper ses besoins et d'y répondre. Néanmoins, la diffusion du numérique marquera le pas si son adoption ne repose sur une large assise, ce qui sera conditionné au premier chef par le niveau de compétences numériques génériques des non-spécialistes. Dans les différents pays, les compétences en TIC font défaut à de nombreux adultes, en particulier ceux appartenant aux anciennes générations (graphique 1.31).

### Graphique 1.31. Les compétences numériques génériques pourraient être améliorées

2018



Source : OCED (2019), L'importance des compétences - Nouveaux résultats de l'évaluation des compétences des adultes.

StatLink  <https://stat.link/sk83rw>

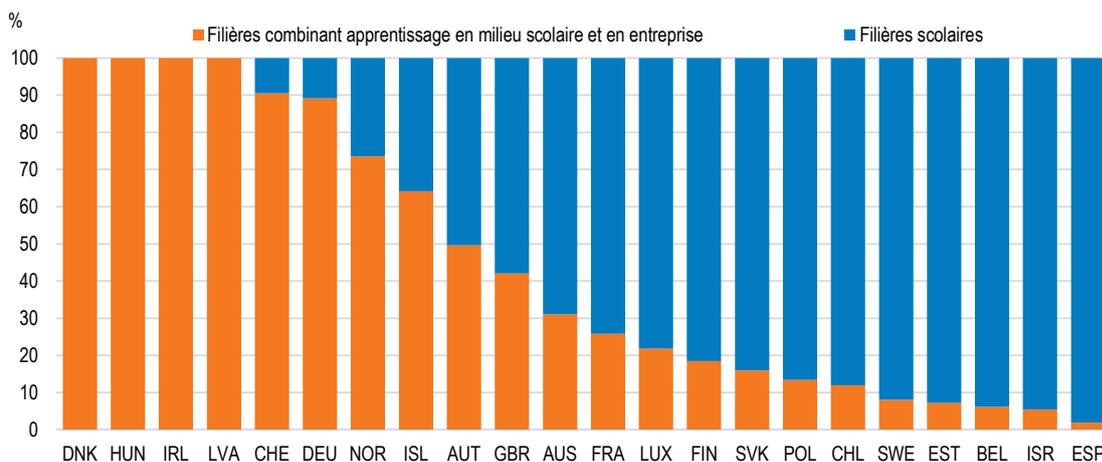
La formation tout au long de la vie a un rôle central à jouer en permettant aux actifs occupés et demandeurs d'emploi de suivre le rythme de la transformation numérique. L'accent doit être placé sur le soutien dispensé aux entreprises et aux différentes parties prenantes, notamment les détenteurs, les dirigeants et les travailleurs, afin de leur donner les moyens d'adapter en permanence leurs compétences en fonction de l'évolution rapide de la technologie et des besoins sur le marché de l'emploi. Dans cette optique, il faut accroître les investissements dans la formation, en donnant aux individus la possibilité d'acquérir des compétences numériques ou d'améliorer celles qu'ils possèdent, en veillant à ce que ces compétences soient en adéquation avec les postes à pourvoir dans les entreprises, et à ce que les cadres acquièrent et conservent un haut niveau de compétences managériales (Sorbe et al., 2019).

Il faudrait également s'attacher à renforcer les programmes numériques proposés aux élèves au sein du système éducatif. Il a été recommandé à plusieurs pays d'étoffer en particulier l'enseignement professionnel et l'apprentissage. Il conviendrait par ailleurs d'en faciliter l'accès et de l'encourager pour faire en sorte que les individus acquièrent des compétences numériques en phase avec l'évolution des besoins sur le marché du travail. Les données attestent que, comparée aux études du troisième cycle, la formation professionnelle facilite l'insertion professionnelle et assure généralement une accumulation plus

rapide de compétences numériques (Grundke, R. et al., 2018). Actuellement, plusieurs pays continuent de se battre pour attirer des étudiants dans des filières d'apprentissage en alternance (graphique 1.32).

### Graphique 1.32. L'importance de la formation en milieu professionnel est variable selon les pays

Proportion d'élèves de l'EFP inscrits dans des filières combinant apprentissage en milieu scolaire et en entreprise pour le deuxième cycle de l'enseignement secondaire, 2020



Source : OCDE, Éducation et formation (base de données).

StatLink  <https://stat.link/ngavqj>

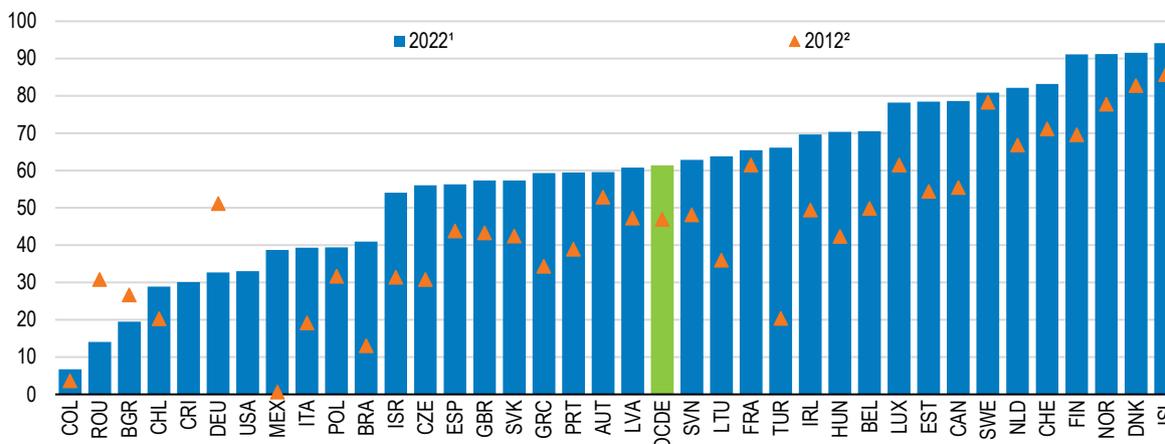
### Montrer la voie avec l'administration numérique

Les pouvoirs publics doivent continuer à jouer un rôle pilote dans l'utilisation des données et de la technologie pour optimiser les retombées potentielles de la transformation numérique. Les technologies numériques peuvent avoir des effets considérables sur la capacité des gouvernements de concevoir et de mettre en œuvre avec efficacité des politiques publiques et d'être transparents et comptables des résultats et des réalisations obtenus grâce à ces politiques. La pandémie de COVID-19 a montré le champ des améliorations possibles, et les capacités exploitables à cet effet, de l'utilisation des technologies numériques pour assurer la continuité des services publics dans la plupart des pays.

Les politiques publiques peuvent promouvoir une adoption plus large des services publics numériques. Les résultats dans ce domaine sont très variables d'un pays à l'autre, mais ils ont considérablement progressé, même pendant la décennie ayant précédé la pandémie (graphique 1.33). Les écarts entre les pays s'expliquent principalement par différents facteurs tels que la pénétration du haut débit fixe, le taux d'utilisation d'internet, la disponibilité des services publics numériques et la propension des usagers à effectuer leurs démarches administratives en ligne (OECD, 2021e). La simplification et l'élimination des procédures non indispensables, la meilleure interopérabilité entre les institutions publiques pour les demandes d'informations ainsi que la numérisation complète de leurs processus internes sont autant d'étapes qui pourraient recéler des possibilités d'amélioration de la qualité des services publics numériques et de l'accès à ces services. S'agissant de l'économie dans son ensemble, il est également primordial de promouvoir les compétences numériques dans le secteur public, dont l'acquisition et le développement doivent être encouragés auprès de toutes les catégories de fonctionnaires. A l'instar des entreprises privées, le secteur public doit améliorer les compétences numériques génériques de ses agents et attirer des spécialistes du numériques ainsi que des personnels d'encadrement ouverts au changement (OECD, 2021e).

### Graphique 1.33. L'adoption des services publics numériques reste faible dans certains pays

Pourcentage de personnes ayant utilisé internet pour consulter des sites d'administrations publiques ou entrer en interaction avec elles au cours des douze derniers mois



1. La dernière année connue est 2017 pour le Chili ; 2018 pour le Costa Rica ; 2020 pour le Canada, Israël et le Royaume-Uni ; 2021 pour le Brésil, la Colombie, les États-Unis, l'Islande, le Mexique et la Suisse.

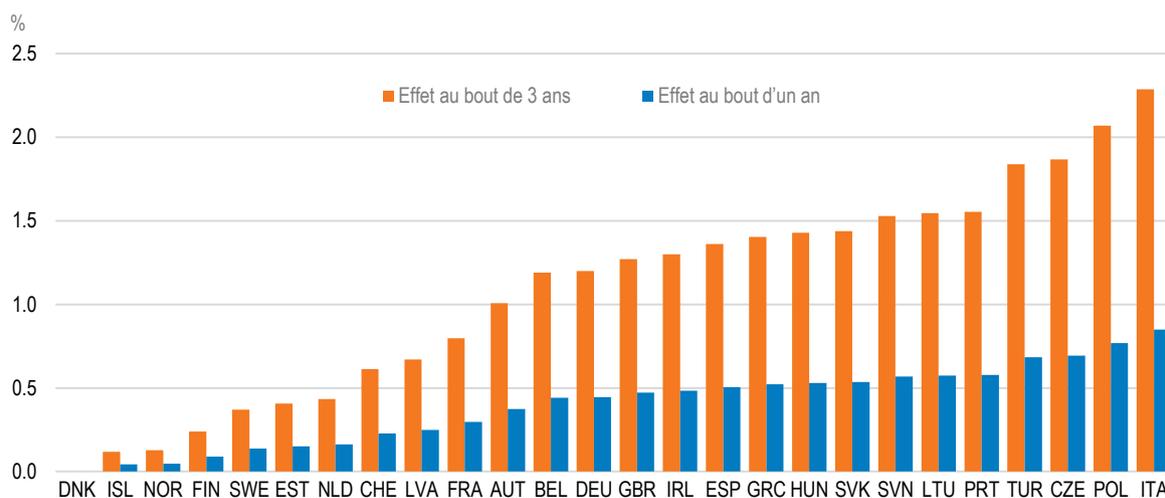
2. Les données correspondent à 2014 pour le Chili et la Suisse.

Source : OCDE, Accès et utilisation des TIC par les ménages et les individus (base de données).

StatLink  <https://stat.link/0gjoht>

### Graphique 1.34. Exemples de gains de productivité pour les entreprises résultant d'une utilisation accrue des services publics numériques

Estimation de l'effet, sur la productivité multifactorielle de l'entreprise moyenne, d'une augmentation de l'utilisation des services administratifs en ligne, mesurée par la proportion de la population utilisant internet pour interagir avec les administrations<sup>1</sup>



1. On suppose que l'écart par rapport au pays affichant la prévalence des services administratifs en ligne la plus élevée de l'échantillon (le Danemark) est comblé pour moitié.

Source : Sorbe, S., et al. (2019), « Digital Dividend: Policies to Harness the Productivity Potential of Digital Technologies », OECD Economic Policy Papers, n° 26, Éditions OCDE, Paris, <https://doi.org/10.1787/273176bc-en>.

StatLink  <https://stat.link/fexd0o>

Au-delà des gains d'efficacité pour le secteur public et de l'intérêt pour les citoyens, le passage à une administration faisant davantage appel au numérique peut également être avantageux pour l'économie dans son ensemble au sens où il peut stimuler le développement des compétences numériques au sein de la population et encourager les entreprises à adopter des technologies numériques pour leurs interactions avec les administrations publiques. À leur tour, les entreprises pourraient voir des gains de productivité se concrétiser assez rapidement (graphique 1.34).

## Références

- Andrews, D., G. Nicoletti and C. Timiliotis (2018), "Digital technology diffusion: A matter of capabilities, incentives, or both?", OECD Economics Department Working Papers, No. 1476, OECD Publishing, Paris, <https://dx.doi.org/10.1787/7c542c16-en>
- Andrews, D. C. Criscuolo and P. Gal (2016), "The Best versus the Rest: The Global Productivity Slowdown, Divergence across Firms and the Role of Public Policy", OECD Productivity Working Papers, No. 5, <https://doi.org/10.1787/63629cc9-en>
- Andrews, D. and C. Criscuolo (2013), "Knowledge-Based Capital, Innovation and Resource Allocation", OECD Economics Department Working Papers, No. 1046, OECD Publishing, Paris, <https://doi.org/10.1787/5k46bj546kzs-en>
- Bambalaite, I., G. Nicoletti and C. Von Rueden (2020), "Occupational entry regulations and their effects on productivity in services: Firm-level evidence", Vol. OECD Economics Department Working Papers/1605, <https://doi.org/10.1787/c8b88d8b-en>
- Berestycki, C., et al. (2022), "Measuring and assessing the effects of climate policy uncertainty", OECD Economics Department Working Papers, No. 1724, OECD Publishing, Paris, <https://doi.org/10.1787/34483d83-en>
- Calvino, F., C. Criscuolo and R. Verlhac (2020), "Declining business dynamism: Structural and policy determinants", OECD Science, Technology and Industry Policy Papers, No. 94, OECD Publishing, Paris, <https://doi.org/10.1787/77b92072-en>
- Criscuolo, C., P. Gal, T. Leidecker, and G. Nicoletti (2021), "The human side of productivity: Uncovering the role of skills and diversity for firm productivity", OECD Productivity Working Papers, No. 29, OECD Publishing, Paris, <https://doi.org/10.1787/5f391ba9-en>
- D'Arcangelo, F., et al. (2022a), "Estimating the CO2 emission and revenue effects of carbon pricing: New evidence from a large cross-country dataset", OECD Economics Department Working Papers, No. 1732, OECD Publishing, Paris, <https://doi.org/10.1787/39aa16d4-en>
- D'Arcangelo, F., I. Levin, A. Pagani, M. Pisu, and A. Johansson (2022b), "A framework to decarbonise the economy", OECD Economic Policy Papers, No. 31, OECD Publishing, Paris, <https://doi.org/10.1787/4e4d973d-en>
- Dechezleprêtre, A., et al. (2022), "Fighting climate change: International attitudes toward climate policies", OECD Economics Department Working Papers, No. 1714, OECD Publishing, Paris, <https://doi.org/10.1787/3406f29a-en>
- Dechezleprêtre, A., D. Nachtigall and B. Stadler (2020), "The effect of energy prices and environmental policy stringency on manufacturing employment in OECD countries: Sector- and firm-level evidence", OECD Economics Department Working Papers, No. 1625, OECD Publishing, Paris, <https://doi.org/10.1787/899eb13f-en>
- Dechezleprêtre, A., N. Rivers and B. Stadler (2019), "The economic cost of air pollution: Evidence from Europe", OECD Economics Department Working Papers, No. 1584, OECD Publishing, Paris, <https://doi.org/10.1787/56119490-en>

- De Loecker Jan, Jan Eeckhout, Gabriel Unger, The Rise of Market Power and the Macroeconomic Implications, *The Quarterly Journal of Economics*, Volume 135, Issue 2, May 2020, Pages 561–644, <https://doi.org/10.1093/qje/qjz041>
- Grosh, M. (2022), “Revisiting Targeting in Social Assistance: A New Look at Old Dilemmas”, World Bank Publishing, Washington D.C., <https://doi.org/doi:10.1596/978-1-1814-1>
- Grundke, R. et al. (2018), “Which skills for the digital era? Returns to skills analysis”, OECD Science, Technology and Industry Working Papers, No. 2018/09, OECD Publishing, Paris, <https://dx.doi.org/10.1787/9a9479b5-en>
- IEA (2022), *World Energy Outlook 2022*, International Energy Agency Publications, Paris, <https://www.iea.org/reports/world-energy-outlook-2022>
- IEA (2021), *Net Zero by 2050*, IEA, [https://iea.blob.core.windows.net/assets/deebef5d-0c34-4539-9d0c-10b13d840027/NetZeroBy2050-ARoadmapfortheGlobalEnergySector\\_CORR.pdf](https://iea.blob.core.windows.net/assets/deebef5d-0c34-4539-9d0c-10b13d840027/NetZeroBy2050-ARoadmapfortheGlobalEnergySector_CORR.pdf)
- IMF (2022), *International Monetary Fund World Economic Outlook: War Sets Back the Global Recovery*, Washington, DC, April.
- Khan, M. (2020), “Paid family leave and children health outcomes in OECD countries”, *Children and Youth Services Review*, Vol. 116, 105259, <https://doi.org/10.1016/j.childyouth.2020.105250>
- Metcalf, G., and J. Stock (2020), “Measuring the Macroeconomic Impact of Carbon Taxes,” *AEA Papers and Proceedings*, 110: 101-06, <https://doi.org/10.1257/pandp.20201081>
- OECD (2023a), *Aiming better: government support for households and firms facing the energy crisis*, OECD Publishing, Paris, forthcoming.
- OECD (2022a), *OECD Employment Outlook 2022*, OECD Publishing Paris, <https://doi.org/10.1787/1bb305a6-en>
- OECD (2022b), *OECD Economic Surveys: Estonia 2022*, OECD Publishing, Paris, <https://doi.org/10.1787/21ef46e4-en>
- OECD (2021a), *Main Findings from the 2020 Risks that Matter Survey*, OECD Publishing, Paris, <https://doi.org/10.1787/b9e85cf5-en>
- OECD (2021b), *Effective Carbon Rates 2021: Pricing Carbon Emissions through Taxes and Emissions Trading*, OECD Publishing, Paris, <https://dx.doi.org/10.1787/0e8e24f5-en>
- OECD (2021c), *Brick by Brick: Building Better Housing Policies*, OECD Publishing, Paris, <https://doi.org/10.1787/b453b043-en>
- OECD (2021d), *OECD Economic Surveys: France 2021*, OECD Publishing, Paris, <https://dx.doi.org/10.1787/289a0a17-en>
- OECD (2021e), *OECD Digital Economy Outlook 2020*, OECD Publishing, Paris, <https://doi.org/10.1787/bb167041-en>
- OECD (2020a), *Is Childcare Affordable?*, Policy Brief on Employment, Labour and Social Affairs, OECD Publishing, Paris, <https://www.oecd.org/els/family/OECD-Is-Childcare-Affordable.pdf>
- OECD (2020b), *Green Infrastructure in the Decade for Delivery: Assessing Institutional Investment, Green Finance and Investment*, OECD Publishing, Paris, <https://dx.doi.org/10.1787/f51f9256-en>
- OECD (2019), *OECD Employment Outlook 2019: The Future of Work*, OECD Publishing, Paris, <https://doi.org/10.1787/9ee00155-en>
- OECD (2018a), *A Broken Social Elevator? How to Promote Social Mobility*, OECD Publishing, Paris, <https://doi.org/10.1787/9789264301085-en>
- Sorbe, S., P. Gal, G. Nicoletti, and C. Timiliotis (2019), “Digital Dividend: Policies to Harness the Potential of Digital Technologies”, *OECD Economic Policy Papers*, No. 26, OECD, <https://doi.org/10.1787/273176bc-en>

## Annexe 1.A. Cadre d'Objectif croissance pour la hiérarchisation des réformes structurelles

*Objectif croissance* élabore, au moyen d'analyses quantitatives et qualitatives, des recommandations de réforme structurelle pour renforcer de façon inclusive et durable la croissance économique à moyen terme. Limitée à 31 membres de l'OCDE dans l'édition de 2005, la couverture géographique d'*Objectif croissance* a été élargie au fil du temps pour inclure 49 économies en 2023, dont de nombreux pays non membres de l'OCDE.

La publication *Objectif croissance* a pendant longtemps mis l'accent sur des réformes visant à améliorer la productivité du travail et l'utilisation de la main-d'œuvre, en s'appuyant sur une décomposition du PIB par habitant à partir d'une fonction de production. Le cadre a toutefois été élargi dans l'édition de 2017 pour intégrer la dimension « inclusivité ». Il est en effet impératif de réduire les inégalités de revenu, l'inégalité des chances et la pauvreté pour préserver la cohésion sociale et le bien-être des citoyens, qui sont des facteurs essentiels pour soutenir la croissance à long terme. Or, les pressions subies par l'environnement, telles que la pollution atmosphérique et le changement climatique, pèsent de plus en plus sur la croissance et le bien-être. Ce constat a conduit à l'ajout explicite, dans l'édition 2019, de la durabilité environnementale au nombre des dimensions composant le cadre utilisé pour déterminer les recommandations d'action spécifiques à chaque pays. De plus, dans cette édition, la transformation numérique est reconnue comme une dimension transversale qui ouvre la perspective non seulement de stimuler la croissance, mais aussi de favoriser l'inclusivité et la réalisation des objectifs de durabilité (graphique 1.A.1).

Le processus de définition des recommandations de réforme pour chaque pays repose sur une approche alliant analyse quantitative et analyse qualitative. Il consiste dans un premier temps à examiner en détail des tableaux de bord d'indicateurs qui montrent, pour chacune des dimensions du cadre d'*Objectif croissance* (c'est-à-dire la croissance, l'inclusivité et la durabilité environnementale), les meilleurs indicateurs de résultats et de politiques publiques disponibles, appariés en fonction des données économiques observées. Autrement dit, dans chaque dimension, tous les indicateurs de résultats économiques sont mis en correspondance avec les indicateurs de politiques publiques dont il est prouvé par voie empirique qu'elles permettent d'atteindre ces résultats. L'appariement se fait donc sur la base des liens établis entre les indicateurs de résultats et ceux de politiques publiques dans les travaux universitaires et les travaux de recherche appliquée menés par l'OCDE et d'autres organisations. Plus de 450 de ces liens sont pris en compte dans le cadre actuel d'*Objectif croissance*.

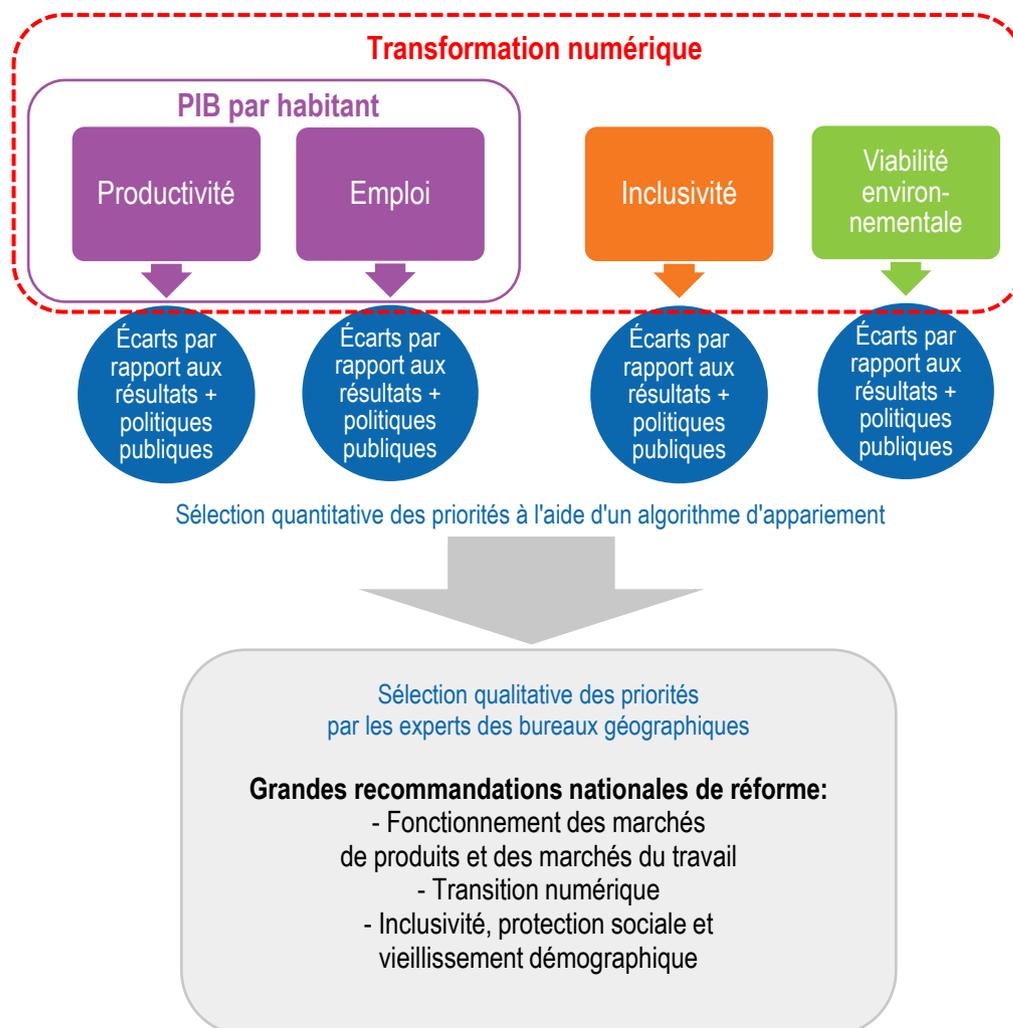
Pour chaque couple « résultat-politique », on évalue ensuite les performances des pays par rapport à la moyenne de l'OCDE en normalisant les indicateurs de résultats et de politiques publiques, de manière à obtenir une moyenne de zéro pour l'ensemble des pays et un écart-type de 1. Dans ce contexte, un couple « résultat-politique » peut devenir une recommandation dans un pays donné s'il se situe dans le quadrant inférieur gauche du graphique 1.A.2, c'est-à-dire dès lors que le résultat et la politique publique qui lui est associée se classent en deçà de la moyenne de l'OCDE.

Au cours de l'étape suivante, il est fait appel à l'appréciation des spécialistes de l'OCDE pour sélectionner les recommandations essentielles dans chaque pays, regroupées en quatre domaines dans les notes pays (fonctionnement des marchés de produits et des marchés du travail ; transition numérique ; inclusivité, protection sociale et vieillissement démographique ; et transition climatique). Sont aussi prises en considération à cette étape des recommandations potentielles qui n'ont pas pu être mesurées ou comparées correctement pour être incluses dans le processus d'appariement. Le recours aux spécialistes

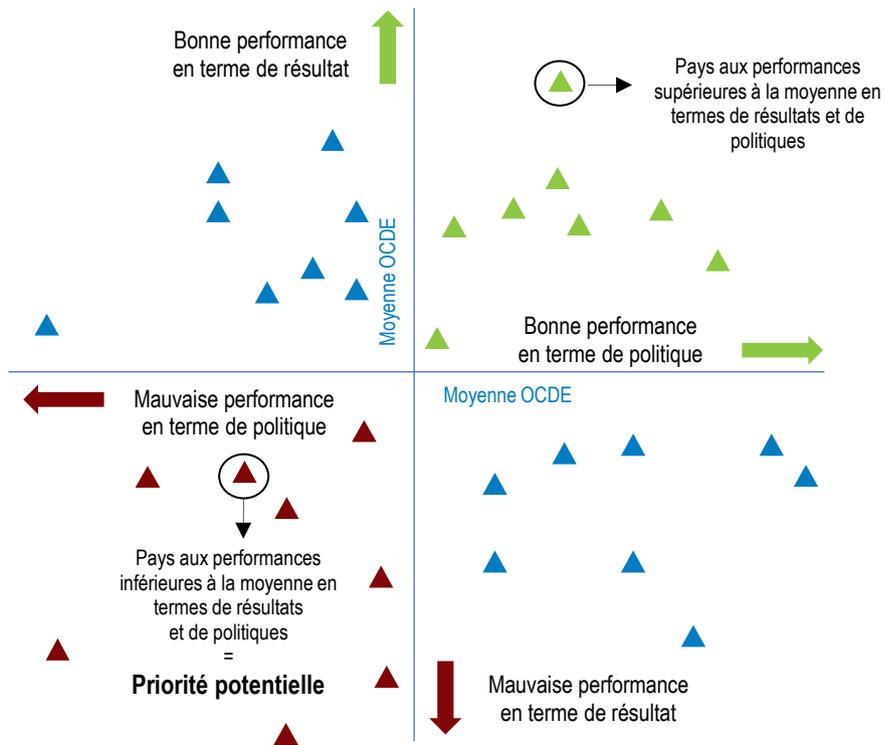
permet de pallier les lacunes dans la qualité et la couverture des données et de garantir l'exhaustivité du cadre. La dernière étape comprend un examen par les pairs et un processus de dialogue et de consultation avec les autorités nationales avant la publication finale.

Les indicateurs de politiques et de résultats font l'objet d'examen périodiques exhaustifs de façon à ce que le cadre de sélection des recommandations reste à la pointe de la recherche universitaire et de la recherche appliquée, à mesure que de nouvelles données et informations factuelles sur les grandes questions intéressant l'action publique sont publiées.

Graphique 1.A.1. Cadre d'*Objectif croissance*



## Graphique d'annexe 1.A.2. Définition des recommandations de réforme potentielles



## **2** Risques présentés et perspectives ouvertes par la reconfiguration des chaînes de valeur mondiales

---

Nous examinons dans ce chapitre certaines conséquences de l'intégration commerciale fondée sur les chaînes de valeur mondiales (CVM) et mettons en évidence des lacunes dans notre compréhension des risques liés aux CVM. Malgré les progrès importants accomplis récemment, nombre des risques liés aux CVM demeurent en effet inconnus. Nous examinons également dans ce chapitre les avantages et les inconvénients de différentes stratégies envisageables pour réduire au minimum les risques liés aux CVM et de mesures spécifiques qui font débat dans les travaux publiés sur la question. Aucune des stratégies proposées n'est une solution miracle et les mesures optimales varieront probablement suivant les produits et les secteurs. La plupart des interventions destinées à améliorer la résilience relèvent des entreprises, et non des pouvoirs publics. Le fait que ces derniers prennent davantage l'initiative en matière de coordination de la collecte de données, d'analyse des risques liés aux CVM et de collaboration avec les entreprises privées pour promouvoir des normes de conduite ne suscite guère de controverse. En revanche, les avis sont plus partagés sur le fait que les autorités aient recours à des incitations financières, à des prescriptions réglementaires et au contrôle étatique direct pour reconfigurer les CVM. L'intervention des pouvoirs publics risque de créer des distorsions coûteuses sans réduire au minimum la volatilité économique ni améliorer la sécurité nationale, et en affaiblissant la coopération internationale.

---

## Introduction et principaux points à retenir

L'intégration commerciale et financière grandissante observée au cours des années 1990 et 2000 a profondément affecté le fonctionnement et la structure de l'économie mondiale. La mondialisation a permis de renforcer la spécialisation, la concentration de la production et les échanges d'intrants intermédiaires. Cela a eu de nombreuses retombées positives en termes de gains de productivité, de baisses de prix, d'augmentation de la variété des biens disponibles et d'accélération de la convergence des revenus de nombreuses économies de marché émergentes. Néanmoins, certaines chaînes de valeur mondiales (CVM) sont devenues complexes et sujettes à des perturbations qui se diffusent entre les secteurs et les économies. La crise liée au COVID-19 et la guerre menée par la Russie contre l'Ukraine ont suscité une nouvelle prise de conscience aiguë de ces risques, même si les échanges internationaux et les CVM se sont avérés bénéfiques dans de nombreux cas.

Des vents contraires politiques soufflent sur la mondialisation. Les fermetures d'usines et le creusement des inégalités de revenu ont contribué à éroder l'adhésion des populations à la mondialisation dans les économies avancées pendant plus d'une décennie. Les considérations de sécurité nationale et d'ordre stratégique sont montées en puissance, ce qui risque d'accentuer la fragmentation de l'ordre économique et politique international. Dans de nombreux pays de l'OCDE, la disponibilité de certains biens essentiels est devenue lourdement tributaire des importations, accentuant les risques géopolitiques. Tous ces facteurs se sont traduits par une multiplication des appels adressés aux pouvoirs publics, leur demandant d'adopter des mesures économiques (en matière d'échanges, d'investissement et de politique industrielle) pour limiter la dépendance à l'égard de certaines économies étrangères.

Dans ce contexte, nous examinons dans ce chapitre certaines caractéristiques de l'intégration commerciale fondée sur les CVM et leurs conséquences, et mettons en évidence des lacunes dans notre compréhension des risques liés aux chaînes de valeur mondiales, en nous appuyant sur les nombreuses analyses de l'OCDE et les travaux universitaires publiés sur la question. L'accent est mis sur les relations de dépendance à l'égard de l'étranger, notamment sur les « dépendances stratégiques », la concentration de la production dans certaines régions géographiques et dans certaines entreprises, les points faibles des chaînes d'approvisionnement et la propagation des chocs. Nous présentons ensuite dans ce chapitre les grandes stratégies envisageables pour circonscrire les risques liés aux CVM identifiés dans les travaux publiés sur la question, qui se multiplient rapidement. Puis nous examinons des mesures spécifiques que pourraient prendre les entreprises privées et les pouvoirs publics, en soulignant leurs avantages et leurs inconvénients. Pour préserver la concision de ce chapitre, nous n'avons pas analysé ici de nombreux autres aspects de la mondialisation, notamment les flux de capitaux, les migrations et les externalités de connaissances, malgré leurs relations étroites avec l'intégration commerciale et les mesures destinées à circonscrire les risques liés aux CVM. Les principaux points à retenir de ce chapitre sont résumés dans l'encadré 2.1.

### Encadré 2.1. Principaux points à retenir

- L'intégration commerciale croissante et l'émergence des chaînes de valeur mondiales (CVM) ont contribué à renforcer la productivité, à faire baisser les prix et à accroître la variété des biens, ainsi qu'à accélérer la convergence des revenus dans de nombreuses économies de marché émergentes.
- Dans le même temps, la dépendance à l'égard des importations – notamment s'agissant des produits pharmaceutiques, des produits sur lesquels reposent les transitions écologique et numérique et de l'énergie – et des exportations s'est accentuée, mais à des degrés divers suivant les pays de l'OCDE et les secteurs. Certaines productions sont devenues très concentrées dans des pays et des entreprises spécialisés dans ces activités. Les CVM sont devenues plus longues et plus complexes.
- Ces caractéristiques se traduisent par des gains d'efficacité et facilitent la diversification de l'offre et de la demande. Néanmoins, elles peuvent créer des conditions propices à l'apparition de points uniques de défaillance (goulets d'étranglement) ainsi qu'à la propagation et à l'amplification de chocs microéconomiques. Elles peuvent aussi exacerber les risques géopolitiques.
- Les liens théoriques entre intégration commerciale et volatilité économique ne sont pas nettement définis, et les données empiriques dont on dispose sur la question sont ambiguës. Même si les échanges accentuent la volatilité, il n'est pas évident que celle-ci soit clairement dommageable et qu'elle doive être limitée. Selon certaines simulations, les effets quantitatifs d'une volatilité accrue ne sont pas garantis et sont modestes au regard des gains d'efficacité connexes.
- La compréhension des risques liés aux CVM s'est améliorée, mais de nombreuses inconnues subsistent. Les recherches menées sur l'exposition à ces risques au niveau des produits et des entreprises laissent à désirer. De nombreux indicateurs relatifs aux CVM fondés sur des données d'entrées-sorties ne prennent pas explicitement en compte les relations de substituabilité entre fournisseurs, la complémentarité des intrants employés dans le processus de production, les transports internationaux, ni les relations de dépendance à l'égard de l'étranger en matière d'investissement et de technologies.
- La possibilité de réduire les risques liés aux CVM sans entamer les gains d'efficacité qui en découlent varie selon les produits et les secteurs. Il en va de même pour les stratégies et les mesures spécifiques envisageables. Diversifier les approvisionnements, transférer les activités de production sur le sol national ou sur des territoires plus proches géographiquement (ou plus amicaux) – ce qu'on appelle les relocalisations et les délocalisations de proximité (ou dans des pays amis) – et optimiser la gestion des stocks sont les trois stratégies les plus fréquemment évoquées.
- La diversification des approvisionnements est généralement plus efficace que les relocalisations pour assurer la résilience et la robustesse des chaînes d'approvisionnement. Les délocalisations de proximité peuvent réduire les délais liés à la longueur des chaînes d'approvisionnement et les prélèvements à l'importation. Les délocalisations dans des pays amis peuvent faciliter une harmonisation réglementaire plus poussée, présentent des risques plus limités en matière de propriété intellectuelle et contribuent à réduire au minimum les risques géopolitiques. Il est cependant difficile de définir la notion de « pays ami » sur la base de critères clairs et pérennes, sans accentuer l'incertitude à laquelle sont confrontées les entreprises.

- Reconfigurer les chaînes d'approvisionnement peut être coûteux, mais une stratégie de diversification pourrait être moins onéreuse que des relocalisations ou des délocalisations de proximité. Il est généralement moins coûteux et plus aisé de diversifier la production de biens qui exigent des technologies simples, se caractérisent par de petites économies d'échelle et sont standardisés. Les stratégies de diversification des approvisionnements et de relocalisation peuvent ne pas être viables ou s'avérer difficiles à mettre en œuvre dans les secteurs caractérisés par des coûts fixes élevés, ainsi que pour de nombreuses ressources naturelles.
- Une stratégie d'ajustement des stocks pourrait améliorer la robustesse des CVM pour certains biens et pour certains chocs, mais elle ne constitue pas la panacée pour tous les risques liés aux CVM. Elle peut aussi être coûteuse. La viabilité de cette approche variera non seulement suivant les secteurs, mais aussi selon les produits et les entreprises dans un secteur donné.
- La plupart des interventions destinées à améliorer la résilience relèvent des entreprises, et non des pouvoirs publics. Les entreprises privées sont financièrement incitées à réduire les risques de perturbations coûteuses de leur production, mais ces incitations pourraient être amoindries par les coûts d'adaptation des chaînes d'approvisionnement et par les coûts irrécupérables des investissements antérieurs. Les entreprises privées semblent également être les mieux placées pour choisir entre réduire au minimum leur exposition aux risques (robustesse) et améliorer leur capacité de reprendre leurs activités après un choc négatif (résilience).
- Les questions fondamentales concernant les arguments qui militent en faveur d'une intervention publique pour réduire les risques liés aux CVM, et la nature de cette intervention, restent entières. Une intervention publique peut se justifier en principe lorsque les intérêts publics et privés divergent, et lorsque les entreprises privées sous-estiment les risques en raison d'un manque d'informations.
- Les pouvoirs publics pourraient prendre davantage l'initiative en matière de coordination de la collecte des données et d'analyse des risques liés aux CVM. Ils pourraient aussi collaborer avec les entreprises privées pour promouvoir des normes de conduite destinées à renforcer la robustesse et la résilience des chaînes d'approvisionnement. De tels efforts porteraient davantage leurs fruits s'ils étaient coordonnés à l'échelle internationale. Les autorités peuvent aussi réaliser des tests de résistance pour des chaînes d'approvisionnement essentielles, mais ce type de test continue de soulever des problèmes de faisabilité et de conception.
- Les pouvoirs publics peuvent en principe étayer les stratégies de réduction des risques en conjuguant incitations financières, prescriptions réglementaires et contrôle étatique direct. L'efficacité et les effets secondaires de ces mesures sont variables. Elles doivent être adaptées aux différents secteurs et produits, compte tenu de l'hétérogénéité considérable qui caractérise les branches d'activité et les entreprises. La complexité des chaînes d'approvisionnement modernes rend difficile une évaluation complète des politiques publiques destinées à réduire au minimum les risques liés aux CVM et des distorsions qui en découlent.
- La principale préoccupation relative aux distorsions résultant des mesures qui visent à réduire l'exposition vis-à-vis de l'étranger a trait à leurs effets en matière d'efficacité, étant donné qu'elles peuvent déboucher sur d'importantes pertes de bien-être.
- En principe, les menaces pesant sur la sécurité nationale justifient de se prémunir contre des événements géopolitiques négatifs ou d'agir pour empêcher qu'ils se produisent. Néanmoins, les risques géopolitiques et les coûts économiques connexes sont difficiles à évaluer. En outre, certaines mesures peuvent s'avérer inefficaces pour garantir la sécurité. Afin de réduire au minimum les risques que ces mesures soient inefficaces et coûteuses pour les contribuables et les consommateurs, des évaluations objectives et approfondies sont nécessaires.

- Jusqu'ici, la plupart des mesures de réduction des risques liés aux CVM prises par les pouvoirs publics ont été axées sur les relocalisations et les délocalisations de proximité ou dans des pays amis, tandis que les initiatives axées sur la diversification des approvisionnements et la gestion des stocks ont été moins nombreuses. Les rares données empiriques sur l'efficacité des mesures prises par les pouvoirs publics pour favoriser les relocalisations et les délocalisations dans des pays amis brossent un tableau contrasté.
- Des mesures protectionnistes pourraient entraver la réalisation d'objectifs sociaux et environnementaux à l'échelle mondiale. Des politiques de repli national pourraient aussi réduire les externalités de connaissances, ce qui aurait des conséquences négatives sur le progrès technologique et la croissance de la productivité. Des politiques de représailles protectionnistes pourraient amplifier les pertes de bien-être résultant du recul de l'intégration économique mondiale.

## Mondialisation des échanges : évolutions et conséquences

### ***Après une montée en puissance rapide, la mondialisation des échanges a cessé de progresser***

Depuis le milieu des années 1980, le commerce mondial, qui consistait essentiellement en des échanges de produits finis entre pays, est devenu un vecteur d'internationalisation des processus de production, de plus en plus scindés entre différentes économies nationales. Cette évolution a changé la nature de la spécialisation : alors qu'elle était précédemment axée sur des produits distincts, elle s'est orientée vers la production de composants et la réalisation de processus spécifiques dans le cadre de chaînes de production mondiales plus vastes. Dans ce modèle de commerce mondial, les matières et les composants traversent à maintes reprises les frontières nationales tandis qu'ils franchissent les étapes de la chaîne de production (Cheng et al., 2015). En conséquence, les échanges de produits intermédiaires sont devenus de plus en plus importants pour le commerce mondial au cours des années 1990 (graphique 2.1, partie A).

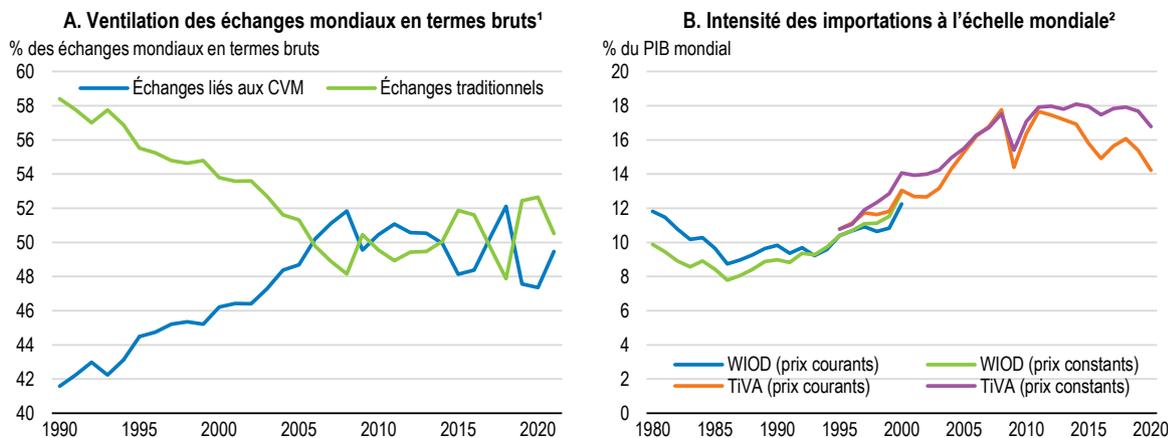
Depuis la crise financière mondiale sont apparus des signes de ralentissement ou de repli de la mondialisation des échanges, à tout le moins à l'aune des flux d'exportations et d'importations brutes. Néanmoins, les échanges de biens et de services représentent toujours une part importante de la production mondiale (Jaax, Miroudot et van Lieshout, 2023). La baisse du ratio entre les échanges de biens et le produit intérieur brut (PIB) a été alimentée dans une large mesure – jusqu'à une date récente – par une diminution des prix relatifs de biens faisant l'objet d'un volume d'échanges important, tels que les combustibles et les produits miniers, et par la perte d'importance du secteur manufacturier en tant que composante du PIB (Baldwin (2022) ; graphique 2.1, partie B). Néanmoins, une diminution effective de la fragmentation des processus de production y a également contribué (Jaax, Miroudot et van Lieshout, 2023). Les courants d'échanges mondiaux sont cependant demeurés volumineux, le commerce des services a continué d'augmenter, et le niveau des activités liées aux CVM reste proche de celui auquel il s'établissait au milieu des années 2000 (Antràs, 2020).

Le glissement vers des chaînes de production mondiales fragmentées observé à partir du milieu des années 1980 tient à trois facteurs (OCDE, 2013 ; Antràs, 2020). Premièrement, la diminution des droits de douane ainsi que la baisse du coût et l'amélioration de la fiabilité des transports transfrontaliers ont allégé la charge que représente pour les entreprises manufacturières l'utilisation de sites de production multiples. Deuxièmement, les nouvelles technologies de l'information et de la communication (TIC) ont permis de gérer et coordonner efficacement des sites de production géographiquement dispersés. Troisièmement, la diffusion du système de marché mondial a permis aux entreprises d'avoir accès à une main-d'œuvre abondante à bas coût et à un nombre croissant de clients. Les délocalisations ont non seulement réduit le

coût marginal de production, mais aussi incité les entreprises à accroître leur production pour mieux amortir les coûts fixes associés au transfert d'activités de production à l'étranger.

Une des principales tendances qui se dégagent des trois dernières décennies réside dans l'augmentation de l'importance de la Chine dans les CVM. La conjonction d'une abondante main-d'œuvre peu coûteuse et d'un environnement réglementaire propice aux échanges s'est traduite par de volumineuses entrées d'investissement direct étranger (IDE) en Chine, qui ont contribué au développement de CVM centrées sur ce pays (Xing, 2022).

## Graphique 2.1. L'intégration commerciale mondiale reste forte



1. Les échanges traditionnels recouvrent les exportations de biens et de services qui sont produits dans un pays et consommés dans le pays de destination. Une seule frontière est donc franchie. Les échanges liés aux chaînes de valeur mondiales (CVM) recouvrent les exportations de biens et de services qui sont produits dans plus d'un pays et ont traversé au moins deux frontières. Les séries temporelles sont obtenues par raccordement de données tirées de la base de données du système WITS (World Integrated Trade Solution) de la Banque mondiale, de la base de données Eora, et des tableaux multirégionaux d'entrées-sorties de la Banque asiatique de développement (BASD).

2. La base de données mondiale des entrées-sorties (WIOD, World Input-Output Database) sur longue période (1965-2000) et la base de données de l'OCDE sur les échanges en valeur ajoutée (TiVA) fournissent des mesures du commerce mondial et des chaînes de valeur. L'intensité des importations est mesurée par le ratio des importations à la production totale.

Source : Banque mondiale, base de données du système WITS (World Integrated Trade Solution) et base de données Eora ; Banque asiatique de développement (BASD), tableaux multirégionaux d'entrées-sorties ; OCDE, tableaux internationaux d'entrées-sorties (TIES) ; base de données mondiale des entrées-sorties (WIOD, World Input-Output Database) sur longue période ; et calculs de l'OCDE.

StatLink  <https://stat.link/8raw1c>

### **La mondialisation des échanges a eu de nombreuses retombées positives, mais elle a aussi créé des difficultés dans certains cas**

L'intégration commerciale et l'émergence des CVM ont eu de nombreux effets positifs sur les consommateurs et les entreprises. Le développement du système commercial multilatéral a radicalement fait baisser les prix des biens de consommation et des produits intermédiaires, et s'est traduit par un élargissement de l'éventail de biens disponibles et une augmentation de leur quantité. Ces effets positifs se font également sentir parmi les ménages modestes, qui consacrent une proportion plus importante de leurs revenus à des biens de consommation standardisés (Fajgelbaum et Khandelwal, 2016 ; Jaravel et Sager, 2019). Les échanges vont aussi de pair avec des gains de productivité, réalisés par le biais de transferts de technologie, de la diffusion de connaissances et de l'accès à une plus grande variété d'intrants (Égert, 2017). L'accès à des marchés de plus grande taille a aidé les entreprises très productives à accroître leur production et leurs effectifs. La participation aux CVM a permis aux entreprises et aux travailleurs, souvent dans les économies de marché émergentes, de se spécialiser dans les stades de

production où ils sont les plus compétitifs, sans devoir maîtriser toutes les technologies nécessaires pour produire des biens modernes complexes et sans qu'il soit nécessaire de mettre en place sur le territoire national des chaînes d'approvisionnement susceptibles de ne pas être compétitives à l'échelle mondiale (OCDE, 2017).

La fragmentation de la production a aussi facilité l'intégration de nombreuses économies de marché émergentes dans l'économie mondiale, contribuant à un processus de rattrapage technologique rapide et à une réduction sensible de la pauvreté au niveau mondial. L'augmentation du volume d'échanges des économies en développement est associée à une forte croissance économique, par rapport à celle enregistrée par les économies avancées et les économies en développement qui n'ont pas bénéficié des échanges mondiaux ni d'une participation aux stades de fabrication des chaînes de valeur (Dollar et Kraay, 2004). L'exploitation des étapes de la chaîne de production pour lesquelles les économies de marché émergentes disposent d'un avantage comparatif a permis d'améliorer le niveau de vie des travailleurs dans ces pays. La croissance de leurs exportations liées aux CVM s'accompagne d'une augmentation de variables macroéconomiques clés telles que le PIB par habitant, l'investissement et la productivité (Mitra, 2020). Les CVM ont eu des effets positifs directs sur l'emploi et les salaires dans les économies de marché émergentes et, par effet d'entraînement, sur l'économie mondiale. Elles ont également accru la demande de travailleurs qualifiés dans ces pays (OMC, 2019).

L'intégration commerciale a eu des effets perturbateurs sur de nombreuses branches d'activité et collectivités locales dans les économies avancées, contribuant à alimenter un sentiment de rejet à l'égard de la mondialisation (Rodrik, 1998 ; Antràs, 2020 ; Rodrik, 2021). Le renforcement de la mobilité des échanges et des capitaux au cours des années 1990 et 2000 a permis de substituer au travail fourni par d'amples segments de la population des économies avancées celui de personnes résidant dans les économies de marché émergentes. Cela a contribué à affaiblir le pouvoir de négociation des travailleurs, en partie du fait de la segmentation de la main-d'œuvre, et à réduire l'emploi manufacturier (Durant et Milberg, 2019)<sup>1</sup>. En conséquence, de nombreux travailleurs ont été confrontés à une instabilité de leur rémunération et à la précarité, et la croissance réelle du revenu d'activité médian a été atone (Acemoglu et Autor, 2011). Ces effets ont été plus prononcés aux États-Unis qu'en Europe. Cela tient en partie au fait que la protection sociale y est moins généreuse que dans les pays européens. Cela dit, des gains considérables ont été réalisés par les actionnaires des sociétés qui ont tiré parti de la mondialisation.

La contribution exacte des échanges internationaux et des délocalisations au creusement des inégalités de revenu reste sujette à débat. D'après les conclusions de certains chercheurs, les échanges n'ont joué qu'un rôle mineur dans l'accentuation des inégalités salariales au sein des pays, tandis que le progrès technologique favorable aux travailleurs hautement qualifiés et l'évolution des stratégies des entreprises et des politiques publiques ont eu une influence plus déterminante (Helpman, 2018 ; Heimberger, 2020).

Les normes relatives au travail et à l'environnement généralement moins exigeantes dans les économies de marché émergentes que dans les économies avancées ont nourri un sentiment de concurrence déloyale et conduit à une sous-estimation du coût social total des délocalisations. Selon certaines estimations, les externalités environnementales de la production délocalisée sont considérables, en particulier dans les industries lourdes (Wiedmann et Lenzen, 2018 ; Felbermayr et Peterson, 2020). Indépendamment des normes nationales, le transport international sur longue distance accroît le coût des externalités environnementales. En outre, certains cas d'atteintes aux droits fondamentaux des travailleurs aggravent les externalités sociales de la mondialisation (Union européenne, 2021).

---

<sup>1</sup> Ainsi, on estime que l'intégration commerciale avec la Chine a joué un rôle déterminant dans le recul de l'emploi manufacturier aux États-Unis au cours des années 1990 et 2000 (Autor, Dorn et Hanson, 2013 ; Pierce et Schott, 2016).

## **Conséquences de certaines caractéristiques des chaînes de valeur mondiales**

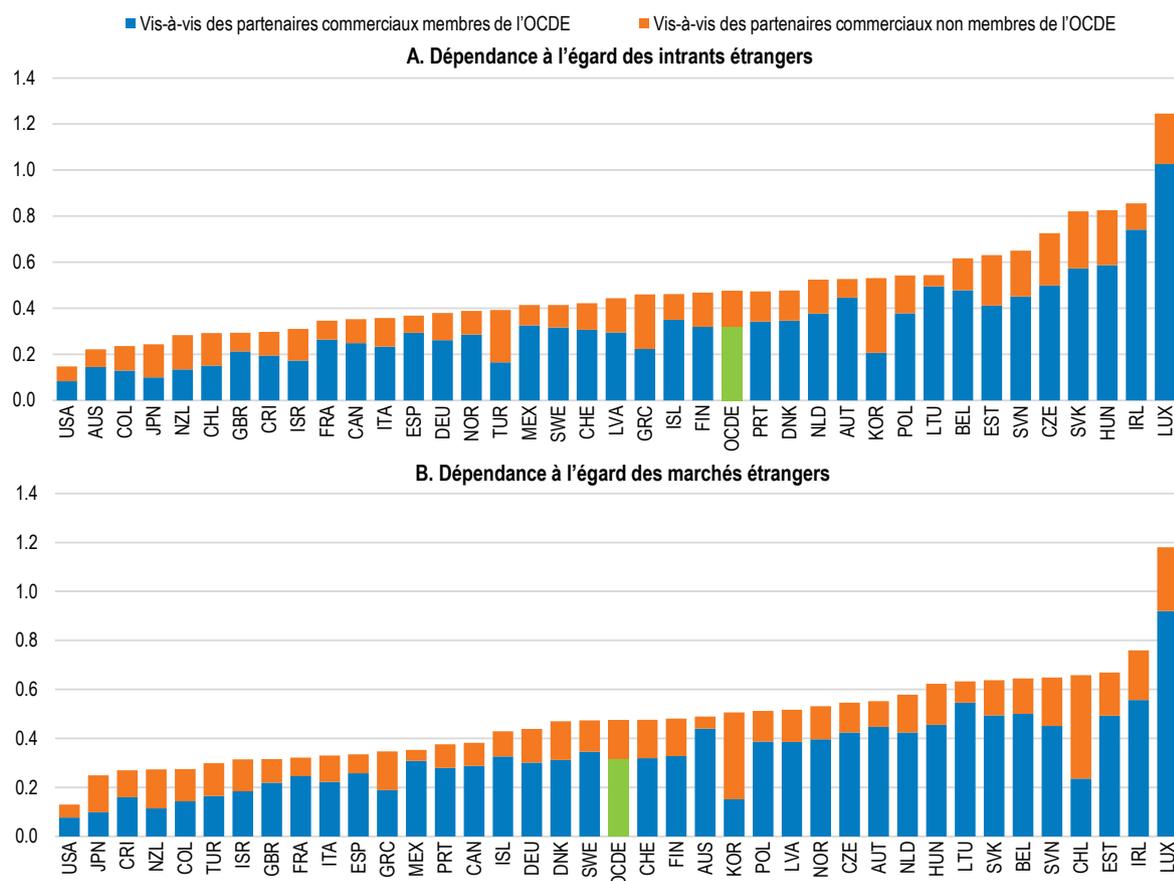
Le renforcement de l'intégration commerciale et de la spécialisation a tiré la productivité vers le haut et fait baisser les prix. Ces processus présentent néanmoins plusieurs inconvénients : la dépendance à l'égard des importations, notamment s'agissant des produits sur lesquels reposent les transitions écologique et numérique, et la dépendance à l'égard de la demande étrangère se sont accentuées ; certaines productions sont devenues très concentrées dans des pays et des entreprises spécialisés dans ces activités ; et les CVM sont devenues plus longues et plus complexes. Ces caractéristiques ont créé des conditions propices à l'apparition de points uniques de défaillance (goulets d'étranglement), mais aussi débouché sur des gains de résilience dans certains cas. Un ensemble de fournisseurs ou d'acheteurs peu diversifié peut accentuer le risque de perturbations et amplifier la propagation des chocs, s'il existe peu d'autres possibilités d'acheter ou de vendre les produits considérés à d'autres entreprises ou pays (Arriola et al., 2020 ; Schwellnus et al., 2023).

### *Dépendance à l'égard des importations et des exportations*

Il existe différentes mesures de l'exposition vis-à-vis de l'étranger. Chacune présente des avantages et des inconvénients (Borin, Mancini et Taglioni, 2021 ; Baldwin, Freeman et Theodorakopoulos, 2022). Les mesures fondées sur les échanges bruts, par opposition aux échanges en valeur ajoutée, qui rendent compte à la fois des flux commerciaux directs et des courants d'échanges indirects, via des pays tiers, sont les indicateurs privilégiés pour évaluer l'exposition vis-à-vis des chocs affectant l'offre. Ainsi, la dépendance à l'égard des intrants étrangers (DIE), qui mesure la dépendance à l'égard des fournisseurs (en amont), et la dépendance à l'égard des marchés étrangers (DME), qui mesure la dépendance à l'égard des acheteurs (en aval), permettent d'appréhender les risques qui pèsent sur les CVM tant du fait de l'ampleur des expositions que de la complexité des chaînes de valeur (Schwellnus et al., 2023).

L'analyse des indicateurs de DME et de DIE met en évidence des caractéristiques essentielles des liens de dépendance à l'égard de l'étranger (graphique 2.2, Schwellnus et al. (2023)). Comme on pouvait s'y attendre, les petites économies ouvertes tendent à être plus exposées vis-à-vis des fournisseurs et acheteurs étrangers. Dans plusieurs cas, les liens de dépendance en aval découlent d'une spécialisation dans l'exploitation minière de ressources naturelles (Norvège, Chili et Australie). La plupart des pays de l'OCDE sont essentiellement exposés vis-à-vis d'autres membres de l'Organisation, en particulier au sein de sous-ensembles régionaux : les Amériques, l'Europe et l'Asie. Néanmoins, certains pays d'Asie et d'Amérique du Sud dépendent de manière cruciale de la Chine. En outre, les liens de dépendance varient sensiblement suivant les secteurs. La construction automobile, la fabrication d'autres matériels de transport, l'industrie textile et l'habillement, les TIC et l'électronique ainsi que la fabrication de machines et de matériel sont particulièrement tributaires des intrants étrangers, tandis que les activités extractives, le magasinage et l'industrie chimique sont particulièrement exposés vis-à-vis de la demande étrangère.

## Graphique 2.2. La dépendance à l'égard de l'étranger varie suivant les pays de l'OCDE



Note : La dépendance à l'égard des intrants étrangers (DIE) peut se concevoir comme la part de la production d'un pays qui est exposée à des perturbations des chaînes d'approvisionnement à l'étranger. Elle est mesurée par le ratio entre les intrants étrangers utilisés par les entreprises résidentes et la production intérieure brute. La dépendance à l'égard des marchés étrangers (DME) correspond à la part de la production d'un pays qui est utilisée à l'étranger, et elle mesurée par le ratio entre la production intérieure utilisée dans la production étrangère et la production intérieure brute.

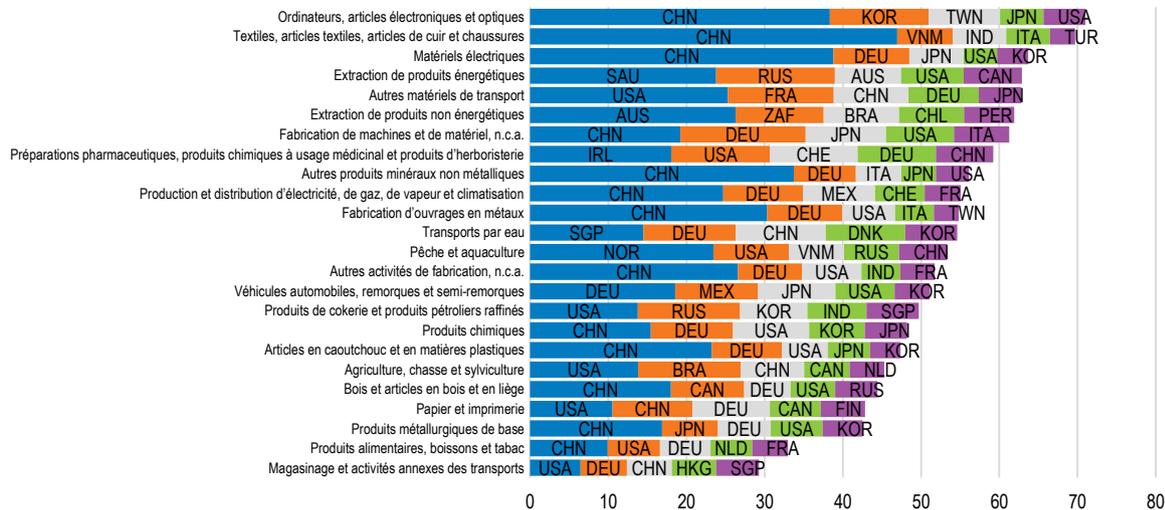
Source : Schweltnus et al. (2023), « Global Value Chain Dependencies under the Magnifying Glass », OECD Science, Technology and Industry Policy Papers, n° 142, Éditions OCDE, Paris.

StatLink  <https://stat.link/29tq4m>

La production de plusieurs secteurs et produits est très concentrée dans un très petit nombre de pays. Les secteurs dans lesquels la part de la production brute mondiale représentée par les cinq premiers pays est la plus élevée sont les activités extractives, la fabrication de machines et de matériel, l'industrie textile et l'habillement, la fabrication de matériels électriques, les TIC et l'électronique, la fabrication de produits métallurgiques de base et la pêche (Schweltnus et al., 2023). Il existe une corrélation positive entre cette concentration et la taille des économies, la Chine et les États-Unis dominant le classement. La concentration par pays des exportations de produits intermédiaires dans des secteurs principalement manufacturiers est moindre que celle de la production brute, mais elle reste forte dans certains secteurs (graphique 2.3). Le classement des pays est plus diversifié d'un point de vue géographique, même si la Chine et les États-Unis arrivent toujours en tête dans la plupart des secteurs analysés.

## Graphique 2.3. La concentration géographique des exportations de produits intermédiaires est forte dans certains secteurs

Part des cinq premiers pays dans les exportations mondiales de produits intermédiaires, par secteur, 2018



Note : Dans ce graphique n'ont pas été prises en compte les exportations du reste du monde telles qu'elles figurent dans la base de données des tableaux internationaux d'entrées-sorties (TIES). La mention « n.c.a. » signifie « non classé ailleurs ».

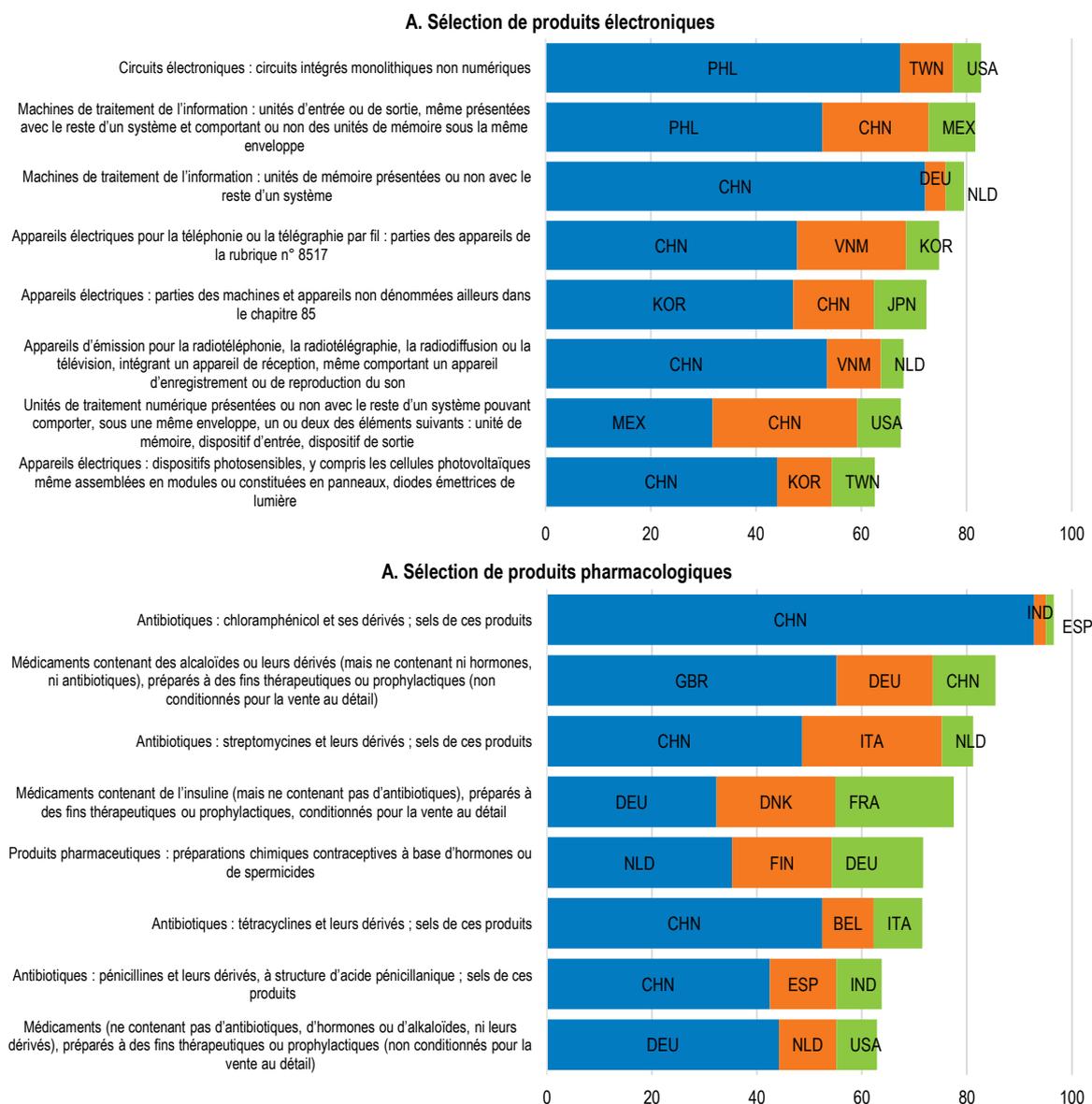
Source : Base de données des tableaux internationaux d'entrées-sorties (TIES) ; et calculs de l'OCDE.

StatLink  <https://stat.link/mx7h56>

Cette concentration géographique peut être encore plus marquée par produit. Ainsi, pour de nombreux produits électroniques (notamment les circuits électroniques, les machines de traitement de l'information et les parties d'appareils téléphoniques), trois quarts des intrants mondiaux proviennent de deux pays, sachant que la Chine, la Corée, les Philippines et le Viet Nam occupent les premières places du classement (graphique 2.4, partie A ; Arriola et al. (2020)). La production est également très concentrée pour de nombreux produits pharmaceutiques, notamment en ce qui concerne les composants des antibiotiques, dont la Chine et plusieurs pays européens sont les principaux producteurs (graphique 2.4, partie B).

## Graphique 2.4. La concentration géographique de la production est également très forte pour certains produits

Pourcentage de la production mondiale



Source : Calculs de l'OCDE fondés sur la Base pour l'analyse du commerce international (BACI) ; et Arriola et al. (2020), « Efficiency and risks in global value chains in the context of COVID-19 », Documents de travail du Département des affaires économiques de l'OCDE, n° 1637, Éditions OCDE, Paris.

StatLink  <https://stat.link/6gl1qv>

### *Dépendances stratégiques*

Une des formes de dépendance tient aux importations de produits qui revêtent une importance stratégique pour une nation (Bonneau et Nakaa, 2020 ; Commission européenne, 2021 ; The White House, 2022). Une ambiguïté considérable entoure la définition des dépendances stratégiques en droit international. En pratique, divers rapports indiquent généralement que les secteurs stratégiques sont liés à la sécurité, aux soins de santé, à l'énergie, ainsi qu'aux biens, services et technologies qui sont essentiels pour les transitions numérique et écologique<sup>2</sup>.

La Commission européenne (2021) a identifié 137 produits stratégiques pour lesquels l'Union européenne (UE) dépend fortement d'importations provenant de pays tiers, principalement de la Chine, mais aussi du Viet Nam et du Brésil<sup>3</sup>. Ces produits correspondent à des matières premières ou transformées et à des produits chimiques à forte intensité énergétique, des principes actifs pharmaceutiques et d'autres produits de santé, et plusieurs produits essentiels aux transitions numérique et écologique. Les importations d'environ un quart de ces produits sont particulièrement vulnérables, compte tenu des possibilités limitées de diversifier ces importations ou d'y substituer une production nationale (en raison de fortes différences de prix dans le second cas). Les dépendances stratégiques des États-Unis à l'égard de la Chine sont similaires à celles de l'UE. Elles ont essentiellement trait à plusieurs produits de santé, certaines matières premières et des produits essentiels pour les transitions écologique et numérique (Commission européenne, 2021 ; The White House, 2022).

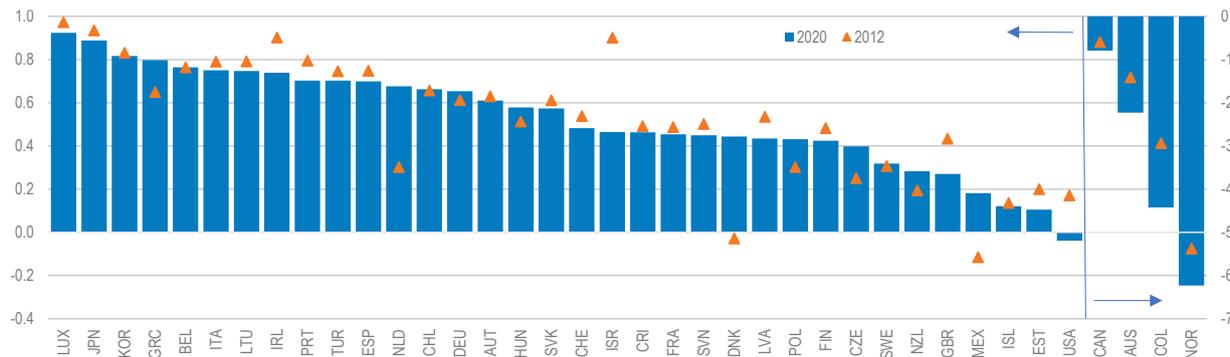
Le secteur des semi-conducteurs a gagné en importance stratégique, compte tenu de la vulnérabilité qui découle de sa forte concentration géographique (Haramboure, Lalanne et Schwellnus, 2023). Les semi-conducteurs sont des intrants critiques utilisés dans une large palette de secteurs, notamment ceux des biens liés aux TIC, de l'électronique et de l'automobile (dont la valeur ajoutée représente jusqu'à 8 % de la demande finale) ainsi que du matériel militaire. Les pénuries de semi-conducteurs observées pendant la crise liée au COVID-19 ont montré qu'elles pouvaient perturber la production d'autres secteurs. Les cinq premières économies productrices de semi-conducteurs sont à l'origine d'environ trois quarts de la valeur ajoutée mondiale créée dans ce domaine. Pour l'heure, leur production est dominée par la Chine, la Corée et le Taipei chinois, qui représentent ensemble approximativement 60 % de la valeur ajoutée mondiale dans le secteur des semi-conducteurs.

L'énergie est un secteur critique, et la volatilité des approvisionnements peut influencer de manière considérable sur son coût, ce qui est lourd de conséquences sur la qualité de vie des ménages et la compétitivité des entreprises. De nombreux pays de l'OCDE sont très dépendants de sources étrangères pour leur approvisionnement en énergie, en particulier en Europe et en Asie de l'Est (graphique 2.5). En outre, les sources d'énergie restent relativement infongibles à court terme, dans la mesure où des équipements tels que les centrales électriques et les véhicules utilisent des combustibles spécifiques. Cela peut exacerber la dépendance des systèmes énergétiques nationaux. La dépendance à l'égard des importations est particulièrement forte pour le pétrole brut et le gaz naturel. Ainsi, alors que le taux global de dépendance de l'UE vis-à-vis des importations d'énergie s'établissait à 58 % en 2020, son taux de dépendance à l'égard des importations de gaz naturel était de 88 %.

<sup>2</sup> La sélection des secteurs stratégiques peut se fonder sur des définitions utilisées pour filtrer les investissements directs étrangers, sur des listes de matières premières critiques, ainsi que sur les industries spatiale et de la défense (OCDE, 2020).

<sup>3</sup> L'exercice de quantification réalisé pour identifier les produits stratégiques se fonde sur des mesures de la concentration des importations des pays de l'UE en provenance d'économies non membres de l'Union européenne, sur l'importance des importations en provenance d'économies non membres de l'UE dans les importations totales des pays de l'Union européenne, et sur un indicateur représentatif de la substituabilité entre les importations provenant d'économies non membres de l'UE et une production réalisée dans l'Union européenne (assimilée aux exportations de l'UE) (Commission européenne, 2021).

**Graphique 2.5. La dépendance à l'égard des importations d'énergie est forte dans de nombreux pays de l'OCDE**



Note : Ce graphique montre le taux de dépendance à l'égard des importations d'énergie, qui est égal au ratio entre les importations nettes (les importations diminuées des exportations) et la consommation intérieure brute d'énergie (la production augmentée des importations nettes). Le terme énergie recouvre ici le charbon, le pétrole, le gaz naturel et l'électricité.

Source : Agence internationale de l'énergie (AIE), Extended World Energy Balances (base de données) ; et calculs de l'OCDE.

StatLink  <https://stat.link/fs7k46>

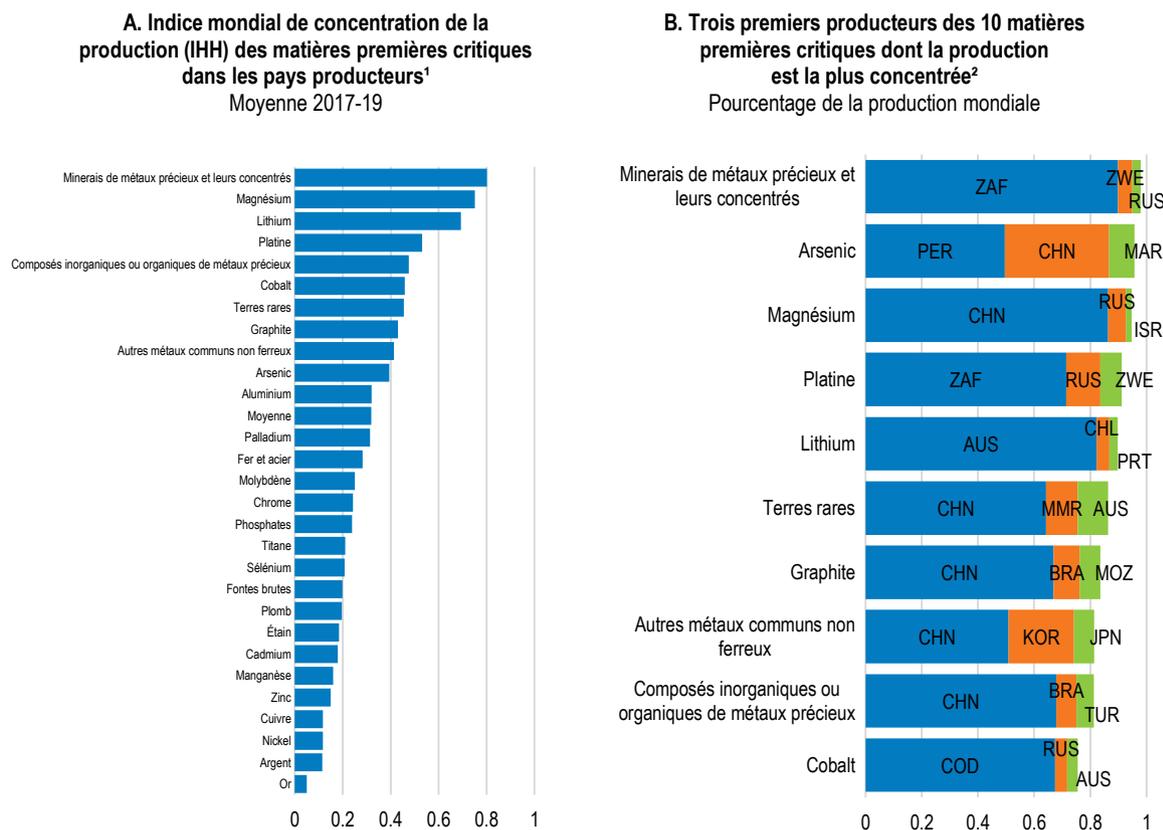
Au cours de la dernière décennie, la production de matières premières critiques est devenue de plus en plus concentrée dans quelques pays (Kowalski et Legendre, 2023), fréquemment considérés comme politiquement instables ou extrêmement instables (BMLRT, 2022)<sup>4</sup>. En outre, certains des principaux pays producteurs représentent une part importante de la production de plusieurs matières premières critiques (graphique 2.6). La Chine figure parmi les trois premiers producteurs de six des dix matières premières critiques dont la production est la plus concentrée. Le traitement des ressources minérales critiques revêt une grande importance et est généralement davantage concentré que les activités d'extraction (AIE, 2022). Néanmoins, pour certaines ressources minérales, la concentration actuelle des activités extractives est plus forte que celle des réserves naturelles, ce qui implique que la concentration de ces activités pourrait diminuer dans l'avenir<sup>5</sup>.

La forte concentration de la production s'explique en partie par les conditions géologiques et par l'ampleur des dépenses en capital fixe dans le secteur des activités extractives, mais les politiques industrielles ont également pesé dans la balance. La prédominance de la Chine tient à la position de premier plan qu'elle occupe en tant que détentrice de capacités de raffinage et de ressources minérales à l'étranger.

<sup>4</sup> Notamment en République démocratique du Congo et dans les pays africains de la région des Grands Lacs.

<sup>5</sup> Ainsi, l'Australie, le Chili et la Chine représentent près de 90 % de la production de lithium, mais 73 % des réserves identifiées et 25 % seulement des gisements estimés ; la Chine produit près de 80 % du graphite mais ne détient que 23 % des réserves mondiales (US Geological Survey, 2022 ; Ritchie, 2023).

## Graphique 2.6. La concentration de la production de matières premières critiques est forte



1. La concentration de la production est mesurée à l'aide de l'indice d'Herfindahl-Hirschman (IHH).

2. Les codes ISO à trois lettres correspondant à des pays non membres de l'OCDE qui ne figurent pas parmi ses partenaires clés, ni parmi les pays candidats à l'adhésion, se rapportent à la République démocratique du Congo (COD), au Maroc (MAR), au Mozambique (MOZ), au Myanmar (MMR), à la Russie (RUS) et au Zimbabwe (ZWE).

Source : Kowalski et Legendre (2023), « Raw materials critical for the green transition: Production, international trade and export restrictions », TAD/TC/WP(2022)12/REV1 ; et calculs de l'OCDE fondés sur les données de l'Institut d'études géologiques des États-Unis (USGS, United States Geological Survey).

StatLink  <https://stat.link/ryxuvh>

La concentration de la production est également forte pour plusieurs produits qui jouent un rôle central dans la transition écologique. Ainsi, la Chine domine la production mondiale d'équipements photovoltaïques et de batteries, qui revêtent une importance cruciale pour la réalisation des objectifs de neutralité carbone (AIE, 2022 ; AIE, 2022). La part de la Chine dans la production mondiale de silicium polycristallin, de lingots de silicium et de plaquettes de silicium (qui correspondent aux trois étapes clés du processus de fabrication des équipements photovoltaïques) devrait bientôt atteindre 95 %. Cette production est concentrée dans une seule région et dans quelques usines, ce qui rend la chaîne d'approvisionnement très vulnérable. La Chine produit trois quarts de la totalité des batteries lithium-ion et détient 70 % et 85 % des capacités de production de cathodes et d'anodes, respectivement, qui sont les deux principales composantes de ces batteries. La prédominance de la Chine dans ces domaines tient à la politique industrielle des autorités, qui a permis d'énormes économies d'échelle et une innovation continue dans la chaîne d'approvisionnement.

### *Centralité et goulets d'étranglement*

La structure des réseaux détermine les vulnérabilités potentielles des CVM et leur propension à amplifier les chocs. L'analyse de réseau permet de cerner l'importance d'un pays ou d'un secteur dans un réseau de CVM – ce que l'on appelle sa centralité – en prenant en compte la participation directe des pays aux CVM ainsi que la participation de leurs partenaires dans les chaînes de valeur (Criscuolo et Timmis, 2018 ; Cingolani, Iapadre et Tajoli, 2018 ; Altomonte, Colantone et Bonacorsi, 2018 ; Arriola et al., 2020). Plus l'indicateur de centralité est élevé, plus le pays/secteur considéré revêt de l'importance en tant que fournisseur ou client dans le réseau, et plus le risque de propagation des chocs est grand.

Selon certaines mesures, la Chine et les pays du Groupe des Sept (G7) sont les pays les plus centraux dans les CVM, sachant que la Chine a nettement progressé dans le classement depuis 2005 (graphique 2.7, partie A)<sup>6</sup>. Si l'on examine le classement des secteurs, les activités juridiques et comptables et le commerce de gros et de détail aux États-Unis sont les plus centraux des secteurs de services, tandis que la fabrication de produits métallurgiques de base en Chine et la construction de véhicules automobiles en Allemagne sont les secteurs d'activités de fabrication les plus centraux (graphique 2.7, partie B).

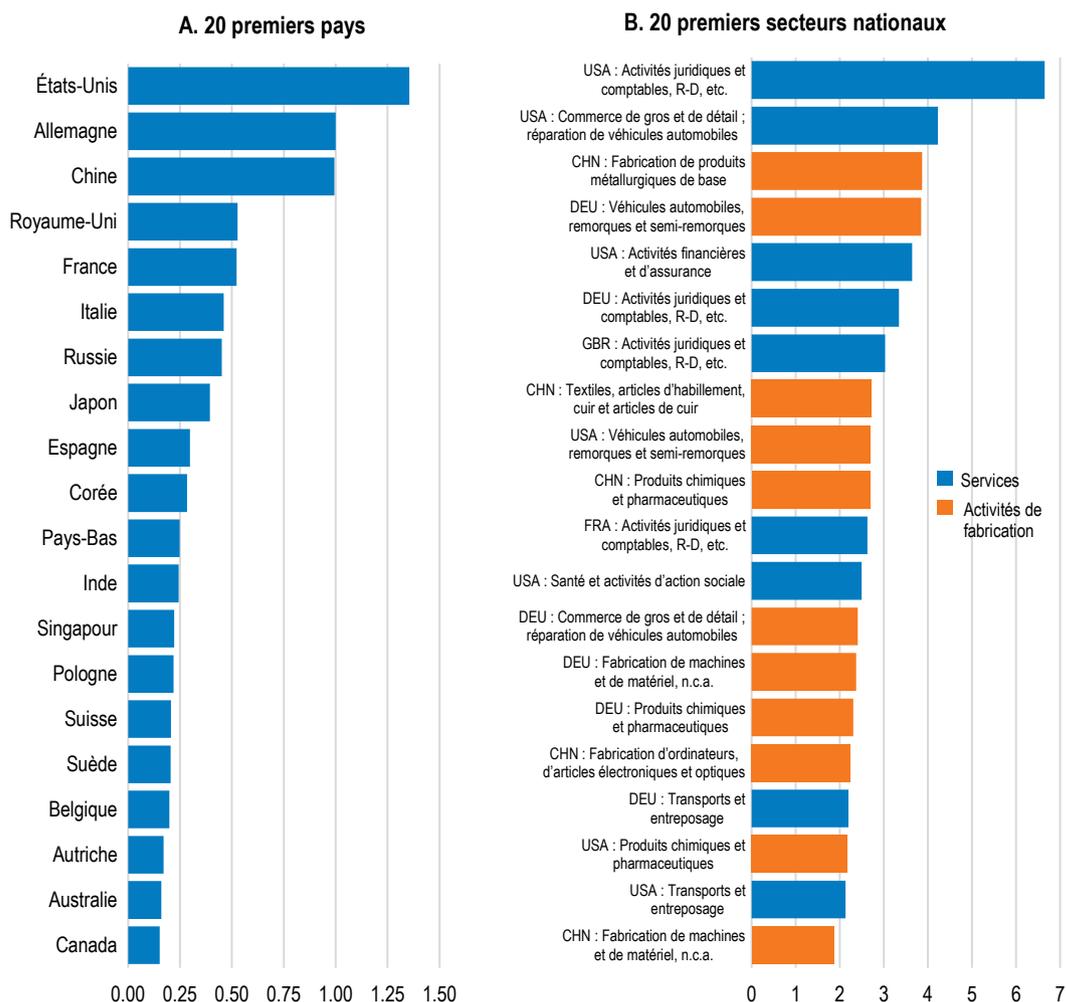
Un tableau similaire ressort des mesures des goulets d'étranglement en amont (définis comme les fournisseurs les plus importants de produits intermédiaires) et des goulets d'étranglement en aval (c'est-à-dire des acheteurs les plus importants de produits intermédiaires) (Schwellnus et al., 2023)<sup>7</sup>. Dans les secteurs d'activités de fabrication, la Chine se classe au premier rang dans plusieurs branches, à la fois en tant que fournisseur clé et en tant qu'acheteur clé (les TIC et l'électronique, la fabrication de produits métallurgiques de base, la fabrication de produits chimiques, la fabrication de machines et de matériel, la fabrication de matériels électriques et la construction). La Chine constitue également un goulet d'étranglement important du côté des acheteurs dans le secteur de l'extraction de produits énergétiques, tandis que l'Arabie saoudite, les États-Unis et la Russie y jouent un rôle clé du côté de l'offre. Parmi les pays de l'OCDE, seuls quelques secteurs d'activités de fabrication en Allemagne et aux États-Unis sont identifiés en tant que goulets d'étranglement.

---

<sup>6</sup> Sur la base de la valeur ajoutée brute des intrants intermédiaires.

<sup>7</sup> Ces mesures reposent sur les indicateurs de dépendance à l'égard des intrants étrangers et de dépendance à l'égard des marchés étrangers mentionnés précédemment. La mesure des goulets d'étranglement en amont est similaire à celle de la centralité en aval et la mesure des goulets d'étranglement en aval est similaire à celle de la centralité en amont, mais on applique des coefficients de pondération égaux aux liens de proximité et aux liens à distance pour élaborer les mesures des goulets d'étranglement (Criscuolo et Timmis, 2018 ; Schwellnus et al., 2023).

## Graphique 2.7. La centralité diffère suivant les pays et les secteurs



Note : La mesure de la centralité des pays présentée dans la partie A est la valeur moyenne de la centralité étrangère totale de l'ensemble des secteurs de chaque pays. Dans la partie B, la centralité étrangère totale est mesurée par la moyenne de la centralité en aval et de la centralité en amont dans un secteur national donné. La centralité étrangère en aval correspond à l'importance que revêt un pays ou un secteur en tant que fournisseur de valeur ajoutée incorporée dans les exportations de pays étrangers, tandis que la centralité étrangère en amont mesure l'importance que revêt un pays en tant qu'acheteur de valeur ajoutée étrangère incorporée dans ses propres exportations. Le secteur des activités de fabrication n'inclut pas la construction, tandis que les activités de production et distribution d'électricité, de gaz et d'eau sont exclues du secteur des services. Le « reste du monde » n'est pas pris en compte dans ce graphique. L'indicateur de centralité utilisé est une mesure relative de la centralité de vecteur propre de Bonacich-Katz calculée par pays et par secteur national, qui est décrite en détail dans Criscuolo et Timmis (2018). Plus sa valeur est élevée, plus le secteur ou le pays considéré est central.

Source : OCDE (2018), base de données des tableaux internationaux d'entrées-sorties (TIES) ; et Arriola et al. (2020), « Efficiency and risks in global value chains in the context of COVID-19 », Documents de travail du Département des affaires économiques de l'OCDE, n° 1637, Éditions OCDE, Paris.

### *Les vulnérabilités ne sont pas toutes connues*

Malgré l'abondance des données et des analyses dont nous disposons sur les dépendances des pays et des secteurs ainsi que sur leur centralité, nous n'appréhendons que partiellement les vulnérabilités correspondantes. Les recherches menées sur l'exposition aux risques par produit et la complexité des réseaux au niveau des entreprises, ainsi que leurs implications macroéconomiques, systémiques et en matière de sécurité, laissent à désirer. De telles analyses microéconomiques pourraient permettre de mieux cerner les risques macroéconomiques et d'élaborer des mesures ciblées.

- Les chercheurs et les pouvoirs publics ont du mal à identifier les points faibles, car les données relatives aux chaînes d'approvisionnement appartiennent à des entreprises (Farrell et Newman, 2022). Même les grandes entreprises peuvent avoir des difficultés à comprendre leurs propres réseaux, compte tenu de leur complexité (Baldwin et Freeman, 2022). Leurs fournisseurs de premier rang ne représentent qu'une petite fraction de l'ensemble de leur chaîne de valeur (Lund, 2020)<sup>8</sup>. Les petites entreprises pourraient avoir des chaînes d'approvisionnement moins complexes, mais elles sont plus susceptibles que les grandes de ne pas avoir des ressources suffisantes pour pouvoir suivre et analyser efficacement le fonctionnement de leurs chaînes d'approvisionnement, et d'être tributaires des chaînes d'approvisionnement d'autres entreprises, sur lesquelles elles n'ont pas accès aux informations.
- On ne dispose pas de statistiques commerciales comparables sur des produits spécifiques ou spécialisés correspondant à un grand nombre de pays, ce qui fait obstacle à une analyse plus fine des dépendances (Commission européenne, 2021). Le manque d'informations précises est particulièrement aigu pour les services et les technologies complexes.

De nombreuses évaluations de l'exposition des chaînes de valeur mondiales et des risques liés aux CVM fondées sur des données d'entrées-sorties (goulets d'étranglement ou centralité) ne prennent généralement pas en compte des aspects importants de cette exposition :

- **Substituabilité.** La facilité avec laquelle il est possible de substituer un fournisseur à un autre pour un intrant donné peut influencer sur la résilience. Pour un niveau donné d'exposition vis-à-vis d'approvisionnements en intrants étrangers, les risques économiques sont plus faibles (la résilience est plus forte) si l'on peut aisément substituer à ces produits étrangers des intrants achetés à d'autres fournisseurs (dans un autre pays ou sur le territoire national). Dans la mesure où l'évaluation des possibilités de substitution est difficile, ces considérations ne sont généralement pas prises en compte dans l'évaluation de la vulnérabilité des CVM.
- **Complémentarité.** La complémentarité des intrants utilisés dans le processus de production influe également sur la résilience. Les analyses de la propagation des chocs via les CVM reposent généralement sur l'hypothèse que la production d'un secteur donné est affectée par une baisse de la production d'un de ses intrants intermédiaires à proportion du poids relatif de cet intrant dans la production brute dudit secteur. Néanmoins, certains intrants peuvent être très complémentaires, et leur absence peut empêcher toute activité de production (OCDE, 2022). Ainsi, le poids relatif des intrants énergétiques dans la production brute est généralement modeste, mais la plupart des secteurs seraient dans l'incapacité de réaliser la moindre activité de production sans électricité ou gaz. De même, un manque de semi-conducteurs empêcherait la fabrication de nombreux produits.

---

<sup>8</sup> Ainsi, selon certaines sources, General Motors avait 856 fournisseurs directs (dits « de premier rang »), mais plus de 18 000 fournisseurs de deuxième rang ou de rang inférieur (Lund, 2020).

- *Transport international.* Les chocs subis par les transports ne sont pas inclus dans l'analyse classique des chocs affectant l'offre et la demande. 80 % des échanges sont réalisés par voie maritime. Les réseaux de transport maritime se caractérisent par leur concentration sur un petit nombre de routes de navigation ; la plupart des liaisons maritimes comportent une escale dans au moins un autre pays ; et quelques ports centraux, jouant un rôle de plaque tournante dans un réseau peu dense, traitent une partie considérable du trafic maritime de marchandises (Heiland et al., 2019). Plusieurs événements récents montrent que les chocs subis par les transports peuvent perturber sensiblement les échanges internationaux, même si de telles perturbations sont généralement de courte durée<sup>9</sup>. Elles sont plus probables dans le cas des transports intercontinentaux, pour lesquels il n'existe pas d'autre possibilité d'acheminement bon marché des produits pondéreux. Néanmoins, des effets négatifs peuvent aussi être induits sur les liaisons routières<sup>10</sup>.
- *Investissement :* La plupart des analyses des expositions sont axées sur les échanges d'intrants intermédiaires considérés sous l'angle de la production brute ou de la valeur ajoutée. Elles ne tiennent donc pas compte des échanges de biens finals d'investissement considérés sous l'angle de l'investissement total. Or, la dépendance de l'investissement à l'égard des importations peut constituer une autre source d'exposition aux chocs ou aux politiques étrangers. Ainsi, dans le secteur des semi-conducteurs, les machines permettant de fabriquer les puces électroniques sont fabriquées par quelques entreprises<sup>11</sup>. En conséquence, toute perturbation des livraisons de ces machines pourrait entraver la croissance de la production dans l'avenir.

### *Propagation des chocs et volatilité économique*

Les liens théoriques entre intégration commerciale et volatilité économique ne sont pas nettement définis, et les données empiriques dont on dispose sur la question sont ambiguës. Ces liens dépendent des hypothèses sous-jacentes au modèle utilisé, de la nature du choc ainsi que des caractéristiques des économies et des réseaux considérés. Il est donc difficile de tirer des travaux réalisés sur la question des enseignements universels en matière d'action publique et de proposer des solutions aux pouvoirs publics.

Une spécialisation accrue peut accentuer la volatilité en réduisant la capacité d'absorption des chocs des fournisseurs (Newbery et Stiglitz, 1984). En outre, des chaînes de valeur complexes et longues concernant des intrants intermédiaires peuvent propager des perturbations spécifiques à une entreprise ou à une région aux flux de biens et de services entre une multitude d'entreprises et de secteurs dans divers pays (Levine, 2012). Des chaînes de valeur plus longues impliquent également que les produits franchissent des frontières à maintes reprises, ce qui va de pair avec une plus forte probabilité de perturbation des transports.

---

<sup>9</sup> Ainsi, pendant la crise liée au COVID-19, les restrictions sanitaires relatives aux changements d'équipage sur les porte-conteneurs ont considérablement perturbé le transport maritime (Heiland et Ulltveit-Moe, 2020). En 2021, un accident maritime a bloqué le canal de Suez, fermant une route de navigation empruntée par 13 % des échanges mondiaux pendant une semaine (Allianz SE, 2021).

<sup>10</sup> À titre d'exemple, le manque de chauffeurs de camion et les contrôles à la frontière mis en place à la suite du retrait du Royaume-Uni de l'UE (« Brexit ») ont retardé les livraisons de biens au Royaume-Uni au cours des dernières années.

<sup>11</sup> Une seule entreprise domine la production des équipements lithographiques utilisés pour placer les circuits sur les plaquettes de silicium (Lund, 2020).

Les chocs microéconomiques peuvent être amplifiés au point d'avoir des conséquences macroéconomiques (Carvalho et Tahbaz-Salehi, 2019)<sup>12</sup>. En principe, la nature d'une telle amplification dépend de la distribution des entreprises par taille et de la structure des réseaux d'entrées-sorties, sachant que les chocs subis par de grandes entreprises qui fournissent des produits à de nombreux secteurs sont plus susceptibles d'affecter la volatilité macroéconomique (Acemoglu et al., 2012). De tels effets ne peuvent certes se produire que dans un contexte national, mais il est possible que l'intégration dans les CVM ait accentué la spécialisation et l'hétérogénéité des entreprises s'agissant de l'importance qu'elles revêtent en tant que fournisseurs d'intrants, qui constitue un des facteurs clés de transformation des chocs microéconomiques en volatilité macroéconomique.

Néanmoins, le commerce international peut aussi faciliter une diversification de l'offre et de la demande, réduisant l'exposition aux chocs intérieurs. De fait, une diversification plus poussée des fournisseurs au sein des réseaux de production réduit au minimum l'impact macroéconomique des chocs microéconomiques (Carvalho et Tahbaz-Salehi, 2019). En outre, il peut être plus aisé pour une entreprise de gérer ses stocks, d'adapter uniquement un segment d'une chaîne d'approvisionnement, et de changer de fournisseur en cas de choc négatif si elle se caractérise par un vivier mondial de fournisseurs et des chaînes d'approvisionnement fragmentées, plutôt que par une production nationale et relativement peu spécialisée.

Les données empiriques dont on dispose concernant l'influence des échanges sur la volatilité macroéconomique sont ambiguës (D'Aguanno et al., 2021). En ce qui concerne le lien général entre ouverture commerciale et volatilité, certaines études indiquent qu'une intégration commerciale plus poussée peut se traduire par une volatilité plus forte (Rodrik, 1998 ; Easterly, Islam et Stiglitz, 2001 ; Giovanni et Levchenko, 2009), tandis que d'autres montrent le contraire (Bejan, 2011 ; Buch, Döpke et Strotmann, 2021 ; Cavallo, 2009 ; Haddad et al., 2013). Les travaux portant spécifiquement sur les liens d'interdépendance productive montrent systématiquement qu'une diversification des fournisseurs réduit la volatilité économique (Caselli et al., 2020 ; Ardelean, Leon-Ledesma et Puzzello, 2022 ; Todo, Nakajima et Matous, 2015). En revanche, le rôle joué par la spécialisation est ambigu ; d'après les conclusions de certains travaux, une spécialisation plus poussée accentue la volatilité (Caselli et al., 2020 ; D'Aguanno et al., 2021), mais d'autres indiquent au contraire qu'elle entraîne une diminution de la volatilité (Ardelean, Leon-Ledesma et Puzzello, 2022). Cette ambiguïté des travaux empiriques sur le lien entre intégration commerciale et volatilité peut aussi tenir à des différences intrinsèques de volatilité entre pays et entre secteurs (Caselli et al., 2020).

Même si l'intégration commerciale accentue la volatilité, il n'est pas évident que celle-ci soit absolument dommageable et qu'elle doive être limitée (Levine, 2012). Dans le cadre d'une évaluation complète devraient aussi être pris en compte les effets induits sur la productivité et le bien-être (voir ci-avant). Le recours grandissant aux intrants intermédiaires favorisé par l'intégration dans les CVM stimule la croissance économique, entraîne une densification des réseaux de production et fait baisser tous les prix (Acemoglu et Azar, 2020). Selon certaines simulations, les effets quantitatifs d'une volatilité accrue ne sont pas garantis et sont modestes au regard des gains d'efficacité connexes (Arriola et al., 2020 ; D'Aguanno et al., 2021).

---

<sup>12</sup> Des simulations par modélisation sont généralement réalisées dans un cadre où les entreprises emploient des technologies correspondant à une fonction de production de Cobb-Douglas à rendements d'échelle constants, pour transformer des intrants intermédiaires et du travail en produits finals. Plusieurs expériences de chocs microéconomiques ayant des effets macroéconomiques sont également décrites dans les travaux publiés sur la question. Ainsi, la diffusion de chocs localisés à la suite du séisme de 2011 au Japon a de fait réduit le niveau global du PIB (Carvalho et al., 2021).

Par ailleurs, un point important pour évaluer l'articulation entre échanges et volatilité économique réside dans la distinction entre la résilience (c'est-à-dire la capacité de se remettre d'un choc négatif) et la robustesse des CVM (c'est-à-dire la capacité de poursuivre ses activités pendant la durée d'un choc et de réduire au minimum la probabilité de choc) (Miroudot, 2020). Les chocs subis par la production dans des secteurs spécifiques, même s'ils sont fréquents, pourraient être de courte durée et n'avoir que des conséquences macroéconomiques négligeables à long terme<sup>13</sup>. Autrement dit, même si certaines chaînes de valeur ne sont pas robustes (sont affectées par les chocs), elles peuvent être résilientes, ce qui signifie que leur production peut se redresser rapidement après un choc négatif. Ainsi, après le grand tremblement de terre survenu dans l'est du Japon, les entreprises dotées d'un vaste réseau de fournisseurs ont pu se redresser plus rapidement, en partie grâce au soutien de leurs partenaires commerciaux, à la plus grande facilité avec laquelle elles ont pu rechercher de nouveaux partenaires, et à des avantages d'agglomération (Todo, Nakajima et Matous, 2015). La résilience des CVM pourrait résulter de la capacité des entreprises touchées de résoudre elles-mêmes leurs problèmes, ou de la relative facilité avec laquelle elles peuvent changer de fournisseurs.

En revanche, les expositions vis-à-vis de l'étranger peuvent être conséquentes lorsque la politique commerciale est utilisée à des fins coercitives (par exemple au cours de périodes prolongées de grave conflit géopolitique ou de guerre), et lorsqu'il est difficile et coûteux de trouver des substituts aux importations affectées. La réduction soudaine et marquée des importations de gaz et de pétrole en provenance de Russie qui a fait suite à la guerre déclenchée par celle-ci contre l'Ukraine, et ses répercussions sur l'économie européenne, illustrent bien ces enjeux (OCDE, 2022).

## Que peut-on faire pour réduire les risques liés aux CVM ?

Les travaux publiés sur la question et les considérations exposées ci-avant montrent que même si certains risques découlent des CVM, l'intégration commerciale a eu de nombreux effets positifs. La nécessité et l'urgence de réduire ces risques, sans remettre en cause les avantages des CVM en matière économique et de gestion des risques, varient suivant les produits et les secteurs. Il en va de même pour les stratégies et les mesures spécifiques envisageables. En outre, il n'existe pas de consensus sur l'ampleur des interventions publiques qui seraient de mise, ni sur la nature des mesures spécifiques à prendre. Nous examinons dans cette section différentes solutions envisageables pour réduire les risques liés aux CVM, les mesures spécifiques qui pourraient être prises pour atteindre cet objectif et les rôles respectifs que pourraient jouer le secteur privé et les pouvoirs publics.

### **Grandes stratégies envisageables**

Les perturbations des chaînes d'approvisionnement mondiales et la montée des tensions géopolitiques au cours de la dernière décennie ont entraîné une multiplication des appels à réduire les vulnérabilités des CVM et à renforcer l'autonomie stratégique. Les trois stratégies évoquées le plus souvent dans les travaux publiés sur la question sont les suivantes : diversifier les sources d'intrants ; transférer la production plus près du territoire national (délocalisation de proximité), en particulier dans des pays avec lesquels existent des relations amicales (délocalisation dans un pays ami), ou dans le pays même (relocalisation) ; et améliorer la gestion des stocks. Chacune de ces stratégies présente des avantages et des inconvénients, et il faudrait choisir l'assortiment de mesures retenu *in fine* en mettant en balance les coûts et les avantages des différentes options et en tenant compte de leurs interactions.

<sup>13</sup> C'est ce qui a été constaté pendant la crise liée au COVID-19. Ainsi, aux États-Unis, la production, l'emploi et les échanges ont nettement plus diminué dans les secteurs fortement exposés vis-à-vis des importations de produits intermédiaires chinois que dans les autres branches d'activité (Meier et Pinto, 2020). Ces contractions ont cependant été relativement transitoires et étaient devenues négligeables au mois de juillet.

*La diversification des fournisseurs est généralement la solution privilégiée par rapport à la relocalisation ou à la délocalisation de proximité*

Pour l'essentiel, les arguments économiques militent en faveur de la diversification, plutôt que de la relocalisation<sup>14</sup>. La relocalisation est parfois décrite comme une stratégie destinée à réduire la volatilité du PIB. Néanmoins, dans la plupart des cas, l'autosuffisance ou la production intérieure n'est pas synonyme de robustesse des chaînes de valeur (Miroudot, 2020). En outre, plusieurs simulations par modélisation fondées sur différents scénarios de relocalisation montrent que celle-ci ne garantit pas la réalisation de cet objectif, contrairement à la diversification, et qu'elle peut se traduire par d'importantes pertes de bien-être. Les relocalisations sont simplement susceptibles de modifier l'importance relative des chocs intérieurs et étrangers. Même dans les économies les plus intégrées aux CVM, les liens intérieurs l'emportent déjà sur les liens avec l'étranger, ce qui laisse entrevoir la possibilité d'une accentuation des risques de concentration. De même, les travaux publiés sur la gestion des risques laissent à penser que les relocalisations et le raccourcissement des chaînes d'approvisionnement ne réduisent pas nécessairement les risques (Miroudot, 2020).

Les problèmes de pertes de bien-être et d'absence de réduction de la volatilité de la production soulevés par les relocalisations semblent moins se poser pour les délocalisations de proximité, en raison d'expositions plus limitées aux chocs intérieurs et, éventuellement, de différences de prix moins marquées. De fait, les délocalisations de proximité peuvent s'inscrire dans le cadre d'une stratégie de diversification. En outre, les délocalisations de proximité peuvent offrir plusieurs autres avantages. L'approvisionnement dans des économies voisines peut réduire les délais liés à la longueur des chaînes d'approvisionnement et les prélèvements à l'importation. Les délocalisations dans des pays amis, qui peuvent consister de fait en des délocalisations de proximité et dont l'attrait politique s'est récemment renforcé<sup>15</sup>, peuvent favoriser une harmonisation réglementaire plus poussée, présentent des risques plus limités pour la propriété intellectuelle et contribuent à réduire au minimum les risques géopolitiques (voir ci-après).

Reste que les délocalisations dans des pays amis peuvent s'avérer difficiles à réaliser en pratique. Les entreprises risquent d'avoir du mal à savoir quels pays seront considérés comme « amis » sur la base de critères pérennes. L'ambiguïté qui entoure la notion de territoires « sûrs » peut accentuer l'incertitude à laquelle sont confrontées les entreprises, ce qui aurait des conséquences négatives sur l'investissement<sup>16</sup>.

<sup>14</sup> Une stratégie de diversification peut se fonder sur la relocalisation partielle d'activités de production.

<sup>15</sup> Cette idée a été mise en avant par un discours de la Secrétaire au Trésor des États-Unis, Janet Yellen, dans lequel elle indiquait que les délocalisations dans des pays amis avaient pour objectif de garantir à la fois la liberté et la sécurité des échanges, et d'empêcher que des pays utilisent leur position sur un marché pour provoquer des perturbations économiques ou exercer des pressions géopolitiques (Yellen, 2022). Elle a ensuite été évoquée par des responsables politiques canadiens et européens (Freeland, 2022 ; von der Leyen, 2022).

<sup>16</sup> Ainsi, en vertu de la loi sur les puces électroniques et la science (*CHIPS and Science Act*) adoptée aux États-Unis, l'éventail des destinations potentielles est très large, puisque cette loi spécifie uniquement un certain nombre de « pays sources de préoccupation » (parmi lesquels figurent la République populaire de Chine, la République populaire démocratique de Corée, la Fédération de Russie et la République islamique d'Iran), sans désigner explicitement les pays considérés comme amis (encadré 2.2). Le contraste est très net avec l'approche plus restrictive retenue dans certaines parties de la loi sur la réduction de l'inflation (*IRA, Inflation Reduction Act*), qui limitent les subventions accordées aux acheteurs de véhicules électriques à ceux qui sont produits en Amérique du Nord et fabriqués avec une certaine proportion de matières premières en provenance de pays avec lesquels les États-Unis sont liés par un accord de libre-échange. Appliquer des critères larges pour identifier les pays « amis » peut initialement limiter la fragmentation du système commercial mondial. Néanmoins, des exigences réciproques imposées par les pays visés (en particulier concernant les transferts de technologie et les investissements mondiaux) pourraient contraindre à terme des pays ou des entreprises à s'aligner sur un des deux camps dans un contexte de fracture géopolitique.

Reconfigurer les chaînes d'approvisionnement peut être coûteux, mais une stratégie de diversification pourrait être moins onéreuse que des relocalisations ou des délocalisations de proximité. Trouver d'autres fournisseurs pour certains produits pourrait impliquer de s'approvisionner auprès de producteurs pratiquant des prix plus élevés. Si une diversification de la production implique qu'une entreprise doit déplacer ses propres usines entre différents pays, elle devra également assumer en conséquence les coûts irrécupérables d'investissements antérieurs. Cela sera tout particulièrement le cas pour les secteurs à forte intensité de capital et de savoir. Le niveau exact des effets induits sur les coûts et les bénéfices sera probablement spécifique à chaque entreprise, et il est difficile à évaluer. En principe, les coûts totaux devraient dépendre de l'ampleur de la diversification ou de la relocalisation effectuée, des écarts de prix entre fournisseurs et des éventuelles variations connexes des coûts de transport<sup>17</sup>. Des études complémentaires concernant les effets induits sur les prix par les mesures de diversification et de relocalisation ou de délocalisation de proximité, même à un niveau global, sont nécessaires. Compte tenu du problème des coûts irrécupérables, il est peu probable qu'une reconfiguration des chaînes d'approvisionnement ait lieu dans une perspective de moyen à long terme sans aides publiques conséquentes (Antràs, 2020 ; Baldwin et Freeman, 2022 ; McIvor et Bals, 2021 ; Union européenne, 2021).

Les délocalisations dans des pays amis peuvent s'accompagner de coûts supplémentaires. Une scission des échanges mondiaux entre deux blocs pourrait avoir un effet sensible sur le PIB mondial, qui subirait une réduction comprise entre 0.6 % et 4.6 % à moyen terme (Javorcik et al., 2022). En outre, une homogénéité des pays amis pourrait se traduire par la perte d'une grande partie des gains découlant des avantages comparatifs et, partant, sur des pertes de bien-être.

La possibilité de diversifier la production et de procéder à des relocalisations ou à des délocalisations de proximité varie sans doute considérablement suivant les produits. Une diversification de la production est probablement moins coûteuse et plus aisée pour des produits qui exigent des technologies simples, se caractérisent par de petites économies d'échelle et sont standardisés, que pour des produits à forte intensité de technologie, qui exigent d'amples économies d'échelle et sont hautement personnalisés (Baldwin et Freeman, 2022). Les économies d'échelle et les contraintes de ressources (concernant le travail, le capital et les technologies) pourraient également davantage entraver les relocalisations ou les délocalisations de proximité que les mesures de diversification, en particulier pour les économies de taille modeste ou moyenne. La capacité des économies nationales et des pays « amis » d'absorber les investissements nécessaires pourrait se heurter à des limites, liées à leurs capacités infrastructurelles et institutionnelles, à la disponibilité d'une main-d'œuvre dotée des compétences requises, ainsi qu'à la base technologique de l'économie (Every et van Harn, 2022). Néanmoins, une stratégie de diversification de la production peut ne pas être viable dans les secteurs caractérisés par des coûts fixes élevés, car l'échelle de production ne serait pas suffisante (Antràs, Fort et Tintelnot, 2017). De même, une diversification de la production peut être difficile à réaliser, et une relocalisation ou une délocalisation de proximité quasiment impossible, pour de nombreuses ressources naturelles qui se caractérisent par une forte concentration géographique, résultant d'une situation de monopole naturel (voir ci-avant).

La faisabilité d'une diversification de la production et d'une délocalisation de proximité dépendra également des infrastructures de transport. Ainsi, de nombreuses économies d'Asie du Sud-Est ne disposent pas de ports aussi grands et efficaces que ceux de la Chine, ce qui pourrait entraver un transfert d'activités productives de la Chine vers d'autres pays d'Asie (Shih, 2020). Par conséquent, en l'absence d'investissements dans les infrastructures de transport, des efforts considérables de diversification et de délocalisation de proximité iraient de pair avec des coûts de transport élevés (allongement des délais de transport) (Iakovou et White III, 2020).

---

<sup>17</sup> Ainsi, selon certaines estimations, le coût d'un retrait des entreprises étrangères de Chine pourrait atteindre un montant conséquent, mais non prohibitif, de 1 000 milliards USD sur cinq ans (Supply Chain Connect, 2020).

### *L'optimisation de la gestion des stocks peut contribuer à réduire certains risques liés aux chaînes d'approvisionnement*

Créer de la redondance en augmentant les stocks, en particulier d'intrants intermédiaires critiques et de produits finals critiques, est considéré de longue date comme un des moyens d'améliorer la robustesse des chaînes d'approvisionnement dans certaines situations (Shih, 2020). De fait, pendant la crise liée au COVID-19, certains commentateurs ont noté un recul de la gestion des stocks en flux tendus (*just-in-time*) au profit d'une gestion préventive des stocks (*just-in-case*), qui a tiré vers le haut le taux d'utilisation des entrepôts (Salomon, 2022). À la mi-2021, une étude de McKinsey menée auprès de cadres responsables de la chaîne d'approvisionnement a montré que la plupart des entreprises industrielles avaient pris des mesures pour améliorer leurs stocks, plutôt que de procéder à des délocalisations de proximité, pour faire face à la crise liée au COVID-19 (Alicke (2021) ; graphique 2.8). Pour la plupart des produits, le coût de stockage peut être faible comparé à celui d'opérations de délocalisation de proximité ou de relocalisation. Néanmoins, pour les produits pondéreux (notamment le pétrole et le gaz), la construction de capacités de stockage peut être coûteuse et prendre du temps.

En tout état de cause, la viabilité d'une telle approche variera non seulement suivant les secteurs, mais aussi selon les produits et les entreprises dans un secteur donné. Ainsi, dans le secteur pharmaceutique, la constitution de stocks régulateurs de médicaments à durée de péremption longue caractérisés par une demande stable est effectivement une option viable. En revanche, tel n'est pas le cas pour les médicaments dont le délai de péremption est court ou pour lesquels l'évolution future de la demande est difficile à prévoir (par exemple en raison de l'incertitude qui entoure les futures crises sanitaires et, partant, les besoins en médicaments et en matériel). En outre, même si l'existence de stocks peut atténuer l'impact de la volatilité dans certaines chaînes d'approvisionnement, ils seront épuisés par des chocs graves ou prolongés et supposent que les parties prenantes déterminent correctement la nature des matières et composants critiques qui pourraient perturber la production, ainsi que la probabilité et la gravité des chocs. L'expérience des pays pendant la pandémie de COVID-19 illustre les avantages et les risques d'une stratégie visant à gérer les perturbations des chaînes d'approvisionnement en s'appuyant sur les stocks. Tandis que certains pays disposaient de stocks importants d'équipements de protection individuelle à utiliser dans le cadre du traitement des patients atteints de COVID-19, d'autres pays étaient dotés de stocks conséquents de matériel médical qui n'était pas adapté aux besoins du personnel soignant chargé des personnes infectées par le coronavirus (Feinmann, 2021). En outre, la conservation de stocks volumineux peut déboucher sur des phénomènes de gaspillage et d'inefficience, qui peuvent également dissuader les entreprises d'investir dans la résilience.

### **Quel devrait être le rôle des pouvoirs publics ?**

La question fondamentale des arguments qui militent en faveur d'une intervention publique pour réduire les risques liés aux CVM, et de la nature de cette intervention, reste entière. Les travaux publiés sur la question portent essentiellement sur des mesures élaborées au niveau des entreprises, et non au niveau national ou mondial (Baldwin et Freeman, 2022). En principe, les entreprises privées sont incitées financièrement à réduire les risques de perturbations coûteuses de la production. Des délais prolongés de livraison des intrants intermédiaires compliquent la production et la vente de produits, ce qui peut conduire à des pertes financières ou à des préjudices réputationnels<sup>18</sup>. En outre, la résilience d'une entreprise au moment où ses concurrents s'efforcent de reprendre leur production après un choc négatif l'aide à gagner des parts de marché et à accroître ses bénéfices. Les incitations financières à réduire les risques de perturbations sont cependant amoindries par la nécessité d'investir pour adapter les chaînes d'approvisionnement et par les coûts irrécupérables des investissements antérieurs. Les entreprises

<sup>18</sup> D'après le McKinsey Global Institute, des perturbations importantes des chaînes d'approvisionnement provoqueraient des pertes estimées à 42 % du résultat annuel avant intérêts, impôts, dépréciation et amortissement en moyenne sur une décennie (Lund, 2020).

privées sont également les mieux placées pour décider s'il est plus judicieux de s'attacher en priorité à améliorer leur robustesse (en réduisant au minimum leur exposition aux risques) ou à renforcer leur résilience (c'est-à-dire leur capacité de reprendre leurs activités après un choc négatif). La stratégie idéale diffèrera probablement suivant les secteurs et les entreprises (Miroudot, 2020).

En principe, une intervention des pouvoirs publics pourrait se justifier pour deux raisons.

- Premièrement, en cas de divergence entre intérêts publics et privés. Ainsi, si des entreprises ne prennent pas en compte de manière appropriée les coûts sociaux des perturbations de la production, et de l'indisponibilité de certains produits qui en découle, elles risquent de ne pas investir suffisamment dans la résilience d'un point de vue social. Dans ce cas, une intervention publique destinée à mettre en cohérence les incitations privées et sociétales se justifie. Les enjeux de sécurité nationale constituent à cet égard un cas particulier, dans lequel l'indisponibilité de certains composants ou produits finis peut menacer la sécurité économique, sanitaire ou militaire d'un pays (voir ci-après). Il pourrait donc être inopportun de laisser les entreprises privées décider seules de la meilleure façon de garantir la fourniture de biens de ce type. Dans de telles situations, l'enjeu pour les décideurs publics est d'identifier les expositions et les risques, et de concevoir des mesures proportionnées pour les atténuer. Cela peut néanmoins s'avérer difficile en pratique.
- Deuxièmement, une intervention publique peut être motivée par un manque d'informations pertinentes conduisant des entreprises privées à sous-estimer des risques. Cela pourrait tenir à la complexité des réseaux d'approvisionnement, aux coûts de collecte et d'analyse des données, et aux défauts de coordination qui empêchent les entreprises d'avoir une perspective mondiale sur un marché ou un produit spécifique. L'assistance des pouvoirs publics pourrait prendre la forme de mesures destinées à s'attaquer aux externalités de l'asymétrie de l'information, mais aussi d'initiatives visant à améliorer la compréhension des risques (voir ci-après).

Ainsi, des interventions publiques directes dans le système commercial mondial peuvent se justifier si elles sont coordonnées et ciblées pour remédier à des défaillances du marché clairement identifiées. Néanmoins, les travaux universitaires publiés sur la question n'offrent guère d'éléments confirmant l'existence de telles défaillances du marché, si bien qu'il est difficile d'élaborer des mesures destinées à améliorer le bien-être (D'Aguzzo et al., 2021).

### ***Quelles mesures spécifiques facilitent la mise en œuvre des stratégies de réduction des risques ?***

Plusieurs mesures spécifiques peuvent être adoptées, tant par les entreprises privées que par les pouvoirs publics, pour mettre en œuvre les stratégies susmentionnées. Elles sont décrites de manière succincte dans cette section.

#### *Les entreprises privées peuvent réduire les risques qui pèsent sur leurs chaînes d'approvisionnement de nombreuses manières*

Dans les travaux publiés sur la gestion des chaînes d'approvisionnement ont été identifiées depuis longtemps de nombreuses mesures que peuvent prendre les entreprises pour réduire les risques auxquels sont exposées leurs chaînes d'approvisionnement (Sáenz et Revilla, 2014 ; Kamalahmadi et Parast, 2016 ; Sá et al., 2020). Elles peuvent notamment consister à prendre en compte les risques géographiques et liés aux fournisseurs lors de la conception d'une chaîne d'approvisionnement, mais aussi la souplesse avec laquelle elle saura réagir aux perturbations. Il est également fréquemment recommandé de renforcer la flexibilité des processus industriels et de s'appuyer sur des intrants standardisés provenant de multiples fournisseurs. Une bonne pratique réside dans la mise en place de capacités de production redondantes. À cet égard, des contrats d'achat à long terme constituent un bon moyen de favoriser chez différents fournisseurs un renforcement des capacités et une réduction des prix (Shih, 2020). Enfin, il est recommandé dans les travaux publiés sur la question d'optimiser la gestion des stocks.

Les entreprises privées devraient s'efforcer de réunir en temps opportun des informations précises et exhaustives, notamment sur les services de magasinage, les stocks et les transports (Kamalahmadi et Parast, 2016 ; Sá et al., 2020). On pourrait classer les processus de production en différenciant ceux qui présentent un risque faible, un risque moyen et un risque élevé, en fonction de critères tels que l'impact qu'aurait sur le chiffre d'affaires la perte d'une source donnée d'approvisionnement, le temps qu'il faudrait à l'usine d'un fournisseur donné pour surmonter une perturbation, et la disponibilité d'autres sources (Shih, 2020). La réussite d'une telle entreprise dépendrait de la coopération des fournisseurs et des clients. La principale difficulté soulevée par cette stratégie tient au fait qu'il est coûteux pour les entreprises de collecter et d'analyser des données, en particulier pour les petites entreprises. En outre, certaines entreprises peuvent ne pas être disposées à partager leurs données, étant donné que certaines informations peuvent influencer les marchés.

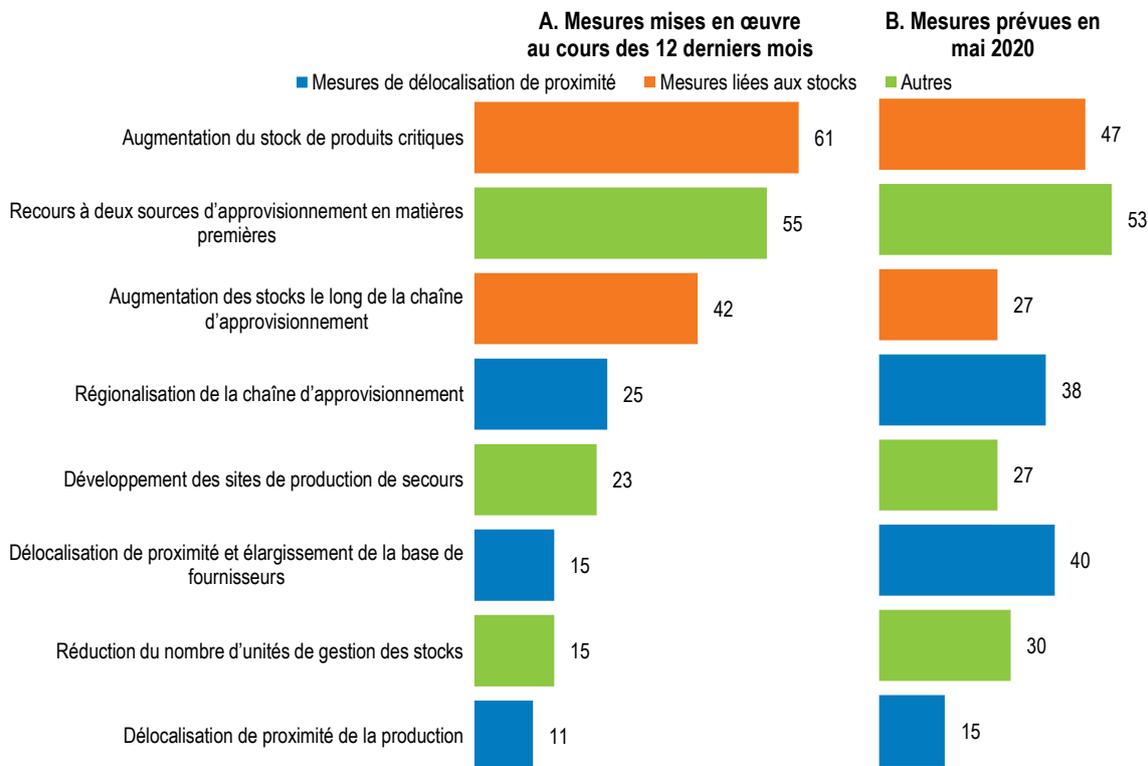
Quoique relativement rares, les données disponibles sur l'amélioration de la résilience laissent à penser qu'au cours des dernières années, et en particulier après la crise liée au COVID-19, les entreprises ont exprimé une préférence pour l'amélioration de la gestion de leurs stocks et pour la diversification de leurs fournisseurs, par rapport à la relocalisation ou à la délocalisation de proximité de leur production. Plusieurs enquêtes menées auprès des entreprises ont indiqué que les sociétés résidant dans les économies avancées avaient pour la plupart accru leurs stocks et opté pour une gestion préventive des stocks (*just-in-case*) en lieu et place d'une gestion en flux tendus (*just-in-time*) (Alicke, 2021 ; Banque asiatique de développement, 2021 ; Nordström, Elfving et Nilsson, 2021 ; BCI, 2021 ; BERD, 2022) (graphique 2.8)<sup>19</sup>. Certaines entreprises ont également prévu de diversifier leurs fournisseurs, notamment en se tournant vers des sources d'approvisionnement locales. Néanmoins, peu d'entreprises ont envisagé de relocaliser des usines. Cela pourrait s'expliquer par la nature temporaire du choc lié au COVID-19, la question des coûts irrécupérables et le désir de rester proche des grands marchés émergents, en particulier de la Chine. Ces résultats concordent avec ceux d'une analyse réalisée sur des entreprises multinationales italiennes à la suite du choc lié au COVID-19 (Di Stefano et al., 2022) et une tendance modeste à la relocalisation observée avant la récession provoquée par la pandémie de coronavirus (De Backer et al., 2016). Néanmoins, les relocalisations pourraient s'intensifier compte tenu de la polarisation géopolitique croissante de l'économie mondiale et de la progression de l'automatisation, et il pourrait s'agir d'un processus non linéaire (Every et van Harn, 2022).

---

<sup>19</sup> D'après le *China Business Report 2022* de la Chambre américaine de commerce de Shanghai, 17 % seulement des entreprises interrogées envisageaient de transférer leurs activités hors de Chine au cours des trois années à venir et, parmi elles, 19 % seulement prévoyaient de les relocaliser aux États-Unis. De même, face à des perturbations importantes, les entreprises interrogées par la Confédération des entreprises suédoises de 2020 à 2022 ont rehaussé le niveau de leurs stocks et se sont efforcées de diversifier leurs fournisseurs, plutôt que de relocaliser leurs activités en Suède ou dans le reste de l'Europe. Selon une enquête réalisée auprès des entreprises dans 15 pays par la Banque européenne pour la reconstruction et le développement, les réactions les plus courantes aux phénomènes d'instabilité des chaînes d'approvisionnement ont consisté à accroître les stocks (pour 55 % des répondants) et à diversifier les fournisseurs (pour 49 % des répondants) (BERD, 2022). Seuls 19 % des entreprises ont relocalisé des activités de production. Cela fait écho aux résultats d'une enquête menée auprès d'entreprises industrielles allemandes, selon laquelle l'augmentation des stocks (dans 68 % des cas) et la diversification des fournisseurs ont été les réactions les plus fréquentes (Aksoy et al., 2022).

## Graphique 2.8. Intentions déclarées et mesures prises par les entreprises pour renforcer la résilience de leur chaîne d'approvisionnement

Pourcentage des répondants à l'enquête mondiale menée par McKinsey auprès de cadres responsables de la chaîne d'approvisionnement



Source : Enquête mondiale menée par McKinsey auprès de cadres responsables de la chaîne d'approvisionnement (période du 4 mai au 16 juin 2021, n = 71).

StatLink  <https://stat.link/60s7vd>

### *Les pouvoirs publics pourraient aussi jouer un rôle*

#### **Il est crucial d'améliorer la surveillance des risques et les tests de résistance**

L'élaboration de mesures destinées à améliorer la résilience et la robustesse des chaînes d'approvisionnement devrait se fonder sur une analyse coûts-avantages approfondie, exigeant une fine compréhension des risques. Comme indiqué ci-avant, plusieurs dimensions de l'exposition aux risques liés aux CVM ne sont pas encore mesurées de manière complète. Il est donc possible de réaliser des progrès dans ce domaine. Les pouvoirs publics pourraient contribuer à coordonner la collecte des données, à les analyser et à diffuser les résultats obtenus. Plusieurs initiatives de ce type ont déjà été prises ou sont en cours de préparation (encadré 2.2).

Les pouvoirs publics peuvent aussi collaborer avec des entreprises privées pour promouvoir des normes de conduite destinées à faire diminuer les risques de perturbations des chaînes d'approvisionnement (robustesse) et à réduire au minimum les effets négatifs de ces perturbations lorsqu'elles ont lieu (résilience) (OCDE, 2021). Une telle collaboration pourrait se fonder sur le cadre de conduite responsable des entreprises, correspondant aux Principes directeurs de l'OCDE à l'intention des entreprises multinationales et au Guide OCDE sur le devoir de diligence pour une conduite responsable des entreprises (OCDE, 2018).

Sur la base de l'expérience acquise dans le secteur financier après la crise financière mondiale, il a été suggéré que les pouvoirs publics pourraient aussi contribuer activement à l'élaboration de tests de résistance pour les chaînes d'approvisionnement essentielles (OCDE, 2020 ; Simchi-Levi et Simchi-Levi, 2020 ; D'Aguzzo et al., 2021). De telles initiatives pourraient en principe contribuer à renforcer la transparence des CVM complexes en améliorant l'actualité et la granularité des données nécessaires pour surveiller les vulnérabilités, et en harmonisant les données. Les résultats de tels tests de résistance pourraient être utilisés pour fixer des obligations aux fournisseurs de biens essentiels, en leur imposant de mettre en œuvre un plan d'urgence en cas de perturbation des approvisionnements. Les effets bénéfiques d'un tel exercice pourraient être renforcés par une coopération internationale, dans le cadre de laquelle une organisation multilatérale pourrait jouer un rôle actif<sup>20</sup>. Néanmoins, compte tenu de l'hétérogénéité considérable des secteurs et des entreprises, ainsi que du grand nombre d'entreprises industrielles non surveillées (par rapport aux établissements financiers), il ne serait pas réaliste de vouloir effectuer des tests de résistance exhaustifs, qui pourraient faire peser sur les entreprises des coûts de conformité élevés. Les autorités pourraient donc sélectionner plutôt quelques secteurs clés et se concentrer sur les principaux producteurs. En outre, un certain flou prévaut concernant la façon dont ces tests de résistance pourraient être conçus, la forme que pourrait revêtir un indicateur pertinent et universel utilisé pour évaluer les performances des entreprises, et la définition des chocs.

### **Les pouvoirs publics peuvent contribuer à réduire les risques liés aux CVM, mais certaines mesures peuvent être coûteuses et inefficaces**

Il est difficile de concevoir une approche universelle pour réduire les risques liés aux CVM, compte tenu de l'hétérogénéité considérable des secteurs et des entreprises. De manière générale, les pouvoirs publics peuvent recourir à trois grands types de mesures directes pour étayer les stratégies de réduction des risques. Elles pourraient s'inscrire dans le cadre des politiques industrielles et d'innovation. La plupart des mesures de ce type sont axées sur les relocalisations, les délocalisations de proximité et les délocalisations dans des pays amis, tandis que les initiatives axées sur la diversification des approvisionnements et la constitution de stocks adéquats sont moins nombreuses. L'efficacité et les effets secondaires de ces mesures sont variables. Elles devraient être adaptées aux différents secteurs et produits.

- *Incitations financières* : les pouvoirs publics pourraient encourager les relocalisations en appliquant des droits de douane à certains produits importés (Dong et Kouvelis, 2020 ; Feng et al., 2022 ; Li et al., 2023) ; en imposant les bénéfices résultant d'activités extraterritoriales ; et/ou en accordant des subventions ou des crédits d'impôt pour soutenir la production intérieure et la diversification (Grossman, Helpman et Lhuillier, 2021 ; Evenett et Fritz, 2021 ; Xie et al., 2022). Des incitations financières pourraient également être axées sur l'innovation intérieure et le développement des capacités de production, ce qui favoriserait indirectement les relocalisations. Les pouvoirs publics pourraient opter pour des mesures horizontales, telles que le prélèvement de taxes sur le carbone et l'application de taux de droits de douane préférentiels aux marchandises dont la production a fait l'objet d'une délocalisation de proximité, qui porteraient sur des catégories plus larges de biens et de services (Union européenne, 2021).

<sup>20</sup> Ainsi, le Système d'information sur les marchés agricoles (AMIS) a été mis en place à la suite des amples fluctuations des prix mondiaux des produits alimentaires observées au cours de la période 2006-11, qui résultaient en partie d'un manque d'informations partagées sur les stocks et les perspectives de production alimentaires (OCDE, 2021). Cette initiative a rassemblé des analystes de marché, des organisations internationales et des experts des administrations publiques provenant des économies qui étaient les principaux acteurs de la production et du commerce de produits agricoles. Son principal objectif est de réunir en temps opportun des informations et des analyses transparentes sur les marchés, les politiques publiques et les stocks s'agissant des cultures vivrières de base (le maïs, le riz, le blé et le soja).

- *Mesures de réglementation* : Les pouvoirs publics pourraient imposer des exigences de contenu local pour favoriser les relocalisations. Ce type de dispositions fait obligation aux entreprises d'utiliser des biens produits ou des services fournis sur le territoire d'une économie pour pouvoir y exercer des activités. Le recours aux exigences de contenu local a nettement augmenté au cours des dernières années, tandis que les pouvoirs publics s'efforçaient d'atteindre divers objectifs, notamment en matière d'emploi ainsi que de développement industriel et technologique (OCDE, 2019)<sup>21</sup>. Des exigences de contenu local pourraient être utilisées pour conditionner l'obtention de subventions, comme c'est le cas aux termes de la loi sur la réduction de l'inflation (IRA, *Inflation Reduction Act*) adoptée aux États-Unis (encadré 2.2), ou constituer une composante de la politique relative aux marchés publics. Les autorités pourraient aussi faire obligation aux entreprises privées de conserver des stocks prédéfinis de produits critiques, notamment dans les secteurs pharmaceutique, pétrolier et gazier. Ces obligations de stockage pourraient s'accompagner d'une compensation financière ou faire partie des conditions à satisfaire dans le cadre des procédures de passation des marchés publics (Union européenne, 2021).
- *Contrôle étatique direct* : Les pouvoirs publics peuvent gérer eux-mêmes des stocks stratégiques à des fins économiques et stratégiques. De nombreux États conservent des stocks de produits critiques tels que des combustibles et des fournitures médicales<sup>22</sup>. Les pays devraient s'efforcer de veiller à ce que leur stratégie nationale en matière de stockage soit compatible avec les exigences de leurs chaînes d'approvisionnement, et à ce que les caractéristiques de ces stocks soient actualisées de manière à correspondre aux besoins des entreprises. Au Japon, l'Organisation japonaise pour la sécurité des approvisionnements en métaux et en énergie (JOGMEC, *Japan Organization for Metals and Energy Security*) supervise le projet national de stockage de métaux rares en collaboration avec le secteur privé, en vue de se prémunir contre une interruption des approvisionnements. En mars 2020, le gouvernement a annoncé son intention de revoir les modalités de fixation des objectifs de stockage et de les définir désormais exclusivement pour les stocks publics, en excluant de l'exercice les stocks du secteur privé (AIE, 2022). De même, les États-Unis gèrent leur stock de défense nationale dans l'objectif déclaré de « réduire et prévenir [...] [la] dépendance des États-Unis à l'égard de sources étrangères ou d'un point unique de défaillance pour les approvisionnements en [matières stratégiques] en période d'urgence nationale ». En mars 2022 a été signé un accord élargissant le périmètre de ce stock aux matières critiques pour les technologies énergétiques propres (AIE, 2022).

<sup>21</sup> Depuis la crise financière mondiale, plus de 340 mesures de localisation, dont plus de 145 nouvelles exigences de contenu local, ont été adoptées par les pouvoirs publics, souvent pour renforcer l'emploi et les performances industrielles dans l'économie considérée (OCDE, 2019).

<sup>22</sup> Ainsi, le stock médical national (NMS, *National Medical Stockpile*) de l'Australie, la Réserve nationale stratégique d'urgence (RNSU) du Canada et le stock national stratégique (SNS, *Strategic National Stockpile*) des États-Unis sont des réserves stratégiques de fournitures et de matériel médicaux essentiels. Les États-Unis détiennent une réserve stratégique de pétrole (SPR, *Strategic Petroleum Reserve*) et l'UE impose à ses États membres de conserver des stocks de pétrole correspondant à 90 jours d'importations.

Les gouvernements pourraient continuer à utiliser les accords commerciaux régionaux (ACR) pour favoriser les délocalisations de proximité ou dans des pays amis. Les ACR ont été activement utilisés au cours des deux dernières décennies et couvrent plus de la moitié des échanges internationaux (Lee, Mulabdic et Ruta, 2019 ; Mattoo, Rocha et Ruta, 2020 ; OCDE, 2020). Ils se traduisent par l'application de droits de douane préférentiels aux partenaires faisant partie du bloc commercial considéré, mais ils pourraient aussi porter sur diverses questions encore peu traitées concernant les échanges numériques, la lutte contre la corruption, l'investissement, les normes environnementales, les entreprises publiques et les droits de propriété intellectuelle. Ils pourraient ainsi contribuer efficacement non seulement à réduire les coûts des échanges, mais aussi à resserrer les liens de coopération économique fondée sur des règles similaires et, partant, à renforcer l'intégration commerciale et la sécurité nationale. L'application d'un traitement préférentiel dans le cadre de la passation des marchés publics et de dispositifs d'incitation entre alliés pourrait constituer un autre moyen de promouvoir les délocalisations vers des pays amis<sup>23</sup>.

## Encadré 2.2. Sélection d'initiatives publiques motivées par des objectifs de réduction des risques liés aux CVM

### Améliorer la surveillance des risques liés aux CVM et les tests de résistance

Des lacunes subsistent dans notre compréhension des risques liés aux chaînes de valeur mondiales (CVM) et les pouvoirs publics peuvent activement contribuer à les combler. Plusieurs initiatives publiques de coordination de la collecte et d'analyse de données ont déjà été prises ou sont prévues.

- Le gouvernement des États-Unis a entrepris de réaliser des analyses des risques liés aux chaînes d'approvisionnement en mettant plus particulièrement l'accent sur les semi-conducteurs, les batteries de grande capacité, les ressources minérales critiques, les matières stratégiques ainsi que les produits pharmaceutiques et les principes actifs pharmaceutiques (The White House, 2021). Ces analyses ont permis d'identifier les biens et les services nécessaires au fonctionnement des chaînes d'approvisionnement, de cerner les risques qui pourraient perturber ces chaînes d'approvisionnement, et de déterminer la résilience du secteur manufacturier américain vis-à-vis des risques identifiés. Dans le rapport était également examinée la question des mesures adoptées par les alliés et partenaires des États-Unis, et des recommandations y étaient formulées sur les moyens d'améliorer la résilience des chaînes d'approvisionnement.

<sup>23</sup> On pourrait aussi promouvoir les délocalisations vers des pays amis en mettant en place des dispositifs publics d'incitation destinés à favoriser le développement des capacités intérieures de production dans des secteurs stratégiques, et en accordant un traitement préférentiel aux pays amis dans le cadre de la passation des marchés publics. Ainsi, certains ont appelé à multilatériser la loi sur la réduction de l'inflation (IRA, *Inflation Reduction Act*) adoptée aux États-Unis (encadré 2.2), en élargissant son champ d'application à leurs partenaires de libre-échange (Noland, 2023).

- L'Union européenne (UE) a également lancé un examen des « dépendances stratégiques », comprenant six analyses approfondies de domaines spécifiques<sup>1</sup>, dans le cadre de la mise à jour de 2021 de la stratégie industrielle de 2020. Des dépendances commerciales stratégiques ont été mises en évidence au moyen d'une première analyse quantitative ascendante de la totalité des flux commerciaux de l'UE, réalisée afin de cerner les secteurs dans lesquelles l'Union européenne dépendait d'un nombre limité de fournisseurs. Celle-ci a été suivie d'évaluations qualitatives des secteurs et des écosystèmes pouvant revêtir une importance stratégique et des dépendances au sein de ces secteurs qui déterminent cette exposition (Commission européenne, 2021). Des appels ont également été lancés dans l'UE en faveur de la mise place d'un système d'alerte précoce permettant d'anticiper les pénuries d'intrants stratégiques, via l'instauration d'obligations d'échange régulier d'informations, dans le contexte de la préparation du règlement européen sur les matières premières critiques. Le règlement européen sur les semi-conducteurs prévoit un mécanisme de suivi et de réaction en cas de crise concernant l'approvisionnement de l'Europe en semi-conducteurs (voir ci-après).

### **Renforcer la résilience en diversifiant les fournisseurs locaux et internationaux**

Les préoccupations relatives à la résilience des approvisionnements en biens manufacturés constituant des intrants critiques pour l'économie, compte tenu de la forte concentration de leur production à l'étranger, ont conduit certains gouvernements à soutenir la production intérieure.

- Les États-Unis ont adopté la loi sur les puces électroniques et la science (*CHIPS and Science Act*) afin de favoriser le développement des capacités de production intérieures de semi-conducteurs. Cette loi autorise le déblocage sur dix ans de plus de 52 milliards USD (0.22 % du PIB annuel) d'incitations destinées à renforcer la production de semi-conducteurs et la construction d'installations de fabrication aux États-Unis. Parmi ces incitations figurent des crédits d'impôt pour investissement dans le secteur manufacturier, des financements sectoriels de la recherche-développement (R-D) et des fonds affectés à l'enseignement et au développement des compétences (Cooper, 2022). Outre la loi sur les puces électroniques et la science, les États-Unis ont aussi adopté la loi sur la réduction de l'inflation (*IRA, Inflation Reduction Act*), qui vise, entre autres, à réduire les émissions de carbone dans le secteur des transports en subventionnant les achats de véhicules électriques. Pour favoriser une sécurisation des chaînes d'approvisionnement permettant de garantir l'offre de véhicules électriques aux États-Unis, les autorités ont subordonné l'octroi de l'ensemble des subventions prévues au respect de seuils relatifs à la production ou à l'acquisition en Amérique du Nord, ou auprès de partenaires commerciaux de confiance, du véhicule, de sa batterie et des ressources minérales critiques requises pour la fabrication de cette dernière (The White House, 2023).
- De même, la Commission européenne a proposé un règlement européen sur les semi-conducteurs. Cette proposition repose sur une structure à trois piliers : l'initiative « Semi-conducteurs pour l'Europe », qui vise à améliorer les activités relatives aux puces électroniques à toutes les étapes de la chaîne de valeur en Europe ; le pilier de la « sécurité d'approvisionnement », qui est axé sur les installations de fabrication stratégiques ; et le pilier de « suivi et réaction en cas de crise », qui instaure un mécanisme de suivi et de réaction en cas de crise concernant l'approvisionnement de l'Europe en semi-conducteurs. Le règlement prévoit des dérogations aux règles sur les aides d'État pour des installations clés, affecte 3.3 milliards EUR (0.02 % du PIB) de fonds de l'UE à des projets connexes, et vise à rationaliser les investissements des États membres. La Commission européenne entend mobiliser 43 milliards EUR (0.3 % du PIB) de fonds publics et privés par le biais de ce règlement (Ragonnaud, 2022).

- La République de Corée a lancé en juillet 2020 sa Stratégie pour les matières, les composants et les équipements 2.0, afin de préparer l'économie à la reconfiguration des chaînes d'approvisionnement mondiales à la suite de la pandémie de COVID-19. Le gouvernement s'est engagé à consacrer 1 500 milliards KRW en cinq ans (0.08 % du PIB annuel) à la R-D et a offert des aides directes aux entreprises pour couvrir leurs coûts de relocalisation, une assistance supplémentaire étant apportée aux entreprises qui relocalisent leurs activités en dehors de la région de Séoul et à celles qui construisent des usines intelligentes (Szczepański, 2021).

### Améliorer la sécurité des approvisionnements en ressources minérales critiques

Plusieurs économies ont défini ou prévoient d'élaborer des stratégies pour améliorer la sécurité de leurs approvisionnements en matières critiques.

- Aux États-Unis, ces stratégies visent généralement à : développer les technologies de recyclage et de retraitement ainsi que d'autres technologies permettant de limiter la consommation de matières critiques ; accroître les capacités de production et de traitement ; et améliorer les échanges internationaux et la coopération internationale s'agissant des matières critiques (U.S Department of Commerce, 2019).
- Des objectifs similaires figureront probablement dans le futur règlement de l'UE sur les matières premières critiques. L'Union européenne a créé l'Alliance européenne pour les matières premières, qui réunit diverses parties prenantes dans le but de susciter des investissements dans les chaînes d'approvisionnement, ainsi que de favoriser l'innovation, le recyclage et l'économie circulaire.
- Le Canada cherche à exploiter ses réserves considérables de ressources minérales de manière durable et responsable. Le Plan canadien pour les minéraux et les métaux est axé sur la promotion de l'investissement, tandis que l'initiative Innovation mines vertes a pour but d'accélérer le développement des technologies minières vertes (AIE, 2021).

Néanmoins, des pays, souvent non membres de l'OCDE, ont aussi mis en œuvre des mesures protectionnistes. Le nombre de restrictions à l'exportation de matières premières critiques a été multiplié par plus de cinq à l'échelle mondiale au cours des dix dernières années (Kowalski et Legendre, 2023). En conséquence, les exportations de matières premières critiques ayant fait l'objet d'au moins une mesure de restriction ces dernières années ont représenté environ 10 % de la valeur mondiale de l'ensemble des exportations de matières premières critiques. Or, il est possible que ce type de mesures ait des effets d'entraînement négatifs (Chen, Hu et Li, 2021).

---

1. Il s'agissait des matières premières, des principes actifs pharmaceutiques, des batteries lithium-ion, de l'hydrogène propre, de l'informatique en nuage et de périphérie, et des semi-conducteurs.

Les délocalisations dans des pays amis peuvent être inefficaces. Les stratégies destinées à favoriser ce type de délocalisations peuvent être sapées par des politiques mises en œuvre parallèlement pour encourager les relocalisations, si les partenaires commerciaux de l'économie considérée jugent que les subventions et les obstacles tarifaires mis en place ont une finalité protectionniste et adoptent des mesures correspondantes (Echikson, 2022). En outre, d'après des commentaires concernant les dispositions de la loi sur la réduction de l'inflation (IRA, *Inflation Reduction Act*) visant à favoriser les délocalisations dans des pays amis (encadré 2.2), les entreprises industrielles devraient avoir du mal à satisfaire les conditions requises pour avoir droit aux crédits d'impôt, et la liste restreinte de pays pouvant en bénéficier limiterait leur capacité à en tirer parti (Harput, 2022).

Les rares données empiriques sur l'efficacité des mesures prises par les pouvoirs publics pour favoriser les relocalisations et les délocalisations dans des pays amis brossent un tableau contrasté.

- Les politiques de relocalisation mises en œuvre aux États-Unis, au Royaume-Uni et au Japon ces dernières années se sont révélées peu efficaces (Union européenne, 2021). Les mesures tarifaires, en particulier, ont probablement une efficacité limitée en termes de promotion des relocalisations, notamment si leur durée et leur ampleur sont incertaines. Bien que certains emplois aient été de fait relocalisés dans le secteur manufacturier et que les dépenses d'investissement aient augmenté, les délocalisations se sont poursuivies et ont joué un rôle prédominant dans les résultats macroéconomiques (De Backer et al., 2016).
- Les exigences de contenu local ont un effet essentiellement négatif sur le développement économique et les échanges, même si elles peuvent contribuer à la réalisation d'objectifs à court terme des pouvoirs publics (OCDE, 2019). Elles se traduisent par des problèmes d'inefficience à long terme, non seulement dans le secteur concerné mais aussi dans le reste de l'économie (Stone, Messent et Flaig, 2015). *In fine*, ces problèmes d'inefficience réduisent la croissance de l'emploi ainsi que les possibilités de réaliser des économies d'échelle et d'innover, ce qui va à l'encontre des objectifs ayant motivé l'instauration des exigences de contenu local.

De même, les variations des prescriptions de teneur en valeur régionale applicables aux constructeurs automobiles qui ont fait suite à l'adoption de l'Accord Canada-États-Unis-Mexique (ACEUM) ont entraîné de fait une augmentation de la proportion de produits concernés importés aux États-Unis en provenance du Mexique et du Canada (Hsu, Li et Wu, 2022). Néanmoins, les entreprises étaient nettement moins susceptibles de procéder à des délocalisations de proximité pour les technologies de l'information et de la communication (TIC) que pour d'autres éléments de leur production. Cela concorde avec le constat selon lequel la production de TIC se caractérise par une forte intensité capitalistique, si bien qu'elle se prête moins aux délocalisations de proximité.

En principe, les mesures susmentionnées devraient être prises par les pouvoirs publics s'ils s'attendent à ce que leurs coûts soient moindres que leurs avantages en termes de renforcement de la résilience (OCDE, 2020). Néanmoins, compte tenu de la complexité des chaînes d'approvisionnement modernes, il est très difficile pour les autorités d'évaluer de manière exhaustive les mesures destinées à renforcer la résilience et les distorsions qu'elles créent (Grossman, Helpman et Lhuillier, 2021).

La principale préoccupation relative à ces distorsions a trait aux effets induits en matière d'efficience par les mesures qui visent à réduire l'exposition vis-à-vis de l'étranger, étant donné qu'elles peuvent déboucher sur d'importantes pertes de bien-être (Levine, 2012). Comme indiqué précédemment, remplacer des importations par une production nationale peut avoir des effets négatifs sur les prix, la productivité et la variété de l'offre disponible. Il est probable que les mesures protectionnistes visant des secteurs spécifiques seront d'autant plus lourdes de conséquences macroéconomiques que ces secteurs occuperont une place centrale dans une chaîne d'approvisionnement donnée. Cela tient au fait que de nombreuses autres branches d'activité seront alors tributaires des intrants fournis par ces secteurs (Grassi et Sauvagnat, 2019). Ce point est important, dans la mesure où le soutien des pouvoirs publics est réclamé de manière particulièrement vigoureuse dans plusieurs secteurs jouant un rôle central, notamment celui des semi-conducteurs (encadré 2.2). Un renforcement des interventions publiques destinées à réduire la dépendance à l'égard de l'étranger pourrait aussi accentuer l'incertitude à laquelle sont confrontées les entreprises, ce qui aurait des conséquences négatives sur l'investissement et l'emploi. Il est également possible que les mesures prises par les pouvoirs publics débouchent sur un investissement excessif dans la résilience, se traduisant par une baisse du niveau de la production. Un tel résultat est particulièrement probable si les autorités partent du principe que le secteur privé n'investit pas suffisamment sans s'appuyer sur des éléments factuels solides (Grossman, Helpman et Lhuillier, 2021).

Ces motifs de préoccupation existent également pour les mesures motivées par des considérations de sécurité nationale, étant donné que l'évaluation du coût économique et de l'efficacité de ces mesures est délicate. Le discours sur la sécurité nationale exerce une influence grandissante sur la politique économique et dans un nombre croissant de domaines (Murphy et Topel, 2013 ; Heath, 2020)<sup>24</sup>. La sécurité nationale est devenue plus étroitement liée avec les questions d'économie internationale et de politique étrangère (Lind, 2019), et elle est utilisée comme argument pour justifier la mise en œuvre de politiques industrielles et protectionnistes visant à étayer le contrôle exercé par l'État sur l'économie, son autosuffisance et sa résilience. En principe, des menaces pesant sur la sécurité nationale peuvent justifier l'adoption de mesures pour se prémunir contre des événements géopolitiques négatifs, ou des interventions destinées à empêcher de tels événements indésirables (voir ci-avant). Néanmoins, en pratique, les risques d'événements géopolitiques négatifs et les coûts économiques connexes sont difficiles à évaluer, même si, a posteriori, ces coûts peuvent se révéler très élevés<sup>25</sup>. En outre, certaines mesures peuvent s'avérer inefficaces pour réaliser les objectifs poursuivis en matière de sécurité, en particulier si elles sont prises de manière unilatérale<sup>26</sup>. Afin de réduire au minimum les risques que ces mesures soient coûteuses pour les contribuables et les consommateurs, des évaluations objectives et approfondies sont nécessaires.

Des mesures protectionnistes pourraient réduire la coopération internationale et donc entraver la réalisation d'objectifs sociaux et environnementaux à l'échelle mondiale. L'intégration commerciale et financière facilite la coopération internationale. En revanche, si des politiques publiques destinées à favoriser les relocalisations et les délocalisations dans des pays amis débouchaient sur un monde fragmenté sur le plan économique et géopolitique, cela nuirait à la coopération internationale dans plusieurs domaines.

- Il pourrait être plus difficile de réagir de manière coordonnée au changement climatique (Rajan, 2022). Il est plus aisé de conclure et d'appliquer des accords internationaux concernant des mesures d'atténuation du changement climatique dans un monde économiquement intégré, où les obstacles aux échanges et à l'investissement sont limités. Des mesures protectionnistes et des sanctions motivées par des considérations géostratégiques sont source de rivalités géopolitiques et de défiance. En outre, une démondialisation pourrait aussi entraver le développement des technologies et la production des biens nécessaires pour accélérer le processus de décarbonation. Une mondialisation ouverte pourrait contribuer à faciliter dans l'avenir le redéploiement de la production des territoires durement touchés par le changement climatique vers ceux qui sont moins affectés.

---

<sup>24</sup> La vigueur de l'économie, et en particulier celle du secteur manufacturier, a toujours été étroitement liée à la sécurité nationale, étant donné que de nombreux biens et technologies peuvent être utilisés à la fois à des fins militaires et commerciales. Au cours des dernières décennies, le périmètre des risques pesant sur la sécurité nationale s'est considérablement élargi, puisque sont venus s'ajouter aux considérations purement militaires des domaines tels que les catastrophes naturelles, la cybersécurité, les maladies infectieuses, le changement climatique ainsi que les investissements et les échanges internationaux. La multipolarité croissante de l'économie mondiale, la montée en puissance du capitalisme d'État et les préoccupations grandissantes relatives à la rareté des ressources figurent parmi les principaux facteurs à l'origine de ces évolutions (Thirlwell, 2010).

<sup>25</sup> Ainsi, les réductions de l'approvisionnement de l'Europe en gaz russe et l'interdiction par l'UE des importations de pétrole russe dans l'Union européenne, à la suite de la guerre déclenchée par la Russie contre l'Ukraine, ont eu un coût économique considérable, compte tenu de la forte dépendance de l'Europe à l'égard des importations de gaz et de pétrole russes.

<sup>26</sup> L'histoire de l'utilisation des mesures de contrôle des exportations pendant la guerre froide montre que les efforts non coordonnés déployés pour limiter l'accès d'adversaires géopolitiques à des technologies importantes à des fins militaires ont été vains (Bown, 2023).

- Des politiques de repli national pourraient aussi réduire les externalités de connaissances et la coopération universitaire, ce qui aurait des conséquences négatives sur le progrès technologique et la croissance de la productivité (Cerdeiro et al., 2021 ; Góes et al., 2022)<sup>27</sup>. La fermeture d'un pays aux échanges internationaux s'accompagnerait probablement d'une moindre ouverture aux idées et aux personnes (Iakovou et White III, 2020). En conséquence, il pourrait devenir moins attractif en tant que centre d'innovation et en tant que bassin d'emplois pour une main-d'œuvre talentueuse et mobile au niveau international, au bénéfice des autres pays (Kato et Sparber, 2013 ; Glennon, 2020). Cela pourrait être particulièrement lourd de conséquences dans les économies avancées caractérisées par un vieillissement démographique rapide, et donc par une diminution de la population active.
- Des mesures protectionnistes prises par un pays ou une zone économique pourraient amener d'autres pays à adopter des mesures similaires, qui pourraient amplifier les pertes de bien-être découlant d'une économie mondiale moins intégrée. Une multiplication des mesures de représailles pourrait bouleverser le système international de commerce et d'investissement qui a été construit au cours des dernières décennies. En outre, il existe un risque que l'adoption de mesures protectionnistes soit de plus en plus réclamée, les politiques de relocalisation réduisant la compétitivité des entreprises nationales (OCDE, 2020).

Compte tenu des nombreux effets secondaires possibles des interventions publiques et des risques qu'elles présentent, il serait bon que ces mesures fassent l'objet d'une évaluation et de consultations complètes, associant organisations internationales, experts universitaires, organismes de réglementation et représentants du secteur des entreprises (Union européenne, 2021).

## Références

- Acemoglu, D. and D. Autor (2011), Skills, Tasks and Technologies: Implications for Employment and Earnings, Elsevier, <https://www.sciencedirect.com/science/article/pii/S0169721811024105>.
- Acemoglu, D. and P. Azar (2020), "Endogenous Production Networks", *Econometrica*, Vol. 88/1, <https://doi.org/10.3982/ecta15899>.
- Acemoglu, D. et al. (2012), "The Network Origins of Aggregate Fluctuations", *Econometrica*, Vol. 80/5, <https://doi.org/10.3982/ecta9623>.
- Aksoy, C. et al. (2022), Reactions to Supply Chain Disruptions: Evidence from German Firms, [https://www.econpol.eu/publications/policy\\_brief\\_45](https://www.econpol.eu/publications/policy_brief_45).
- Alicke, K. (2021), How COVID-19 is reshaping supply chains?, McKinsey & Company, <https://www.mckinsey.com/capabilities/operations/our-insights/how-covid-19-is-reshaping-supply-chains>.
- Allianz SE (2021), The Suez canal ship is not the only thing clogging global trade, [https://www.allianz.com/en/economic\\_research/publications/specials\\_fmo/2021\\_03\\_26\\_SupplyChain\\_Disruption.html](https://www.allianz.com/en/economic_research/publications/specials_fmo/2021_03_26_SupplyChain_Disruption.html) (accessed on 23 January 2023).
- Altomonte, C., I. Colantone and L. Bonacorsi (2018), "Trade and Growth in the Age of Global Value Chains", *SSRN Electronic Journal*, <https://doi.org/10.2139/ssrn.3295553>.

<sup>27</sup> Une division de l'économie mondiale en deux blocs pourrait déboucher sur des pertes de production, qui pourraient aller de 0.4 % du PIB seulement pour certains pays, dans un scénario de découplage très limité, à pas moins de 12 % du PIB pour les pays les plus durement touchés dans un scénario de découplage technologique complet (Góes et al., 2022). D'après des scénarios multiples de découplage technologique simulés à l'aide d'un modèle macroéconomique dynamique mondial, une fragmentation technologique peut conduire à des pertes de l'ordre de 5 % du PIB pour de nombreuses économies, mais de 8.5 % du PIB environ dans les scénarios les plus extrêmes pour les pays les plus durement touchés (Cerdeiro et al., 2021).

- Antràs, P. (2020), De-Globalisation? Global Value Chains in the Post-COVID-19 Age, National Bureau of Economic Research, Cambridge, MA, <https://doi.org/10.3386/w28115>.
- Antràs, P., T. Fort and F. Tintelnot (2017), “The Margins of Global Sourcing: Theory and Evidence from US Firms”, *American Economic Review*, Vol. 107/9, pp. 2514-2564, <https://doi.org/10.1257/aer.20141685>.
- Ardelean, A., M. Leon-Ledesma and L. Puzzello (2022), “Growth Volatility and Trade: Market Diversification vs. Production Specialization”, Discussion Papers, No. 2022-11, Monash Business School. Department of Economics.
- Arriola, C. et al. (2020), “Efficiency and risks in global value chains in the context of COVID-19”, OECD Economics Department Working Papers, No. 1637, OECD Publishing, Paris, <https://doi.org/10.1787/3e4b7ecf-en>
- Asian Development Bank (2021), Global Value Chain Development Report 2021., Asian Development Bank, Manila, Philippines, <https://doi.org/10.22617/tcs210400-2>.
- Autor, D., D. Dorn and G. Hanson (2013), “The China Syndrome: Local Labor Market Effects of Import Competition in the United States”, *The American Economic Review*, Vol. 103/6, pp. 2121-2168, <http://www.jstor.org/stable/42920646>.
- Baldwin, R. (2022), The peak globalisation myth: Part 2 – Why the goods trade ratio declined, <https://cepr.org/voxeu/columns/peak-globalisation-myth-part-2-why-goods-trade-ratio-declined> (accessed on 4 January 2023).
- Baldwin, R. and R. Freeman (2022), “Risks and Global Supply Chains: What We Know and What We Need to Know”, *Annual Review of Economics*, Vol. 14/1, pp. 153-180, <https://doi.org/10.1146/annurev-economics-051420-113737>.
- Baldwin, R., R. Freeman and A. Theodorakopoulos (2022), Horses for Courses: Measuring Foreign Supply Chain Exposure, National Bureau of Economic Research, Cambridge, MA, <https://doi.org/10.3386/w30525>.
- BCI (2021), Supply Chain Resilience Report 2021, <https://www.thebci.org/uploads/assets/e02a3e5f-82e5-4ff1-b8bc61de9657e9c8/BCI0007h-Supply-Chain-Resilience-ReportLow-Singles.pdf>.
- Bejan, M. (2011), “Trade Openness and Output Volatility”, *SSRN Electronic Journal*, <https://doi.org/10.2139/ssrn.965824>.
- Bonneau, C. and M. Nakaa (2020), Vulnerability of French and European imports, <https://www.tresor.economie.gouv.fr/Articles/9ca1aa95-fd2a-4dec-9e76-b65a68c3fe29/files/e7566b5e-a5ae-4304-be42-917dd26651ff>.
- Borin, A., M. Mancini and D. Taglioni (2021), Measuring Exposure to Risk in Global Value Chains, <http://www.worldbank.org/prwp>.
- Bown, C. (2023), The Return of Export Controls. A Risky Tactic That Requires Cooperation From Allies, <https://www.foreignaffairs.com/united-states/return-export-controls>.
- Buch, C., J. Döpke and H. Strotmann (2021), “Does Trade Openness Increase Firm-Level Volatility?”, *SSRN Electronic Journal*, <https://doi.org/10.2139/ssrn.2785267>.
- Carvalho, V. et al. (2021), Supply chain disruptions: Evidence from the great east japan earthquake, <https://doi.org/10.1093/qje/qjaa044>.
- Carvalho, V. and A. Tahbaz-Salehi (2019), Production Networks: A Primer, <https://doi.org/10.1146/annurev-economics-080218-030212>.
- Caselli, F. et al. (2020), “Diversification Through Trade”, *Quarterly Journal of Economics*, Vol. 135/1, <https://doi.org/10.1093/qje/qjz028>.
- Cavallo, E. (2009), “Output Volatility and Openness to Trade: A Reassessment”, *Economía*, Vol. 9/1, <https://doi.org/10.1353/eco.0.0014>.

- Cerdeiro, D. et al. (2021), “Sizing Up the Effects of Technological Decoupling”, IMF Working Papers, Vol. 2021/069, <https://doi.org/10.5089/9781513572673.001>.
- Cheng, M. et al. (2015), Reaping the benefits from global value chains, International Monetary Fund, <https://www.imf.org/external/pubs/ft/wp/2015/wp15204.pdf>.
- Chen, Z., Z. Hu and K. Li (2021), “The spillover effect of trade policy along the value Chain: Evidence from China’s rare earth-related sectors”, World Economy, Vol. 44/12, <https://doi.org/10.1111/twec.13172>.
- Cingolani, I., L. Iapadre and L. Tajoli (2018), “International production networks and the world trade structure”, International Economics, Vol. 153, <https://doi.org/10.1016/j.inteco.2017.10.002>.
- Cooper, V. (2022), Explainer: The CHIPS and Science Act 2022, <https://www.ussc.edu.au/analysis/explainer-the-chips-and-science-act-2022> (accessed on 16 January 2023).
- Criscuolo, C. and J. Timmis (2018), “GVCS and centrality: Mapping key hubs, spokes and the periphery”, OECD Productivity Working Papers, No. 12, OECD Publishing, Paris, <https://doi.org/10.1787/d4a9bd6f-en>.
- D’Aguanno, L. et al. (2021), Global value chains, volatility and safe openness: is trade a double-edged sword?, Bank of England, <https://www.bankofengland.co.uk/financial-stability-paper/2021/global-value-chains-volatility-and-safe-openness-is-trade-a-double-edged-sword>.
- De Backer, K. et al. (2016), “Reshoring: Myth or Reality?”, OECD Science, Technology and Industry Policy Papers, No. 27, OECD Publishing, Paris, <https://doi.org/10.1787/5jm56frbm38s-en>.
- Di Stefano, E. et al. (2022), “Reshoring and plant closures in Covid-19 times: Evidence from Italian MNEs”, International Economics, Vol. 172, pp. 255-277, <https://doi.org/10.1016/j.inteco.2022.09.009>.
- Dollar, D. and A. Kraay (2004), “Trade, Growth, and Poverty”, The Economic Journal, Vol. 114/493, pp. F22-F49, <https://doi.org/10.1111/j.0013-0133.2004.00186.x>.
- Dong, L. and P. Kouvelis (2020), “Impact of tariffs on global supply chain network configuration: Models, predictions, and future research”, Manufacturing and Service Operations Management, Vol. 22/1, <https://doi.org/10.1287/msom.2019.0802>.
- Durand, C. and W. Milberg (2019), “Intellectual monopoly in global value chains”, Review of International Political Economy, Vol. 27/2, pp. 404-429, <https://doi.org/10.1080/09692290.2019.1660703>.
- Easterly, W., R. Islam and J. Stiglitz (2001), Shaken and stirred: explaining growth volatility, *Annual World Bank conference on development economics*.
- EBRD (2022), Global supply chains in turbulence, European Bank for Reconstruction and Development, <https://2022.tr-ebd.com/global-supply-chains-in-turbulence/>.
- Echikson, B. (2022), Made in America, Made in France: Protectionism Threatens the Atlantic Tech Alliance, <https://cepa.org/article/made-in-america-made-in-france-protectionism-threatens-the-atlantic-tech-alliance/> (accessed on 3 January 2023).
- Égert, B. (2017), “Regulation, institutions and productivity: New macroeconomic evidence from OECD countries”, OECD Economics Department Working Papers, No. 1393, OECD Publishing, Paris, <https://doi.org/10.1787/579ceba4-en>.
- Eppinger, P. et al. (2021), “Decoupling Global Value Chains”, SSRN Electronic Journal, <https://doi.org/10.2139/ssrn.3848341>.
- European Commission (2021), “Strategic Dependencies and Capacities”, Commission Staff Working Document, SWD(2021) 352 final.
- European Union (2021), Post Covid-19 value chains: options for reshoring production back to Europe in a globalised economy, Policy Department for External Relations, Directorate General for External Policies of the Union.

- Evenett, S. and J. Fritz (2021), Subsidies and Market Access Towards an Inventory of Corporate Subsidies by China, the European Union and the United States, The 28th Global Trade Alert Report.
- Every, M. and E. van Harn (2022), "Friendshoring: Who will benefit?", No. 417, SUERF, <https://www.suerf.org/suer-policy-brief/52535/friendshoring-who-will-benefit>.
- Fajgelbaum, P. and A. Khandelwal (2016), "Measuring the unequal gains from trade", Quarterly Journal of Economics, Vol. 131/3, <https://doi.org/10.1093/qje/qjw013>.
- Farrell, H. and A. Newman (2022), "Weak links in finance and supply chains are easily weaponized", Nature, Vol. 605/7909, pp. 219-222, <https://doi.org/10.1038/d41586-022-01254-5>.
- Federal Ministry of Agriculture Regions and Tourism (2022), World Mining Data 2022, <https://www.world-mining-data.info/wmd/downloads/PDF/WMD2022.pdf>.
- Feinmann, J. (2021), "What happened to our national emergency stockpiles?", BMJ, p. n2849, <https://doi.org/10.1136/bmj.n2849>.
- Felbermayr, G. and S. Peterson (2020), Economic assessment of Carbon Leakage and Carbon Border Adjustment, [https://www.europarl.europa.eu/RegData/etudes/BRIE/2020/603501/EXPO\\_BRI\(2020\)603501\\_EN.pdf](https://www.europarl.europa.eu/RegData/etudes/BRIE/2020/603501/EXPO_BRI(2020)603501_EN.pdf).
- Feng, P. et al. (2022), "The impact of trade policy on global supply chain network equilibrium: A new perspective of product-market chain competition", Omega (United Kingdom), Vol. 109, <https://doi.org/10.1016/j.omega.2022.102612>.
- Freeland, C. (2022), Remarks by the Deputy Prime Minister at the Brookings Institution in Washington, D.C., <https://deputyprime.ministryofindustry.ca/en/news/speeches/2022/10/11/remarks-deputy-prime-minister-brookings-institution-washington-dc>.
- Giovanni, J. and A. Levchenko (2009), "Trade Openness and Volatility", Review of Economics and Statistics, Vol. 91/3, pp. 558-585, <https://doi.org/10.1162/rest.91.3.558>.
- Glennon, B. (2020), How Do Restrictions on High-Skilled Immigration Affect Offshoring? Evidence from the H-1B Program, National Bureau of Economic Research, Cambridge, MA, <https://doi.org/10.3386/w27538>.
- Góes, C. et al. (2022), "The Impact of Geopolitical Conflicts on Trade, Growth, and Innovation", WTO Staff Working Papers ERSD-2022-9, World Trade Organization (WTO), Economic Research and Statistics Division.
- Grassi, B. and J. Sauvagnat (2019), "Production networks and economic policy", Oxford Review of Economic Policy, Vol. 35/4, pp. 638-677, <https://doi.org/10.1093/oxrep/grz021>.
- Grossman, G., E. Helpman and H. Lhuillier (2021), "Supply Chain Resilience: Should Policy Promote Diversification or Reshoring?", SSRN Electronic Journal, <https://doi.org/10.2139/ssrn.3935518>.
- Haddad, M. et al. (2013), "Trade openness reduces growth volatility when countries are well diversified", Canadian Journal of Economics, Vol. 46/2, <https://doi.org/10.1111/caje.12031>.
- Haramboure, A., G. Lalanne and C. Schwellnus (2023), "Vulnerabilities in the semiconductor supply chain", OECD Science, Technology and Industry Working Papers, No. 2023/05, OECD Publishing, Paris, <https://doi.org/10.1787/6bed616f-en>.
- Harput, H. (2022), "What Policy Initiatives Advance Friend-Shoring?", Zeitgeist Series, No. 2, Global Trade Alert.
- Heath, B. (2020), "The new national security challenge to the economic order", Yale Law Journal, Vol. 129/4.
- Heiland, I. et al. (2019), "Trade From Space: Shipping Networks and The Global Implications of Local Shocks", CEPR Discussion Papers.
- Heiland, I. and K. Ulltveit-Moe (2020), "An unintended crisis in sea transportation due to COVID-19 restrictions", in COVID-19 and Trade Policy: Why Turning Inward Won't Work.

- Heimberger, P. (2020), "Does economic globalisation affect income inequality? A meta-analysis", *World Economy*, Vol. 43/11, <https://doi.org/10.1111/twec.13007>.
- Helpman, E. (2018), *Globalization and Inequality*, Harvard University Press.
- Hsu, J., Z. Li and J. Wu (2022), "Keeping Your Friends Closer: Friend-shoring in Response to Regional Value Content Requirements", *SSRN Electronic Journal*, <https://doi.org/10.2139/ssrn.4246225>.
- Iakovou, E. and C. White III (2020), How to build more secure, resilient, next-gen U.S. supply chains, <https://www.brookings.edu/techstream/how-to-build-more-secure-resilient-next-gen-u-s-supply-chains/>.
- IEA (2022), *Global Supply Chains of EV Batteries*, International Energy Agency, Paris, <https://www.iea.org/reports/global-supply-chains-of-ev-batteries>.
- IEA (2022), *International Resource Strategy - National stockpiling system*, <https://www.iea.org/policies/16639-international-resource-strategy-national-stockpiling-system> (accessed on 11 January 2023).
- IEA (2022), *Securing Clean Energy Technology Supply Chains*, International Energy Agency, Paris, <https://www.iea.org/reports/securing-clean-energy-technology-supply-chains>.
- IEA (2022), *Special Report on Solar PV Global Supply Chains*, International Energy Agency, Paris, <https://www.iea.org/reports/solar-pv-global-supply-chains>.
- IEA (2022), *Strategic and Critical Materials Stock Piling Act*, <https://www.iea.org/policies/15534-strategic-and-critical-materials-stock-piling-act> (accessed on 11 January 2023).
- IEA (2021), *The Role of Critical Minerals in Clean Energy Transitions*, OECD Publishing, Paris, <https://doi.org/10.1787/f262b91c-en>.
- Jaax, A., S. Miroudot and E. van Lieshout (2023), "Deglobalisation? The reorganisation of global value chains in a changing world", *OECD Trade Policy Papers*, No. 272, OECD Publishing, Paris, <https://doi.org/10.1787/b15b74fe-en>.
- Jaravel, X. and E. Sager (2019), "What are the Price Effects of Trade? Evidence from the U.S. and Implications for Quantitative Trade Models", *Finance and Economics Discussion Series*, Vol. 2019/068, pp. 1-110, <https://doi.org/10.17016/FEDS.2019.068>.
- Javorcik, B. et al. (2022), "Economic Costs of Friend-Shoring", *European Bank for Reconstruction and Development*, London.
- Kamalahmadi, M. and M. Parast (2016), "A review of the literature on the principles of enterprise and supply chain resilience: Major findings and directions for future research", *International Journal of Production Economics*, Vol. 171, <https://doi.org/10.1016/j.ijpe.2015.10.023>.
- Kato, T. and C. Sparber (2013), "Quotas and quality: The effect of H-1B visa restrictions on the pool of prospective undergraduate students from abroad", *Review of Economics and Statistics*, Vol. 95/1, [https://doi.org/10.1162/REST\\_a\\_00245](https://doi.org/10.1162/REST_a_00245).
- Kowalski, P. and C. Legendre (2023), "Raw materials critical for the green transition: Production, international trade and export restrictions", *OECD Trade Policy Papers*, No. 269, OECD Publishing, Paris, <https://doi.org/10.1787/c6bb598b-en>.
- Lee, W., A. Mulabdic and M. Ruta (2019), "Third-Country Effects of Regional Trade Agreements: A Firm-Level Analysis", *Journal of International Economics*, Vol. 140, <https://doi.org/10.1596/1813-9450-9064>.
- Levine, D. (2012), "Production chains", *Review of Economic Dynamics*, Vol. 15/3, pp. 271-282, <https://doi.org/10.1016/j.red.2012.01.003>.
- Lind, M. (2019), "The return of geo-economics", *National Interest*, Vol. 2019/164, <https://nationalinterest.org/feature/return-geoeconomics-87826>.

- Li, W. et al. (2023), "Outsourcing decision-making in global remanufacturing supply chains: The impact of tax and tariff regulations", *European Journal of Operational Research*, Vol. 304/3, pp. 997-1010, <https://doi.org/10.1016/j.ejor.2022.05.016>.
- Lund, S. (2020), Risk, resilience, and rebalancing in global value chains, McKinsey Global Institute, New York, <https://www.mckinsey.com/capabilities/%20operations/our-insights/risk-resilience-and-rebalancing-in-global-value-chains.pdf> (accessed on 21 December 2022).
- Mattoo, A., N. Rocha and M. Ruta (2020), *Handbook of Deep Trade Agreements*, <https://doi.org/10.1596/978-1-4648-1539-3>.
- McIvor, R. and L. Bals (2021), "A multi-theory framework for understanding the reshoring decision", *International Business Review*, Vol. 30/6, p. 101827, <https://doi.org/10.1016/j.ibusrev.2021.101827>.
- Meier, M. and E. Pinto (2020), "COVID-19 supply chain disruptions", *Covid Econ*, Vol. 48/239.
- Miroudot, S. (2020), "Resilience versus robustness in global value chains: Some policy implications", in *COVID-19 and Trade Policy: Why Turning Inward Won't Work*.
- Mitra, S. (2020), Drivers and Benefits of Enhancing Participation in Global Value Chains: Lessons for India, Asian Development Bank, <https://doi.org/10.22617/wps200430-2>.
- Murphy, K. and R. Topel (2013), Some basic economics of national security, *American Economic Review*, Vol. 103(3), May, pp. 508-11, <https://doi.org/10.1257/aer.103.3.508>.
- Newbery, D. and J. Stiglitz (1984), "Pareto inferior trade", *Review of Economic Studies*, Vol. 51/1, <https://doi.org/10.2307/2297701>.
- Noland, M. (2023), A thoughtful vision of the future of globalization, <https://www.piie.com/blogs/realtime-economics/thoughtful-vision-future-globalization>.
- Nordström, H., A. Elfving and E. Nilsson (2021), "Impact of the coronavirus pandemic on the international supply chain of Swedish firms and measures to reduce vulnerability. A survey in collaboration with the Confederation of Swedish Enterprise", *SSRN Electronic Journal*, <https://doi.org/10.2139/ssrn.3830346>.
- OECD (2022), *OECD Economic Outlook, Volume 2022 Issue 1*, OECD Publishing, Paris, <https://doi.org/10.1787/62d0ca31-en>.
- OECD (2021), "Building resilience: New strategies for strengthening infrastructure resilience and maintenance", *OECD Public Governance Policy Papers*, No. 05, OECD Publishing, Paris, <https://doi.org/10.1787/354aa2aa-en>.
- OECD (2021), *Fostering Economic Resilience in A World of Open and Integrated Markets. Risks, Vulnerabilities and Areas for Policy Action*, OECD Publishing, <https://www.oecd.org/newsroom/OECD-G7-Report-Fostering-Economic-Resilience-in-a-World-of-Open-and-Integrated-Markets.pdf>.
- OECD (2020), *Acquisition- and ownership-related policies to safeguard essential security interests Current and emerging trends, observed designs, and policy practice in 62 economies*, OECD Publishing.
- OECD (2020), "COVID-19 and global value chains: Policy options to build more resilient production networks", *OECD Policy Responses to Coronavirus (COVID-19)*, OECD Publishing, Paris, <https://doi.org/10.1787/04934ef4-en>.
- OECD (2020), *Regional Trade Agreements*, OECD Publishing, <https://www.oecd.org/trade/topics/regional-trade-agreements/>.
- OECD (2019), *Local Content Requirements*, OECD Publishing.
- OECD (2018), *OECD Due Diligence Guidance for Responsible Business Conduct*, OECD Publishing.
- OECD (2017), "How to make trade work for all", OECD Publishing, Paris, [https://doi.org/10.1787/eco\\_outlook-v2017-1-3-en](https://doi.org/10.1787/eco_outlook-v2017-1-3-en).

- OECD (2013), “The rise of global value chains”, in *Interconnected Economies: Benefiting from Global Value Chains*, OECD Publishing, Paris, <https://doi.org/10.1787/9789264189560-3-en>.
- Pierce, J. and P. Schott (2016), “The Surprisingly Swift Decline of US Manufacturing Employment”, *American Economic Review*, Vol. 106/7, pp. 1632-1662, <https://doi.org/10.1257/aer.20131578>.
- Ragonnaud, G. (2022), *The EU chips act: Securing Europe’s supply of semiconductors*, European Parliamentary Research Service.
- Rajan, R. (2022), *Deglobalization Is a Climate Threat*, <https://www.project-syndicate.org/commentary/deglobalization-threatens-fight-against-climate-change-by-raghuram-rajn-2022-11>.
- Ritchie, H. (2023), *The mineral monopoly: will low-carbon technology be controlled by a few countries?*, <https://hannahritchie.substack.com/p/mineral-energy-security> (accessed on 23 January 2023).
- Rodrik, D. (2021), “Why Does Globalization Fuel Populism? Economics, Culture, and the Rise of Right-Wing Populism”, *Annual Review of Economics*, Vol. 13/1, pp. 133-170, <https://doi.org/10.1146/annurev-economics-070220-032416>.
- Rodrik, D. (1998), “Has Globalization Gone Too Far?”, *Challenge*, Vol. 41/2, pp. 81-94, <http://www.jstor.org/stable/40721822>.
- Rodrik, D. (1998), “Why do more open economies have bigger governments?”, *Journal of Political Economy*, Vol. 106/5, <https://doi.org/10.1086/250038>.
- Sáenz, M. and E. Revilla (2014), “Creating more resilient supply chains”, *MIT Sloan Management Review*, Vol. 55/4.
- Salomon, O. (2022), *Can nearshoring solve supply chain resilience?*, Savills World Research, <https://www.savills.com/impacts/market-trends/can-nearshoring-solve-supply-chain-resilience.html> (accessed on 22 December 2022).
- Sá, M. et al. (2020), “Supply chain resilience: the whole is not the sum of the parts”, *International Journal of Operations and Production Management*, Vol. 40/1, <https://doi.org/10.1108/IJOPM-09-2017-0510>.
- Sandkamp, A. (2022), “Reshoring by Decree? The Effects of Decoupling Europe from Global Value Chains”, *Intereconomics*, Vol. 57/6, pp. 359-362, <https://doi.org/10.1007/s10272-022-1087-9>.
- Schwellnus, C. et al. (2023), “Global value chain dependencies under the magnifying glass”, *OECD Science, Technology and Industry Policy Papers*, No. 142, OECD Publishing, Paris, <https://doi.org/10.1787/b2489065-en>.
- Shih, W. (2020), “Global Supply Chains in a Post-Pandemic World”, *Harvard Business Review*, Vol. 98/5.
- Shih, W. (2020), “Is it time to rethink globalized supply chains?”, *MIT Sloan Management Review*, Vol. 61/4.
- Simchi-Levi, D. and E. Simchi-Levi (2020), “We Need a Stress Test for Critical Supply Chains”, *Harvard Business Review Digital Articles*, Vol. 28.
- Stone, S., J. Messent and D. Flaig (2015), “Emerging Policy Issues: Localisation Barriers to Trade”, *OECD Trade Policy Papers*, No. 180, OECD Publishing, Paris, <https://doi.org/10.1787/5js1m6v5qd5j-en>.
- Supply Chain Connect (2020), *How Much Will it Cost to Reshore the World’s Supply Chains?*, <https://www.supplychainconnect.com/supply-chain/article/21139970/how-much-will-it-cost-to-reshore-the-worlds-supply-chains>.
- Szczepański, M. (2021), *Resilience of global supply chains: Challenges and solutions*, European Parliamentary Research Service.
- The White House (2023), *Building a Clean Energy Economy: A Guidebook to the Inflation Reduction Act’s Investments in Clean Energy and Climate Action*.
- The White House (2022), *Executive Order on America’s Supply Chains: A Year of Action and Progress*.

- The White House (2021), Building Resilient Supply Chains, Revitalising American Manufacturing, and Fostering Broad-Based Growth: 100-Day Reviews under Executive Order 14017.
- Thirlwell, M. (2010), “The Return of Geo-economics: Globalisation and National Security”, Lowy Institute for International Policy.
- Todo, Y., K. Nakajima and P. Matous (2015), “How do supply chain networks affect the resilience of firms to natural disasters? Evidence from the great east Japan Earthquake”, *Journal of Regional Science*, Vol. 55/2, <https://doi.org/10.1111/jors.12119>.
- U.S Department of Commerce (2019), A Federal Strategy to Ensure Secure and Reliable Supplies of Critical Minerals, [https://www.commerce.gov/sites/default/files/2020-01/Critical\\_Minerals\\_Strategy\\_Final.pdf](https://www.commerce.gov/sites/default/files/2020-01/Critical_Minerals_Strategy_Final.pdf).
- US Geological Survey (2022), 2022 List of Critical Minerals, <https://www.usgs.gov/news/national-news-release/us-geological-survey-releases-2022-list-critical-minerals>.
- von der Leyen, U. (2022), 2022 State of the Union Address by President von der Leyen, [https://ec.europa.eu/commission/presscorner/detail/en/speech\\_22\\_5493](https://ec.europa.eu/commission/presscorner/detail/en/speech_22_5493).
- Wiedmann, T. and M. Lenzen (2018), Environmental and social footprints of international trade, <https://doi.org/10.1038/s41561-018-0113-9>.
- WTO (2019), “Global value chains and employment in developing economies”, in *Global Value Chain Development Report 2019: Technological Innovation, Supply Chain Trade, and Workers in a Globalized World*, The World Bank Group, WTO, OECD, Institute of Developing Economies and University of International Economics, <https://doi.org/10.30875/503c185b-en>.
- Xie, L. et al. (2022), “Outsourcing or reshoring? A manufacturer’s sourcing strategy in the presence of government subsidy”, *European Journal of Operational Research*, <https://doi.org/10.1016/j.ejor.2022.11.003>.
- Xing, Y. (2022), “China and global value chain restructuring”, *China Economic Journal*, Vol. 15/3, pp. 310-329, <https://doi.org/10.1080/17538963.2022.2117198>.
- Yellen, J. (2022), Special address by US Treasury Secretary Janet L. Yellen, <https://www.atlanticcouncil.org/news/transcripts/transcript-us-treasury-secretary-janet-yellen-on-the-next-steps-for-russia-sanctions-and-friend-shoring-supply-chains/> (accessed on 9 January 2023).

# 3

## Notes par pays

---

Ce chapitre contient les notes pays détaillées d'*Objectif croissance 2023* pour l'OCDE et certaines économies non membres. Les notes pays identifient les priorités de politique structurelle spécifiques à chaque pays pour parvenir à une croissance plus forte, plus résiliente, équitable et durable à l'avenir. Les principaux défis structurels à relever sont identifiés dans le cadre d'Objectif croissance (Annexe 1. A) par les experts du Bureau pays de l'OCDE.

---

# AFRIQUE DU SUD



## Écarts de performance

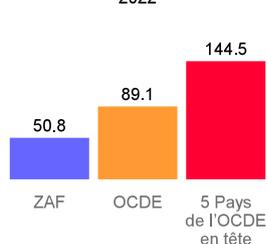
## Recommandations

### Fonctionnement des marchés de produits et des marchés du travail

- Les politiques réglementaires restent restrictives et la concurrence faible dans un grand nombre d'industries de réseau.
- La plupart des indicateurs de réglementation des marchés de produits (RMP) de l'Afrique du Sud ne soutiennent pas la comparaison avec ceux d'autres pays, en particulier ceux qui évaluent les distorsions causées par l'intervention de l'État.
- Harmoniser la stratégie des régulateurs sectoriels et de la Commission de la concurrence pour renforcer les politiques de la concurrence et les faire appliquer.
- Privatiser les entreprises publiques opérant sur des marchés ouverts à la concurrence, tels que les banques commerciales, l'énergie et la logistique.

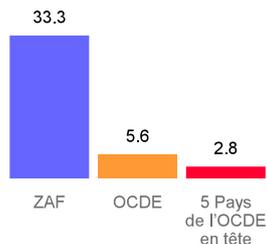
#### Productivité du travail

PIB par actif, USD  
2022



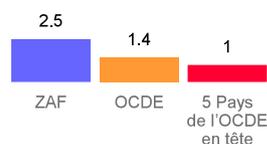
#### Taux de chômage

%, 2022



#### Réglementation des marchés de produits, ensemble de l'économie

Du minimum au maximum de restrictions  
Indice variant de 0 à 6, 2018

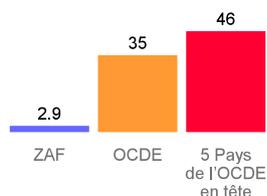


### Transition numérique

- Le retard dans les infrastructures des télécommunications, notamment en ce qui concerne le déploiement de la fibre optique, ralentit la transformation numérique. Quelque 2.4 % à peine des habitants ont accès à l'internet à très haut débit. L'accès aux services de télécommunications reste également très inéquitable dans le pays.
- Profiter des travaux de construction publics pour installer des infrastructures de télécommunications en libre accès.
- Financer l'élargissement du réseau en dehors des centres urbains grâce à l'octroi de subventions subordonné au libre accès des infrastructures.

#### Nombre d'abonnements au haut débit fixe pour 100 habitants

2021 ou dernière année connue



#### Indice de restrictivité des échanges de services numériques de l'OCDE

Du minimum au maximum de restrictions  
Indice de 0 à 1, 2022



### Inclusivité, protection sociale et vieillissement démographique

- La pauvreté reste élevée, malgré un système de transferts monétaires soumis à des conditions de ressources étendu et fonctionnant bien, qui apporte une aide financière aux personnes âgées, aux enfants et aux handicapés. Les chômeurs et les travailleurs du secteur informel touchent peu d'aide.
- Renforcer le système des transferts sociaux afin de procurer une couverture aux chômeurs, par exemple en pérennisant l'allocation spéciale de secours mise en place pendant la crise liée au COVID-19.
- Envisager la création d'une nouvelle prestation soumise à conditions de revenu pour les ménages dont le revenu est inférieur au niveau minimum de subsistance.

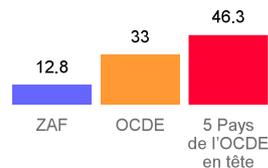
#### Intensité moyenne de la pauvreté après impôts et transferts

Seuil de pauvreté à 60 % du revenu disponible médian 2021 ou dernière année connue



#### Ampleur de la redistribution

Différences entre les coeff. de Gini du revenu marchand et du revenu disponible rapportées aux coeff. du revenu disponible, % 2021 ou dernière année connue

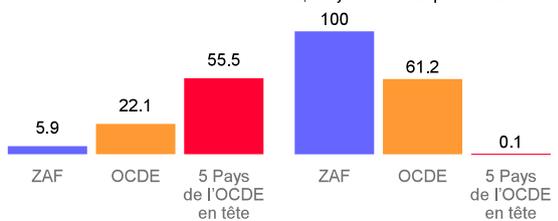


### Transition climatique

- Les émissions de CO2 par unité de PIB sont d'un niveau élevé, en partie du fait de la forte intensité énergétique de l'économie et de sa forte dépendance au charbon, qui demeure sa principale source énergétique et fournit 80 % de la production d'électricité.
- Réduire progressivement les exonérations de taxe carbone et relever le montant de cette taxe.
- Augmenter et accélérer les achats d'électricité d'origine renouvelable auprès de producteurs indépendants.

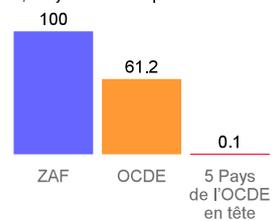
#### Part des énergies renouvelables dans le mix énergétique

%, moyenne sur la période 2019-21 ou dernière année connue



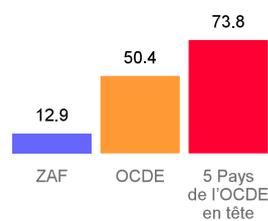
#### Pourcentage de la population exposée à plus de 10 µg/m³ de PM2.5

%, moyenne sur la période 2017-19



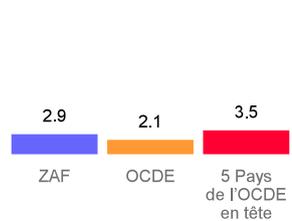
#### Score de tarification du carbone

%, à 30 EUR par tonne de CO2, 2018



#### Recettes de taxes liées à l'environnement

% du PIB 2020 ou dernière année connue

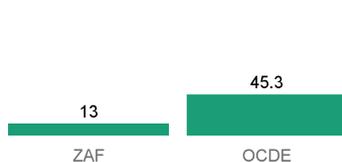


## Performance globale

#### Économie

Milliers USD par habitant 2022 ou dernière année connue

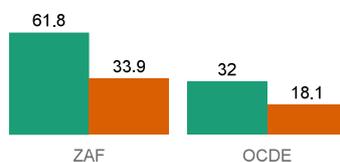
■ Produit intérieur brut



#### Inégalités et pauvreté

2021 ou dernière année connue

■ Coefficient de Gini après impôts et transferts (indice variant sur une échelle de 0 à 100)  
■ Taux de pauvreté, seuil de pauvreté à 60 % du revenu disponible médian (%)



Coûts pour la protection sociale de la mortalité prématurée attribuable à la pollution de l'air ambiant par les particules % en équivalent PIB, 2019





## Écarts de performance

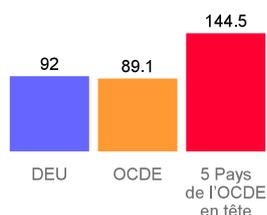
## Recommandations

### Fonctionnement des marchés de produits et des marchés du travail

- L'investissement dans les infrastructures a connu une légère hausse ces dernières années. Toutefois, la faiblesse des investissements dans les infrastructures municipales et la lenteur des procédures de planification et d'autorisation restent très problématiques.
- L'entrée sur le marché et la concurrence sont entravées par une charge administrative importante ainsi que par les règles strictes entourant l'accès à certaines professions.
- Les pénuries de main-d'œuvre qualifiée pèsent sur la productivité des entreprises et risquent de freiner les investissements dans les infrastructures vertes et numériques.
- Le niveau des investissements de capital-risque est faible en proportion du PIB, et le secteur bancaire peine à octroyer des crédits aux entreprises jeunes et innovantes.
- Renforcer les capacités de planification d'infrastructures locales grâce à une plus grande collaboration entre les municipalités, à des formations et à une augmentation du personnel occupant des postes techniques clés.
- Réduire la charge administrative et améliorer l'implication des parties prenantes dans l'élaboration des politiques réglementaires.
- Libéraliser les conditions d'accès au marché du travail en donnant la priorité aux secteurs en tension.
- Élargir les programmes actifs du marché du travail en mettant l'accent sur l'enseignement et la formation professionnels et sur l'instruction de base à destination des adultes.
- Rendre plus efficaces les instruments de financement de la création et du développement des entreprises et améliorer les conditions permettant à des investisseurs institutionnels d'investir dans le capital-risque.

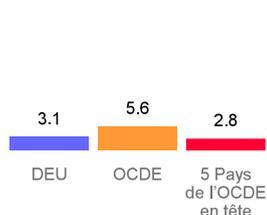
#### Productivité du travail

PIB par actif, USD  
2022



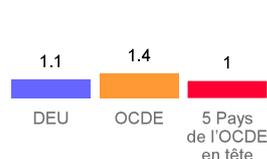
#### Taux de chômage

%, 2022



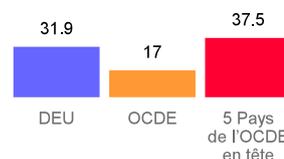
#### Réglementation des marchés de produits, ensemble de l'économie

Du minimum au maximum de restrictions  
Indice variant de 0 à 6, 2018



#### Dépenses liées aux politiques actives du marché du travail par chômeur

% du PIB par habitant  
2020 ou dernière année connue

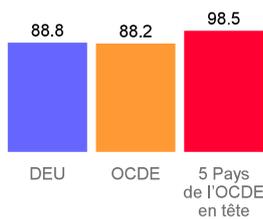


### Transition numérique

- L'Allemagne figure parmi les premiers pays du monde dans le domaine de la technologie et de l'ingénierie, mais fait moins bien s'agissant de la transformation numérique. Le pays est à la traîne en ce qui concerne l'accès à des connexions rapides au haut débit fixe et mobile, en particulier dans les zones rurales.
- La faiblesse des investissements des entreprises dans le capital intellectuel contribue à une adoption limitée d'outils TIC essentiels, notamment dans les PME.
- Le manque de normes communes obligatoires sur la conception et la mise en relation des données et des outils informatiques entre niveaux d'administration entrave la transformation numérique des services publics. Dans les écoles, les infrastructures TIC sont faibles.
- Veiller à ce que les incitations à investir dans le capital physique ne découragent pas les dépenses dans les services numériques, et mieux soutenir la transformation numérique des PME.
- Définir des normes informatiques communes obligatoires et favoriser l'harmonisation des procédures administratives ainsi que l'élaboration conjointe de logiciels entre les différents niveaux d'administration.
- Accroître les investissements publics dans les infrastructures scolaires et améliorer la formation aux TIC des enseignants.

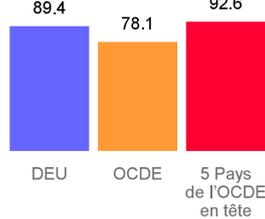
### Part des ménages disposant d'un accès internet haut débit à domicile

%, 2021 ou dernière année connue



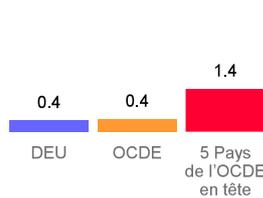
### Entreprises dotées d'un site web ou d'une page d'accueil

%, 2021 ou dernière année connue



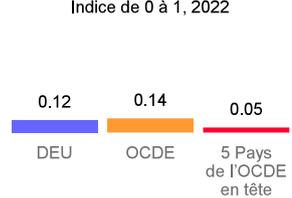
### Dépenses de R-D des entreprises dans les secteurs de l'information

% du PIB  
2019 ou dernière année connue



### Indice de restrictivité des échanges de services numériques de l'OCDE

Du minimum au maximum de restrictions  
Indice de 0 à 1, 2022

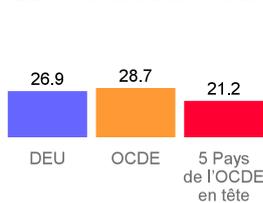


## Inclusivité, protection sociale et vieillissement démographique

- Le vieillissement rapide de la population va réduire la marge de manœuvre budgétaire et exacerber les pénuries de main-d'œuvre. Nombre de seniors et de travailleurs peu qualifiés rencontrent des difficultés pour mettre à jour leurs compétences.
- Beaucoup de femmes travaillent à temps partiel et sont surqualifiées pour les emplois qu'elles occupent.
- Les inégalités en matière de résultats scolaires sont parmi les plus fortes de la zone OCDE. Les pénuries d'enseignants sont élevées. L'accès aux services d'accueil et d'éducation des jeunes enfants est limité du fait du caractère informel et décentralisé des procédures d'inscription.
- Améliorer les possibilités de formation pour les adultes et faciliter la participation de personnes peu qualifiées par une meilleure reconnaissance des acquis et une sensibilisation sur le lieu de travail.
- Réformer les règles actuelles d'imposition commune des couples pour inciter les seconds apporteurs de revenus à venir étoffer l'offre de main-d'œuvre.
- Élargir encore l'accès à l'éducation préscolaire en centralisant les procédures d'inscription dans les municipalités.
- Améliorer la qualité de l'éducation de base en réalisant fréquemment des évaluations des performances, de façon à mieux cibler le soutien et à améliorer la qualité de l'enseignement.

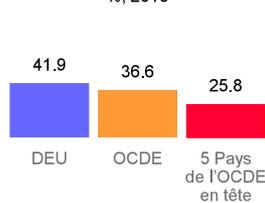
### Intensité moyenne de la pauvreté après impôts et transferts

Seuil de pauvreté à 60 % du revenu disponible médian  
2021 ou dernière année connue



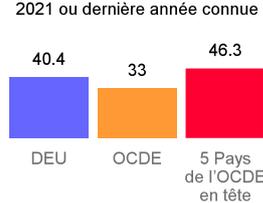
### Impact du milieu socio-économique sur le score au PISA en compréhension de l'écrit

%, 2018



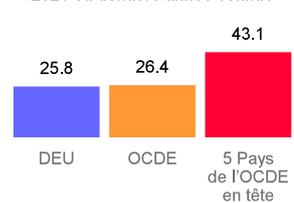
### Ampleur de la redistribution

Différences entre les coeff. de Gini du revenu marchand et du revenu disponible rapportées aux coeff. du revenu disponible, %  
2021 ou dernière année connue



### Niveaux de revenu garantis par les prestations en espèces assurant un revenu minimum

% du revenu disponible médian, 2021 ou dernière année connue

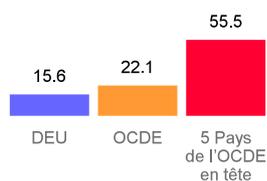


## Transition climatique

- L'Allemagne s'est fixé l'objectif ambitieux de parvenir à la neutralité climatique en 2045, ce qui suppose de tripler la vitesse de réduction de ses émissions. La tarification des émissions peut être un moyen efficace de les réduire, mais les niveaux de prix sont trop faibles, peu prévisibles et disparates.
- Les mesures d'aide au revenu destinées aux ménages affectés par la hausse des prix du carbone ne sont pas bien ciblées en raison de la faiblesse des données et des infrastructures IT.
- La crise énergétique a mis en lumière la nécessité d'accélérer le développement des énergies renouvelables. La production d'électricité à partir de sources d'énergie renouvelable est moins stable dans le temps, mais les signaux-prix ne contribuent pas à mieux équilibrer l'offre et la demande.
- Fixer, pour tous les secteurs non couverts par le système d'échange de quotas d'émission de l'UE (SEQE-UE), un plafond d'émission conforme aux objectifs nationaux de réduction des émissions, et supprimer progressivement les subventions et dépenses fiscales en lien avec les combustibles fossiles.
- Permettre de consulter, de croiser et d'analyser les ensembles de données administratives entre différents niveaux d'administration, de façon à mieux cibler le soutien tout en garantissant un niveau élevé de protection et de confidentialité des données.
- Rationaliser et simplifier les procédures d'obtention d'autorisations pour les installations solaires et éoliennes.
- Instaurer des frais de réseau variables dans le temps.

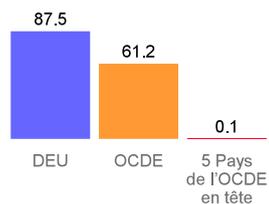
**Part des énergies renouvelables dans le mix énergétique**

%, moyenne sur la période 2019-21 ou dernière année connue



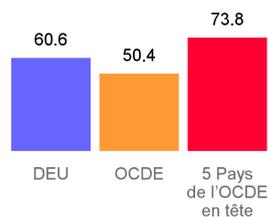
**Pourcentage de la population exposée à plus de 10 µg/m³ de PM2.5**

%, moyenne sur la période 2017-19



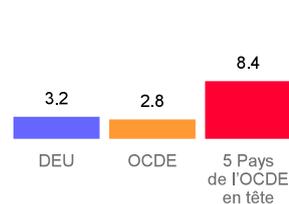
**Score de tarification du carbone**

%, à 30 EUR par tonne de CO2, 2018



**Budget public de R-D consacré à l'environnement**

% du budget public total de R-D 2021 ou dernière année connue

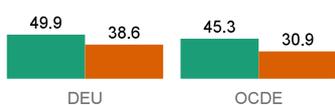


## Performance globale

**Économie**

Milliers USD par habitant 2022 ou dernière année connue

■ Produit intérieur brut  
■ Revenu disponible ajusté brut des ménages



**Inégalités et pauvreté**

2021 ou dernière année connue

■ Coefficient de Gini après impôts et transferts (indice variant sur une échelle de 0 à 100)  
■ Taux de pauvreté, seuil de pauvreté à 60 % du revenu disponible médian (%)



**Environnement et climat**

1 unité de PIB, 2021

↓  
0.18 émissions de GES  
0.24 (OCDE)

Coûts pour la protection sociale de la mortalité prématurée attribuable à la pollution de l'air ambiant par les particules  
% en équivalent PIB, 2019





## Écarts de performance

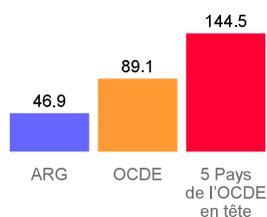
## Recommandations

### Fonctionnement des marchés de produits et des marchés du travail

- La productivité est faible en raison d'une concurrence intérieure et extérieure insuffisante dans de nombreux marchés. Des obstacles importants aux échanges privent l'économie des bénéfices de la concurrence internationale. La réglementation des marchés de produits et les obstacles administratifs entravent l'arrivée de nouveaux entrants sur le marché et le jeu de la concurrence.
- La charge fiscale des entreprises est l'une des plus élevées de la région, et certains impôts auxquelles elles sont assujetties sont source de fortes distorsions.
- Réduire les obstacles aux échanges pour faire baisser le coût des intrants intermédiaires et des biens d'équipement.
- Réduire les obstacles réglementaires internes à l'entrepreneuriat et à l'entrée sur le marché, y compris au niveau des provinces et des collectivités locales.
- Réformer la fiscalité des entreprises, notamment les taxes provinciales assises sur le chiffre d'affaires plutôt que sur les bénéfices.

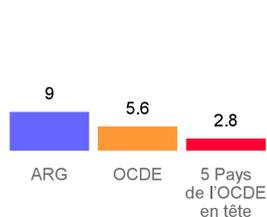
#### Productivité du travail

PIB par actif, USD  
2022



#### Taux de chômage

%, 2022



#### Réglementation des marchés de produits, ensemble de l'économie

Du minimum au maximum de restrictions  
Indice variant de 0 à 6, 2018

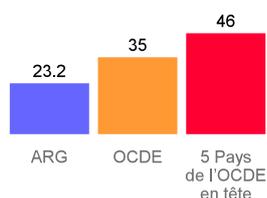


### Transition numérique

- L'Argentine s'est employée à améliorer l'accès pour tous aux services numériques. Le nombre d'utilisateurs d'Internet ainsi que les abonnements au haut débit mobile actif et fixe ont augmenté. Le pays a fait des progrès en ce qui concerne la transformation numérique de l'administration, mais l'inclusion numérique reste problématique.
- La faiblesse des résultats scolaires laisse supposer des failles dans la qualité de l'enseignement et freine l'acquisition de compétences numériques. L'accès limité à une formation professionnelle de qualité exacerbe les pénuries de compétences.
- Améliorer la qualité de l'enseignement public, notamment en renforçant la formation des enseignants et en réduisant le décrochage scolaire.
- Monter en puissance dans les programmes actifs du marché du travail contenant un volet de formation, notamment lorsqu'ils contribuent à rapprocher les compétences numériques des besoins du secteur privé.
- Accroître l'efficacité de l'enseignement et de la formation professionnels pour réduire les écarts de compétences sur le marché du travail.

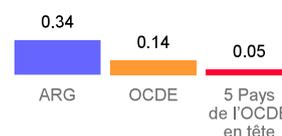
#### Nombre d'abonnements au haut débit fixe pour 100 habitants

2021 ou dernière année connue



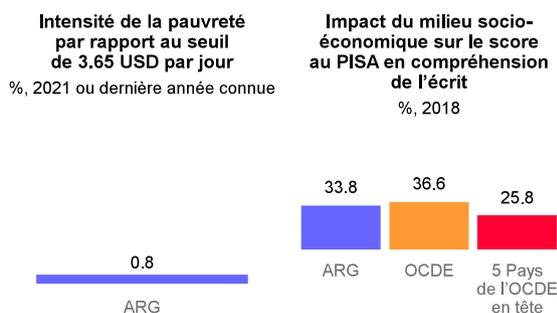
#### Indice de restrictivité des échanges de services numériques de l'OCDE

Du minimum au maximum de restrictions  
Indice de 0 à 1, 2022



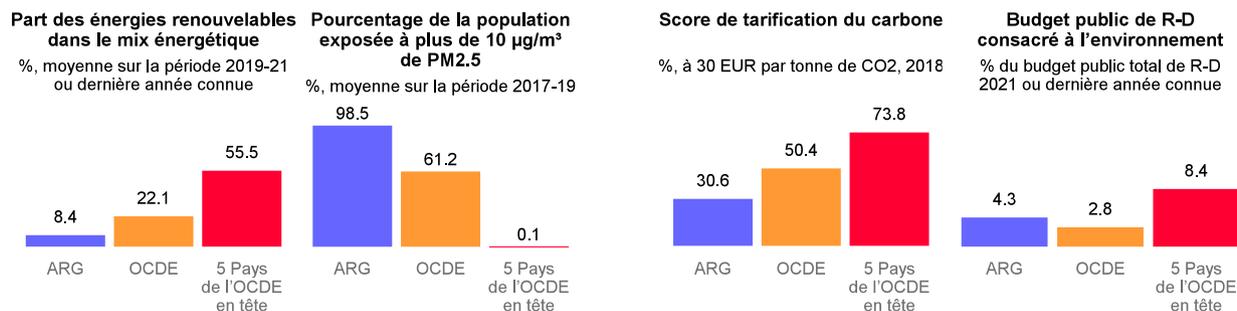
### Inclusivité, protection sociale et vieillissement démographique

- La pauvreté se maintient à un niveau élevé, et l'extrême pauvreté a été aggravée par la hausse de l'inflation. Un tiers de la main-d'œuvre travaille dans le secteur informel, avec une protection sociale quasi inexistante, tandis que les emplois déclarés sont protégés par une législation rigide, avec des coûts de main-d'œuvre non salariaux élevés.
- Les dépenses sociales sont orientées vers des subventions énergétiques très régressives malgré l'existence de programmes de transfert monétaires efficaces qui pourraient être étendus.
- La qualité insuffisante de l'enseignement public nuit à l'égalité des chances et entrave la mobilité sociale.
- Orienter les dépenses sociales non plus vers les subventions énergétiques mais vers les transferts monétaires conditionnels. Réduire les contributions de sécurité sociale pour les travailleurs à faibles revenus pour stimuler la création d'emplois dans le secteur formel.
- Étendre à l'ensemble de l'économie le régime d'assurance-chômage en place dans le secteur de la construction, qui repose sur des comptes individuels, tout en réduisant les coûts de licenciement.
- Améliorer l'efficacité des dépenses publiques dans l'éducation en fusionnant les instituts de formation des enseignants, qui sont fragmentés, et en dirigeant davantage de fonds vers la petite enfance et l'enseignement professionnel.

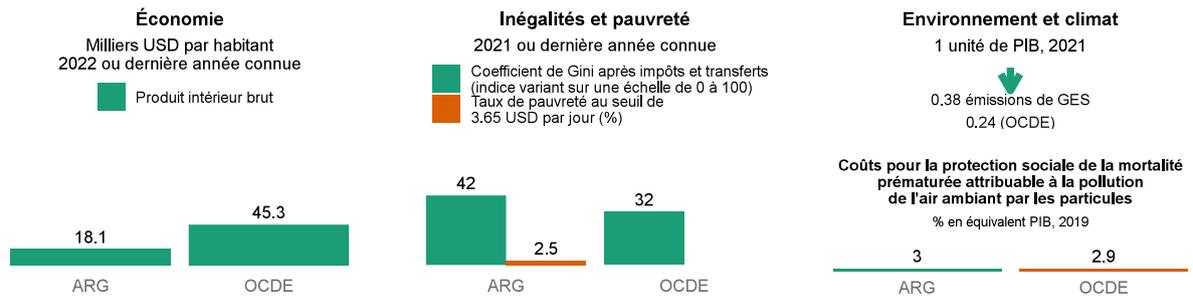


### Transition climatique

- Les émissions de GES et la déforestation ont baissé, mais des politiques plus ambitieuses, notamment en faveur du développement des sources d'énergie renouvelables, sont nécessaires. L'approvisionnement énergétique reste dominé par les combustibles fossiles, qui représentent 90 % du total.
- Augmenter la production d'énergies renouvelables et poursuivre le développement d'un système d'alerte précoce et automatique pour enrayer la déforestation.
- Mettre en œuvre des mesures de réduction de la pollution atmosphérique, notamment en taxant les véhicules en fonction de leurs émissions.



## Performance globale



# AUSTRALIE



## Écarts de performance

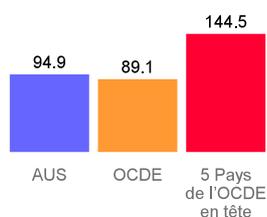
## Recommandations

### Fonctionnement des marchés de produits et des marchés du travail

- Certains signes pointent une moindre intensité de la concurrence sur les marchés de produits et une baisse de la mobilité de la main-d'œuvre. La croissance de la productivité a également marqué le pas. De plus, environ un cinquième des travailleurs australiens doivent avoir une autorisation pour exercer leur profession, ce qui accroît les coûts économiques, notamment en freinant le redéploiement des ressources.
- Incrire dans la législation le principe de la reconnaissance mutuelle automatique des autorisations professionnelles dans tous les États.
- Améliorer la collecte des données sur les régimes d'autorisations professionnelles dans l'ensemble du pays et réfléchir à de nouvelles pistes d'harmonisation.

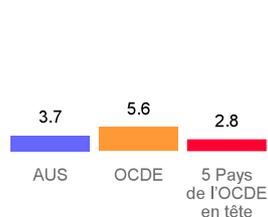
#### Productivité du travail

PIB par actif, USD  
2022



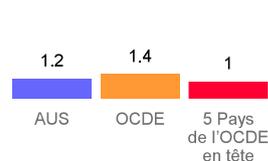
#### Taux de chômage

%, 2022



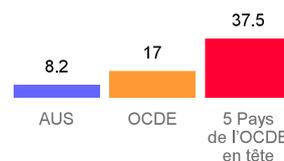
#### Réglementation des marchés de produits, ensemble de l'économie

Du minimum au maximum de restrictions  
Indice variant de 0 à 6, 2018



#### Dépenses liées aux politiques actives du marché du travail par chômeur

% du PIB par habitant  
2020 ou dernière année connue

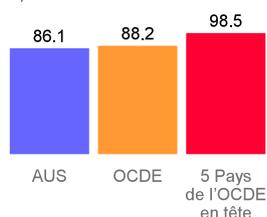


### Transition numérique

- L'accès au très haut débit est faible comparé à d'autres pays développés, alors que l'amélioration de la connectivité est cruciale pour développer l'économie numérique de l'Australie.
- L'adoption par les entreprises australiennes des technologies numériques peut également être accrue.
- Continuer d'améliorer l'accès au très haut débit, notamment en poursuivant les investissements dans le Réseau national à haut débit.
- Étendre à d'autres secteurs le système de droit des consommateurs en matière de données.

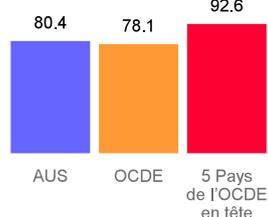
#### Part des ménages disposant d'un accès internet haut débit à domicile

%, 2021 ou dernière année connue



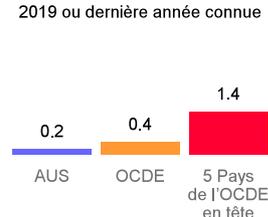
#### Entreprises dotées d'un site web ou d'une page d'accueil

%, 2021 ou dernière année connue



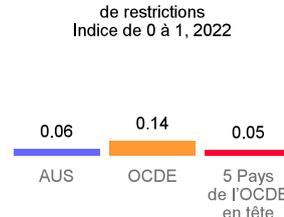
#### Dépenses de R-D des entreprises dans les secteurs de l'information

% du PIB  
2019 ou dernière année connue



#### Indice de restrictivité des échanges de services numériques de l'OCDE

Du minimum au maximum de restrictions  
Indice de 0 à 1, 2022



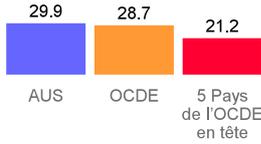
### Inclusivité, protection sociale et vieillissement démographique

- Le taux de remplacement assuré par les allocations de chômage reste parmi les plus bas observés dans les pays de l'OCDE, de sorte que ces prestations sont inférieures au seuil de pauvreté relative.
- Envisager de relever le taux de remplacement assuré par les allocations chômage.
- Intégrer la Stratégie d'évaluation des politiques publiques affectant les autochtones, élaborée par la Commission de la productivité,

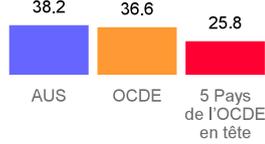
- Les disparités économiques et les écarts de bien-être entre les Australiens autochtones et le reste de la population restent considérables.

dans le processus d'élaboration et d'évaluation de l'action de tous les organismes publics australiens.

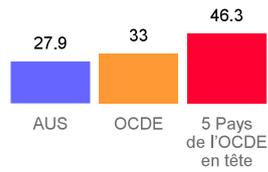
**Intensité moyenne de la pauvreté après impôts et transferts**  
Seuil de pauvreté à 60 % du revenu disponible médian 2021 ou dernière année connue



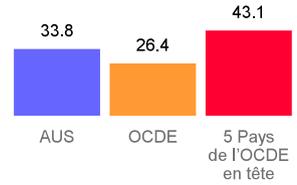
**Impact du milieu socio-économique sur le score au PISA en compréhension de l'écrit**  
%, 2018



**Ampleur de la redistribution**  
Différences entre les coeff. de Gini du revenu marchand et du revenu disponible rapportées aux coeff. du revenu disponible, % 2021 ou dernière année connue



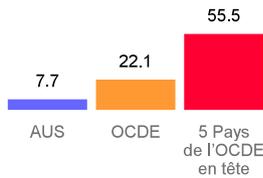
**Niveaux de revenu garantis par les prestations en espèces assurant un revenu minimum**  
% du revenu disponible médian, 2021 ou dernière année connue



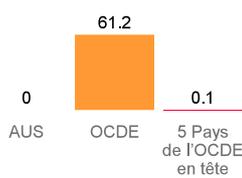
**Transition climatique**

- L'Australie s'est engagée à réduire ses émissions de carbone de 43 % d'ici 2030 par rapport à leur niveau de 2005, et à atteindre la neutralité en GES pour 2050. Néanmoins, pour que ce but soit atteint, il faudra que les émissions nationales de carbone diminuent à un rythme beaucoup plus rapide.
- Élaborer une stratégie nationale et intégrée de réduction des émissions à long terme, avec des objectifs clairs et les mesures correspondantes pour respecter les objectifs climatiques.
- Envisager d'étendre le « Mécanisme de sauvegarde » (*Safeguard Mechanism*), qui limite les émissions industrielles nettes, à un ensemble plus large de secteurs économiques.

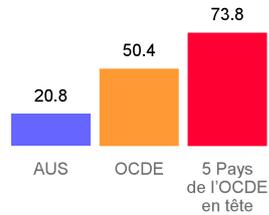
**Part des énergies renouvelables dans le mix énergétique**  
%, moyenne sur la période 2019-21 ou dernière année connue



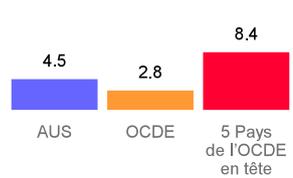
**Pourcentage de la population exposée à plus de 10 µg/m³ de PM2.5**  
%, moyenne sur la période 2017-19



**Score de tarification du carbone**  
%, à 30 EUR par tonne de CO2, 2018



**Budget public de R-D consacré à l'environnement**  
% du budget public total de R-D 2021 ou dernière année connue

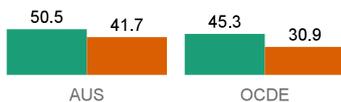


**Performance globale**

**Économie**

Milliers USD par habitant 2022 ou dernière année connue

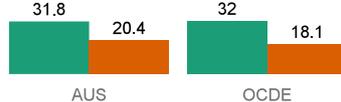
- Produit intérieur brut
- Revenu disponible ajusté brut des ménages



**Inégalités et pauvreté**

2021 ou dernière année connue

- Coefficient de Gini après impôts et transferts (indice variant sur une échelle de 0 à 100)
- Taux de pauvreté, seuil de pauvreté à 60 % du revenu disponible médian (%)



**Environnement et climat**

1 unité de PIB, 2021

0.41 émissions de GES  
0.24 (OCDE)

Coûts pour la protection sociale de la mortalité prématurée attribuable à la pollution de l'air ambiant par les particules  
% en équivalent PIB, 2019





## Écarts de performance

## Recommandations

### Fonctionnement des marchés de produits et des marchés du travail

- Nombre de secteurs de services professionnels échappent depuis longtemps au libre jeu de la concurrence du fait de l'existence de réglementations, d'autoréglementations et de mesures de protection des échanges et de l'investissement.
- La part de R&D des entreprises dans le secteur des hautes technologies est faible et inférieure à celle observée dans les pays champions de l'innovation. L'aide publique à la recherche et au développement prend principalement la forme d'incitations fiscales.
- Réduire les obstacles réglementaires à l'entrée de nouveaux acteurs dans le secteur des services marchands sans remettre en question les normes de qualité.
- Envisager de mettre en place des subventions directes en faveur de la recherche et du développement pour soutenir la recherche à risque élevé qui s'inscrivent dans le plus long terme.

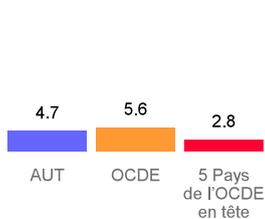
#### Productivité du travail

PIB par actif, USD  
2022



#### Taux de chômage

%, 2022



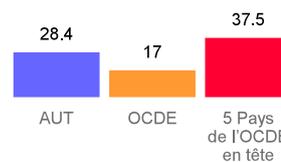
#### Réglementation des marchés de produits, ensemble de l'économie

Du minimum au maximum de restrictions  
Indice variant de 0 à 6, 2018



#### Dépenses liées aux politiques actives du marché du travail par chômeur

% du PIB par habitant  
2020 ou dernière année connue

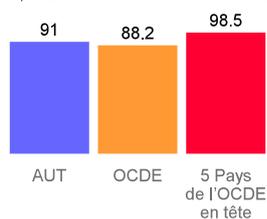


### Transition numérique

- L'Autriche accuse un retard de numérisation par rapport aux pays européens les plus performants. La couverture en haut débit fixe, notamment dans les catégories de débit les plus élevées, est inférieure à la plupart des pays européens.
- La dynamique relativement faible du secteur des entreprises, et en particulier l'apport limité de capital risque privé, limite la diffusion des technologies numériques.
- Élargir l'accès à un Internet de qualité dans l'ensemble du pays et atteindre l'objectif national et européen de connectivité gigabit pour tous les foyers d'ici 2030.
- Rendre plus efficaces les instruments de financement de la création et du développement des entreprises en évitant les mécanismes trop complexes et en améliorant le contexte permettant à des investisseurs institutionnels d'investir dans le capital-risque, par exemple en approfondissant les marchés financiers de l'Autriche.

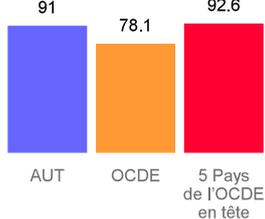
#### Part des ménages disposant d'un accès internet haut débit à domicile

%, 2021 ou dernière année connue



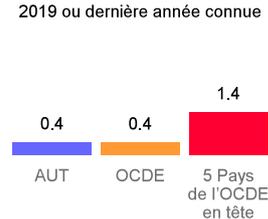
#### Entreprises dotées d'un site web ou d'une page d'accueil

%, 2021 ou dernière année connue



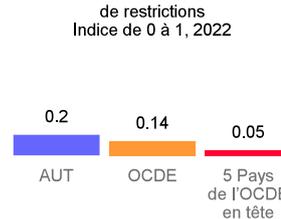
#### Dépenses de R-D des entreprises dans les secteurs de l'information

% du PIB  
2019 ou dernière année connue



#### Indice de restrictivité des échanges de services numériques de l'OCDE

Du minimum au maximum de restrictions  
Indice de 0 à 1, 2022

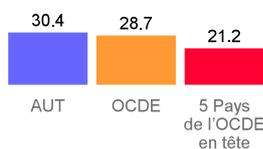


### Inclusivité, protection sociale et vieillissement démographique

- Le vieillissement va se traduire par une baisse de la main-d'œuvre de 5 % à l'horizon 2040 et risque d'exacerber des pénuries de main-d'œuvre déjà criantes. Le vieillissement pèsera également sur le financement des retraites, du système de santé et des soins de longue durée.
- De plus, la participation des femmes au marché du travail est faible, notamment en raison de l'insuffisance de services de garde d'enfants de qualité.
- Assurer la viabilité à long terme du système de retraite, par exemple en indexant l'âge de départ à la retraite sur l'espérance de vie.
- Limiter les possibilités de retraite anticipée en continuant de réformer les conditions d'accès à une pension d'invalidité, en améliorant les mesures de prévention et de réadaptation, et en renforçant les incitations à poursuivre l'activité professionnelle à un âge avancé tout en assurant de bonnes conditions de travail.
- Améliorer la disponibilité et la qualité des services d'accueil des jeunes enfants sur l'ensemble du territoire, en particulier en zone rurale.

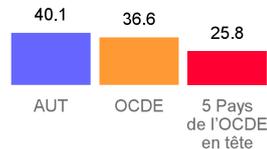
#### Intensité moyenne de la pauvreté après impôts et transferts

Seuil de pauvreté à 60 % du revenu disponible médian 2021 ou dernière année connue



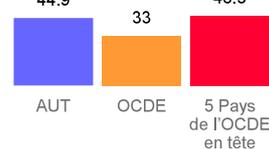
#### Impact du milieu socio-économique sur le score au PISA en compréhension de l'écrit

%, 2018



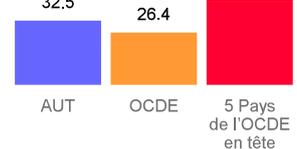
#### Ampleur de la redistribution

Différences entre les coeff. de Gini du revenu marchand et du revenu disponible rapportées aux coeff. du revenu disponible, % 2021 ou dernière année connue



#### Niveaux de revenu garantis par les prestations en espèces assurant un revenu minimum

% du revenu disponible médian, 2021 ou dernière année connue

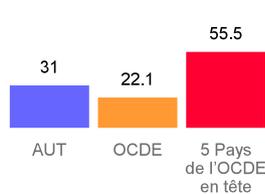


### Transition climatique

- L'intensité carbone de l'économie baisse trop lentement au regard de l'ambitieux objectif de neutralité climatique à l'horizon 2040. La réforme fiscale « éco-sociale » de 2022 est opportune, mais des mesures supplémentaires seront nécessaires étant donné que la tarification du carbone et la fiscalité de l'énergie devraient rester plus basses et moins homogènes que dans les pays comparables, au moins pendant un temps.
- Concevoir et mettre en œuvre des cadres réglementaires parallèlement à des programmes d'investissement dans les technologies de réduction des émissions afin d'aligner la trajectoire des émissions sur les objectifs.
- Continuer de relever et d'harmoniser les prix du carbone après 2025 en intégrant la plus grande part possible d'émissions dans le système d'échange de quotas d'émission de l'UE et du pays.
- Supprimer l'écart de taxe entre l'essence et le gazole.

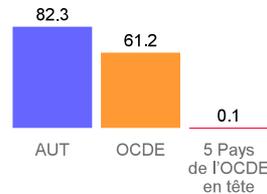
#### Part des énergies renouvelables dans le mix énergétique

%, moyenne sur la période 2019-21 ou dernière année connue



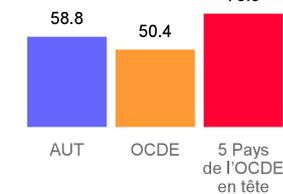
#### Pourcentage de la population exposée à plus de 10 µg/m³ de PM2.5

%, moyenne sur la période 2017-19



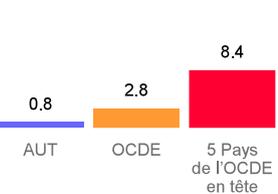
#### Score de tarification du carbone

%, à 30 EUR par tonne de CO2, 2018



#### Budget public de R-D consacré à l'environnement

% du budget public total de R-D 2021 ou dernière année connue

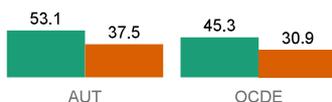


## Performance globale

### Économie

Milliers USD par habitant 2022 ou dernière année connue

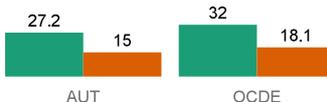
■ Produit intérieur brut  
■ Revenu disponible ajusté brut des ménages



### Inégalités et pauvreté

2021 ou dernière année connue

■ Coefficient de Gini après impôts et transferts (indice variant sur une échelle de 0 à 100)  
■ Taux de pauvreté, seuil de pauvreté à 60 % du revenu disponible médian (%)



### Environnement et climat

1 unité de PIB, 2021

0.17 émissions de GES  
0.24 (OCDE)

Coûts pour la protection sociale de la mortalité prématurée attribuable à la pollution de l'air ambiant par les particules  
% en équivalent PIB, 2019





## Écarts de performance

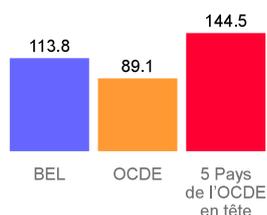
## Recommandations

### Fonctionnement des marchés de produits et des marchés du travail

- Le mécanisme de fixation des salaires contribue à la faiblesse des inégalités salariales mais risque d'entraver la réallocation des emplois, ce qui freine la croissance de la productivité.
- L'indexation automatique des salaires préserve le pouvoir d'achat mais entraîne des revalorisations salariales plus rapides que chez les partenaires commerciaux, pesant sur la compétitivité à court terme lorsque l'inflation est élevée.
- Encourager le recours aux mécanismes existants dans le cadre des accords de branche, afin que l'évolution des salaires corresponde mieux à celle de la productivité des entreprises.
- Assouplir les mécanismes d'indexation des salaires, tout en veillant à les coordonner si de futures évaluations font apparaître qu'ils ne tiennent pas compte du cycle économique.

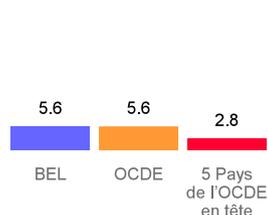
#### Productivité du travail

PIB par actif, USD  
2022



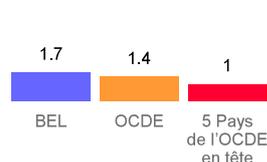
#### Taux de chômage

%, 2022



#### Réglementation des marchés de produits, ensemble de l'économie

Du minimum au maximum de restrictions  
Indice variant de 0 à 6, 2018



#### Dépenses liées aux politiques actives du marché du travail par chômeur

% du PIB par habitant  
2020 ou dernière année connue

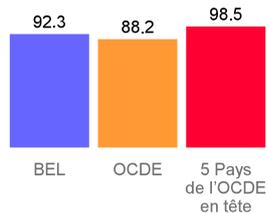


### Transition numérique

- Les entreprises ont très largement recours aux technologies numériques, mais la faible part de la fibre optique et le retard du déploiement de la 5G limitent leur adoption future. Le niveau élevé des prix des services d'accès à l'internet à haut débit et la concentration du marché pourraient tenir à la faiblesse de la concurrence dans le secteur des communications.
- Il est possible d'aller plus loin concernant la transformation numérique du secteur public.
- Supprimer les obstacles qui peuvent retarder le déploiement du réseau à très haut débit et de la 5G, notamment les limites strictes appliquées aux champs électromagnétiques et la lenteur du processus de délivrance des autorisations.
- Faciliter les changements de fournisseurs de services pour les consommateurs.
- Assurer prioritairement que le secteur public soit doté des compétences numériques requises pour lui permettre de mieux utiliser et déployer les outils numériques. Promouvoir la cohérence des stratégies numériques à tous les échelons de l'administration publique.

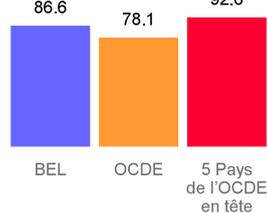
#### Part des ménages disposant d'un accès internet haut débit à domicile

%, 2021 ou dernière année connue



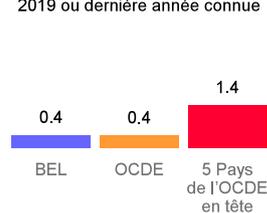
#### Entreprises dotées d'un site web ou d'une page d'accueil

%, 2021 ou dernière année connue



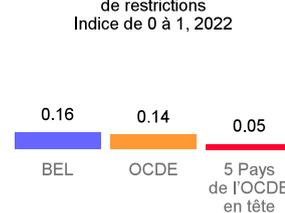
#### Dépenses de R-D des entreprises dans les secteurs de l'information

% du PIB  
2019 ou dernière année connue



#### Indice de restrictivité des échanges de services numériques de l'OCDE

Du minimum au maximum de restrictions  
Indice de 0 à 1, 2022



### Inclusivité, protection sociale et vieillissement démographique

- Les bons résultats scolaires d'ensemble des élèves belges sont analogues à ceux des pays comparables, mais leur réussite individuelle dépend fortement de leur milieu socioéconomique.
- La participation à la formation continue des personnes peu qualifiées, des catégories à faible revenu et des personnes en situation de handicap est limitée, ce qui explique en partie la faiblesse des taux d'emploi et de la mobilité de la main-d'œuvre.
- Renforcer les incitations des enseignants à travailler dans les établissements scolaires défavorisés. Mieux affecter les financements des établissements scolaires en fonction des résultats scolaires des élèves venant de milieux défavorisés.
- Rationaliser le système de formation tout au long de la vie, et réserver en priorité aux groupes vulnérables les services d'orientation professionnelle en face à face.

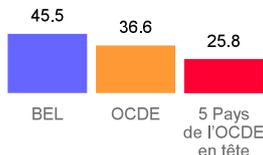
**Intensité moyenne de la pauvreté après impôts et transferts**

Seuil de pauvreté à 60 % du revenu disponible médian 2021 ou dernière année connue



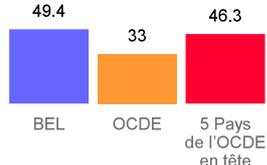
**Impact du milieu socio-économique sur le score au PISA en compréhension de l'écrit**

%, 2018



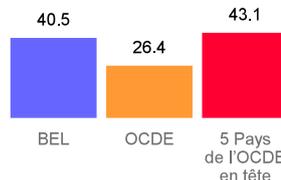
**Ampleur de la redistribution**

Différences entre les coeff. de Gini du revenu marchand et du revenu disponible rapportées aux coeff. du revenu disponible, % 2021 ou dernière année connue



**Niveaux de revenu garantis par les prestations en espèces assurant un revenu minimum**

% du revenu disponible médian, 2021 ou dernière année connue

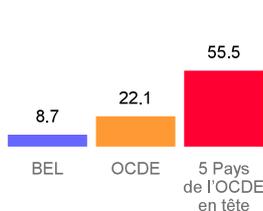


**Transition climatique**

- En Belgique, il n'existe pas de dispositif d'imposition explicite du carbone, en dehors du système d'échange de quotas d'émission de l'Union européenne (SEQE-UE). La consommation de combustibles fossiles est favorisée par une fiscalité modérée et des subventions généralisées.
- La cohérence entre les politiques régionales et fédérale doit être largement améliorée dans le cadre du plan national sur l'énergie et le climat.
- Mettre en place une taxe sur le carbone pour les secteurs qui ne sont pas soumis au système d'échange de quotas d'émission de l'Union européenne (SEQE-UE), et élaborer des mesures de compensation pour les ménages vulnérables.
- Présenter une vision nationale intégrée des plans climatiques convenus aux niveaux fédéral et régional et déterminer comment mutualiser les efforts à déployer pour atteindre les objectifs climatiques à l'horizon 2030.

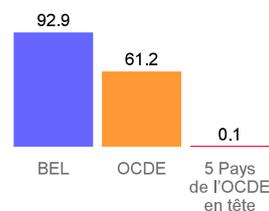
**Part des énergies renouvelables dans le mix énergétique**

%, moyenne sur la période 2019-21 ou dernière année connue



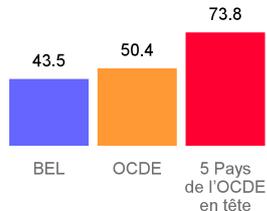
**Pourcentage de la population exposée à plus de 10 µg/m³ de PM2.5**

%, moyenne sur la période 2017-19



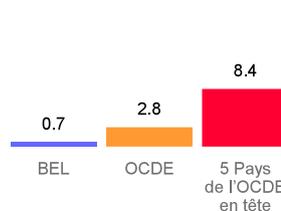
**Score de tarification du carbone**

%, à 30 EUR par tonne de CO2, 2018



**Budget public de R-D consacré à l'environnement**

% du budget public total de R-D 2021 ou dernière année connue

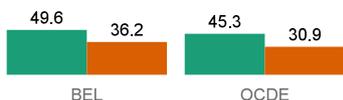


**Performance globale**

**Économie**

Milliers USD par habitant 2022 ou dernière année connue

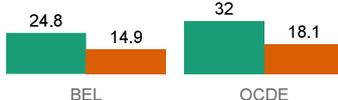
■ Produit intérieur brut  
■ Revenu disponible ajusté brut des ménages



**Inégalités et pauvreté**

2021 ou dernière année connue

■ Coefficient de Gini après impôts et transferts (indice variant sur une échelle de 0 à 100)  
■ Taux de pauvreté, seuil de pauvreté à 60 % du revenu disponible médian (%)



**Environnement et climat**

1 unité de PIB, 2021

0.2 émissions de GES  
0.24 (OCDE)

Coûts pour la protection sociale de la mortalité prématurée attribuable à la pollution de l'air ambiant par les particules % en équivalent PIB, 2019





## Écarts de performance

## Recommandations

### Fonctionnement des marchés de produits et des marchés du travail

- Les échanges font toujours face à des obstacles importants, et des progrès pourraient être faits pour les faciliter. La concurrence par les entreprises étrangères est limitée par des droits de douane élevés qui s'ajoutent à des obstacles non tarifaires, parmi lesquels des obligations de contenu local.
- Dans six professions réglementées, à savoir celles de comptable, d'architecte, d'ingénieur, d'agent immobilier, d'avocat et de notaire, les freins réglementaires à la concurrence restent importants. Parmi eux figurent des contraintes sur la forme juridique que peuvent adopter les entreprises dans ces secteurs et qui confèrent aux associations professionnelles de larges pouvoirs pour définir l'accès au marché et fixer des prix planchers.
- L'enseignement est de faible qualité tandis que la formation professionnelle n'est pas suffisamment développée.
- Réduire les obstacles tarifaires et non tarifaires, à commencer par ceux qui affectent les biens d'équipement et les intrants intermédiaires, et poursuivre la numérisation et la simplification des formalités commerciales.
- Restreindre le rôle des associations professionnelles dans la fixation des prix et la limitation de l'accès aux professions réglementées.
- Procéder à une évaluation de la concurrence pour déterminer si les contraintes réglementaires imposées aux professionnels sont réellement nécessaires.
- Consacrer davantage de ressources à la formation professionnelle pour combler les écarts de compétences et promouvoir l'intégration dans le marché du travail.

#### Productivité du travail

PIB par actif, USD  
2022



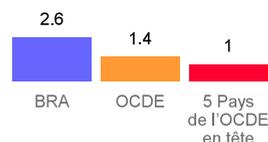
#### Taux de chômage

%, 2022



#### Réglementation des marchés de produits, ensemble de l'économie

Du minimum au maximum de restrictions  
Indice variant de 0 à 6, 2018

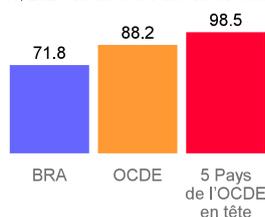


### Transition numérique

- L'utilisation d'Internet a augmenté pour passer à 80 % de la population en 2020. Durant la pandémie, le commerce électronique a également gagné du terrain, porté par l'introduction du système de paiement instantané exploité par la banque centrale. Pour autant, l'accès au haut débit fixe ne concerne encore que 17 % de la population.
- Amplifier l'investissement public pour améliorer la couverture du réseau haut débit, y compris en subventionnant le dernier kilomètre.
- Poursuivre le développement de services administratifs électroniques et l'intégration d'administrations infranationales à la plateforme fédérale.

#### Part des ménages disposant d'un accès internet haut débit à domicile

%, 2021 ou dernière année connue



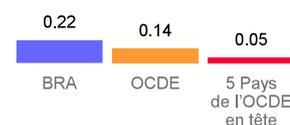
#### Entreprises dotées d'un site web ou d'une page d'accueil

%, 2021 ou dernière année connue



#### Indice de restrictivité des échanges de services numériques de l'OCDE

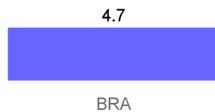
Du minimum au maximum de restrictions  
Indice de 0 à 1, 2022



### Inclusivité, protection sociale et vieillissement démographique

- Malgré la hausse récente des transferts monétaires et l'extension de la couverture, la pauvreté reste élevée et les inégalités sont bien plus fortes que dans tout autre pays de l'OCDE.
- L'importante dimension informelle du marché du travail contribue à des revenus faibles et instables pour de nombreux travailleurs vulnérables et peu qualifiés.
- Orienter davantage les dépenses publiques vers les prestations qui ciblent efficacement les ménages à faibles revenus.
- Améliorer l'accès à l'éducation préscolaire afin de promouvoir l'égalité des chances et de permettre à davantage de mères de rechercher un emploi rémunérateur.
- Améliorer la qualité de l'enseignement primaire et secondaire pour réduire les écarts de compétences.

**Intensité de la pauvreté par rapport au seuil de 3.65 USD par jour**  
%, 2021 ou dernière année connue



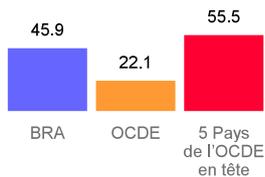
**Impact du milieu socio-économique sur le score au PISA en compréhension de l'écrit**  
%, 2018



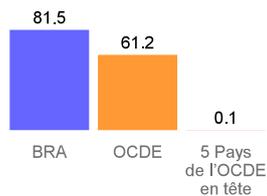
### Transition climatique

- 45 % de l'énergie étant produite par des sources renouvelables, les émissions de dioxyde de carbone dues à la combustion d'énergie sont relativement faibles. Néanmoins, la déforestation a considérablement augmenté au cours des trois dernières années, ce qui a porté les émissions à la hausse et réduit la capacité d'absorption de la forêt.
- Mieux appliquer les protections offertes par le cadre juridique existant pour lutter contre la déforestation illégale, et attribuer des ressources humaines suffisantes et un budget approprié aux organismes chargés de faire respecter le droit de l'environnement.
- Poursuivre la diversification des sources d'électricité en développant l'énergie solaire et éolienne afin de limiter la dépendance à l'énergie hydroélectrique.

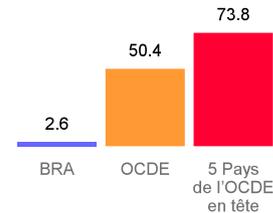
**Part des énergies renouvelables dans le mix énergétique**  
%, moyenne sur la période 2019-21 ou dernière année connue



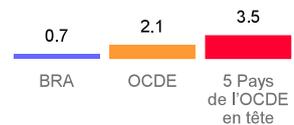
**Pourcentage de la population exposée à plus de 10 µg/m³ de PM2.5**  
%, moyenne sur la période 2017-19



**Score de tarification du carbone**  
%, à 30 EUR par tonne de CO2, 2018



**Recettes de taxes liées à l'environnement**  
% du PIB  
2020 ou dernière année connue

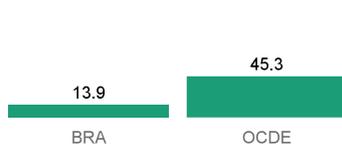


## Performance globale

### Économie

Milliers USD par habitant  
2022 ou dernière année connue

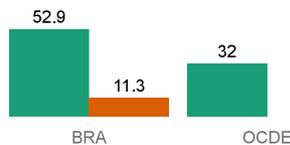
■ Produit intérieur brut



### Inégalités et pauvreté

2021 ou dernière année connue

■ Coefficient de Gini après impôts et transferts (indice variant sur une échelle de 0 à 100)  
■ Taux de pauvreté au seuil de 3.65 USD par jour (%)



### Environnement et climat

1 unité de PIB, 2021

0.35 émissions de GES  
0,24 (OCDE)

Coûts pour la protection sociale de la mortalité prématurée attribuable à la pollution de l'air ambiant par les particules

% en équivalent PIB, 2019



# BULGARIE



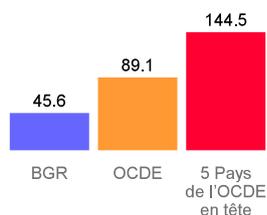
## Écarts de performance

## Recommandations

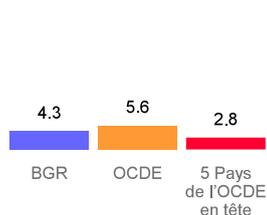
### Fonctionnement des marchés de produits et des marchés du travail

- Les lourdeurs administratives et la corruption continuent de peser sur l'activité des entreprises et d'entraver la concurrence.
- En ce qui concerne le marché du travail, au vu de la persistance des pénuries de main-d'œuvre et dans un contexte de diminution de cette dernière, il devient de plus en plus pressant d'améliorer la productivité du travail, qui se situe actuellement à des niveaux bas. La formation et la reconversion auront un rôle important à jouer dans la préparation des travailleurs aux transitions écologique et numérique.
- Introduire une procédure simplifiée de liquidation des PME.
- Élargir à l'ensemble de l'économie la compétence des autorités en matière de détection et d'enquête sur les faits de corruption.
- Accroître la transparence des procédures de sélection de l'ensemble des administrateurs et des membres de la direction des entreprises publiques.
- Intensifier la coopération entre les autorités locales et le secteur privé afin de développer la formation professionnelle en entreprise dans tout le pays.

**Productivité du travail**  
PIB par actif, USD  
2022



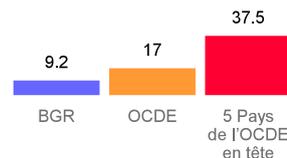
**Taux de chômage**  
%, 2022



**Réglementation des marchés de produits, ensemble de l'économie**  
Du minimum au maximum de restrictions  
Indice variant de 0 à 6, 2018



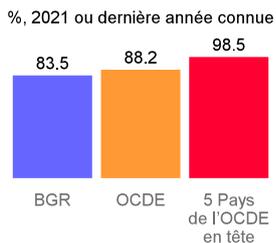
**Dépenses liées aux politiques actives du marché du travail par chômeur**  
% du PIB par habitant  
2020 ou dernière année connue



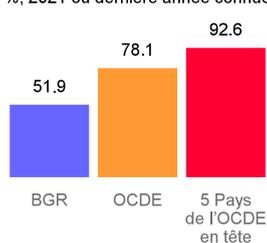
### Transition numérique

- Le secteur des TIC est une importante source de croissance et de valeur ajoutée avec une haute productivité du travail, mais il souffre de graves pénuries de main-d'œuvre. Il est nécessaire d'attirer et de former davantage de travailleurs qualifiés, et d'aider les PME à résorber la fracture numérique et à mener à bien la transformation en cours.
- Étendre la pénétration du haut débit.
- Élargir le soutien aux entreprises n'appartenant pas au secteur des hautes technologies pour lesquelles il est difficile d'accéder aux plateformes et qui ne disposent pas des connaissances nécessaires.
- Faire coïncider la formation des adultes avec les besoins en compétences des employeurs au moyen d'évaluations des compétences intégrées au cursus officiel.

**Part des ménages disposant d'un accès internet haut débit à domicile**  
%, 2021 ou dernière année connue



**Entreprises dotées d'un site web ou d'une page d'accueil**  
%, 2021 ou dernière année connue

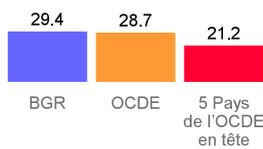


### Inclusivité, protection sociale et vieillissement démographique

- La Bulgarie est l'une des sociétés qui connaît le vieillissement le plus rapidement au monde, ce qui entraîne un besoin croissant de dépenses dans le domaine de la santé et des soins aux personnes âgées. Cet état de fait accentue les pressions qui s'exercent sur un système de sécurité sociale qui doit déjà assurer les transferts et services requis pour lutter contre la pauvreté et soutenir l'activation.
- Procéder à une refonte du système de protection sociale pour améliorer l'aide sociale, en augmentant les efforts déjà engagés pour relever les prestations afin de se rapprocher du seuil de pauvreté tout en améliorant les mesures d'activation.
- Renforcer les incitations à s'inscrire auprès de l'agence pour l'emploi, notamment en améliorant la formation, et envisager d'offrir une couverture santé (sociale) minimale aux inscrits.
- Faire revenir davantage d'expatriés pour étoffer la main-d'œuvre en renforçant la communication à destination de la diaspora bulgare.

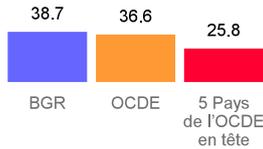
#### Intensité moyenne de la pauvreté après impôts et transferts

Seuil de pauvreté à 60 % du revenu disponible médian 2021 ou dernière année connue



#### Impact du milieu socio-économique sur le score au PISA en compréhension de l'écrit

%, 2018



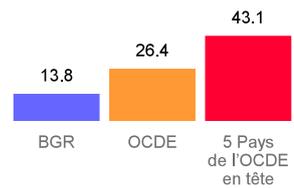
#### Ampleur de la redistribution

Différences entre les coeff. de Gini du revenu marchand et du revenu disponible rapportées aux coeff. du revenu disponible, % 2021 ou dernière année connue



#### Niveaux de revenu garantis par les prestations en espèces assurant un revenu minimum

% du revenu disponible médian, 2021 ou dernière année connue



### Changement climatique

- L'économie bulgare est une économie à forte intensité énergétique. Les investissements dans des sources d'énergie renouvelables et leur installation doivent être portés à la hausse, en particulier dans le solaire et l'éolien pour lesquels le pays présente un fort potentiel. L'abandon progressif du charbon, qui constitue toujours une source d'énergie majeure, sera difficile pour certaines régions qui restent fortement tributaires de l'exploitation des mines de charbon.
- Accélérer le déploiement de sources d'énergies renouvelables pour mettre à profit leur potentiel et sécuriser l'objectif de neutralité carbone.
- Élaborer une stratégie globale aux fins de la transition climatique, avec une feuille de route et des politiques visant à atteindre l'objectif de zéro émissions nettes.
- Découpler les droits de propriété foncière du terrain où la construction d'installations de production d'électricité à partir de sources renouvelables est prévue, tant que la location est garantie sur le long terme. Mettre en place un dispositif qui permettrait de vendre au gestionnaire du réseau l'électricité autoproduite non consommée.

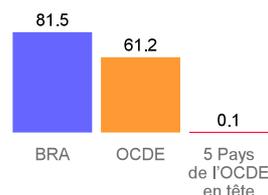
#### Part des énergies renouvelables dans le mix énergétique

%, moyenne sur la période 2019-21 ou dernière année connue



#### Pourcentage de la population exposée à plus de 10 µg/m³ de PM2.5

%, moyenne sur la période 2017-19



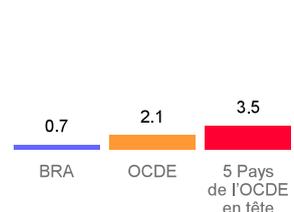
#### Score de tarification du carbone

%, à 30 EUR par tonne de CO2, 2018



#### Recettes de taxes liées à l'environnement

% du PIB 2020 ou dernière année connue



## Performance globale

#### Économie

Milliers USD par habitant 2022 ou dernière année connue

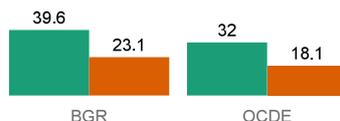
Produit intérieur brut



#### Inégalités et pauvreté

2021 ou dernière année connue

Coefficient de Gini après impôts et transferts (indice variant sur une échelle de 0 à 100)  
Taux de pauvreté, seuil de pauvreté à 60 % du revenu disponible médian (%)



#### Environnement et climat

1 unité de PIB, 2021

0.36 émissions de GES  
0.24 (OCDE)

#### Coûts pour la protection sociale de la mortalité prématurée attribuable à la pollution de l'air ambiant par les particules

% en équivalent PIB, 2019





## Écarts de performance

## Recommandations

### Fonctionnement des marchés de produits et des marchés du travail

- La croissance de la productivité reste plus faible au Canada que dans les pays de tête de l'OCDE. Les différences entre les réglementations provinciales applicables aux marchés de biens, de services et du travail font obstacle aux échanges intérieurs et entravent l'activité des entreprises.
- Le Canada a pris du retard par rapport à d'autres pays de l'OCDE s'agissant de l'adaptation de son droit de la concurrence à l'activité des grands producteurs de services numériques. Les allègements d'impôt accordés aux petites entreprises dissuadent les entreprises les plus performantes de croître, ce qui pèse sur la croissance de la productivité.
- Continuer de réduire les obstacles internes aux échanges, notamment en élargissant la portée de l'Accord de libre-échange canadien.
- Réfléchir à des mesures visant à prévenir les comportements anticoncurrentiels des grandes entreprises du secteur numérique.
- Supprimer les subventions fiscales aux petites entreprises, notamment en abaissant le taux de crédit d'impôt appliqué aux petites entreprises dans le cadre du Programme de la recherche scientifique et du développement expérimental (RS&DE) pour le rapprocher du taux appliqué aux grandes entreprises.

**Productivité du travail**  
PIB par actif, USD  
2022

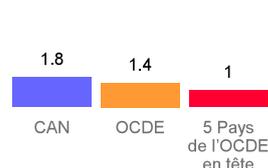


**Taux de chômage**  
%, 2022



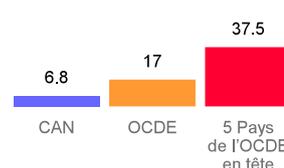
**Réglementation des marchés de produits, ensemble de l'économie**

Du minimum au maximum de restrictions  
Indice variant de 0 à 6, 2018



**Dépenses liées aux politiques actives du marché du travail par chômeur**

% du PIB par habitant  
2020 ou dernière année connue

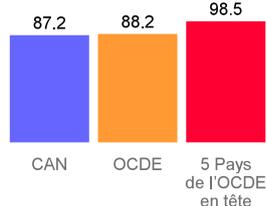


### Transition numérique

- Une concurrence plus vive entre les opérateurs de télécommunication pourrait faire baisser les prix et améliorer la qualité du réseau.
- La médiocrité de l'accès de certaines collectivités à l'internet à très haut débit entrave l'activité et limite les perspectives en dehors des villes canadiennes.
- Élargir l'accès au marché des opérateurs de réseaux virtuels mobiles et réduire les restrictions appliquées concernant les prises de participations étrangères.
- Améliorer les services de télécommunications dans les collectivités rurales et éloignées.

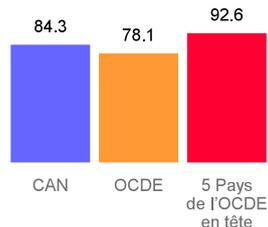
**Part des ménages disposant d'un accès internet haut débit à domicile**

%, 2021 ou dernière année connue



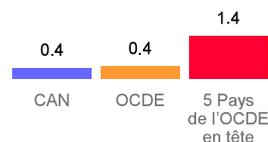
**Entreprises dotées d'un site web ou d'une page d'accueil**

%, 2021 ou dernière année connue



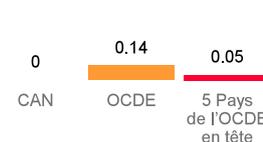
**Dépenses de R-D des entreprises dans les secteurs de l'information**

% du PIB  
2019 ou dernière année connue



**Indice de restrictivité des échanges de services numériques de l'OCDE**

Du minimum au maximum de restrictions  
Indice de 0 à 1, 2022

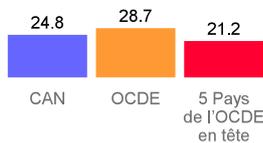


### Inclusivité, protection sociale et vieillissement démographique

- L'accès insuffisant à des services de garde d'enfants abordables pèse sur le taux d'activité des femmes et l'égalité entre les genres.
- Ces dernières années, les prix des logements ont fortement augmenté au Canada, rendant plus difficile l'accès de nombreux Canadiens à la propriété, en particulier dans les villes.
- De larges disparités socioéconomiques perdurent entre les peuples autochtones et non-autochtones.
- Le système de santé publique national du Canada ne prend pas en charge les médicaments. Le prix élevé des médicaments peut mettre à plus rude épreuve encore le budget des ménages vulnérables à faible revenu.
- Suivre et, si nécessaire, soutenir les efforts déployés par les provinces et territoires pour réduire le coût des services de garde d'enfants conformément selon les accords conclus avec le gouvernement fédéral.
- Dans le cadre des efforts accomplis pour améliorer l'accessibilité financière du logement, coopérer avec les administrations infranationales pour réduire les obstacles à l'offre de logements dans les zones urbaines.
- Encourager l'autodétermination des peuples autochtones, notamment en renforçant les capacités des autorités autochtones.
- Mettre en application le projet de négociation portant sur le déploiement progressif d'une assurance-médicaments pour tous.

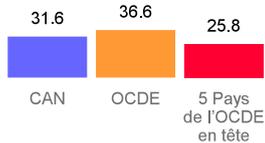
#### Intensité moyenne de la pauvreté après impôts et transferts

Seuil de pauvreté à 60 % du revenu disponible médian 2021 ou dernière année connue



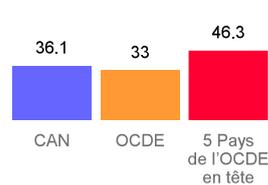
#### Impact du milieu socio-économique sur le score au PISA en compréhension de l'écrit

%, 2018



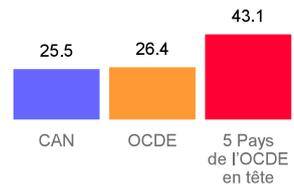
#### Ampleur de la redistribution

Différences entre les coeff. de Gini du revenu marchand et du revenu disponible rapportées aux coeff. du revenu disponible, % 2021 ou dernière année connue



#### Niveaux de revenu garantis par les prestations en espèces assurant un revenu minimum

% du revenu disponible médian, 2021 ou dernière année connue

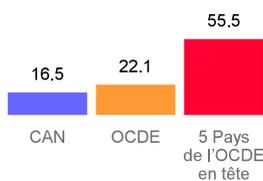


### Transition climatique

- L'économie canadienne émet davantage de gaz à effet de serre par habitant que la plupart des économies de l'OCDE. Pour parvenir à réduire fortement ces émissions, le Canada devra largement évoluer vers les énergies propres et réaliser des gains d'efficacité énergétique.
- Les incitations prévues par les systèmes de tarification du carbone en place dans certaines provinces sont trop faibles pour que le Canada soit en mesure d'atteindre ses objectifs en matière d'émissions. L'exclusion de certaines sources d'émissions réduit l'efficacité du cadre national de tarification du carbone.
- Les politiques relatives au prix de l'électricité de certains marchés provinciaux de l'électricité favorisent une importante consommation d'énergie et réduisent le rendement des investissements dans les énergies vertes.
- Une large adoption des véhicules à émission zéro est indispensable pour faire baisser les émissions dues au transport de personnes.
- Poursuivre les relèvements prévus des prix du carbone et le durcissement continu des normes d'intensité d'émission.
- Continuer d'améliorer les méthodes de suivi des émissions de méthane provenant des activités pétrolières et gazières en vue d'inclure les rejets de méthane dans les systèmes de tarification des émissions.
- Favoriser une tarification différenciée dans le temps comme option par défaut pour les clients résidentiels sur les marchés provinciaux de l'électricité.
- Continuer de favoriser de plus grandes possibilités de négoce intérieur d'électricité afin de stimuler la concurrence, de faciliter la tarification de l'électricité fondée sur le marché et de faire baisser le coût de la décarbonation de l'électricité.
- Maintenir les aides au déploiement d'infrastructures de recharge des véhicules électriques tant que les marchés de ces véhicules sont encore en voie de maturation.

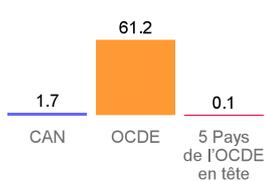
#### Part des énergies renouvelables dans le mix énergétique

%, moyenne sur la période 2019-21 ou dernière année connue



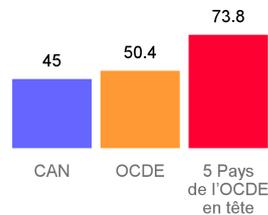
#### Pourcentage de la population exposée à plus de 10 µg/m³ de PM2.5

%, moyenne sur la période 2017-19



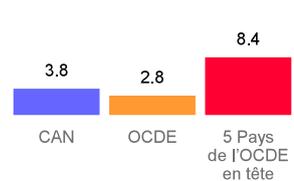
#### Score de tarification du carbone

%, à 30 EUR par tonne de CO2, 2018



#### Budget public de R-D consacré à l'environnement

% du budget public total de R-D 2021 ou dernière année connue

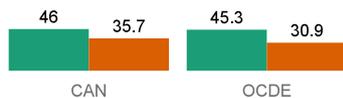


## Performance globale

### Économie

Milliers USD par habitant  
2022 ou dernière année connue

■ Produit intérieur brut  
■ Revenu disponible ajusté  
brut des ménages



### Inégalités et pauvreté

2021 ou dernière année connue

■ Coefficient de Gini après impôts et transferts  
(indice variant sur une échelle de 0 à 100)  
■ Taux de pauvreté, seuil de pauvreté  
à 60 % du revenu disponible médian (%)



### Environnement et climat

1 unité de PIB, 2021

↓  
0.39 émissions de GES  
0.24 (OCDE)

Coûts pour la protection sociale de la mortalité  
prématurée attribuable à la pollution  
de l'air ambiant par les particules  
% en équivalent PIB, 2019





## Écarts de performance

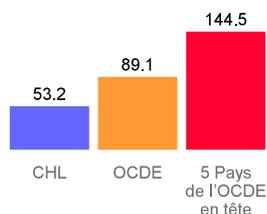
## Recommandations

### Fonctionnement des marchés de produits et des marchés du travail

- Dans plusieurs secteurs, le peu de pressions concurrentielles contribue à affaiblir la productivité. Bien que la réglementation chilienne sur les marchés de produits soit un peu moins restrictive que dans la moyenne des pays de l'OCDE, la longueur des procédures d'autorisation et la complexité des réglementations, notamment à l'échelle municipale, freinent l'entrepreneuriat et la concurrence.
- Rationaliser et unifier les procédures municipales de demande d'autorisation et promouvoir la numérisation des procédures applicables.
- Doter l'autorité de la concurrence d'un budget suffisant pour financer des études de marché.

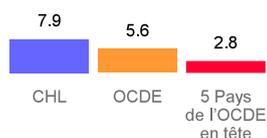
#### Productivité du travail

PIB par actif, USD  
2022



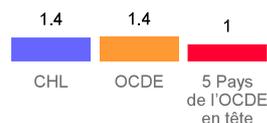
#### Taux de chômage

%, 2022



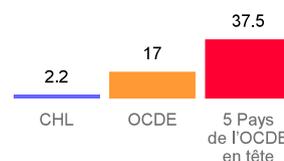
#### Réglementation des marchés de produits, ensemble de l'économie

Du minimum au maximum de restrictions  
Indice variant de 0 à 6, 2018



#### Dépenses liées aux politiques actives du marché du travail par chômeur

% du PIB par habitant  
2020 ou dernière année connue

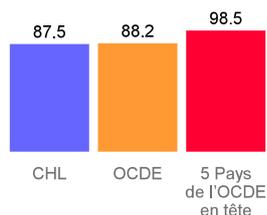


### Transition numérique

- La pénétration du très haut débit fixe est faible par rapport à la moyenne de l'OCDE, avec d'importantes disparités entre les zones rurales et les zones urbaines. La réglementation des concessions dans le secteur des communications est pesante.
- Les PME accusent un retard dans l'adoption et l'utilisation d'outils numériques, ainsi qu'en ce qui concerne les dépenses de R&D et d'innovation.
- Réduire les obstacles à l'entrée dans le secteur des communications en modifiant les règles applicables aux concessions.
- Adopter des dispositions en vue du partage des infrastructures passives de communication et définir des critères clairs pour réglementer les droits de passage en vue du déploiement.
- Renforcer le soutien public aux PME par le biais de programmes ciblés visant à faciliter l'adoption d'outils numériques.

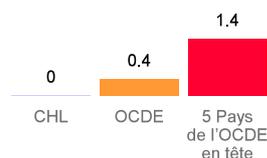
#### Part des ménages disposant d'un accès internet haut débit à domicile

%, 2021 ou dernière année connue



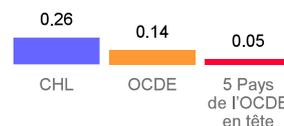
#### Dépenses de R-D des entreprises dans les secteurs de l'information

% du PIB  
2019 ou dernière année connue



#### Indice de restrictivité des échanges de services numériques de l'OCDE

Du minimum au maximum de restrictions  
Indice de 0 à 1, 2022



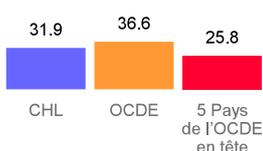
### Inclusivité, protection sociale et vieillissement démographique

- Les niveaux de retraite sont inadéquats pour de nombreux Chiliens à revenu intermédiaire.
- L'augmentation des cotisations obligatoires renchérit le coût de la création d'emplois dans le secteur formel, ce qui pousse de nombreux travailleurs peu qualifiés dans le secteur informel.
- La protection sociale comporte des lacunes notables, notamment pour les travailleurs du secteur informel, et les dispositifs d'aide au revenu sont très fragmentés.
- Envisager de relever le niveau des retraites et d'appliquer un barème de cotisation progressif, de façon à mettre en place des incitations fortes à la création d'emplois dans le secteur formel.
- Élaborer une stratégie globale pour favoriser la régularisation des activités informelles, fondée notamment sur une réduction des coûts de main-d'œuvre non salariaux, une amélioration des compétences, et une meilleure administration de l'impôt.
- Fusionner les différents programmes de transferts monétaires en un mécanisme unique de garantie de revenu minimum.

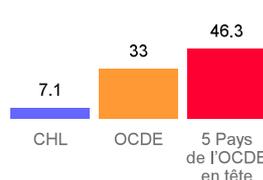
**Intensité moyenne de la pauvreté après impôts et transferts**  
Seuil de pauvreté à 60 % du revenu disponible médian 2021 ou dernière année connue



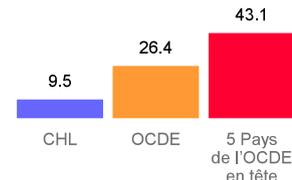
**Impact du milieu socio-économique sur le score au PISA en compréhension de l'écrit**  
%, 2018



**Ampleur de la redistribution**  
Différences entre les coeff. de Gini du revenu marchand et du revenu disponible rapportées aux coeff. du revenu disponible, % 2021 ou dernière année connue



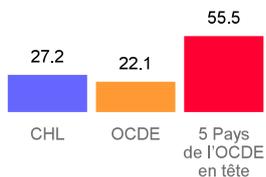
**Niveaux de revenu garantis par les prestations en espèces assurant un revenu minimum**  
% du revenu disponible médian, 2021 ou dernière année connue



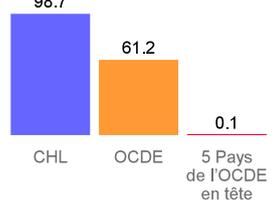
### Transition climatique

- Malgré un réel potentiel de production à partir d'énergies renouvelables, la combustion de charbon reste une source d'électricité majeure. La part de l'électricité issue de sources renouvelables n'est que de 47 %.
- Le niveau modeste de la taxe carbone ne favorise pas les sources d'énergie renouvelables et empêche la mise en place d'un mécanisme d'échanges de quotas d'émission.
- Utiliser la taxe sur le carbone et des systèmes de plafonnement et d'échange pour accélérer la décarbonation tout en protégeant le pouvoir d'achat des ménages vulnérables par des politiques de transferts monétaires ciblés plutôt que de subventionnement des prix.
- Envisager d'accélérer la mise en place d'exemptions de la taxe carbone pour les centrales électriques utilisant des sources d'énergie renouvelables.

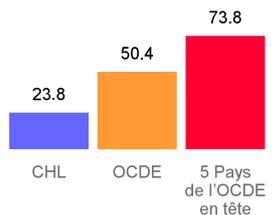
**Part des énergies renouvelables dans le mix énergétique**  
%, moyenne sur la période 2019-21 ou dernière année connue



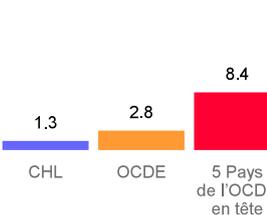
**Pourcentage de la population exposée à plus de 10 µg/m³ de PM2.5**  
%, moyenne sur la période 2017-19



**Score de tarification du carbone**  
%, à 30 EUR par tonne de CO2, 2018



**Budget public de R-D consacré à l'environnement**  
% du budget public total de R-D 2021 ou dernière année connue

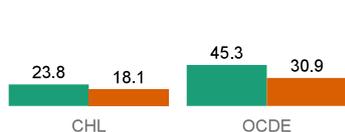


## Performance globale

### Économie

Milliers USD par habitant 2022 ou dernière année connue

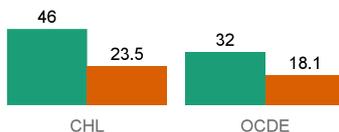
■ Produit intérieur brut  
■ Revenu disponible ajusté brut des ménages



### Inégalités et pauvreté

2021 ou dernière année connue

■ Coefficient de Gini après impôts et transferts (indice variant sur une échelle de 0 à 100)  
■ Taux de pauvreté, seuil de pauvreté à 60 % du revenu disponible médian (%)



### Environnement et climat

1 unité de PIB, 2021

↓ 0.26 émissions de GES  
0.24 (OCDE)

**Coûts pour la protection sociale de la mortalité prématurée attribuable à la pollution de l'air ambiant par les particules**  
% en équivalent PIB, 2019





## Écarts de performance

## Recommandations

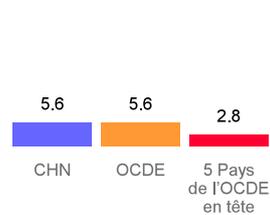
### Fonctionnement des marchés de produits et des marchés du travail

- Le protectionnisme local, qui s'exprime le plus souvent sous la forme de monopoles administratifs, empêche l'exercice d'une concurrence loyale dans les différents secteurs et entre les régions.
- Les entreprises détenues par l'État et autres entités publiques bénéficient de garanties implicites.
- Renforcer l'État de droit et limiter le pouvoir des services administratifs pour empêcher la création de monopoles administratifs et démanteler les monopoles existants en appliquant strictement le mécanisme d'examen de l'équité de la concurrence.
- Supprimer progressivement les garanties implicites dont jouissent les entreprises publiques et autres entités du secteur public en arrêtant de les renflouer lorsqu'elles font faillite.

**Productivité du travail**  
PIB par actif, USD  
2022



**Taux de chômage**  
%, 2022

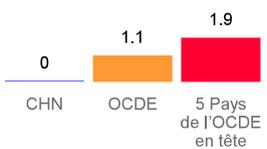


**Réglementation des marchés de produits, ensemble de l'économie**  
Du minimum au maximum de restrictions  
Indice variant de 0 à 6, 2018



**Etat de droit**

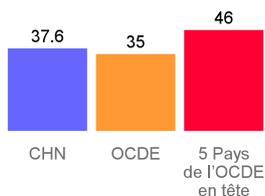
Du minimum au maximum de confiance, résultat variant sur une échelle de -2.5 à 2.5, 2021



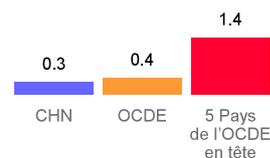
### Transition numérique

- La Chine a fait un bond en avant et est devenue un chef de file mondial dans un certain nombre de services numériques tels que le commerce électronique, les paiements en ligne et le voiturage, mais la fracture numérique entre les zones côtières et les régions continentales et les écarts de compétences sont importants.
- Parmi les catégories de compétences majeures, la programmation informatique est celle qui accuse le plus grand déficit de compétences.
- Accroître la pénétration d'Internet et étendre le commerce électronique et les services numériques aux régions rurales et continentales.
- Mettre l'accent, dès l'enseignement primaire et dans le cadre de la formation des adultes, sur les compétences de base en maîtrise de la langue, en calcul et en programmation informatique.

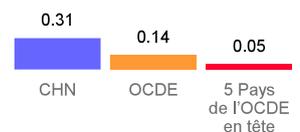
**Nombre d'abonnements au haut débit fixe pour 100 habitants**  
2021 ou dernière année connue



**Dépenses de R-D des entreprises dans les secteurs de l'information**  
% du PIB  
2019 ou dernière année connue



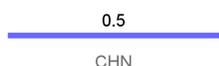
**Indice de restrictivité des échanges de services numériques de l'OCDE**  
Du minimum au maximum de restrictions  
Indice de 0 à 1, 2022



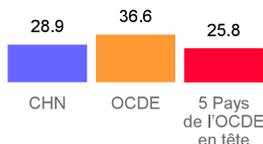
### Inclusivité, protection sociale et vieillissement démographique

- La population en âge de travailler décline depuis une dizaine d'années tandis que la population générale a connu une forte hausse.
- La couverture des pensions de retraite est insuffisante, et les dépenses restant à la charge des patients sont élevées.
- Promouvoir l'égalité des chances en assurant une qualité minimale des services publics dans l'ensemble du pays et centraliser ces dépenses pour garantir leur fourniture.
- Lier l'âge du départ à la retraite à l'espérance de vie, harmoniser les retraites, renforcer les effets redistributifs du système et accroître la couverture des remboursements de santé.

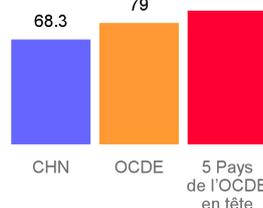
**Intensité de la pauvreté par rapport au seuil de 3.65 USD par jour**  
%, 2021 ou dernière année connue



**Impact du milieu socio-économique sur le score au PISA en compréhension de l'écrit**  
%, 2018



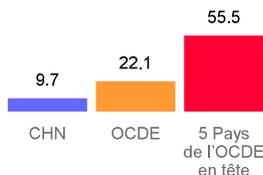
**Part de la population d'âge actif (15-64 ans) dans la population totale**  
%, 2022



### Transition climatique

- Les prix des énergies renouvelables ont été réduits et les subventions sont éliminées progressivement, mais les épisodes météorologiques extrêmes nuisent à la transition écologique.
- La pollution continue de coûter très cher en vies humaines.
- Stopper la construction de centrales électriques au charbon, relever les taxes environnementales sur les combustibles fossiles et renforcer les initiatives d'atténuation du changement climatique.
- Permettre aux producteurs d'énergies renouvelables de vendre sur le réseau l'électricité qu'ils produisent.

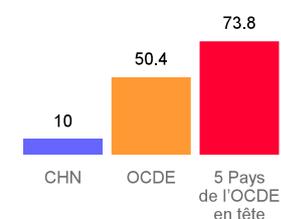
**Part des énergies renouvelables dans le mix énergétique**  
%, moyenne sur la période 2019-21 ou dernière année connue



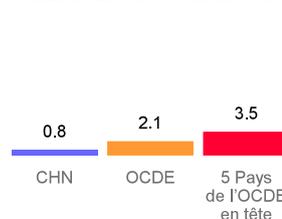
**Pourcentage de la population exposée à plus de 10 µg/m³ de PM2.5**  
%, moyenne sur la période 2017-19



**Score de tarification du carbone**  
%, à 30 EUR par tonne de CO2, 2018



**Recettes de taxes liées à l'environnement**  
% du PIB 2020 ou dernière année connue



## Performance globale

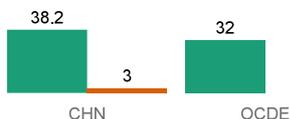
#### Économie

Milliers USD par habitant 2022 ou dernière année connue  
■ Produit intérieur brut



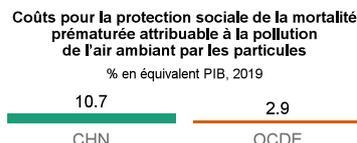
#### Inégalités et pauvreté

2021 ou dernière année connue  
■ Coefficient de Gini après impôts et transferts (indice variant sur une échelle de 0 à 100)  
■ Taux de pauvreté au seuil de 3.65 USD par jour (%)



#### Environnement et climat

1 unité de PIB, 2021  
▼ 0.74 émissions de GES  
0.24 (OCDE)





## Écarts de performance

## Recommandations

### Fonctionnement des marchés de produits et des marchés du travail

- La Colombie a pris du retard sur les pays comparables de la région en termes de croissance de la productivité, et la concurrence est faible. La réglementation des marchés de produits, les obstacles administratifs et le coût élevé de l'enregistrement des entreprises limitent l'entrée sur le marché de sociétés formelles et entravent la concurrence.
- Le degré limité d'ouverture du commerce protège fortement certains producteurs nationaux, qui affichent souvent une faible productivité.
- Les procédures judiciaires de règlement des litiges civils et d'exécution des contrats sont lentes.
- Réduire les obstacles réglementaires intérieurs à l'entrepreneuriat et à l'arrivée de nouveaux entrants sur le marché.
- Réduire les obstacles tarifaires et non tarifaires aux échanges, en commençant par les produits qui font actuellement face aux barrières les plus élevées.
- Améliorer le fonctionnement du système judiciaire en renforçant l'automatisation des tribunaux et les outils de gestion électronique des affaires, et en réduisant les ajournements.

**Productivité du travail**  
PIB par actif, USD  
2022

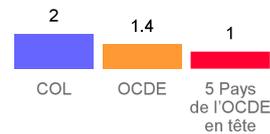


**Taux de chômage**  
%, 2022



**Réglementation des marchés de produits, ensemble de l'économie**

Du minimum au maximum de restrictions  
Indice variant de 0 à 6, 2018

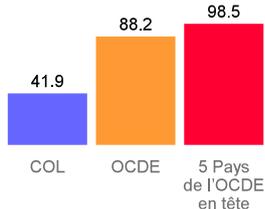


### Transition numérique

- La Colombie affiche l'un des taux de pénétration du haut débit fixe et mobile les plus bas de l'OCDE, avec une vitesse moyenne inférieure et des prix plus élevés. En ce qui concerne l'utilisation des outils numériques, les écarts socio-économiques sont importants.
- La numérisation du secteur public et l'utilisation stratégique de données pour la prise de décision par les autorités sont à la traîne.
- Mieux cibler le financement public afin de créer des kiosques Internet publics dans les communautés pauvres et isolées.
- Assurer l'adoption de la récente Politique d'administration numérique pour améliorer l'adéquation professionnelle et les choix de filière, réduire les coûts de conformité pour les entreprises, et accélérer les procédures douanières.

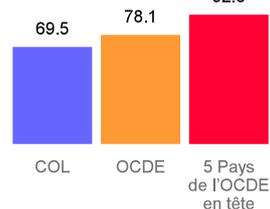
**Part des ménages disposant d'un accès internet haut débit à domicile**

%, 2021 ou dernière année connue



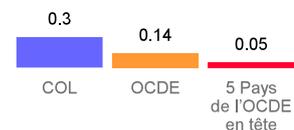
**Entreprises dotées d'un site web ou d'une page d'accueil**

%, 2021 ou dernière année connue



**Indice de restrictivité des échanges de services numériques de l'OCDE**

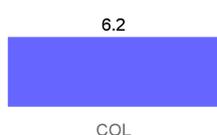
Du minimum au maximum de restrictions  
Indice de 0 à 1, 2022



### Inclusivité, protection sociale et vieillissement démographique

- La pandémie a mis en évidence de graves disparités dans la protection sociale qui font qu'environ 40% de la population se trouve en situation de pauvreté absolue (en vertu de la définition nationale). Les programmes d'aide au revenu sont très fragmentés.
- Le secteur informel, qui concentre 60 % de la main-d'œuvre, prive les travailleurs d'un accès aux prestations de sécurité sociale, comme les pensions de retraite, qui profitent de manière disproportionnée aux mieux lotis. Les charges élevées qui frappent le travail déclaré entretiennent le secteur informel.
- Fusionner les dispositifs de transfert monétaire existants en une prestation monétaire unique pour les ménages pauvres, tout en maintenant des conditions d'admissibilité pour les ménages.
- Élaborer une stratégie globale pour favoriser la régularisation des activités informelles, fondée notamment sur une réduction des coûts de main-d'œuvre non salariaux, sur un renforcement de l'application des lois et sur une amélioration de l'administration de l'impôt.
- Réduire les prélèvements sur les revenus du travail formel en transférant progressivement la charge du financement de la protection sociale vers la fiscalité générale, notamment en élargissant la base d'imposition de l'impôt sur les revenus.

**Intensité de la pauvreté par rapport au seuil de 3.65 USD par jour**  
%, 2021 ou dernière année connue



**Impact du milieu socio-économique sur le score au PISA en compréhension de l'écrit**  
%, 2018



### Transition climatique

- La déforestation de l'Amazonie et d'autres zones boisées s'est intensifiée, et les objectifs actuels de réduction des émissions de gaz à effet de serre ne pourront être atteints sans un recul plus marqué de cette pratique.
- Les données cadastrales sont obsolètes, l'informalité foncière est élevée, et un registre foncier incomplet favorise la déforestation opportuniste.
- Accroître les ressources affectées à l'application des lois contre la déforestation, afin que davantage de cas de déforestation détectée donnent lieu à des mesures.
- Accélérer le développement du cadastre, en particulier dans les zones isolées.

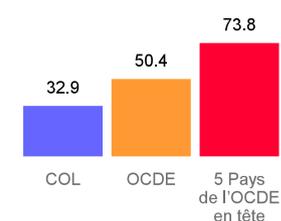
**Part des énergies renouvelables dans le mix énergétique**  
%, moyenne sur la période 2019-21 ou dernière année connue



**Pourcentage de la population exposée à plus de 10 µg/m³ de PM2.5**  
%, moyenne sur la période 2017-19



**Score de tarification du carbone**  
%, à 30 EUR par tonne de CO2, 2018



**Budget public de R-D consacré à l'environnement**  
% du budget public total de R-D 2021 ou dernière année connue

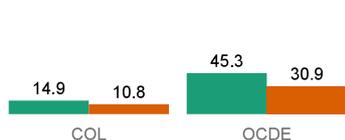


## Performance globale

### Économie

Milliers USD par habitant  
2022 ou dernière année connue

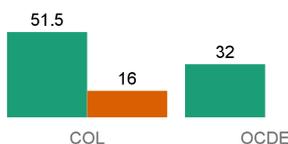
■ Produit intérieur brut  
■ Revenu disponible ajusté brut des ménages



### Inégalités et pauvreté

2021 ou dernière année connue

■ Coefficient de Gini après impôts et transferts (indice variant sur une échelle de 0 à 100)  
■ Taux de pauvreté au seuil de 3.65 USD par jour (%)



### Environnement et climat

1 unité de PIB, 2021

0.27 émissions de GES  
0.24 (OCDE)

Coûts pour la protection sociale de la mortalité prématurée attribuable à la pollution de l'air ambiant par les particules  
% en équivalent PIB, 2019





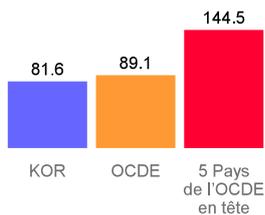
## Écarts de performance

## Recommandations

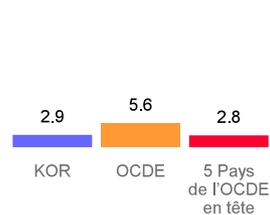
### Fonctionnement des marchés de produits et des marchés du travail

- L'écart de productivité entre les petites et les grandes entreprises est l'un des plus importants de toute la zone OCDE. L'incidence des travailleurs non réguliers est forte dans les petites entreprises. Comparés aux travailleurs non réguliers, les travailleurs réguliers des grandes entreprises touchent des salaires élevés et bénéficient d'une couverture sociale et d'une forte protection de l'emploi. Les PME accusent aussi un retard concernant l'utilisation des technologies numériques. Les aides publiques accordées aux PME sont supérieures à celles des autres pays de l'OCDE et freinent les restructurations qui permettraient des gains de productivité.
- Élargir la couverture des dispositifs progressifs pour les PME pour faire en sorte que les aides publiques qui leur sont destinées encouragent la croissance des entreprises innovantes.
- Mettre fin au dualisme du marché du travail en assouplissant la législation de protection de l'emploi des travailleurs réguliers, tout en augmentant le nombre d'affiliés à la sécurité sociale parmi les travailleurs non réguliers et les formations qui leur sont proposées.

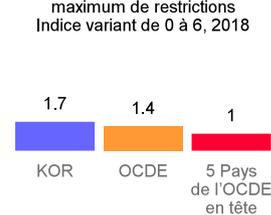
**Productivité du travail**  
PIB par actif, USD  
2022



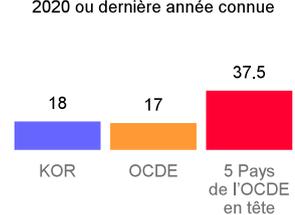
**Taux de chômage**  
%, 2022



**Réglementation des marchés de produits, ensemble de l'économie**  
Du minimum au maximum de restrictions  
Indice variant de 0 à 6, 2018



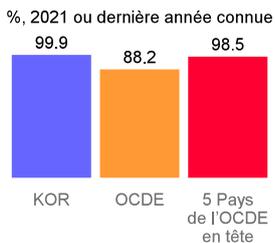
**Dépenses liées aux politiques actives du marché du travail par chômeur**  
% du PIB par habitant  
2020 ou dernière année connue



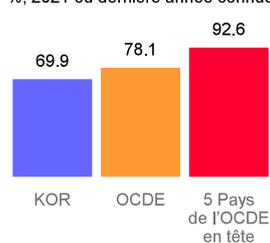
### Transition numérique

- Malgré des infrastructures numériques solides, la diffusion des technologies numériques reste inégale. Les compétences numériques des employés des PME et des seniors sont à la traîne et l'accès aux formations est limité.
- La réglementation restrictive des marchés de produits freine la création des industries nouvelles et numériques.
- Proposer davantage de formations aux TIC aux employés des PME et aux travailleurs seniors et financer les coûts de formation des PME.
- Atténuer le caractère restrictif de la réglementation des marchés de produits en adoptant un système réglementaire complet reposant sur le principe des « listes négatives » et en renforçant l'utilisation des bacs à sable réglementaires.

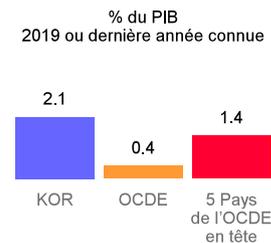
**Part des ménages disposant d'un accès internet haut débit à domicile**  
%, 2021 ou dernière année connue



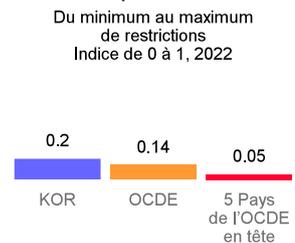
**Entreprises dotées d'un site web ou d'une page d'accueil**  
%, 2021 ou dernière année connue



**Dépenses de R-D des entreprises dans les secteurs de l'information**  
% du PIB  
2019 ou dernière année connue



**Indice de restrictivité des échanges de services numériques de l'OCDE**  
Du minimum au maximum de restrictions  
Indice de 0 à 1, 2022

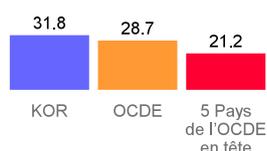


### Inclusivité, protection sociale et vieillissement démographique

- Le niveau des inégalités de revenu est relativement élevé, en particulier avec une forte pauvreté parmi les personnes âgées.
- Les filets de sécurité sociale ne sont pas complets et la redistribution par le biais des prélèvements et des prestations est plus faible que dans la plupart des autres pays de l'OCDE. Les allocations de chômage sont relativement basses et la couverture sociale des travailleurs non réguliers reste insuffisante.
- Les écarts de genre pour les salaires et l'emploi demeurent relativement marqués.
- Engager une vaste réforme des retraites pour garantir un revenu adéquat aux personnes âgées et cibler davantage les personnes âgées percevant les revenus les plus faibles pour l'attribution de la pension de base.
- Élargir la couverture sociale et supprimer le crédit d'impôt sur les revenus du travail à un niveau de salaire supérieur et à un rythme plus lent.
- Augmenter le financement public du congé parental.

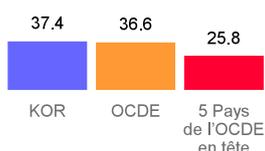
#### Intensité moyenne de la pauvreté après impôts et transferts

Seuil de pauvreté à 60 % du revenu disponible médian 2021 ou dernière année connue



#### Impact du milieu socio-économique sur le score au PISA en compréhension de l'écrit

%, 2018



#### Ampleur de la redistribution

Différences entre les coeff. de Gini du revenu marchand et du revenu disponible rapportées aux coeff. du revenu disponible, % 2021 ou dernière année connue



#### Niveaux de revenu garantis par les prestations en espèces assurant un revenu minimum

% du revenu disponible médian, 2021 ou dernière année connue

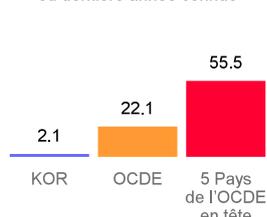


### Transition climatique

- Malgré une baisse de l'intensité d'émission, la Corée figure toujours parmi les plus gros émetteurs de l'OCDE. L'amélioration du cadre institutionnel de l'approvisionnement en électricité permettrait de répercuter le coût marginal du carbone, ce qui renforcerait l'efficacité du système d'échange de quotas d'émission (SEQE) en matière de production d'électricité.
- Harmoniser les différents dispositifs, notamment le SEQE, pour atteindre l'objectif de neutralité carbone en 2050 et les objectifs intermédiaires.
- Réformer en profondeur le cadre institutionnel qui empêche la répercussion du prix du carbone et freine la réduction des émissions dans le secteur de l'électricité.

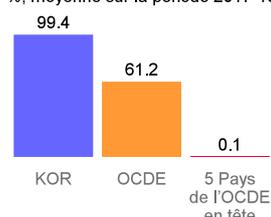
#### Part des énergies renouvelables dans le mix énergétique

%, moyenne sur la période 2019-21 ou dernière année connue



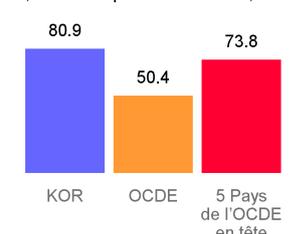
#### Pourcentage de la population exposée à plus de 10 µg/m³ de PM2.5

%, moyenne sur la période 2017-19



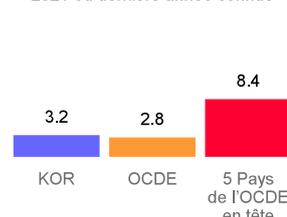
#### Score de tarification du carbone

%, à 30 EUR par tonne de CO2, 2018



#### Budget public de R-D consacré à l'environnement

% du budget public total de R-D 2021 ou dernière année connue

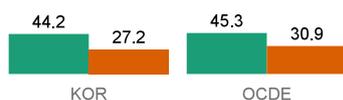


## Performance globale

#### Économie

Milliers USD par habitant 2022 ou dernière année connue

■ Produit intérieur brut  
■ Revenu disponible ajusté brut des ménages



#### Inégalités et pauvreté

2021 ou dernière année connue

■ Coefficient de Gini après impôts et transferts (indice variant sur une échelle de 0 à 100)  
■ Taux de pauvreté, seuil de pauvreté à 60 % du revenu disponible médian (%)



#### Environnement et climat

1 unité de PIB, 2021

0.32 émissions de GES  
0.24 (OCDE)

Coûts pour la protection sociale de la mortalité prématurée attribuable à la pollution de l'air ambiant par les particules % en équivalent PIB, 2019





## Écarts de performance

## Recommandations

### Fonctionnement des marchés de produits et des marchés du travail

- L'impact de la réglementation sur la concurrence n'est pas pris en compte. L'autorité nationale de la concurrence manque cruellement de ressources, ce qui l'entrave dans ses efforts d'amélioration de la réglementation et d'ouverture des marchés essentiels, qui se traduiraient par une baisse des prix pour les ménages et des coûts pour les entreprises.
- Le taux d'activité des femmes pâtit des responsabilités familiales qu'elles assument, particulièrement dans les familles à faible revenu, les jeunes enfants issus de milieux défavorisés ayant moins accès aux structures d'éducation.
- Le nombre de diplômés des filières STIM ne répond pas à la demande du marché du travail. Les mécanismes de financement des universités ne contiennent pas d'incitations à la redevabilité et à la qualité de l'enseignement et de la recherche.
- Doter l'autorité nationale de la concurrence des financements prévus par la loi.
- Réaliser régulièrement des évaluations d'impact lors de la conception de nouvelles réglementations.
- Élargir l'accès aux structures d'accueil des jeunes enfants aux moins de quatre ans, en donnant la priorité aux familles à faible revenu et en instaurant des mécanismes de participation financière.
- Modifier les mécanismes de financement des universités en liant la fourniture de fonds supplémentaires aux établissements publics à des objectifs de performance à l'échelle du système, par exemple une augmentation des filières STIM ou du nombre de diplômés.

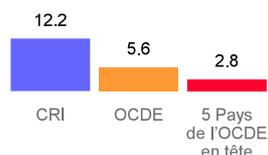
#### Productivité du travail

PIB par actif, USD  
2022



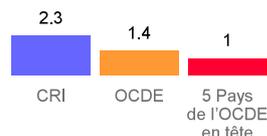
#### Taux de chômage

%, 2022



#### Réglementation des marchés de produits, ensemble de l'économie

Du minimum au maximum de restrictions  
Indice variant de 0 à 6, 2018

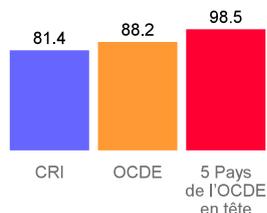


### Transition numérique

- Le Costa Rica a progressé dans la connectivité Internet mobile mais reste à la traîne en ce qui concerne la pénétration du haut débit fixe en raison de la cherté des abonnements. Une réglementation excessive, surtout à l'échelle municipale, crée des barrières réglementaires importantes en matière de communications électroniques, ce qui entrave le déploiement des infrastructures. Le Costa Rica est en outre en retard dans le déploiement des services 5 G.
- Simplifier et harmoniser la réglementation faciliterait le déploiement des infrastructures et réduirait les obstacles à l'entrée pour les nouveaux opérateurs.
- Prévoir un processus transparent pour l'attribution des fréquences 5 G.

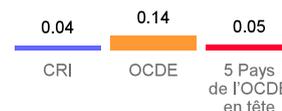
#### Part des ménages disposant d'un accès internet haut débit à domicile

%, 2021 ou dernière année connue



#### Indice de restrictivité des échanges de services numériques de l'OCDE

Du minimum au maximum de restrictions  
Indice de 0 à 1, 2022

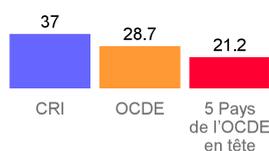


### Inclusivité, protection sociale et vieillissement démographique

- Le taux de pauvreté n'a guère évolué tandis que les inégalités sont allées croissant ces 25 dernières années. Avec un taux de chômage supérieur à 10 %, le taux de participation des femmes au marché du travail est inférieur à la moyenne de l'OCDE, et le secteur informel concentre près de la moitié des emplois. Des réformes sont donc nécessaires pour améliorer les politiques d'éducation et de formation, accroître l'égalité des chances et réduire les inégalités hommes-femmes.
- Environ 30 % des plus de 65 ans ne perçoivent pas de pension de retraite, et les changements démographiques importants qui se profilent imposent de procéder à des réformes pour renforcer le système des retraites.
- En outre, plusieurs dispositifs sociaux sont mal ciblés.
- Lier l'âge légal de départ à la retraite à l'augmentation de l'espérance de vie pour promouvoir la viabilité du système des retraites.
- Instaurer un régime de retraite universelle pour réduire la pauvreté des personnes âgées.
- Remédier à la fragmentation des dispositifs sociaux et améliorer leur ciblage.
- Réduire les cotisations de sécurité sociale pour les travailleurs à faible revenu. Supprimer les charges salariales qui ne sont pas affectées au financement de la sécurité sociale.

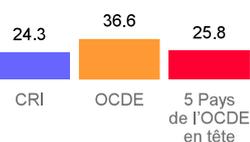
#### Intensité moyenne de la pauvreté après impôts et transferts

Seuil de pauvreté à 60 % du revenu disponible médian 2021 ou dernière année connue



#### Impact du milieu socio-économique sur le score au PISA en compréhension de l'écrit

%, 2018

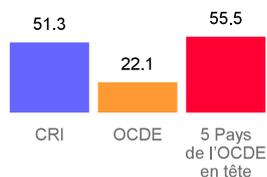


### Transition climatique

- Le niveau des émissions de GES du Costa Rica est faible au regard des normes internationales, mais il est porté à la hausse par l'augmentation de l'utilisation de véhicules individuels. Le mix électrique du pays étant fondé à près de 100 % sur des sources d'énergie renouvelables, il conviendrait de réduire les émissions dues au transport pour atteindre l'objectif de zéro émissions nettes à l'horizon 2050.
- Le financement du programme de rétribution des services environnementaux devrait être revu afin de soutenir la reforestation.
- Moduler les taxes sur les véhicules en fonction de leurs émissions, de façon à encourager le passage à des véhicules moins polluants.
- Actualiser les péages routiers de façon à ce qu'ils reflètent le coût de l'utilisation des routes, et introduire des péages de congestion.
- Élargir les sources de financement du système de rétribution des services environnementaux reposant actuellement sur les recettes provenant des taxes sur les carburants, qui sont appelées à diminuer au fil du temps.
- Harmoniser et relever progressivement le taux de la taxe carbone une fois que les prix de l'énergie, pour l'instant élevés, commenceront à diminuer, en affectant une partie des recettes ainsi perçues aux ménages à faible revenu.

#### Part des énergies renouvelables dans le mix énergétique

%, moyenne sur la période 2019-21 ou dernière année connue



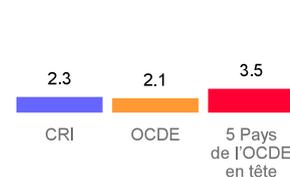
#### Pourcentage de la population exposée à plus de 10 µg/m³ de PM2.5

%, moyenne sur la période 2017-19

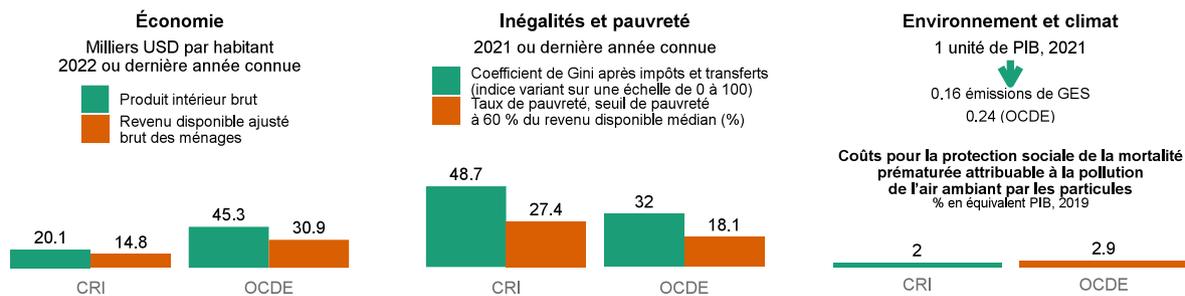


#### Recettes de taxes liées à l'environnement

% du PIB 2020 ou dernière année connue



## Performance globale





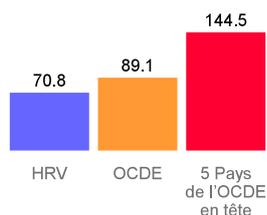
## Écarts de performance

## Recommandations

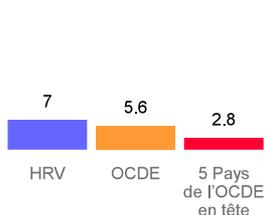
### Fonctionnement des marchés de produits et des marchés du travail

- Des efforts sont actuellement menés pour abaisser les obstacles considérables créés par l'application de la réglementation et le système judiciaire dans le domaine de la création et de l'exploitation d'entreprise. Les réformes du cadre d'insolvabilité améliorent sa qualité et les taux de recouvrement.
- Le rôle important des entreprises publiques dans les secteurs concurrentiels entrave l'innovation et la dynamique du marché. Nombre d'entreprises qui se développent ne sont pas les plus productives.
- Passer en revue les réglementations en vigueur et les pratiques d'application du droit et harmoniser ces dernières dans l'ensemble des régions et à tous les niveaux de l'administration.
- Examiner les entreprises publiques détentrices d'actifs afin de se dessaisir progressivement des actifs qui ne répondent pas aux critères du service public et de mieux surveiller la gestion de ceux qui resteront dans le giron public.
- Promouvoir des mécanismes de prévention des litiges adaptés aux besoins des entreprises, par exemple la médiation extrajudiciaire ou un conciliateur dédié aux entreprises, afin d'accélérer les procédures judiciaires et de réduire les frais de litige.

**Productivité du travail**  
PIB par actif, USD  
2022

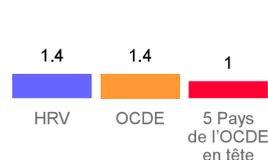


**Taux de chômage**  
%, 2022



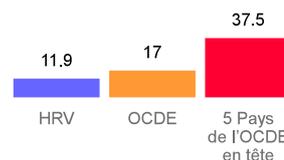
**Réglementation des marchés de produits, ensemble de l'économie**

Du minimum au maximum de restrictions  
Indice variant de 0 à 6, 2018



**Dépenses liées aux politiques actives du marché du travail par chômeur**

% du PIB par habitant  
2020 ou dernière année connue

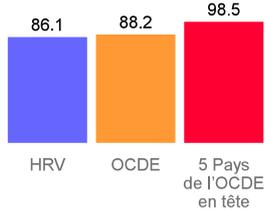


### Transition numérique

- La Croatie est à la traîne des autres pays européens dans l'accès au haut débit, notamment dans les régions reculées et au sein des populations défavorisées.
- Partie d'un niveau bas, la numérisation du secteur public, de l'administration générale jusqu'aux différents services allant de la santé au judiciaire, progresse et constitue une condition essentielle pour améliorer l'efficacité du secteur public.
- Les pénuries de compétences numériques clés et de compétences liées freinent la numérisation et le développement des entreprises, et la participation aux formations est faible.
- Étendre l'accès aux formations numériques et à celles destinées à développer des compétences de base, par exemple en mettant en place des comptes individuels de formation pour financer les programmes. Consacrer des ressources complémentaires aux adultes peu qualifiés et aux groupes ayant des liens ténus avec le marché du travail.
- Poursuivre la numérisation du secteur public en développant en priorité des plateformes favorisant la numérisation des organismes publics tout en simplifiant les processus de travail sous-jacents afin de les adapter aux systèmes numérisés.
- Étendre l'accès à des infrastructures Internet à haut débit économiques et fiables à tous les groupes et régions.

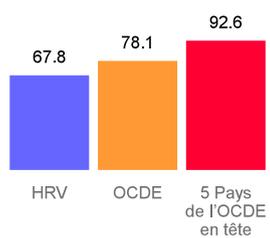
### Part des ménages disposant d'un accès internet haut débit à domicile

%, 2021 ou dernière année connue



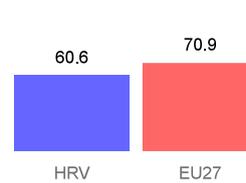
### Entreprises dotées d'un site web ou d'une page d'accueil

%, 2021 ou dernière année connue



### Performance des services publics numériques

Indice de référence pour l'administration en ligne  
Résultat variant de 0 à 100, 2022

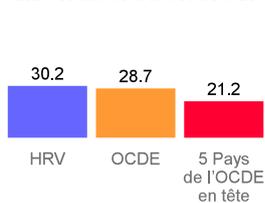


## Protection sociale, vieillissement et égalité des chances

- Compte tenu de la faiblesse du taux de fécondité et de l'émigration nette, la population devrait diminuer d'un quart au cours des 50 prochaines années. Pourtant, le coût budgétaire du vieillissement démographique est relativement modeste et devrait rester stable. L'adéquation du niveau de revenu des personnes âgées pourrait continuer à baisser, ce qui les expose à un risque de pauvreté accrue et compromet la viabilité financière des politiques actuelles portant sur les revenus de retraite.
- La crise du COVID a mis en lumière les faiblesses du système de santé, parmi lesquelles le manque d'accès à des soins de qualité et des pratiques de gestion inefficaces.
- Bien que substantielles, les politiques familiales n'encouragent pas les aidants à trouver un emploi.
- Réformer le système de retraites en modulant l'âge de départ à la retraite en fonction de l'espérance de vie, et en adoptant des mesures pour inciter les travailleurs âgés à poursuivre leur activité et à constituer leurs futurs revenus de retraités.
- Améliorer l'efficacité du système de santé en liant le financement aux responsabilités de gestion, et en mettant en commun les fonctions de gestion des marchés publics et autres fonctions de gestion courantes.
- Réformer les politiques familiales pour offrir davantage de soutien aux aidants familiaux qui occupent un emploi, en réduisant la perte de revenu net ou les interruptions de carrière dues à l'arrivée d'un enfant.

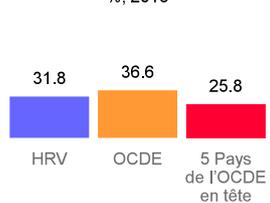
### Intensité moyenne de la pauvreté après impôts et transferts

Seuil de pauvreté à 60 % du revenu disponible médian 2021 ou dernière année connue



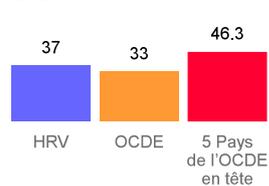
### Impact du milieu socio-économique sur le score au PISA en compréhension de l'écrit

%, 2018



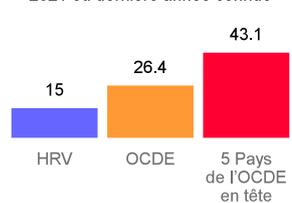
### Ampleur de la redistribution

Différences entre les coeff. de Gini du revenu marchand et du revenu disponible rapportées aux coeff. du revenu disponible, % 2021 ou dernière année connue



### Niveaux de revenu garantis par les prestations en espèces assurant un revenu minimum

% du revenu disponible médian, 2021 ou dernière année connue

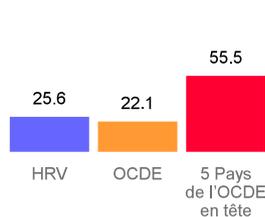


## Transition climatique

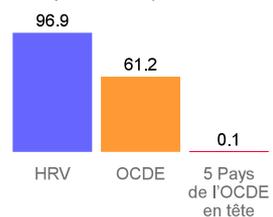
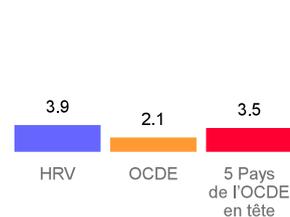
- La réduction des émissions de gaz à effet de serre par la Croatie est conforme à ses engagements internationaux, mais d'importants progrès restent à faire. Malgré la part importante des services dans l'activité et la part élevée d'électricité produite par des sources renouvelables et par l'énergie nucléaire, les émissions sont élevées par rapport à la production. Le changement climatique entraîne des inondations plus fréquentes et des étés plus chauds.
- Veiller à ce que les investissements dans la rénovation des bâtiments et la reconstruction assurent des niveaux élevés d'efficacité énergétique.
- Poursuivre les efforts visant à accroître l'attractivité du ferroviaire et l'efficacité énergétique du transport de passagers et de marchandises.
- Améliorer l'efficacité de l'utilisation de l'eau en modernisant les infrastructures d'eau douce et d'eaux usées, en réduisant les fuites, et en améliorant la gestion et la viabilité financière des installations.

**Part des énergies renouvelables dans le mix énergétique**

%, moyenne sur la période 2019-21 ou dernière année connue

**Pourcentage de la population exposée à plus de 10 µg/m³ de PM2.5**

%, moyenne sur la période 2017-19

**Recettes de taxes liées à l'environnement**% du PIB  
2020 ou dernière année connue**Performance globale****Économie**Milliers USD par habitant  
2022 ou dernière année connue

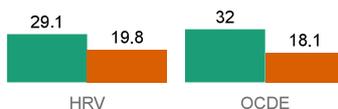
■ Produit intérieur brut

**Inégalités et pauvreté**

2021 ou dernière année connue

■ Coefficient de Gini après impôts et transferts (indice variant sur une échelle de 0 à 100)

■ Taux de pauvreté, seuil de pauvreté à 60 % du revenu disponible médian (%)

**Environnement et climat**

1 unité de PIB, 2021

▼ 0,22 émissions de GES

0,24 (OCDE)

**Coûts pour la protection sociale de la mortalité prématurée attribuable à la pollution de l'air ambiant par les particules**

% en équivalent PIB, 2019





## Écarts de performance

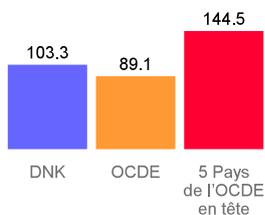
## Recommandations

### Fonctionnement des marchés de produits et des marchés du travail

- La réglementation des loyers génère des distorsions et bride le développement du marché locatif privé, limitant du même coup la mobilité géographique.
- Un régime fiscal avantageux stimule indûment la propriété du logement. La faible imposition du logement réduit l'efficacité globale du système fiscal.
- Déréglementer le marché locatif, notamment en assouplissant la réglementation des loyers spécifique aux appartements se trouvant dans des immeubles construits avant 1991.
- Poursuivre le transfert de la charge fiscale qui pèse sur les revenus du travail et des entreprises en relevant les taux d'imposition du patrimoine et du foncier et en limitant la déductibilité fiscale des charges d'intérêt.

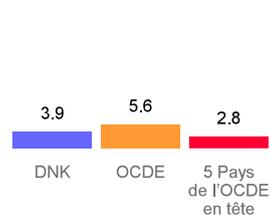
#### Productivité du travail

PIB par actif, USD  
2022



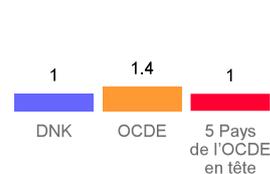
#### Taux de chômage

%, 2022



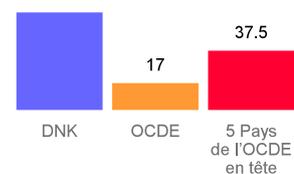
#### Réglementation des marchés de produits, ensemble de l'économie

Du minimum au maximum de restrictions  
Indice variant de 0 à 6, 2018



#### Dépenses liées aux politiques actives du marché du travail par chômeur

% du PIB par habitant  
2020 ou dernière année connue

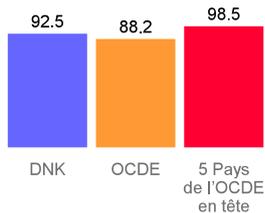


### Transition numérique

- Malgré une offre conséquente d'infrastructures numériques et des compétences solides dans les domaines de l'administration électronique et du numérique, la faiblesse des investissements dans les actifs incorporels et les pénuries de main-d'œuvre dans les TIC menacent la diffusion de technologies numériques stimulant la productivité. L'investissement est freiné par des taux marginaux d'imposition élevés appliqués aux revenus du travail et du capital.
- Mettre en place des programmes d'enseignement et de formation professionnels tenant compte des futures évolutions structurelles dans l'économie, notamment dans le domaine numérique, et ouvrir des voies d'accès vers l'enseignement supérieur.
- Réduire les taux marginaux d'imposition supérieurs appliqués aux revenus du travail et du capital.

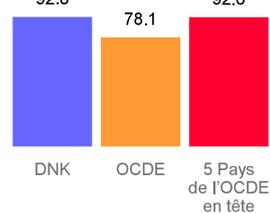
#### Part des ménages disposant d'un accès internet haut débit à domicile

%, 2021 ou dernière année connue



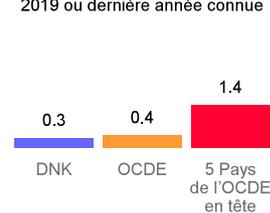
#### Entreprises dotées d'un site web ou d'une page d'accueil

%, 2021 ou dernière année connue



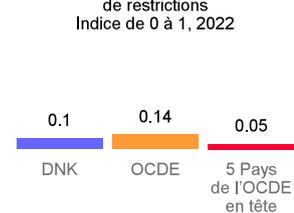
#### Dépenses de R-D des entreprises dans les secteurs de l'information

% du PIB  
2019 ou dernière année connue



#### Indice de restrictivité des échanges de services numériques de l'OCDE

Du minimum au maximum de restrictions  
Indice de 0 à 1, 2022

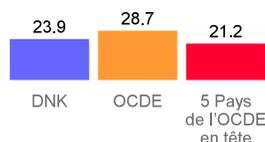


### Inclusivité, protection sociale et vieillissement démographique

- La protection sociale est solide, et la grande qualité des services publics soutient la mobilité sociale. Toutefois, pour ce qui est du taux d'emploi et des résultats scolaires, il subsiste un écart important entre les personnes nées à l'étranger et les natifs. La ségrégation scolaire des étudiants immigrés est élevée au regard des normes OCDE.
- Améliorer les programmes d'insertion des immigrés en généralisant l'adoption des meilleures pratiques dans l'ensemble des communes et en prolongeant le programme de formation et d'insertion dans l'emploi.
- Mettre en œuvre une stratégie globale d'intégration dans le système d'enseignement pour remédier aux écarts de résultats.

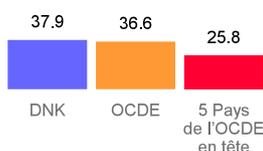
#### Intensité moyenne de la pauvreté après impôts et transferts

Seuil de pauvreté à 60 % du revenu disponible médian 2021 ou dernière année connue



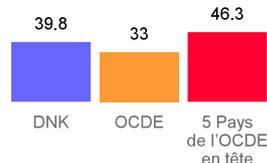
#### Impact du milieu socio-économique sur le score au PISA en compréhension de l'écrit

%, 2018



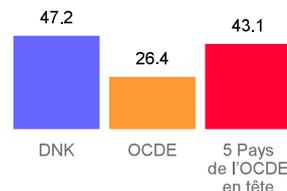
#### Ampleur de la redistribution

Différences entre les coeff. de Gini du revenu marchand et du revenu disponible rapportées aux coeff. du revenu disponible, % 2021 ou dernière année connue



#### Niveaux de revenu garantis par les prestations en espèces assurant un revenu minimum

% du revenu disponible médian, 2021 ou dernière année connue

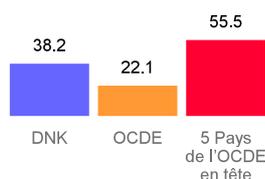


### Transition climatique

- En se plaçant à l'avant-garde des politiques d'atténuation du changement climatique, le Danemark a réussi à réduire ses émissions de gaz à effet de serre. Toutefois, parvenir à la neutralité carbone de manière économique et inclusive nécessitera d'instaurer une tarification efficace du carbone, tout en compensant les éventuels effets redistributifs négatifs.
- Uniformiser la tarification des émissions ne relevant pas du système d'échange de quotas d'émissions de l'UE (SEQE-UE) en leur appliquant un prix minimum.
- Fournir, de manière transparente, un soutien ciblé à ceux qui subissent les effets négatifs de la politique climatique, notamment en allégeant la fiscalité des énergies renouvelables et en accordant des transferts sous condition de ressources.

#### Part des énergies renouvelables dans le mix énergétique

%, moyenne sur la période 2019-21 ou dernière année connue



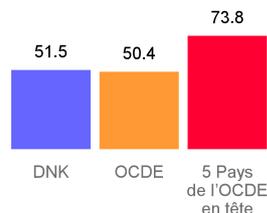
#### Pourcentage de la population exposée à plus de 10 µg/m³ de PM2.5

%, moyenne sur la période 2017-19



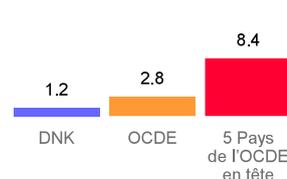
#### Score de tarification du carbone

%, à 30 EUR par tonne de CO2, 2018



#### Budget public de R-D consacré à l'environnement

% du budget public total de R-D 2021 ou dernière année connue

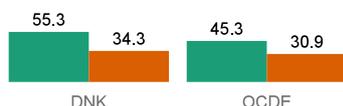


## Performance globale

#### Économie

Milliers USD par habitant 2022 ou dernière année connue

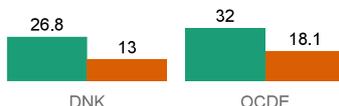
■ Produit intérieur brut  
■ Revenu disponible ajusté brut des ménages



#### Inégalités et pauvreté

2021 ou dernière année connue

■ Coefficient de Gini après impôts et transferts (indice variant sur une échelle de 0 à 100)  
■ Taux de pauvreté, seuil de pauvreté à 60 % du revenu disponible médian (%)



#### Environnement et climat

1 unité de PIB, 2021

0.14 émissions de GES  
0.24 (OCDE)

Coûts pour la protection sociale de la mortalité prématurée attribuable à la pollution de l'air ambiant par les particules % en équivalent PIB, 2019





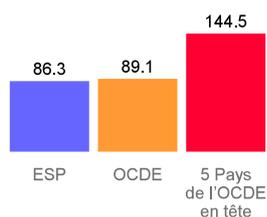
## Écarts de performance

## Recommandations

### Fonctionnement des marchés de produits et des marchés du travail

- Dans certains secteurs, notamment ceux des services professionnels et du commerce, les réglementations sont strictes et diffèrent d'une région à l'autre, ce qui pèse sur l'expansion des entreprises florissantes.
- Les règles différenciées en fonction de la taille des entreprises peuvent constituer des obstacles à leur développement.
- La mobilité de la main-d'œuvre est entravée par le fait qu'un changement de région entraîne la perte de prestations sociales et de logement en raison d'obligations de résidence préalable.
- Poursuivre la mise en œuvre de la loi sur l'unité du marché afin de réduire les différences de réglementation entre régions.
- Supprimer progressivement, en tant que de besoin, les règles variant en fonction de la taille des entreprises.
- Garantir la transférabilité intégrale des prestations sociales et de logement d'une région à l'autre, par le biais d'un renforcement de la coopération et d'une aide temporaire fournie soit par la région d'origine, soit par l'administration centrale.

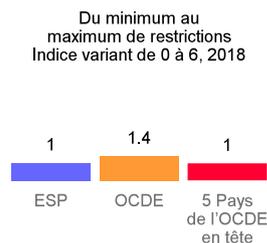
**Productivité du travail**  
PIB par actif, USD  
2022



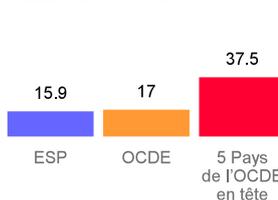
**Taux de chômage**  
%, 2022



**Réglementation des marchés de produits, ensemble de l'économie**  
Du minimum au maximum de restrictions  
Indice variant de 0 à 6, 2018



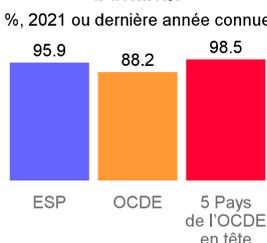
**Dépenses liées aux politiques actives du marché du travail par chômeur**  
% du PIB par habitant  
2020 ou dernière année connue



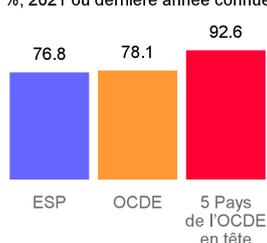
### Transition numérique

- La capacité des petites entreprises à développer des projets de R&D et à accéder à de nouvelles technologies peut encore être améliorée.
- Les besoins en formation dans le domaine des TIC pourraient être mieux identifiés, en particulier en améliorant l'accès des travailleurs peu qualifiés et âgés.
- Soutenir les centres technologiques qui mènent des projets de R&D par le biais de partenariats entre les entreprises, notamment les PME, et les instituts de recherche.
- Orienter une partie des subventions dévolues à la formation professionnelle vers les personnes et élaborer des programmes de formation dans les TIC qui ciblent les travailleurs peu qualifiés et les travailleurs âgés.

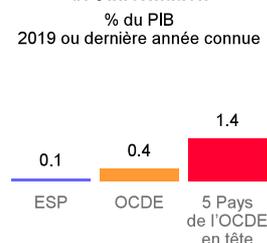
**Part des ménages disposant d'un accès internet haut débit à domicile**  
%, 2021 ou dernière année connue



**Entreprises dotées d'un site web ou d'une page d'accueil**  
%, 2021 ou dernière année connue



**Dépenses de R-D des entreprises dans les secteurs de l'information**  
% du PIB  
2019 ou dernière année connue



**Indice de restrictivité des échanges de services numériques de l'OCDE**  
Du minimum au maximum de restrictions  
Indice de 0 à 1, 2022

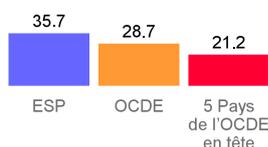


### Inclusivité, protection sociale et vieillissement démographique

- Le taux de chômage des femmes reste plus élevé que celui des hommes.
- Les programmes d'aides sociales ne parviennent pas à réduire efficacement la pauvreté en raison d'inefficiences dans les systèmes administratifs, de règles complexes et d'un manque de coordination.
- Les taux de chômage et de pauvreté sont particulièrement élevés chez les jeunes. Des problèmes d'inadéquation des compétences freinent la transition entre le système scolaire et le marché du travail.
- Soutenir l'éducation et l'accueil des jeunes enfants. Supprimer progressivement les contre-incitations fiscales au travail qui s'exercent sur les seconds apporteurs de revenu.
- Mettre en place des guichets uniques pour coordonner les services sociaux, les services d'accompagnement des chômeurs et l'assistance aux personnes vulnérables.
- Encourager la collaboration entre les établissements d'enseignement et les entreprises pour concevoir les diplômes et conseiller les étudiants sur leur orientation de manière à favoriser une meilleure adéquation entre les études et les besoins du marché du travail.

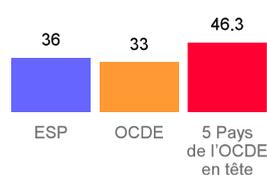
#### Intensité moyenne de la pauvreté après impôts et transferts

Seuil de pauvreté à 60 % du revenu disponible médian 2021 ou dernière année connue



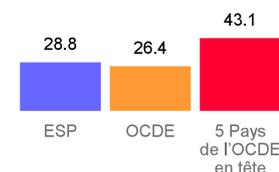
#### Ampleur de la redistribution

Différences entre les coeff. de Gini du revenu marchand et du revenu disponible rapportées aux coeff. du revenu disponible, % 2021 ou dernière année connue



#### Niveaux de revenu garantis par les prestations en espèces assurant un revenu minimum

% du revenu disponible médian 2021 ou dernière année connue

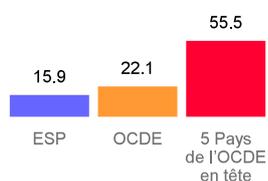


### Transition climatique

- La tarification du carbone peut être améliorée, tant pour les émissions imputables au transport routier que pour les autres.
- Des investissements considérables et des réductions importantes des émissions s'imposent pour réaliser les objectifs climatiques ambitieux adoptés en 2021.
- Il conviendrait d'augmenter les taxes sur les carburants afin qu'elles correspondent mieux aux émissions de CO<sub>2</sub>, tout en procédant à une redistribution en faveur des plus vulnérables.
- Les projets d'investissement déjà bien développés dans les économies d'énergie, la rénovation des bâtiments et les transports durables devraient être renforcés.

#### Part des énergies renouvelables dans le mix énergétique

%, moyenne sur la période 2019-21 ou dernière année connue



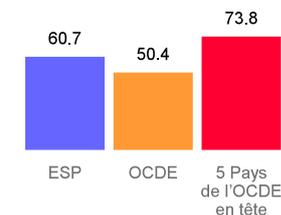
#### Pourcentage de la population exposée à plus de 10 µg/m<sup>3</sup> de PM<sub>2.5</sub>

%, moyenne sur la période 2017-19



#### Score de tarification du carbone

%, à 30 EUR par tonne de CO<sub>2</sub>, 2018



#### Budget public de R-D consacré à l'environnement

% du budget public total de R-D 2021 ou dernière année connue



## Performance globale

#### Économie

Milliers USD par habitant 2022 ou dernière année connue

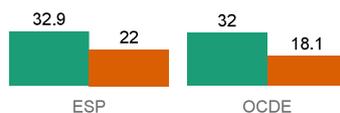
■ Produit intérieur brut  
■ Revenu disponible ajusté brut des ménages



#### Inégalités et pauvreté

2021 ou dernière année connue

■ Coefficient de Gini après impôts et transferts (indice variant sur une échelle de 0 à 100)  
■ Taux de pauvreté, seuil de pauvreté à 60 % du revenu disponible médian (%)



#### Environnement et climat

1 unité de PIB, 2021

↓ 0.17 émissions de GES  
0.24 (OCDE)

Coûts pour la protection sociale de la mortalité prématurée attribuable à la pollution de l'air ambiant par les particules  
% en équivalent PIB, 2019





## Écarts de performance

### Fonctionnement des marchés de produits et des marchés du travail

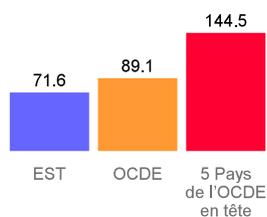
- Au regard de la petite taille du pays, la concurrence reste limitée dans certains secteurs nationaux.
- Les règles applicables aux professions d'avocat et de notaire pourraient permettre davantage de concurrence dans ces services.
- La transparence réglementaire pourrait être améliorée par la mise en place de règles systématiques sur les relations entre les agents du secteur public et privé, Parlement inclus.

## Recommandations

- Supprimer les restrictions quantitatives et territoriales auxquelles sont soumis les notaires, et autoriser la coopération interprofessionnelle et la publicité.
- Revoir la réglementation sur le droit de vote dans les cabinets d'avocats et leur permettre de s'associer avec d'autres professionnels.
- Renforcer l'obligation de rendre des comptes des instances de réglementation de l'énergie et du rail en leur imposant de soumettre un rapport annuel aux commissions parlementaires compétentes.
- Soumettre les contrats de services publics dans le secteur du transport ferroviaire à des appels d'offres.
- Rendre obligatoire la divulgation des groupes d'intérêts qui sont consultés dans le cadre des processus réglementaire et législatif et instaurer une période de réflexion, à l'issue de leur mandat, pour les membres d'organes législatifs, les membres de cabinets et les agents publics nommés.

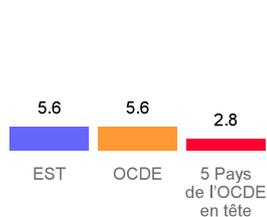
### Productivité du travail

PIB par actif, USD  
2022



### Taux de chômage

%, 2022



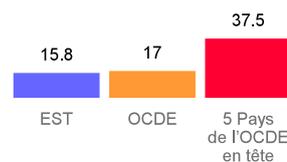
### Réglementation des marchés de produits, ensemble de l'économie

Du minimum au maximum de restrictions  
Indice variant de 0 à 6, 2018



### Dépenses liées aux politiques actives du marché du travail par chômeur

% du PIB par habitant  
2020 ou dernière année connue

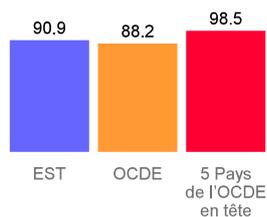


### Transition numérique

- Malgré la robustesse et la sécurité des infrastructures numériques, une administration électronique de classe mondiale et un niveau élevé de confiance des utilisateurs dans les services numériques, les entreprises estoniennes, en particulier celles de petite taille, sont en retard, ce qui entrave la diffusion des technologies numériques.
- Accroître les investissements publics en vue d'améliorer la couverture du réseau à très haut débit, y compris en subventionnant le dernier kilomètre pour les entreprises de taille plus restreinte.
- Alléger les formalités administratives liées aux demandes de diagnostic numérique afin de mieux identifier les besoins numériques des entreprises et d'accroître le taux d'adoption.

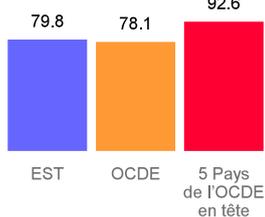
**Part des ménages disposant d'un accès internet haut débit à domicile**

%, 2021 ou dernière année connue



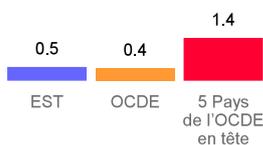
**Entreprises dotées d'un site web ou d'une page d'accueil**

%, 2021 ou dernière année connue



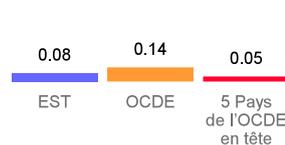
**Dépenses de R-D des entreprises dans les secteurs de l'information**

% du PIB  
2019 ou dernière année connue



**Indice de restrictivité des échanges de services numériques de l'OCDE**

Du minimum au maximum de restrictions  
Indice de 0 à 1, 2022

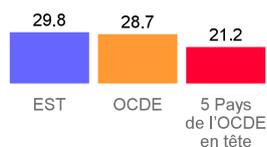


### Inclusivité, protection sociale et vieillissement démographique

- La pauvreté constitue un problème persistant et se trouve aggravée par une forte inflation. Un travailleur sur dix est issu d'un ménage pauvre. Des réformes supplémentaires doivent être entreprises pour faire baisser le taux de pauvreté relative, qui est l'un des plus élevés en Europe, et l'amener à 15 % d'ici 2023.
- Pour faire face à l'accélération de la diffusion des technologies numériques et à la transition vers une économie neutre pour le climat, il convient d'intensifier les politiques actives du marché du travail et les activités de formation pour les chômeurs, les travailleurs menacés par le chômage et ceux victimes de suppressions d'emplois.
- Réduire les contributions de sécurité sociale des bas salaires pour soutenir le reste à vivre.
- Resserer le ciblage des transferts et mettre les capacités numériques et les données à profit pour augmenter le taux d'utilisation.
- Mettre en place des prestations liées à l'exercice d'un emploi afin de valoriser le travail.
- Augmenter les dépenses consacrées aux politiques actives du marché du travail.
- Faire en sorte que les programmes de formation et d'aide à la recherche d'emploi soient plus adaptés aux besoins des marchés du travail locaux, et notamment de ceux dans lesquels les secteurs à forte intensité de carbone sont très présents.
- Évaluer les formations a posteriori en s'appuyant sur les importantes capacités numériques de l'administration.

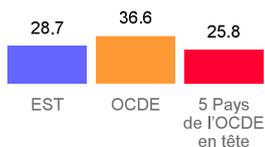
**Intensité moyenne de la pauvreté après impôts et transferts**

Seuil de pauvreté à 60 % du revenu disponible médian  
2021 ou dernière année connue



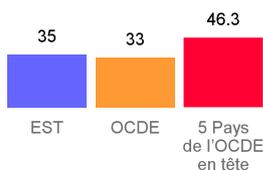
**Impact du milieu socio-économique sur le score au PISA en compréhension de l'écrit**

%, 2018



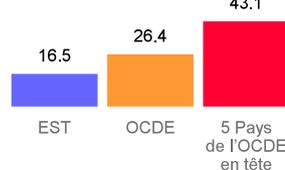
**Ampleur de la redistribution**

Différences entre les coeff. de Gini du revenu marchand et du revenu disponible rapportées aux coeff. du revenu disponible, %  
2021 ou dernière année connue



**Niveaux de revenu garantis par les prestations en espèces assurant un revenu minimum**

% du revenu disponible médian, 2021 ou dernière année connue

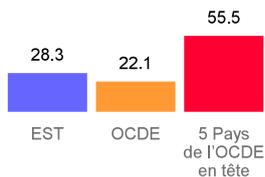


### Transition climatique

- Les émissions de GES, jusqu'alors élevées, ont sensiblement diminué. Toutefois, l'économie reste relativement intensive en carbone, et les schistes bitumineux continuent de prédominer dans l'approvisionnement énergétique. L'abandon progressif de cette industrie, qui est fortement concentrée dans la région nord-est de l'Estonie, aura d'importantes répercussions sociales et économiques.
- En vue d'améliorer la sécurité énergétique, accélérer la mise aux normes européennes des réseaux électriques.
- Réduire progressivement la production de schistes bitumineux conformément à ce qui était prévu, mais en atténuer l'impact sociétal par la mise en place et le financement d'un plan de développement global et à long terme.
- Continuer à encourager l'innovation dans les technologies bas carbone en mettant l'accent sur l'investissement public dans la recherche et le développement et en augmentant la part de financement des questions liées à l'environnement.

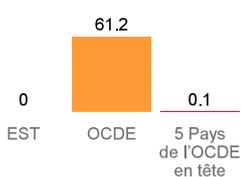
**Part des énergies renouvelables dans le mix énergétique**

%, moyenne sur la période 2019-21 ou dernière année connue



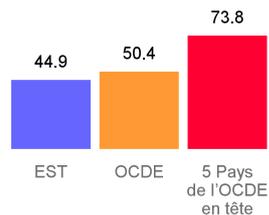
**Pourcentage de la population exposée à plus de 10 µg/m³ de PM2.5**

%, moyenne sur la période 2017-19



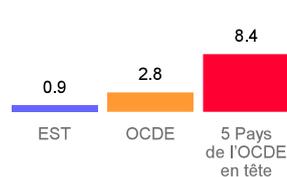
**Score de tarification du carbone**

%, à 30 EUR par tonne de CO2, 2018



**Budget public de R-D consacré à l'environnement**

% du budget public total de R-D 2021 ou dernière année connue



**Performance globale**

**Économie**

Milliers USD par habitant 2022 ou dernière année connue

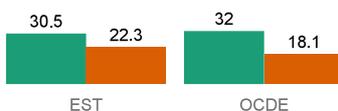
■ Produit intérieur brut  
■ Revenu disponible ajusté brut des ménages



**Inégalités et pauvreté**

2021 ou dernière année connue

■ Coefficient de Gini après impôts et transferts (indice variant sur une échelle de 0 à 100)  
■ Taux de pauvreté, seuil de pauvreté à 60 % du revenu disponible médian (%)



**Environnement et climat**

1 unité de PIB, 2021

0.26 émissions de GES  
0.24 (OCDE)

Coûts pour la protection sociale de la mortalité prématurée attribuable à la pollution de l'air ambiant par les particules  
% en équivalent PIB, 2019





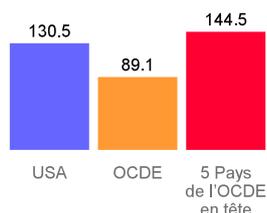
## Écarts de performance

## Recommandations

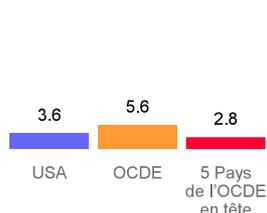
### Fonctionnement des marchés de produits et des marchés du travail

- La concurrence sur les marchés du travail est freinée par le recours fréquent à des clauses de non-concurrence et des autorisations professionnelles dans d'autres secteurs que ceux imposant un accès réglementé pour des raisons de santé et de sécurité publiques. Le traitement des autorisations professionnelles diffère de surcroît selon les États. Certaines catégories de population sont particulièrement exposées à des obligations excessives en matière d'accès réglementé, par exemple les personnes ayant un casier judiciaire et les immigrés.
- Encourager davantage les États à supprimer la réglementation de l'accès aux professions ayant peu de conséquences en termes de santé et de sécurité publiques, et prendre des mesures pour lutter contre les comportements anticoncurrentiels.
- S'attaquer aux obstacles excessifs à l'emploi qui frappent particulièrement les minorités ethniques et les ressortissants étrangers.
- Rendre illégale l'utilisation des clauses de non-concurrence, sauf si les employeurs peuvent prouver qu'elles sont bénéfiques pour les travailleurs.

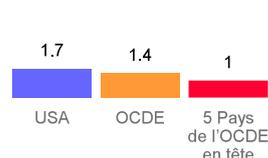
**Productivité du travail**  
PIB par actif, USD  
2022



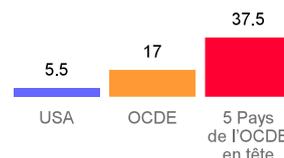
**Taux de chômage**  
%, 2022



**Réglementation des marchés de produits, ensemble de l'économie**  
Du minimum au maximum de restrictions  
Indice variant de 0 à 6, 2018



**Dépenses liées aux politiques actives du marché du travail par chômeur**  
% du PIB par habitant  
2020 ou dernière année connue

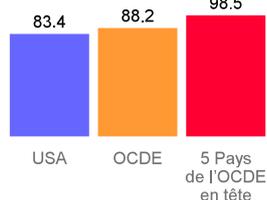


### Transition numérique

- L'investissement public dans les infrastructures à haut débit s'inscrit en hausse et comble les importantes différences de couverture existant dans certaines parties du pays. Les infrastructures numériques sont étroitement liées à d'autres secteurs économiques, mais les États-Unis n'appliquent pas de plans nationaux intersectoriels pour les infrastructures.
- Continuer à moderniser et à améliorer les infrastructures numériques publiques.
- Créer une institution fédérale spécialement chargée de définir des orientations intersectorielles et inter-États sur les priorités et les meilleures pratiques en matière d'infrastructures.

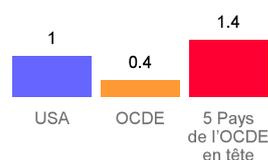
**Part des ménages disposant d'un accès internet haut débit à domicile**

%, 2021 ou dernière année connue



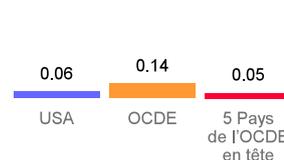
**Dépenses de R-D des entreprises dans les secteurs de l'information**

% du PIB  
2019 ou dernière année connue



**Indice de restrictivité des échanges de services numériques de l'OCDE**

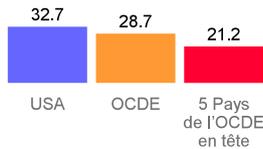
Du minimum au maximum de restrictions  
Indice de 0 à 1, 2022



### Inclusivité, protection sociale et vieillissement démographique

- Le rapport entre le salaire minimum et le salaire médian est nettement inférieur à celui des autres pays de l'OCDE.
- Les dépenses liées aux politiques actives du marché du travail par chômeur sont aussi relativement faibles. En outre, dans de nombreux États, les bénéficiaires de prestations sont confrontés à des retards importants dans le traitement de leurs demandes d'allocations chômage.
- Augmenter le salaire minimum fédéral.
- Poursuivre la modernisation et la simplification des régimes d'assurance chômage, et les intégrer davantage aux dispositifs d'aide à la recherche d'emploi et de formation.
- Accroître les dépenses publiques consacrées aux politiques actives du marché du travail, en mettant l'accent sur les mesures relatives aux services de placement et aux dispositifs de reconversion performants.

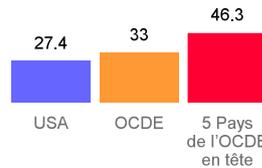
**Intensité moyenne de la pauvreté après impôts et transferts**  
Seuil de pauvreté à 60 % du revenu disponible médian 2021 ou dernière année connue



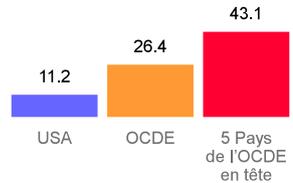
**Impact du milieu socio-économique sur le score au PISA en compréhension de l'écrit**  
%, 2018



**Ampleur de la redistribution**  
Différences entre les coeff. de Gini du revenu marchand et du revenu disponible rapportées aux coeff. du revenu disponible, % 2021 ou dernière année connue



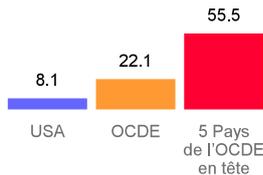
**Niveaux de revenu garantis par les prestations en espèces assurant un revenu minimum**  
% du revenu disponible médian, 2021 ou dernière année connue



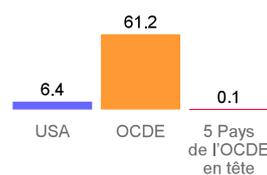
### Transition climatique

- La baisse du total des émissions de gaz à effet de serre est régulière depuis 2004, stimulée par le changement opéré dans le mix énergétique. L'intensité en émissions demeure toutefois l'une des plus élevées des pays de l'OCDE et doit fortement diminuer pour que le pays atteigne ses objectifs de réduction des émissions. Les secteurs résidentiel et des transports sont à l'origine d'environ 42 % des émissions de gaz à effet de serre.
- Accroître la mise en place des programmes de rénovation et de réhabilitation thermique existant déjà.
- Proposer des incitations fiscales aux États pour qu'ils modernisent les codes énergétiques des bâtiments.
- Accélérer le durcissement des normes de consommation de carburant et d'émissions de CO2 d'échappement.

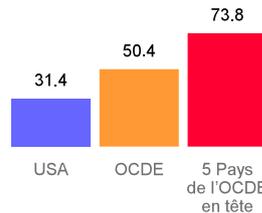
**Part des énergies renouvelables dans le mix énergétique**  
%, moyenne sur la période 2019-21 ou dernière année connue



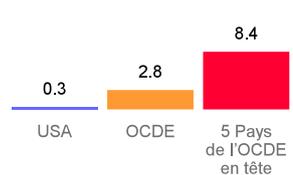
**Pourcentage de la population exposée à plus de 10 µg/m³ de PM2.5**  
%, moyenne sur la période 2017-19



**Score de tarification du carbone**  
%, à 30 EUR par tonne de CO2, 2018

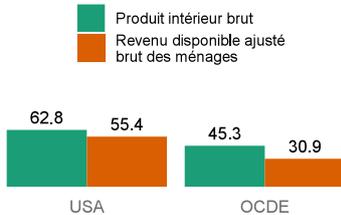


**Budget public de R-D consacré à l'environnement**  
% du budget public total de R-D 2021 ou dernière année connue

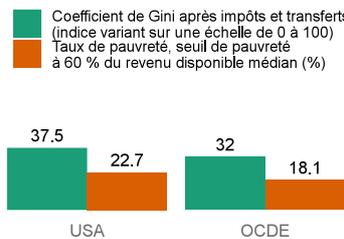


## Performance globale

**Économie**  
Milliers USD par habitant 2022 ou dernière année connue



**Inégalités et pauvreté**  
2021 ou dernière année connue



**Environnement et climat**  
1 unité de PIB, 2021





## Écarts de performance

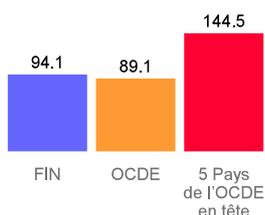
## Recommandations

### Fonctionnement des marchés de produits et des marchés du travail

- L'inadéquation des compétences s'est aggravée au fil du temps et touche surtout les professions non cycliques (dans la santé par exemple). Le manque de places dans les établissements d'enseignement supérieur réduit le taux de diplômées à ce niveau et contribue à des pénuries de compétences.
- Lorsqu'un accord salarial de branche est négocié par une organisation patronale, la loi interdit aux entreprises qui n'en sont pas membres de se prévaloir d'éventuelles clauses de flexibilité permettant des négociations au niveau de l'entreprise, ce qui pèse sur l'emploi et la productivité.
- Créer et financer des places supplémentaires dans les établissements d'enseignement supérieur tout en assouplissant le système d'attribution des places dans les différents domaines d'études afin de remédier aux pénuries de compétences structurelles.
- Définir des conditions-cadres générales dans les accords salariaux de branche, mais laisser davantage de latitude pour la conclusion d'accords d'entreprise.

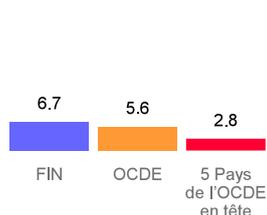
#### Productivité du travail

PIB par actif, USD  
2022



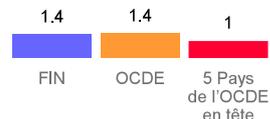
#### Taux de chômage

%, 2022



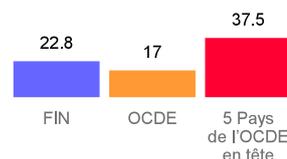
#### Réglementation des marchés de produits, ensemble de l'économie

Du minimum au maximum de restrictions  
Indice variant de 0 à 6, 2018



#### Dépenses liées aux politiques actives du marché du travail par chômeur

% du PIB par habitant  
2020 ou dernière année connue

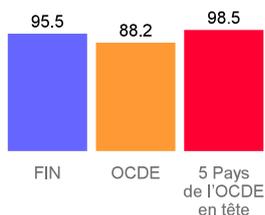


### Transition numérique

- L'utilisation par l'administration de technologies numériques pâtit d'une faible utilisation des données aux fins de la prise de décision.
- L'investissement dans les TIC est faible en proportion du PIB et se trouve pénalisé par le manque de travailleurs qualifiés.
- Améliorer les mécanismes d'accès, de gouvernance, de partage et de réutilisation des données pour optimiser la prise de décision et la fourniture des services.
- Revoir à la hausse le taux de diplômés de l'enseignement supérieur, l'immigration de travailleurs qualifiés et les dépenses de formation pour doter ceux qui ont perdu leur emploi des compétences nécessaires.

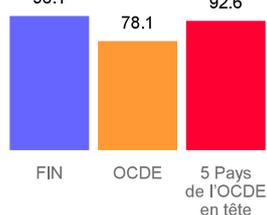
#### Part des ménages disposant d'un accès internet haut débit à domicile

%, 2021 ou dernière année connue



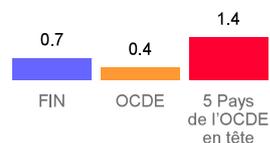
#### Entreprises dotées d'un site web ou d'une page d'accueil

%, 2021 ou dernière année connue



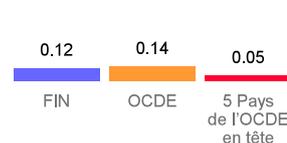
#### Dépenses de R-D des entreprises dans les secteurs de l'information

% du PIB  
2019 ou dernière année connue



#### Indice de restrictivité des échanges de services numériques de l'OCDE

Du minimum au maximum de restrictions  
Indice de 0 à 1, 2022



### Inclusivité, protection sociale et vieillissement démographique

- Les incitations à améliorer l'efficacité contenues dans la réforme de la santé et de la protection sociale n'apparaissent pas suffisantes pour encourager les nouvelles organisations responsables de la prestation de services sociaux et de santé à mettre en œuvre des mesures qui produiraient des gains d'efficacité.
- La générosité de l'allocation de garde d'enfant à domicile dissuade les mères de jeunes enfants de travailler, et un éloignement prolongé du marché du travail nuit à leurs perspectives de carrière et à l'évolution de leur rémunération.
- Suivre la mise en œuvre de la réforme de la santé et de la protection sociale et renforcer les incitations aux gains d'efficacité si elles se révèlent insuffisantes.
- Réduire le montant de l'allocation de garde d'enfant à domicile et augmenter les subventions d'autres modes de garde pour inciter les mères de jeunes enfants à travailler.

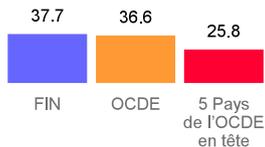
#### Intensité moyenne de la pauvreté après impôts et transferts

Seuil de pauvreté à 60 % du revenu disponible médian 2021 ou dernière année connue



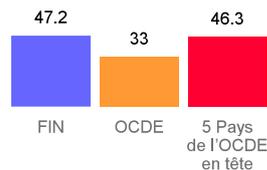
#### Impact du milieu socio-économique sur le score au PISA en compréhension de l'écrit

%, 2018



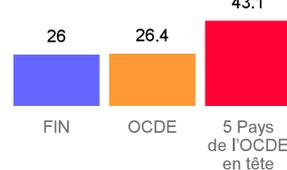
#### Ampleur de la redistribution

Différences entre les coeff. de Gini du revenu marchand et du revenu disponible rapportées aux coeff. du revenu disponible, % 2021 ou dernière année connue



#### Niveaux de revenu garantis par les prestations en espèces assurant un revenu minimum

% du revenu disponible médian, 2021 ou dernière année connue

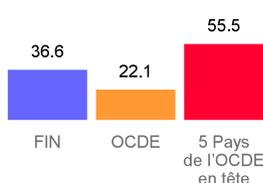


### Transition climatique

- Les absorptions nettes de GES par les puits liés à la foresterie et aux autres affectations des terres ne sont pas suffisantes pour que la Finlande puisse assumer sa part de l'objectif fixé pour 2030 au niveau de l'UE dans ce secteur, et pour atteindre l'objectif de neutralité carbone à l'horizon 2035. L'exploitation de tourbières est responsable de 16 % des émissions totales de gaz à effet de serre (GES).
- La production de chaleur à partir de tourbe (12 % des émissions de GES) est taxée à un taux beaucoup plus faible que lorsque d'autres combustibles fossiles sont utilisés.
- Des mesures supplémentaires s'imposent pour réduire la dépendance vis-à-vis de la voiture dans les grandes villes.
- Créer des instruments permettant d'orienter l'exploitation des tourbières vers l'exploitation de tourbières humidifiées.
- Appliquer un mécanisme de tarification du carbone à la foresterie.
- Assujettir la production de chaleur à partir de tourbe au même régime fiscal que celui qui est appliqué aux autres combustibles fossiles.
- Renforcer les politiques visant à réduire la dépendance à l'égard de la voiture dans les grandes villes tout en accentuant le financement de véhicules personnels à faibles émissions de carbone dans les localités dépourvues de transports publics.

#### Part des énergies renouvelables dans le mix énergétique

%, moyenne sur la période 2019-21 ou dernière année connue



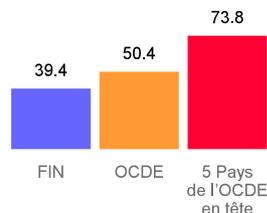
#### Pourcentage de la population exposée à plus de 10 µg/m³ de PM2.5

%, moyenne sur la période 2017-19



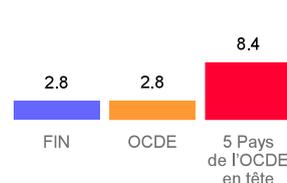
#### Score de tarification du carbone

%, à 30 EUR par tonne de CO2, 2018



#### Budget public de R-D consacré à l'environnement

% du budget public total de R-D 2021 ou dernière année connue

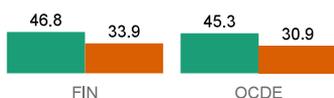


## Performance globale

### Économie

Milliers USD par habitant 2022 ou dernière année connue

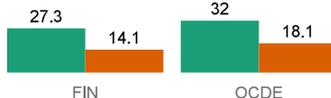
■ Produit intérieur brut  
■ Revenu disponible ajusté brut des ménages



### Inégalités et pauvreté

2021 ou dernière année connue

■ Coefficient de Gini après impôts et transferts (indice variant sur une échelle de 0 à 100)  
■ Taux de pauvreté, seuil de pauvreté à 60 % du revenu disponible médian (%)



### Environnement et climat

1 unité de PIB, 2021

↓ 0.19 émissions de GES  
0.24 (OCDE)

Coûts pour la protection sociale de la mortalité prématurée attribuable à la pollution de l'air ambiant par les particules  
% en équivalent PIB, 2019





## Écarts de performance

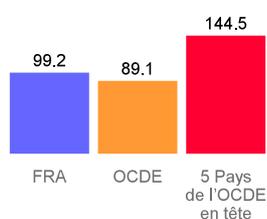
## Recommandations

### Fonctionnement des marchés de produits et des marchés du travail

- La faible flexibilité de l'offre de logements en zones tendues empêche une plus grande mobilité résidentielle et professionnelle, notamment pour les jeunes.
- Les dépenses fiscales sont considérables et certaines mesures, comme l'exonération des heures supplémentaires et les incitations à l'épargne des ménages, ne sont guère efficaces.
- La qualité des programmes de formation tout au long de la vie est inégale et la crise liée au COVID-19 a interrompu la mise en œuvre des labels de qualité des organismes de formation.
- Recentrer les politiques de développement de l'offre de logement sur les zones les plus denses.
- Attribuer la responsabilité des infrastructures ou de l'urbanisme au niveau local aux communautés de communes afin de mieux parer aux retombées environnementales et autres.
- Rationaliser l'organisation des administrations publiques locales en faisant fusionner les petites communes.
- Réduire les dépenses fiscales, en particulier celles qui ne bénéficient pas aux ménages modestes, ou les mesures qui favorisent une épargne excessive des ménages.
- Assurer l'accès à une information transparente et un suivi efficace de la qualité des programmes de formation tout au long de la vie grâce à un accompagnement renforcé et à des évaluations régulières des organismes qui dispensent ces formations.

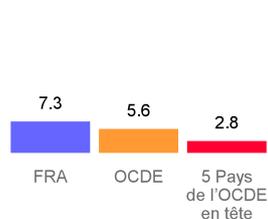
#### Productivité du travail

PIB par actif, USD  
2022



#### Taux de chômage

%, 2022



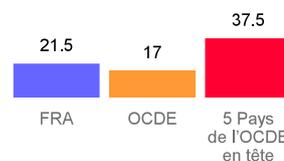
#### Réglementation des marchés de produits, ensemble de l'économie

Du minimum au maximum de restrictions  
Indice variant de 0 à 6, 2018



#### Dépenses liées aux politiques actives du marché du travail par chômeur

% du PIB par habitant  
2020 ou dernière année connue

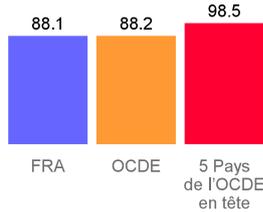


### Transition numérique

- L'infrastructure numérique, notamment le déploiement d'un réseau à très haut débit et le recours aux procédures administratives électroniques ont progressé, mais l'adoption des technologies numériques par les petites entreprises reste faible.
- Le manque de formation de l'encadrement et des salariés et la méconnaissance des dispositifs d'accompagnement constituent des freins à l'adoption des technologies.
- Soutenir financièrement les formations aux technologies numériques pour les petites entreprises.
- Mettre en place des guichets uniques territorialisés regroupant les activités de soutien aux pratiques de gestion des ressources humaines des petites entreprises.

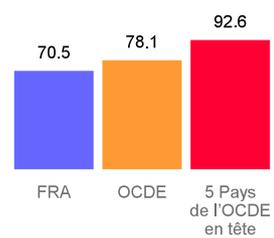
### Part des ménages disposant d'un accès internet haut débit à domicile

%, 2021 ou dernière année connue



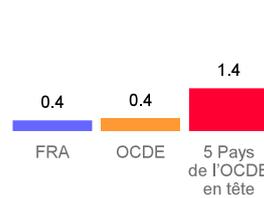
### Entreprises dotées d'un site web ou d'une page d'accueil

%, 2021 ou dernière année connue



### Dépenses de R-D des entreprises dans les secteurs de l'information

% du PIB  
2019 ou dernière année connue



### Indice de restrictivité des échanges de services numériques de l'OCDE

Du minimum au maximum de restrictions  
Indice de 0 à 1, 2022

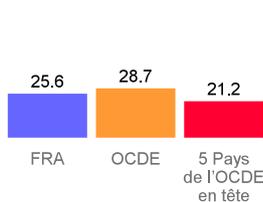


## Inclusivité, protection sociale et vieillissement démographique

- En dépit des progrès accomplis ces dernières années, le taux d'emploi reste relativement faible. En particulier, l'âge effectif de sortie du marché du travail est bas.
- Il est aussi essentiel d'améliorer l'accès à des services d'éducation des jeunes enfants et à des formations tout au long de la vie de qualité pour réduire l'inégalité des chances, les ménages défavorisés ayant un moindre accès aux structures de garde d'enfants.
- Favoriser le recul de l'âge effectif de sortie du marché du travail, notamment en relevant l'âge minimum de la retraite en fonction de l'espérance de vie.
- Accélérer le développement de l'offre de services de garde d'enfants pour les ménages modestes et dans les quartiers défavorisés.
- Continuer de réduire le nombre d'élèves par classe dans les quartiers défavorisés et, dans la formation des enseignants, favoriser des pratiques pédagogiques innovantes pour répondre aux besoins différenciés des élèves.

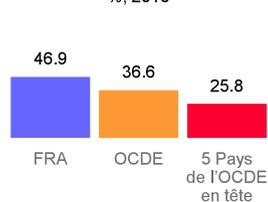
### Intensité moyenne de la pauvreté après impôts et transferts

Seuil de pauvreté à 60 % du revenu disponible médian  
2021 ou dernière année connue



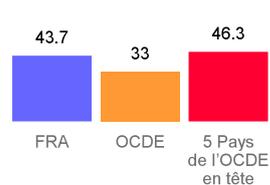
### Impact du milieu socio-économique sur le score au PISA en compréhension de l'écrit

%, 2018



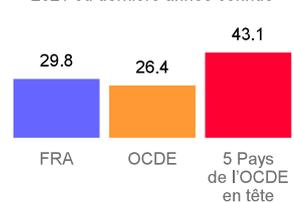
### Ampleur de la redistribution

Différences entre les coeff. de Gini du revenu marchand et du revenu disponible rapportées aux coeff. du revenu disponible, %  
2021 ou dernière année connue



### Niveaux de revenu garantis par les prestations en espèces assurant un revenu minimum

% du revenu disponible médian,  
2021 ou dernière année connue

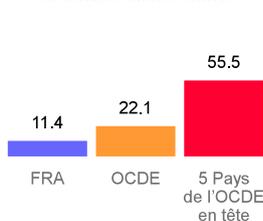


## Transition climatique

- Le niveau des émissions de la France est faible. Cependant, la réduction des émissions doit s'accélérer pour que la France atteigne son objectif de neutralité carbone d'ici 2050. Les prix du carbone restent inégaux selon les secteurs.
- Certains dispositifs d'aide à la rénovation des bâtiments ne favorisent pas les opérations efficaces de rénovation énergétique.
- L'artificialisation des sols continue de progresser.
- Uniformiser progressivement le prix du carbone entre secteurs d'activité, avant de reprendre la trajectoire de hausse progressive de la composante carbone des taxes énergétique.
- Subordonner les aides à la rénovation des bâtiments au respect d'un critère d'efficacité énergétique minimale et renforcer les contrôles des travaux de grande envergure afin de parvenir à une meilleure efficacité énergétique.
- Réformer la taxe d'aménagement en intégrant un mécanisme de « bonus-malus » qui découragerait l'artificialisation des sols et encouragerait la densification.

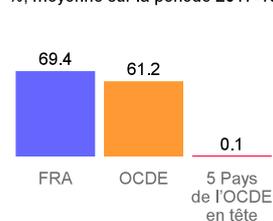
### Part des énergies renouvelables dans le mix énergétique

%, moyenne sur la période 2019-21 ou dernière année connue



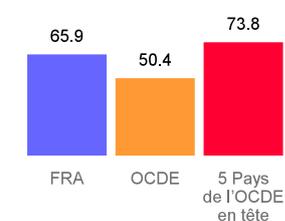
### Pourcentage de la population exposée à plus de 10 µg/m³ de PM2.5

%, moyenne sur la période 2017-19



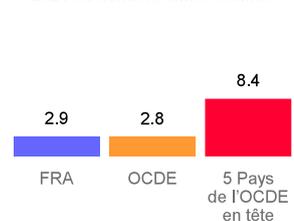
### Score de tarification du carbone

%, à 30 EUR par tonne de CO2, 2018

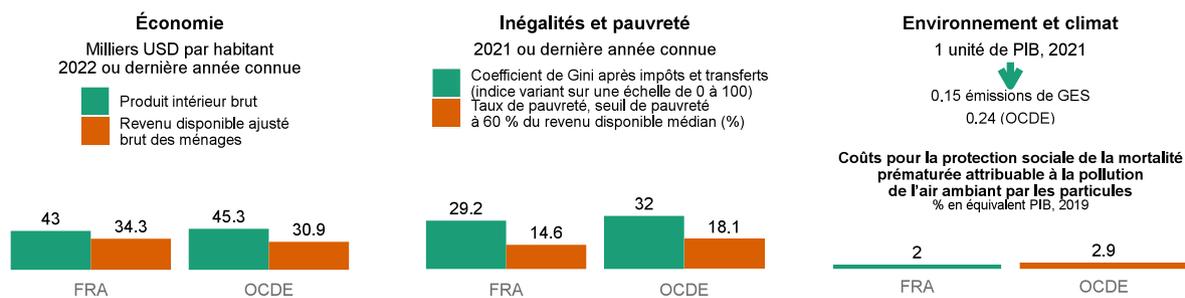


### Budget public de R-D consacré à l'environnement

% du budget public total de R-D  
2021 ou dernière année connue



## Performance globale





## Écarts de performance

## Recommandations

### Fonctionnement des marchés de produits et des marchés du travail

- Des réformes en cours améliorent l'environnement des entreprises, mais des problèmes subsistent, notamment en ce qui concerne la réactivité du système judiciaire.
- L'économie de la Grèce est dominée par des petites entreprises à la productivité faible et au potentiel de développement limité qui tirent la productivité globale vers le bas. La concurrence par les prix demeure faible dans de nombreux marchés, tandis que les dispositions réglementaires qui limitent l'activité dans certains secteurs clés et le réaménagement des sols freinent l'arrivée de nouveaux entrants. Des prêts non performants grèvent la capacité du secteur bancaire à financer l'investissement.
- Les travailleurs changent moins souvent d'emploi que dans la plupart des pays de l'OCDE alors que, dans le cadre des transitions écologique et numérique, de nombreux travailleurs et entreprises devront adapter leur activité.
- Améliorer l'efficacité du système judiciaire en simplifiant les procédures administratives et en communiquant sur les avantages des mécanismes alternatifs de règlement des litiges.
- Abaisser les obstacles à l'entrée, en commençant par les services professionnels, et simplifier les règles de zonage.
- Dans tous les secteurs et régions affectés par la transition vers une économie verte, faciliter l'accès à des politiques actives du marché du travail et à une formation de qualité.

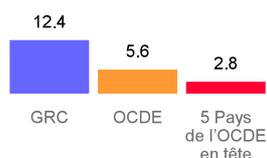
#### Productivité du travail

PIB par actif, USD  
2022



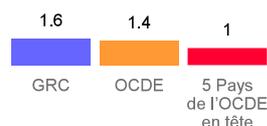
#### Taux de chômage

%, 2022



#### Réglementation des marchés de produits, ensemble de l'économie

Du minimum au maximum de restrictions  
Indice variant de 0 à 6, 2018

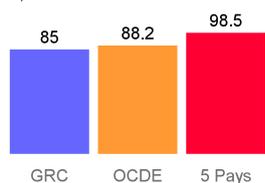


### Transition numérique

- Alors que les services publics connaissent une numérisation rapide, les progrès dans le secteur privé sont plus lents en raison de la faiblesse des investissements dans les équipements, les logiciels, la formation et l'organisation, notamment dans les nombreuses petites entreprises.
- Poursuivre la numérisation et la simplification administrative dans le secteur public en mettant l'accent sur la réforme des marchés publics et des processus de travail afin de renforcer les compétences et d'évoluer dans des environnements numérisés.
- Mettre en œuvre le Plan pour la reprise et la résilience 2.0 du pays qui prévoit différents instruments et mesures de politique publique pour améliorer les infrastructures numériques et soutenir la numérisation des entreprises.

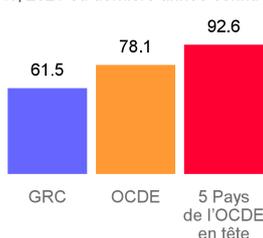
### Part des ménages disposant d'un accès internet haut débit à domicile

%, 2021 ou dernière année connue



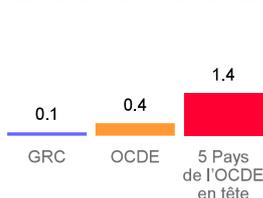
### Entreprises dotées d'un site web ou d'une page d'accueil

%, 2021 ou dernière année connue



### Dépenses de R-D des entreprises dans les secteurs de l'information

% du PIB  
2019 ou dernière année connue



### Indice de restrictivité des échanges de services numériques de l'OCDE

Du minimum au maximum de restrictions  
Indice de 0 à 1, 2022

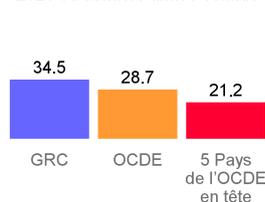


## Inclusivité, protection sociale et vieillissement démographique

- La pauvreté est élevée, notamment parmi les jeunes et les personnes sans emploi.
- La réduction des inégalités est principalement le fait des pensions. Les transferts ont de moindres effets sur la réduction de la pauvreté et n'agissent pas sur les obstacles à l'entrée sur le marché du travail.
- Les réformes de la politique familiale sont parvenues à améliorer le soutien aux aidants mais accusent toujours un retard par rapport à de nombreux pays de l'OCDE. Les taux d'emploi, en particulier pour les femmes et les jeunes, restent bas.
- Supprimer de manière plus progressive les prestations sociales de ceux qui débutent un emploi et mettre en place des prestations liées à l'exercice d'un emploi pour les travailleurs faiblement rémunérés.
- Favoriser l'activité des femmes dans l'emploi rémunéré, notamment en encourageant la mise en place de modes d'organisation du travail plus flexibles.
- Renforcer les mesures incitant à recruter des jeunes travailleurs peu expérimentés, par exemple en les exonérant des cotisations sociales patronales en cas de nouvelle embauche.

### Intensité moyenne de la pauvreté après impôts et transferts

Seuil de pauvreté à 60 % du revenu disponible médian  
2021 ou dernière année connue



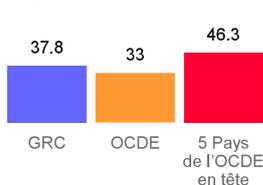
### Impact du milieu socio-économique sur le score au PISA en compréhension de l'écrit

%, 2018



### Ampleur de la redistribution

Différences entre les coeff. de Gini du revenu marchand et du revenu disponible rapportées au coeff. du revenu disponible, %  
2021 ou dernière année connue



### Niveaux de revenu garantis par les prestations en espèces assurant un revenu minimum

% du revenu disponible médian,  
2021 ou dernière année connue

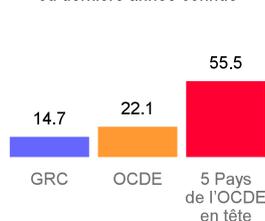


## Transition climatique

- Les émissions de GES ont été réduites mais des progrès supplémentaires doivent être faits. L'intensité carbone de l'économie de la Grèce est plus élevée que dans la plupart des pays de l'OCDE. Des investissements conséquents sont nécessaires pour passer à des sources renouvelables et adapter l'utilisation de l'énergie, et le Plan pour la reprise et la résilience 2.0 de la Grèce contient des mesures en ce sens.
- Les prix du carbone sont élevés en moyenne, mais ils sont fragmentés en fonction de l'utilisation du carburant.
- Améliorer l'efficacité énergétique des logements anciens aidera à contenir la consommation d'énergie, à diminuer les émissions et à réduire la pauvreté énergétique.
- Une fois que les prix du marché de l'énergie se seront stabilisés, augmenter progressivement les prix des émissions non couvertes par le système d'échange de quotas d'émissions de l'UE de manière à atteindre zéro émissions nettes.
- Prévoir un calendrier obligatoire de durcissement des normes d'efficacité énergétique minimale qui s'appliquera à tous les bâtiments existants d'ici à 2050.
- Augmenter significativement les aides à la rénovation en recourant davantage au financement privé, sous la forme de prêts bonifiés pouvant être remboursés grâce aux économies d'énergie réalisées

### Part des énergies renouvelables dans le mix énergétique

%, moyenne sur la période 2019-21 ou dernière année connue



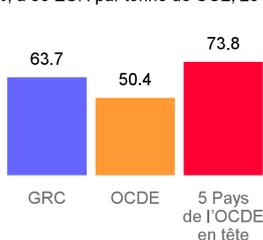
### Pourcentage de la population exposée à plus de 10 µg/m³ de PM2.5

%, moyenne sur la période 2017-19



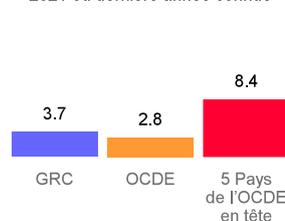
### Score de tarification du carbone

%, à 30 EUR par tonne de CO2, 2018

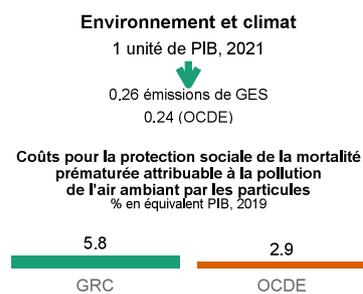
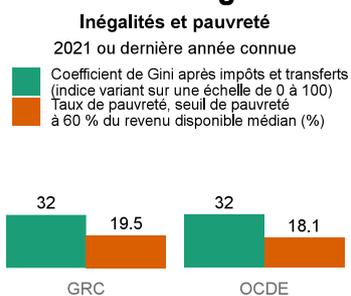
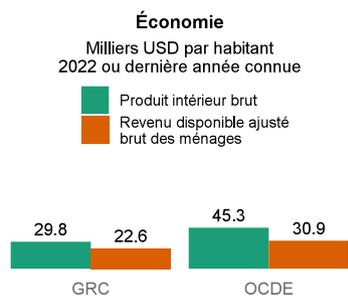


### Budget public de R-D consacré à l'environnement

% du budget public total de R-D  
2021 ou dernière année connue



## Performance globale





## Écarts de performance

## Recommandations

### Fonctionnement des marchés de produits et des marchés du travail

- Il existe d'importants écarts de productivité entre les entreprises étrangères à forte capitalisation qui investissent beaucoup et se livrent concurrence sur les marchés mondiaux et les entreprises hongroises peu capitalisées, peu productives et qui investissent peu, dont l'activité est centrée sur le marché intérieur et qui n'ont guère de lien avec les chaînes d'approvisionnement internationales.
- Le cadre réglementaire favorable à la concurrence est peu utilisé. L'autorité de la concurrence n'est pas suffisamment active dans des domaines exposés à un risque élevé de collusion.
- Les entrées et sorties d'entreprises sont stables et faibles, signe d'une concurrence peu intense. De ce fait, les entreprises peu productives ont pu conserver des parts de marchés disproportionnées.
- Réduire les taxes sectorielles assises sur le chiffre d'affaires qui entravent l'entrée sur le marché et l'expansion des entreprises productives.
- Renforcer la surveillance dans le domaine de la lutte contre la corruption afin d'assurer une meilleure utilisation des ressources publiques.
- Doter l'autorité de la concurrence des ressources financières suffisantes pour faire respecter la loi et retenir les membres très qualifiés de son personnel. Réformer les exemptions soustrayant certains secteurs à la surveillance de l'autorité de la concurrence pour des motifs tenant à des intérêts stratégiques nationaux.
- Réformer les procédures de faillite, longues et coûteuses.

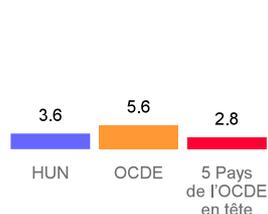
#### Productivité du travail

PIB par actif, USD  
2022



#### Taux de chômage

%, 2022



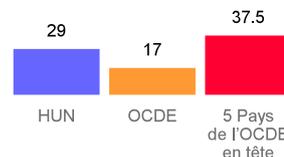
#### Réglementation des marchés de produits, ensemble de l'économie

Du minimum au maximum de restrictions  
Indice variant de 0 à 6, 2018



#### Dépenses liées aux politiques actives du marché du travail par chômeur

% du PIB par habitant  
2020 ou dernière année connue

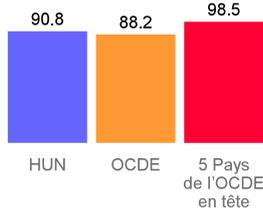


### Transition numérique

- Le faible niveau de numérisation traduit un retard d'adaptation aux technologies numériques dans les petites entreprises et le secteur public.
- L'adoption du haut débit fixe par les entreprises est également plus réduite qu'ailleurs. Le faible niveau de préparation au numérique entrave le déploiement de nouvelles technologies et l'intégration dans des chaînes d'approvisionnement internationales.
- De plus, les prix élevés de l'internet mobile limitent l'utilisation du haut débit mobile.
- Ériger l'adaptation du secteur public aux technologies numériques en priorité afin qu'il entraîne dans son sillage la transformation numérique d'autres parties de l'économie.
- Revoir à la baisse les prix de l'internet mobile dont le niveau élevé limite l'utilisation du haut débit mobile.
- Supprimer progressivement les taxes sur la minute d'appel et sur les messages textes.

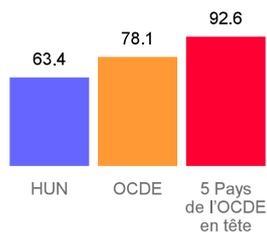
### Part des ménages disposant d'un accès internet haut débit à domicile

%, 2021 ou dernière année connue



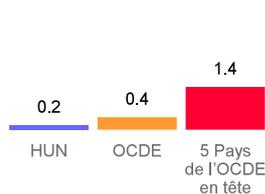
### Entreprises dotées d'un site web ou d'une page d'accueil

%, 2021 ou dernière année connue



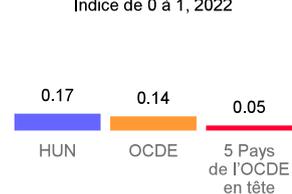
### Dépenses de R-D des entreprises dans les secteurs de l'information

% du PIB  
2019 ou dernière année connue



### Indice de restrictivité des échanges de services numériques de l'OCDE

Du minimum au maximum de restrictions  
Indice de 0 à 1, 2022

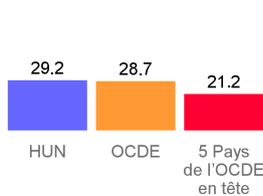


### Inclusivité, protection sociale et vieillissement démographique

- Le taux d'emploi des jeunes mères est faible en raison d'une offre limitée de places en établissements scolaires et de structures d'accueil pour les jeunes enfants.
- Les réseaux ferroviaires locaux sont sous-développés et les routes locales en mauvais état, ce qui nuit à l'insertion dans le marché du travail et aggrave les disparités économiques entre régions.
- Le système de retraites se caractérise par de fortes variations des prestations et par un risque élevé de pauvreté des personnes âgées.
- Accroître l'offre de structures d'accueil des jeunes enfants à moindre coût et de qualité.
- Intensifier les investissements dans les réseaux ferroviaires locaux. Accroître les financements consacrés à l'entretien des réseaux routiers secondaires et tertiaires.
- Restaurer une retraite publique de base et des régimes de retraite flexibles pour les personnes qui ont dépassé l'âge de départ à la retraite afin qu'elles puissent combiner revenus du travail et droits à pension plutôt que de prendre une retraite complète.

### Intensité moyenne de la pauvreté après impôts et transferts

Seuil de pauvreté à 60 % du revenu disponible médian  
2021 ou dernière année connue



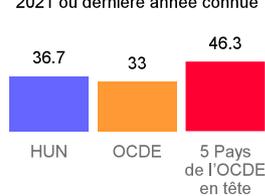
### Impact du milieu socio-économique sur le score au PISA en compréhension de l'écrit

%, 2018



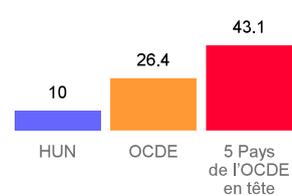
### Ampleur de la redistribution

Différences entre les coeff. de Gini du revenu marchand et du revenu disponible rapportées aux coeff. du revenu disponible, %  
2021 ou dernière année connue



### Niveaux de revenu garantis par les prestations en espèces assurant un revenu minimum

% du revenu disponible médian,  
2021 ou dernière année connue



### Transition climatique

- Des mesures supplémentaires doivent être prises en vue d'atteindre le nouvel objectif plus ambitieux de l'UE, à savoir une réduction de 55 % des émissions de gaz à effet de serre (GES) d'ici 2030.
- La combinaison de subventions et de taux d'imposition variables se traduit par des taux d'imposition effectifs relativement bas sur le CO<sub>2</sub> et un coût plus élevé de la lutte contre la pollution.
- Ajuster les taxes et les subventions portant sur les activités polluantes en fonction de leurs effets dommageables sur l'environnement et appliquer le principe pollueur-payeur afin de promouvoir une croissance économique plus verte.
- Faire monter en puissance les programmes mis en place pour améliorer l'efficacité énergétique et thermique du parc immobilier, conformément à la Directive de l'UE relative à l'efficacité énergétique.

### Part des énergies renouvelables dans le mix énergétique

%, moyenne sur la période 2019-21 ou dernière année connue



### Pourcentage de la population exposée à plus de 10 µg/m³ de PM2.5

%, moyenne sur la période 2017-19



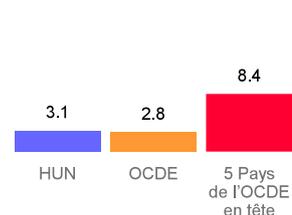
### Score de tarification du carbone

%, à 30 EUR par tonne de CO<sub>2</sub>, 2018

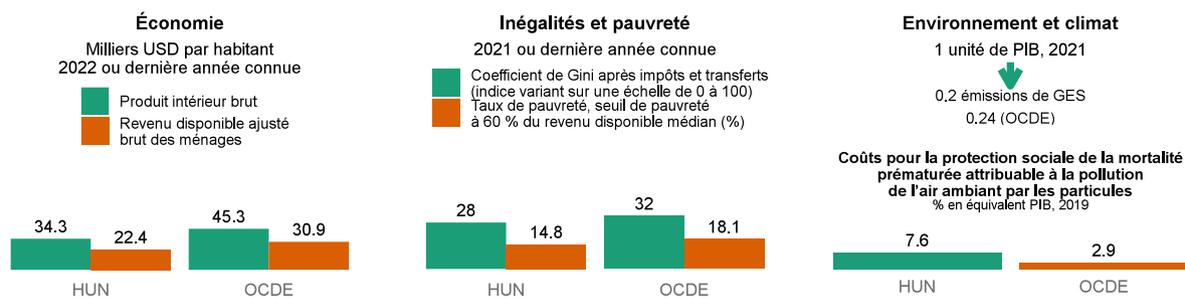


### Budget public de R-D consacré à l'environnement

% du budget public total de R-D  
2021 ou dernière année connue



## Performance globale





## Écarts de performance

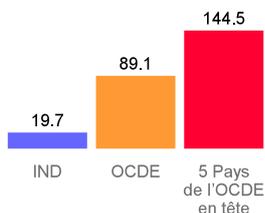
## Recommandations

### Fonctionnement des marchés de produits et des marchés du travail

- La participation de l'État dans les secteurs financiers a été réduite par de récentes réformes, ce qui a permis une plus grande participation des entreprises étrangères dans les secteurs des assurances, de la défense, du pétrole et du gaz naturel, ainsi que des télécommunications. Toutefois, le renforcement ces dernières années du rôle des conglomérats privés dans l'économie a eu des répercussions négatives sur la concurrence.
- Malgré la réduction des prêts non performants et la création d'une structure de reprise et de résolution d'actifs (ou « *bad bank* »), les procédures de résolution restent lentes.
- Améliorer la résilience du secteur financier en accélérant les procédures du Code de la faillite et de l'insolvabilité, en gérant les actifs non performants, et en assurant une supervision adéquate de l'État.
- Promouvoir les réformes structurelles dans le secteur financier en réduisant les participations de l'État dans les banques et les compagnies d'assurance.
- Poursuivre la libéralisation des IDE en supprimant les dernières restrictions et en simplifiant le système d'autorisation gouvernementale.
- Promouvoir la création d'emplois de qualité en modernisant la réglementation du travail et les programmes de développement des compétences.

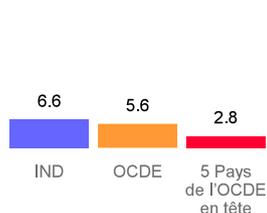
#### Productivité du travail

PIB par actif, USD  
2022



#### Taux de chômage

%, 2022

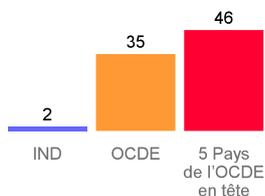


### Transition numérique

- Malgré une pénétration importante de la téléphonie mobile et le succès des politiques publiques encourageant la numérisation des services administratifs dans les domaines financier, de l'éducation, de la santé, et de la fourniture de services sociaux, la fracture numérique reste importante suivant le lieu, le sexe, l'âge, le revenu, la richesse, et la taille des entreprises.
- Améliorer l'accès à des réseaux et services de haut débit sûrs et abordables dans les zones rurales ainsi que pour les micro-, petites et moyennes entreprises (MPME) et les ménages pauvres.
- Promouvoir le développement d'une culture et de compétences numériques grâce à l'enseignement et la formation, notamment parmi les femmes et les groupes marginalisés.

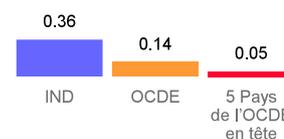
#### Nombre d'abonnements au haut débit fixe pour 100 habitants

2021 ou dernière année connue



#### Indice de restrictivité des échanges de services numériques de l'OCDE

Du minimum au maximum de restrictions  
Indice de 0 à 1, 2022

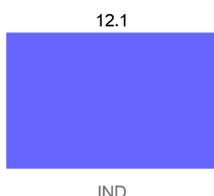


### Inclusivité, protection sociale et vieillissement démographique

- Les taux de pauvreté tant monétaire que multidimensionnelle ont reculé, au moins avant la pandémie. L'inégalité des chances et la protection sociale restent problématiques, et les travailleurs migrants ainsi que les femmes (notamment les veuves) sont particulièrement vulnérables en raison de compétences insuffisantes. La loi de 2022 sur le droit à l'éducation a instauré l'enseignement gratuit et obligatoire pour tous les enfants âgés de 6 à 14 ans mais dans les faits, tous n'y ont pas accès, et la qualité laisse à désirer.
- Améliorer la mobilité sociale en élargissant l'accès aux services sociaux et aux infrastructures, et plus particulièrement en assurant l'égalité d'accès à un enseignement de qualité à tous les enfants de 6 à 14 ans aux fins d'une mise en œuvre effective.

#### Intensité de la pauvreté par rapport au seuil de 3.65 USD par jour

%, 2021 ou dernière année connue

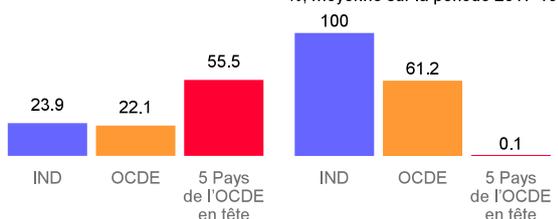


### Transition climatique

- L'Inde s'est engagée à réduire ses émissions de gaz à effet de serre et à accroître la part des énergies renouvelables. Néanmoins, le mix énergétique reste fortement dépendant des combustibles fossiles et du charbon, la facture des importations s'est alourdie, et l'efficacité énergétique est faible.
- La pollution de l'air, les épisodes météorologiques extrêmes et les sécheresses sont de plus en plus problématiques.
- Accroître encore la part des énergies renouvelables en facilitant les investissements à long terme dans les projets de développement des énergies propres.
- Améliorer les performances des sociétés de distribution d'électricité détenues par l'État (les « DISCOM ») de manière à réduire les risques auxquels s'exposent les entreprises privées qui entrent sur le marché des énergies renouvelables et vendent aux DISCOM.
- Inciter le secteur privé à adopter des mesures plus efficaces sur le plan énergétique et moins intensives en carbone par le biais d'une tarification du carbone, de subventions, de la diffusion des technologies, de la formation, et du développement des capacités.
- Intensifier le soutien de l'État de sorte que les combustibles utilisés dans les foyers pour cuisiner soient moins issus de la biomasse et davantage de sources à moindre intensité de carbone.

#### Part des énergies renouvelables dans le mix énergétique

%, moyenne sur la période 2019-21 ou dernière année connue



#### Pourcentage de la population exposée à plus de 10 µg/m³ de PM2.5

%, moyenne sur la période 2017-19



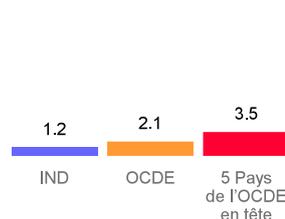
#### Score de tarification du carbone

%, à 30 EUR par tonne de CO2, 2018

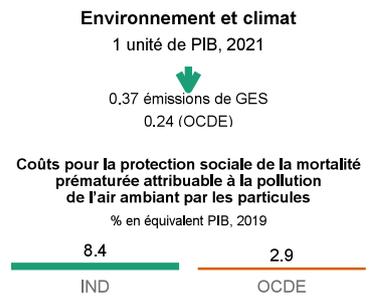
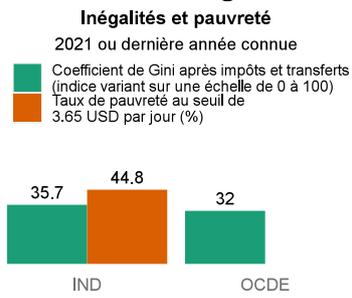
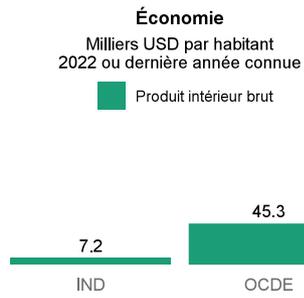


#### Recettes de taxes liées à l'environnement

% du PIB, 2020 ou dernière année connue



## Performance globale





## Écarts de performance

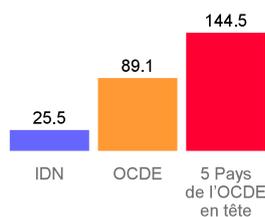
## Recommandations

### Fonctionnement des marchés de produits et des marchés du travail

- Les freins à la productivité et à l'investissement dans le secteur privé, ainsi que les exemptions qui soustraient les entreprises détenues par l'État à la concurrence, sont considérables par rapport aux pays comparables. De ce fait, les entreprises indonésiennes sont moins productives, moins innovantes, et moins intégrées aux chaînes de valeur mondiales.
- Le niveau élevé des coûts de logistique et des pratiques inefficaces aux frontières entravent les exportations et sapent la résilience économique. Les récentes réformes du commerce et de l'investissement ont réduit l'écart avec la moyenne OCDE sur le plan de la restrictivité, mais des progrès supplémentaires s'imposent.
- Supprimer les restrictions à l'investissement privé et étranger qui subsistent.
- Améliorer l'environnement commercial (politiques et infrastructures physiques) et consacrer davantage de ressources à la facilitation des échanges.
- Réduire les divers privilèges des entreprises publiques et accélérer les réformes en matière de privatisation et de gouvernance.

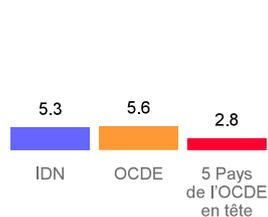
#### Productivité du travail

PIB par actif, USD  
2022



#### Taux de chômage

%, 2022



#### Réglementation des marchés de produits, ensemble de l'économie

Du minimum au maximum de restrictions  
Indice variant de 0 à 6, 2018

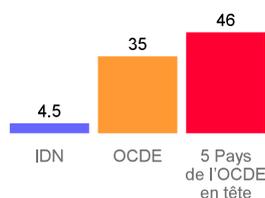


### Transition numérique

- Malgré des taux élevés de pénétration de la téléphonie mobile et un écosystème promoteur d'entreprises naissantes, l'Indonésie est à la traîne des pays comparables en ce qui concerne la qualité et l'offre de services numériques.
- Supprimer les freins à la concurrence dans le secteur des TIC, notamment en instaurant la portabilité des numéros et en instituant une autorité indépendante de réglementation des télécommunications.
- Élaborer une stratégie globale portant sur les besoins en Internet mobile, l'informatique en nuage, l'internet des objets et l'analytique des données massives, et l'accompagner d'investissements dans les infrastructures.

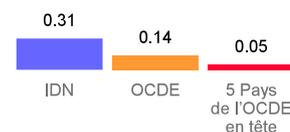
#### Nombre d'abonnements au haut débit fixe pour 100 habitants

2021 ou dernière année connue



#### Indice de restrictivité des échanges de services numériques de l'OCDE

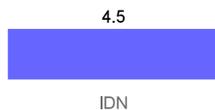
Du minimum au maximum de restrictions  
Indice de 0 à 1, 2022



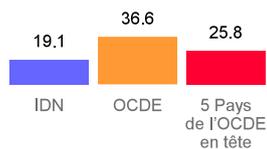
### Inclusivité, protection sociale et vieillissement démographique

- Malgré des taux de pauvreté en baisse et une amélioration des niveaux de bien-être, au moins avant le COVID-19, la résilience face aux chocs économiques, sociaux, climatiques ou sanitaires est insuffisante. Rendre la croissance plus inclusive suppose d'élargir l'accès à la santé, à l'éducation et à la formation professionnelle, ainsi qu'aux infrastructures publiques comme l'eau et l'assainissement.
- Les écarts entre les hommes et les femmes sont plus marqués que dans les économies comparables, notamment en ce qui concerne la participation des femmes au marché du travail, leur rémunération et leur avancement.
- Le programme de dotation aux villages « Village Funds » a contribué à améliorer certains résultats en matière de santé et de bien-être (par exemple, les cas d'émaciation), mais la hausse du financement et l'attribution de nouvelles responsabilités n'ont pas entraîné de changements immédiats dans les modèles d'investissement et de dépenses.
- Améliorer la cohérence réglementaire, réduire la charge administrative qui pèse sur les instances villageoises et promouvoir des projets de plus grande envergure, à l'échelle des villages.
- Rendre les dispositifs d'aide sociale plus efficaces et plus efficaces, notamment en rationalisant les critères tenant au sexe.
- Investir dans les infrastructures rurales, en particulier dans l'approvisionnement en eau et l'assainissement, qui réduisent efficacement la pauvreté en agissant sur la santé, la nutrition et l'émaciation.
- Améliorer la qualité des dépenses et des investissements du programme « Village Funds » en assurant une plus grande inclusion et en s'appuyant sur une cartographie participative de la pauvreté.

**Intensité de la pauvreté par rapport au seuil de 3.65 USD par jour**  
%, 2021 ou dernière année connue



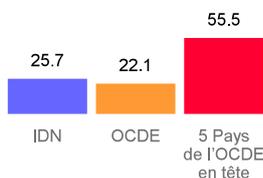
**Impact du milieu socio-économique sur le score au PISA en compréhension de l'écrit**  
%, 2018



### Transition climatique

- Le changement climatique et la dégradation des ressources naturelles ont de graves répercussions, qui touchent les plus vulnérables de manière disproportionnée. Leur conjonction avec la pandémie menace d'affecter durablement la productivité, le capital humain et la mobilité économique.
- Le développement durable impose de réaliser les objectifs d'atténuation de manière économique, tout en mobilisant le financement du secteur privé et en tenant compte des priorités des citoyens.
- Mettre en place de nouveaux instruments de tarification du carbone, par exemple une taxe carbone et un système national d'échange de quotas d'émission.
- Promouvoir la participation au processus d'élaboration des politiques publiques relatives à la gestion des ressources naturelles, en impliquant les organisations de la société civile et les communautés locales.
- Faciliter les partenariats publics-privés dans les infrastructures vertes.

**Part des énergies renouvelables dans le mix énergétique**  
%, moyenne sur la période 2019-21 ou dernière année connue



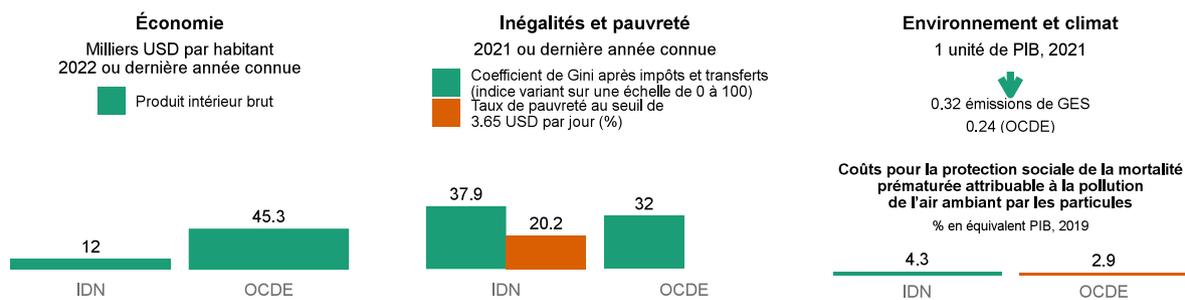
**Pourcentage de la population exposée à plus de 10 µg/m³ de PM2.5**  
%, moyenne sur la période 2017-19



**Score de tarification du carbone**  
%, à 30 EUR par tonne de CO2, 2018



## Performance globale





## Écarts de performance

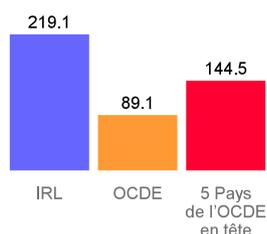
## Recommandations

### Fonctionnement des marchés de produits et des marchés du travail

- La lenteur des procédures de planification et d'autorisation des grands projets d'investissement, conjuguée aux recours en cassation dont ils font l'objet, pèsent sur l'offre de logements et exacerbent les difficultés liées à l'accessibilité financière.
- Il est possible de promouvoir une meilleure dynamique des entreprises et d'accroître l'adoption de nouvelles technologies.
- Du fait de la complexité des procédures et de l'existence d'un système d'autorisations et de permis, les contraintes réglementaires qui pèsent sur les start-ups sont relativement lourdes.
- Rationaliser les procédures d'urbanisme et de recours en cassation, par exemple en créant une chambre spéciale au sein de la Haute Cour et en la dotant d'outils, de ressources et de capacités techniques suffisants pour réduire les délais.
- Continuer de réduire les charges administratives pesant sur les petites et moyennes entreprises en créant un guichet unique pour les PME, comme prévu.
- Évaluer les obligations imposées aux entreprises en matière d'autorisations et les dispositifs qui facilitent l'acquittement de ces obligations, et lier davantage de procédures d'autorisation au Service intégré de traitement des autorisations (ILAS, *Integrated Licence Application Service*).

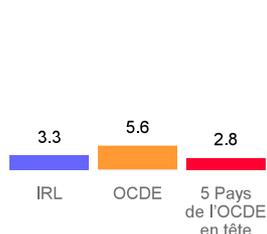
#### Productivité du travail

PIB par actif, USD  
2022



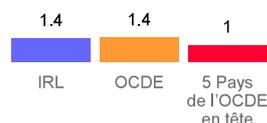
#### Taux de chômage

%, 2022



#### Réglementation des marchés de produits, ensemble de l'économie

Du minimum au maximum de restrictions  
Indice variant de 0 à 6, 2018



#### Dépenses liées aux politiques actives du marché du travail par chômeur

% du PIB par habitant  
2020 ou dernière année connue

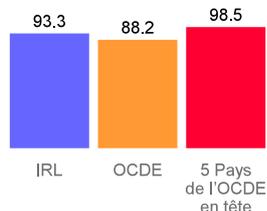


### Transition numérique

- Le recours aux services administratifs numériques est relativement faible, et l'intensité en actifs incorporels de l'administration publique s'est réduite.
- La complexité du système de santé, l'absence d'informations adéquates et la gouvernance fragmentaire des données font obstacle à une surveillance efficace des dépenses de santé.
- Mettre en place le système de « boîte aux lettres numérique » qui simplifie et sécurise la correspondance entre l'administration et les citoyens, et élaborer de nouveaux services administratifs numériques pour améliorer les interactions des citoyens avec l'administration publique.
- Faire de l'adoption d'un identifiant de santé unique une priorité et centraliser la gouvernance des informations sanitaires en la confiant à un seul et même organisme indépendant.

#### Part des ménages disposant d'un accès internet haut débit à domicile

%, 2021 ou dernière année connue



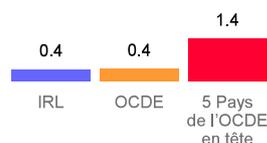
#### Entreprises dotées d'un site web ou d'une page d'accueil

%, 2021 ou dernière année connue



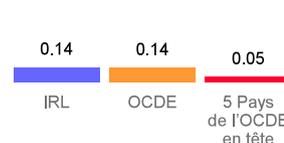
#### Dépenses de R-D des entreprises dans les secteurs de l'information

% du PIB  
2019 ou dernière année connue



#### Indice de restrictivité des échanges de services numériques de l'OCDE

Du minimum au maximum de restrictions  
Indice de 0 à 1, 2022



### Inclusivité, protection sociale et vieillissement démographique

- Le vieillissement démographique menace la viabilité budgétaire à moyen terme. La récente réforme des retraites fait peser la charge des ajustements sur les cotisations d'assurance sociale.
- Certains segments de la population, notamment ceux ayant un faible niveau d'études, continuent d'entretenir des liens ténus avec le marché du travail. Le coin fiscal marginal sur les familles à faible revenu est élevé, ce qui n'incite pas à la recherche d'emploi.
- Relever l'âge d'ouverture des droits à une pension publique.
- Envisager d'augmenter le nombre des taux et des tranches d'imposition afin d'empêcher les effets de seuil de revenu qui dissuadent de rechercher un travail, et mettre en place parallèlement des aides sous condition de ressources en faveur des ménages vulnérables.
- Orienter le soutien à la formation et à l'apprentissage vers les populations ayant un faible niveau d'instruction, en particulier dans les secteurs de l'économie caractérisés par une forte demande de main-d'œuvre.

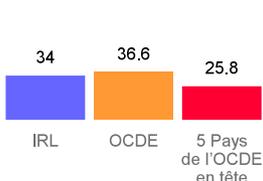
#### Intensité moyenne de la pauvreté après impôts et transferts

Seuil de pauvreté à 60 % du revenu disponible médian 2021 ou dernière année connue



#### Impact du milieu socio-économique sur le score au PISA en compréhension de l'écrit

%, 2018



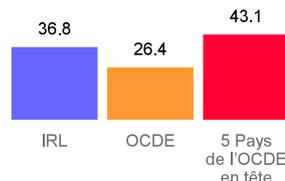
#### Ampleur de la redistribution

Différences entre les coeff. de Gini du revenu marchand et du revenu disponible rapportées aux coeff. du revenu disponible, % 2021 ou dernière année connue



#### Niveaux de revenu garantis par les prestations en espèces assurant un revenu minimum

% du revenu disponible médian, 2021 ou dernière année connue



### Transition climatique

- La lenteur des procédures de planification et d'autorisation des grands projets d'investissement, conjuguée aux recours en cassation dont ils font l'objet, ralentit le développement des capacités en matière d'énergies renouvelables et accentuent l'incertitude, ce qui dissuade les investisseurs et porte les prix à la hausse.
- La part de l'agriculture dans les émissions de GES est importante et représente environ 38 % du total. Le coût global de la réduction des émissions augmentera de manière sensible si l'agriculture n'y contribue pas davantage.
- La réduction des émissions dans le secteur des transports implique de prendre des mesures dans de nombreux domaines de l'action publique.
- Accélérer les procédures de planification afin de réduire l'incertitude qui entoure les grands projets d'investissement dans les capacités éoliennes.
- Renforcer les incitations économiques à réduire les émissions qui s'exercent sur les agriculteurs, afin de les mettre sur un pied d'égalité avec le reste de l'économie, par exemple en instaurant une tarification des émissions de méthane.
- Revoir la politique des transports pour réduire la motorisation individuelle et favoriser l'offre et l'utilisation d'autres solutions de déplacement, bas carbone ou décarbonées.

#### Part des énergies renouvelables dans le mix énergétique

%, moyenne sur la période 2019-21 ou dernière année connue



#### Pourcentage de la population exposée à plus de 10 µg/m³ de PM2.5

%, moyenne sur la période 2017-19



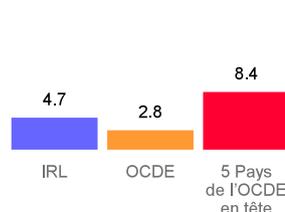
#### Score de tarification du carbone

%, à 30 EUR par tonne de CO2, 2018

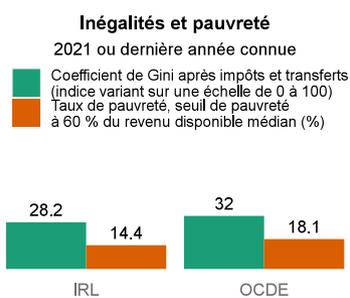
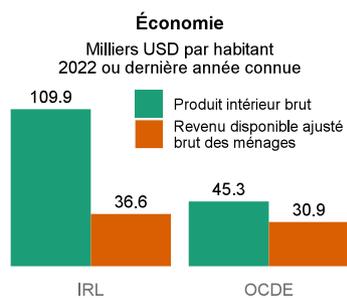


#### Budget public de R-D consacré à l'environnement

% du budget public total de R-D 2021 ou dernière année connue



## Performance globale





## Écarts de performance

## Recommandations

### Fonctionnement des marchés de produits et des marchés du travail

- Les obstacles à l'entrée sur le marché sont importants tant pour les entreprises nationales qu'étrangères, ce qui nuit à une saine concurrence.
- Les lourdes charges administratives qui pèsent sur les nouvelles sociétés protègent les entreprises en place et freinent la création et la croissance de start-ups innovantes.
- La réglementation des services professionnels et aux particuliers est aussi relativement restrictive. De nombreuses activités nécessitent de détenir plusieurs accréditations professionnelles, ce qui accroît encore davantage les difficultés des nouveaux entrants, en particulier dans le tourisme et la construction.
- Réformer le cadre réglementaire des secteurs du tourisme et de la construction pour faciliter l'entrée de nouvelles entreprises innovantes.
- Assouplir ou supprimer les règles d'autorisation professionnelle strictes pour faciliter l'accès aux professions.
- Ouvrir davantage le pays en assouplissant les restrictions relatives aux entreprises à capitaux étrangers, aux marchés publics et aux activités de révision comptable.

**Productivité du travail**  
PIB par actif, USD  
2022

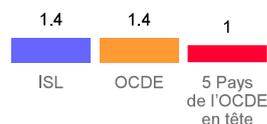


**Taux de chômage**  
%, 2022



**Réglementation des marchés de produits, ensemble de l'économie**

Du minimum au maximum de restrictions  
Indice variant de 0 à 6, 2018



### Transition numérique

- L'Islande dispose d'excellentes infrastructures numériques et son réseau de fibre figure parmi les meilleurs de ceux des pays européens. L'adoption du numérique par les entreprises, en particulier les petites entreprises, demeure toutefois souvent faible, en partie parce que le système d'enseignement délivre relativement peu de compétences numériques.
- Le champ d'application de l'administration numérique reste en deçà de celle des autres pays de l'OCDE.
- Favoriser les compétences numériques en élargissant les programmes d'enseignement aux niveaux secondaire et supérieur, en particulier dans l'enseignement et la formation professionnels.
- Renforcer la collaboration entre la recherche et les entreprises, notamment avec des programmes spécifiques mettant les petites entreprises en relation avec les chercheurs.

**Part des ménages disposant d'un accès internet haut débit à domicile**

%, 2021 ou dernière année connue



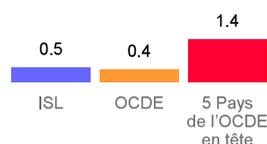
**Entreprises dotées d'un site web ou d'une page d'accueil**

%, 2021 ou dernière année connue



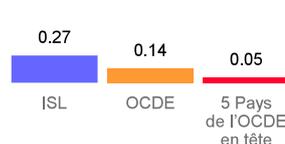
**Dépenses de R-D des entreprises dans les secteurs de l'information**

% du PIB  
2019 ou dernière année connue



**Indice de restrictivité des échanges de services numériques de l'OCDE**

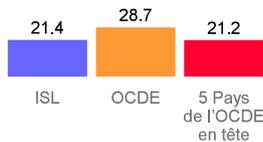
Du minimum au maximum de restrictions  
Indice de 0 à 1, 2022



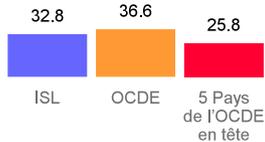
### Inclusivité, protection sociale et vieillissement démographique

- L'Islande possède le système de distribution des revenus le plus équitable de la zone OCDE grâce à une grande égalité des salaires et à un régime d'imposition et de prestations sociales bien ciblé. Les taux d'imposition marginaux des populations à revenu faible ou intermédiaire sont toutefois élevés. L'écart important entre les heures travaillées par les hommes et par les femmes génère un écart salarial considérable entre les genres.
- Les dépenses d'invalidité sont élevées.
- Réduire les taux marginaux d'imposition des seconds apporteurs de revenu, les femmes souvent, en passant par exemple à des prestations familiales de type universel.
- Poursuivre la réforme du système d'indemnités d'invalidité en privilégiant le maintien et le retour au travail.

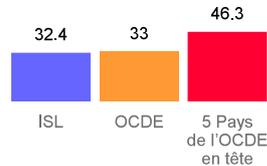
**Intensité moyenne de la pauvreté après impôts et transferts**  
Seuil de pauvreté à 60 % du revenu disponible médian 2021 ou dernière année connue



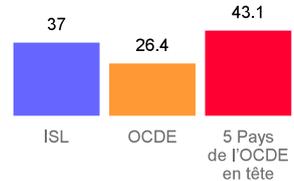
**Impact du milieu socio-économique sur le score au PISA en compréhension de l'écrit**  
%, 2018



**Ampleur de la redistribution**  
Différences entre les coeff. de Gini du revenu marchand et du revenu disponible rapportées aux coeff. du revenu disponible, % 2021 ou dernière année connue



**Niveaux de revenu garantis par les prestations en espèces assurant un revenu minimum**  
% du revenu disponible médian, 2021 ou dernière année connue



### Transition climatique

- Bien que l'Islande utilise beaucoup plus les énergies renouvelables que tous les autres pays de l'OCDE, ses émissions de gaz à effet de serre restent bien au-dessus de la moyenne et ne diminuent guère. Le prix du carbone est supérieur à la moyenne de l'OCDE mais la production électrique géothermique et l'agriculture en sont exonérées. L'investissement dans la recherche et développement et dans les infrastructures bas carbone reste relativement faible.
- Appliquer une tarification du carbone à tous les secteurs qui ne font pas partie du système européen d'échange de droits d'émission, en tenant compte des interactions entre les taxes carbone et les échanges de quotas d'émission.
- Augmenter les dépenses consacrées à des infrastructures de transport bas carbone, à la transition énergétique et à la transformation numérique.

**Part des énergies renouvelables dans le mix énergétique**  
%, moyenne sur la période 2019-21 ou dernière année connue



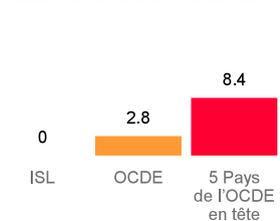
**Pourcentage de la population exposée à plus de 10 µg/m³ de PM2.5**  
%, moyenne sur la période 2017-19



**Score de tarification du carbone**  
%, à 30 EUR par tonne de CO2, 2018



**Budget public de R-D consacré à l'environnement**  
% du budget public total de R-D 2021 ou dernière année connue

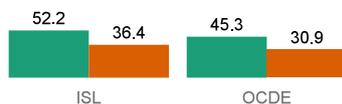


## Performance globale

### Économie

Milliers USD par habitant 2022 ou dernière année connue

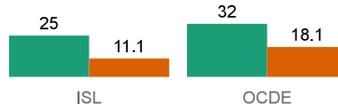
- Produit intérieur brut
- Revenu disponible ajusté brut des ménages



### Inégalités et pauvreté

2021 ou dernière année connue

- Coefficient de Gini après impôts et transferts (indice variant sur une échelle de 0 à 100)
- Taux de pauvreté, seuil de pauvreté à 60 % du revenu disponible médian (%)



### Environnement et climat

1 unité de PIB, 2021

- 0.25 émissions de GES
- 0.24 (OCDE)

Coûts pour la protection sociale de la mortalité prématurée attribuable à la pollution de l'air ambiant par les particules  
% en équivalent PIB, 2019





## Écarts de performance

## Recommandations

### Fonctionnement des marchés de produits et des marchés du travail

- Malgré des progrès importants, les obstacles aux échanges et à l'investissement internationaux restent élevés, l'exposition d'Israël au commerce extérieur étant inférieure à celle d'autres petits pays de l'OCDE. L'intensification de la concurrence pourrait renforcer les incitations à l'adoption des nouvelles technologies.
- La réforme du marché de l'électricité de 2018 a défini le cadre du marché de l'électricité de gros. La mise en place d'une tarification de l'électricité différenciée peut permettre une adaptation à la fourniture intermittente des énergies renouvelables.
- Continuer d'abaisser les droits de douane et de lever les obstacles non tarifaires, et simplifier la réglementation commerciale.
- Continuer de développer le marché de gros de l'électricité comme prévu, en élaborant une tarification finement différenciée dans le temps et dans l'espace et en fixant les prix du marché selon les règles de la concurrence.

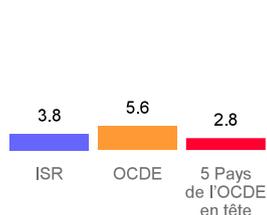
#### Productivité du travail

PIB par actif, USD  
2022



#### Taux de chômage

%, 2022



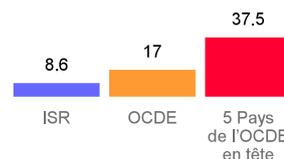
#### Réglementation des marchés de produits, ensemble de l'économie

Du minimum au maximum de restrictions  
Indice variant de 0 à 6, 2018



#### Dépenses liées aux politiques actives du marché du travail par chômeur

% du PIB par habitant  
2020 ou dernière année connue



### Transition numérique

- Les dépenses de R-D des entreprises sont les plus élevées de la zone OCDE, tout particulièrement dans les secteurs des TIC. Il existe toutefois toujours d'importantes disparités dans l'utilisation de l'internet entre les catégories de population, et l'adoption des technologies numériques de pointe par les entreprises est à la traîne, notamment dans les secteurs traditionnels. La réduction de ces disparités pourrait stimuler la croissance de la productivité et aplanir le différentiel de productivité entre le secteur des hautes technologies et le reste de l'économie.
- Surveiller de près le déploiement de la fibre haut débit dans les zones mal couvertes et, au besoin, aligner les subventions sur les coûts effectifs du déploiement.

#### Part des ménages disposant d'un accès internet haut débit à domicile

%, 2021 ou dernière année connue



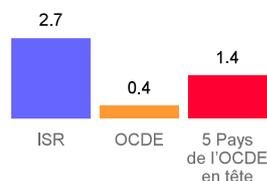
#### Entreprises dotées d'un site web ou d'une page d'accueil

%, 2021 ou dernière année connue



#### Dépenses de R-D des entreprises dans les secteurs de l'information

% du PIB  
2019 ou dernière année connue



#### Indice de restrictivité des échanges de services numériques de l'OCDE

Du minimum au maximum de restrictions  
Indice de 0 à 1, 2022

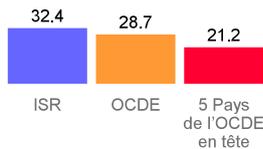


### Inclusivité, protection sociale et vieillissement démographique

- D'importantes disparités socioéconomiques subsistent. La dualité du secteur des entreprises contribue à l'existence d'inégalités importantes sur le marché du travail.
- Certains groupes, en particulier les haredim (juifs ultra-orthodoxes) et les Arabes israéliens, sont sous-représentés dans le secteur florissant des hautes technologies et se caractérisent par des taux d'emploi, un nombre d'heures travaillées et des salaires faibles.
- Le pourcentage de travailleurs pauvres est élevé.
- Supprimer les subventions publiques accordées aux étudiants en Yechiva et subordonner les aides à la garde d'enfant à la condition que le père exerce un emploi.
- Augmenter l'offre de structures de garde d'enfants accrédités dans les municipalités arabes et le financement des écoles arabes afin qu'elles disposent du même budget que les écoles du secteur juif, à profil socioéconomique équivalent.
- Rétablir, à titre permanent, la prime au deuxième revenu au sein du dispositif de crédit d'impôt sur les revenus du travail.

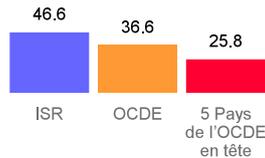
#### Intensité moyenne de la pauvreté après impôts et transferts

Seuil de pauvreté à 60 % du revenu disponible médian 2021 ou dernière année connue



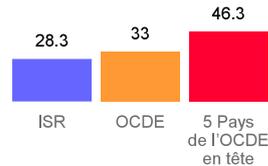
#### Impact du milieu socio-économique sur le score au PISA en compréhension de l'écrit

%, 2018



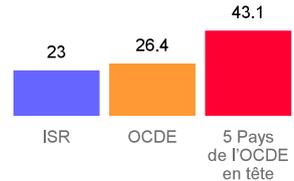
#### Ampleur de la redistribution

Différences entre les coeff. de Gini du revenu marchand et du revenu disponible rapportées aux coeff. du revenu disponible, % 2021 ou dernière année connue



#### Niveaux de revenu garantis par les prestations en espèces assurant un revenu minimum

% du revenu disponible médian, 2021 ou dernière année connue



### Transition climatique

- L'intensité carbone de l'économie a diminué, mais les émissions de carbone restent encore très éloignées des objectifs. Globalement, près d'un tiers seulement des émissions de carbone liées à la consommation d'énergie sont taxées à 60 EUR ou plus.
- La part de l'électricité produite à partir de sources d'énergie renouvelables est une des plus faibles de la zone OCDE.
- À moyen terme, augmenter progressivement les droits d'accise sur les combustibles autres que ceux utilisés pour le transport pour tenir compte des coûts pour l'environnement.
- Utiliser une partie des recettes provenant des taxes liées à l'environnement pour atténuer les effets distributifs, accroître le rendement énergétique et améliorer les transports publics.
- À moyen terme, harmoniser la tarification du carbone entre tous les secteurs.
- Simplifier les procédures d'obtention d'autorisation et augmenter la quantité de terrains publics disponibles pour la construction d'installations solaires d'échelle industrielle, tout en continuant à renforcer les mesures incitatives pour les installations solaires à double usage.

#### Part des énergies renouvelables dans le mix énergétique

%, moyenne sur la période 2019-21 ou dernière année connue



#### Pourcentage de la population exposée à plus de 10 µg/m³ de PM2.5

%, moyenne sur la période 2017-19



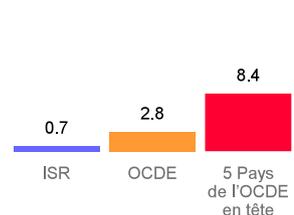
#### Score de tarification du carbone

%, à 30 EUR par tonne de CO2, 2018

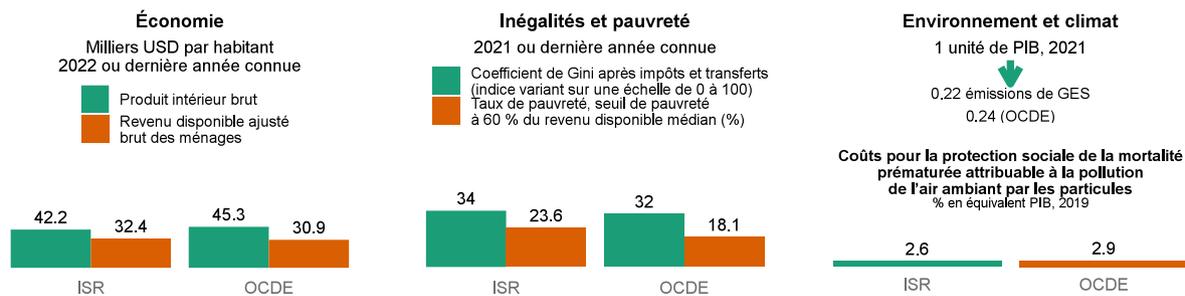


#### Budget public de R-D consacré à l'environnement

% du budget public total de R-D 2021 ou dernière année connue



## Performance globale





## Écarts de performance

## Recommandations

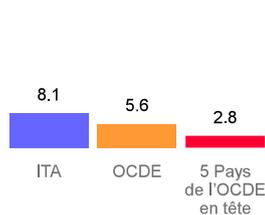
### Fonctionnement des marchés de produits et des marchés du travail

- Les lois obsolètes qui entravent la concurrence dans certains secteurs, l'ampleur de l'économie informelle et des mesures qui dissuadent les micro-entreprises de se développer limitent les gains de productivité. Des réformes s'imposent pour libérer le potentiel de l'économie.
- Les taux d'activité et d'emploi de l'Italie restent inférieurs à ceux des pays de l'OCDE comparables, en particulier dans le Sud du pays et pour les femmes.
- Encourager la concurrence, notamment dans les services, en veillant à une mise en œuvre complète et rapide de la réforme de la concurrence approuvée en 2022.
- Réduire le coin fiscal sur le travail en réorientant la fiscalité sur la main-d'œuvre vers la propriété immobilière.
- Augmenter l'emploi et la compétitivité dans les régions à la traîne en autorisant la négociation des salaires à l'échelle régionale plutôt que nationale.
- Durcir les conditions de départ à la retraite anticipé pour stimuler le taux d'activité et améliorer la viabilité financière du système de retraite.
- Réduire les taux marginaux d'imposition des seconds apporteurs de revenu et accroître l'offre publique de structures de garde d'enfants pour améliorer le taux d'activité des femmes.

**Productivité du travail**  
PIB par actif, USD  
2022



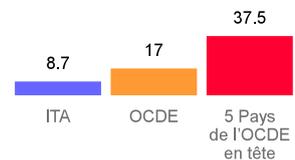
**Taux de chômage**  
%, 2022



**Réglementation des marchés de produits, ensemble de l'économie**  
Du minimum au maximum de restrictions  
Indice variant de 0 à 6, 2018



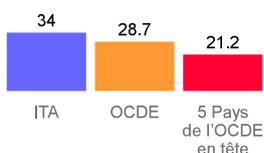
**Dépenses liées aux politiques actives du marché du travail par chômeur**  
% du PIB par habitant  
2020 ou dernière année connue



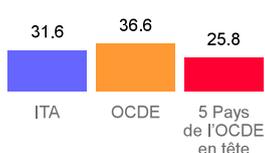
### Transition numérique

- La culture numérique, la pénétration du haut débit et l'adoption des services numériques restent faibles.
- La transition numérique des organismes publics et les échanges de données au sein de ces derniers sont limités, ce qui freine les possibilités de suivre et d'évaluer l'administration publique.
- Encourager un déploiement plus rapide du haut débit en simplifiant les procédures d'autorisation pour la construction des infrastructures et en considérant comme stratégiques les infrastructures à très haut débit.
- Normaliser et simplifier les procédures de demande et d'approbation de cours dispensés par des fonds de formation pour augmenter la participation des PME.
- Poursuivre la transition numérique de l'administration publique, autoriser les échanges de données conformément au RGPD et encourager davantage le recours aux services de l'administration numérique.

**Intensité moyenne de la pauvreté après impôts et transferts**  
Seuil de pauvreté à 60 %  
du revenu disponible médian  
2021 ou dernière année connue



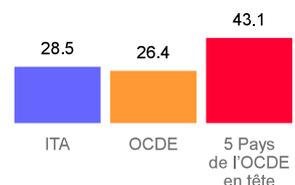
**Impact du milieu socio-économique sur le score au PISA en compréhension de l'écrit**  
%, 2018



**Ampleur de la redistribution**  
Différences entre les coeff. de Gini  
du revenu marchand et du revenu  
disponible rapportées aux coeff.  
du revenu disponible, %  
2021 ou dernière année connue



**Niveaux de revenu garantis par les prestations en espèces assurant un revenu minimum**  
% du revenu disponible médian,  
2021 ou dernière année connue

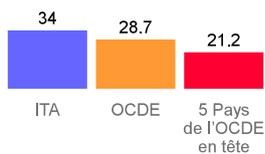


### Inclusivité, protection sociale et vieillissement démographique

- Malgré une forte redistribution, réalisée grâce au système de prélèvements et de prestations, la part de la population pauvre est en augmentation et la profondeur de la pauvreté, qui correspond à l'écart par rapport au seuil de pauvreté, est importante.
- Pour toucher ceux qui en ont le plus besoin, il faut revoir les conditions d'éligibilité aux dispositifs de protection sociale et simplifier les procédures d'accès.
- Diminuer les différences de couverture des dispositifs de protection sociale en revoyant les conditions d'éligibilité liées au lieu de résidence.
- Réduire les différences existant entre les bénéficiaires en simplifiant et en normalisant les procédures de demandes des différents dispositifs.
- Encourager le taux d'activité des bénéficiaires des prestations sociales, du revenu de citoyenneté notamment, en rendant le retrait des aides plus progressif.

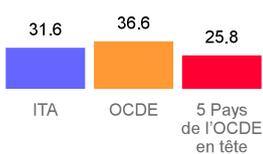
#### Intensité moyenne de la pauvreté après impôts et transferts

Seuil de pauvreté à 60 % du revenu disponible médian 2021 ou dernière année connue



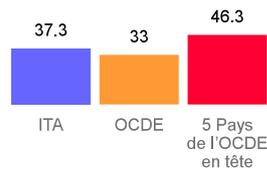
#### Impact du milieu socio-économique sur le score au PISA en compréhension de l'écrit

%, 2018



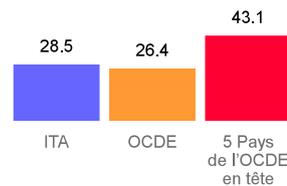
#### Ampleur de la redistribution

Différences entre les coeff. de Gini du revenu marchand et du revenu disponible rapportées aux coeff. du revenu disponible, % 2021 ou dernière année connue



#### Niveaux de revenu garantis par les prestations en espèces assurant un revenu minimum

% du revenu disponible médian, 2021 ou dernière année connue



### Transition climatique

- Bien qu'elle soit fortement exposée au changement climatique, l'Italie est en retard en ce qui concerne la réduction des émissions, la diffusion des énergies renouvelables et les dépenses de R-D en lien avec l'environnement en pourcentage du PIB.
- La pollution atmosphérique est élevée, particulièrement dans le Nord du pays, où sont concentrées les industries.
- Rationaliser et simplifier les procédures d'autorisation et alléger les formalités administratives des projets liés aux énergies renouvelables.
- Encourager les innovations dans les technologies bas carbone en augmentant l'investissement public en R-D et les crédits d'impôt accordés à la R-D privée.
- Favoriser la mobilité électrique en accélérant le déploiement des stations de recharge et supprimer progressivement les subventions versées pour l'achat d'un véhicule thermique.
- Adopter et mettre en œuvre le plan national pour l'adaptation au changement climatique pour protéger les groupes de population exposés aux catastrophes naturelles.

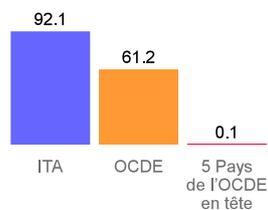
#### Part des énergies renouvelables dans le mix énergétique

%, moyenne sur la période 2019-21 ou dernière année connue



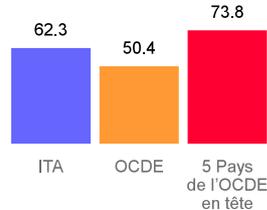
#### Pourcentage de la population exposée à plus de 10 µg/m³ de PM2.5

%, moyenne sur la période 2017-19



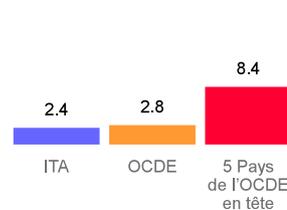
#### Score de tarification du carbone

%, à 30 EUR par tonne de CO2, 2018



#### Budget public de R-D consacré à l'environnement

% du budget public total de R-D 2021 ou dernière année connue

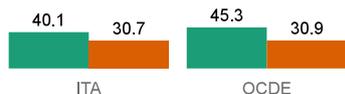


## Performance globale

#### Économie

Milliers USD par habitant 2022 ou dernière année connue

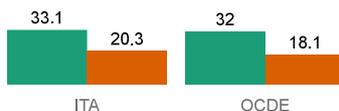
- Produit intérieur brut
- Revenu disponible ajusté brut des ménages



#### Inégalités et pauvreté

2021 ou dernière année connue

- Coefficient de Gini après impôts et transferts (indice variant sur une échelle de 0 à 100)
- Taux de pauvreté, seuil de pauvreté à 60 % du revenu disponible médian (%)



#### Environnement et climat

1 unité de PIB, 2021

0.18 émissions de GES  
0.24 (OCDE)

Coûts pour la protection sociale de la mortalité prématurée attribuable à la pollution de l'air ambiant par les particules % en équivalent PIB, 2019





## Écarts de performance

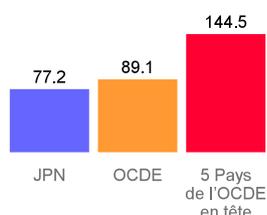
## Recommandations

### Fonctionnement des marchés de produits et des marchés du travail

- La hausse de la productivité est très faible. La dynamique des entreprises est médiocre, les nombres de créations d'entreprises et de sorties d'entreprises peu productives (souvent de petite taille) du marché étant relativement modestes.
- La transformation numérique, l'automatisation et la transition écologique exigeront de nouvelles compétences. Il faudra aider les travailleurs âgés et peu qualifiés à les acquérir, mais la formation en entreprise est encore relativement peu développée.
- Élargir l'accès aux formations à l'entrepreneuriat et aux financements, en particulier pour les femmes.
- Favoriser les fusions, les acquisitions et les cessions de PME pour promouvoir le regroupement des ressources managériales dans des entreprises viables.
- Améliorer les dispositifs de formation professionnelle, en particulier pour les personnes peu qualifiées et celles qui ont un accès limité aux formations en entreprise.

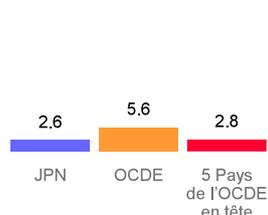
#### Productivité du travail

PIB par actif, USD  
2022



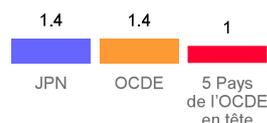
#### Taux de chômage

%, 2022



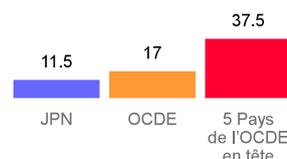
#### Réglementation des marchés de produits, ensemble de l'économie

Du minimum au maximum de restrictions  
Indice variant de 0 à 6, 2018



#### Dépenses liées aux politiques actives du marché du travail par chômeur

% du PIB par habitant  
2020 ou dernière année connue

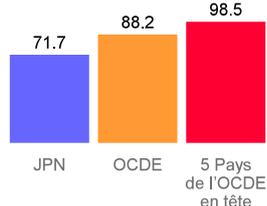


### Transition numérique

- Malgré des infrastructures solides, l'utilisation des technologies numériques par l'administration publique reste limitée et les bases de données sont fragmentées. L'investissement dans les TIC et les actifs incorporels complémentaires demeure concentré dans les grandes entreprises, de même que les travailleurs possédant des compétences numériques.
- Améliorer l'offre de services publics numériques, la prise en compte des besoins des usagers et l'efficacité économique dans le secteur public, et créer des bases de données interconnectées.
- Réformer les programmes dans les sciences, les technologies, l'ingénierie et les mathématiques (STIM) pour rendre ces disciplines plus attrayantes.
- Continuer de développer les modes de financement bénéficiant aux entreprises caractérisées par un niveau élevé de capital immatériel.

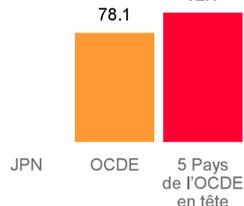
#### Part des ménages disposant d'un accès internet haut débit à domicile

%, 2021 ou dernière année connue



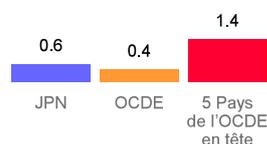
#### Entreprises dotées d'un site web ou d'une page d'accueil

%, 2021 ou dernière année connue



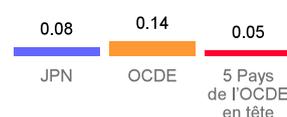
#### Dépenses de R-D des entreprises dans les secteurs de l'information

% du PIB  
2019 ou dernière année connue



#### Indice de restrictivité des échanges de services numériques de l'OCDE

Du minimum au maximum de restrictions  
Indice de 0 à 1, 2022



### Inclusivité, protection sociale et vieillissement démographique

- Les pressions démographiques pèsent sur la viabilité des finances publiques, en augmentant les dépenses de santé et des soins de longue durée, et à terme, en réduisant les entrées sur le marché de l'emploi.
- Les taux d'activité des femmes et des seniors ont augmenté, mais la dualité du marché du travail reste forte. L'écart salarial entre les genres est important et la couverture sociale des travailleurs non réguliers est à la traîne.
- Améliorer l'efficacité des dépenses de santé et des soins de longue durée, notamment en recourant davantage aux technologies numériques.
- Continuer de relever l'âge de départ obligatoire en retraite ou le supprimer, et réformer le système des salaires liés à l'ancienneté.
- Poursuivre les réformes des modes de travail, notamment celles visant à promouvoir une rémunération égale à travail égal et les modalités de travail flexibles, tout en améliorant l'offre de services d'accueil des jeunes enfants.
- Renforcer la couverture sociale et la formation des travailleurs non réguliers.

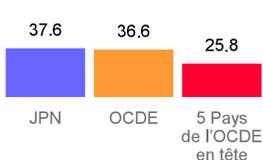
#### Intensité moyenne de la pauvreté après impôts et transferts

Seuil de pauvreté à 60 % du revenu disponible médian 2021 ou dernière année connue



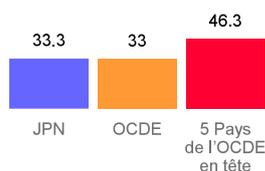
#### Impact du milieu socio-économique sur le score au PISA en compréhension de l'écrit

%, 2018



#### Ampleur de la redistribution

Différences entre les coeff. de Gini du revenu marchand et du revenu disponible rapportées aux coeff. du revenu disponible, % 2021 ou dernière année connue



#### Niveaux de revenu garantis par les prestations en espèces assurant un revenu minimum

% du revenu disponible médian, 2021 ou dernière année connue

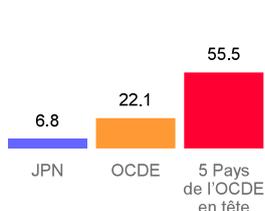


### Transition climatique

- Les objectifs fixés dans le cadre du changement climatique posent des difficultés et nécessiteront des investissements majeurs et un soutien de l'État pour mettre au point des technologies susceptibles de réduire les émissions ou de capter et stocker le carbone. L'utilisation des instruments économiques peut encore être améliorée, les prix effectifs du carbone demeurant relativement bas.
- La contribution des énergies renouvelables à l'approvisionnement en électricité est modeste et entravée par l'intégration limitée des réseaux électriques régionaux.
- Intensifier la promotion de la recherche et développement dans les technologies vertes, et de leur déploiement, et encourager les gains d'efficacité énergétique.
- Recourir davantage aux instruments économiques tels que la taxe sur le carbone, un système d'échange de quotas d'émission ou un marché de crédits carbone, tout en tenant compte de leurs effets sociaux et économiques.
- Investir davantage dans les capacités d'interconnexion et veiller à ce que les réseaux électriques régionaux puissent prendre en charge une augmentation de l'approvisionnement en électricité renouvelable.

#### Part des énergies renouvelables dans le mix énergétique

%, moyenne sur la période 2019-21 ou dernière année connue



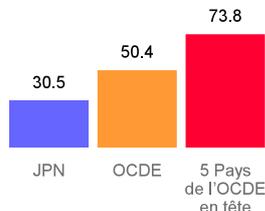
#### Pourcentage de la population exposée à plus de 10 µg/m³ de PM2.5

%, moyenne sur la période 2017-19



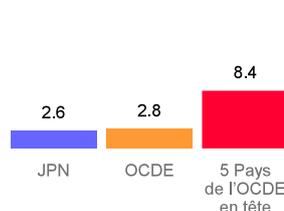
#### Score de tarification du carbone

%, à 30 EUR par tonne de CO2, 2018



#### Budget public de R-D consacré à l'environnement

% du budget public total de R-D 2021 ou dernière année connue

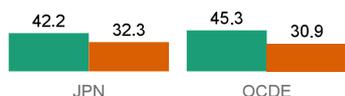


## Performance globale

#### Économie

Milliers USD par habitant 2022 ou dernière année connue

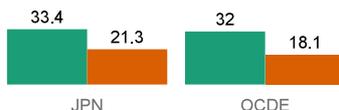
■ Produit intérieur brut  
■ Revenu disponible ajusté brut des ménages



#### Inégalités et pauvreté

2021 ou dernière année connue

■ Coefficient de Gini après impôts et transferts (indice variant sur une échelle de 0 à 100)  
■ Taux de pauvreté, seuil de pauvreté à 60 % du revenu disponible médian (%)



#### Environnement et climat

1 unité de PIB, 2021

0.22 émissions de GES  
0.24 (OCDE)

Coûts pour la protection sociale de la mortalité prématurée attribuable à la pollution de l'air ambiant par les particules % en équivalent PIB, 2019





## Écarts de performance

## Recommandations

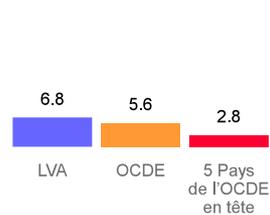
### Fonctionnement des marchés de produits et des marchés du travail

- L'accès restreint aux financements – ainsi que leur coût et les garanties exigées – constitue un obstacle de taille à l'investissement des entreprises.
- Malgré des avancées récentes, la qualité de l'infrastructure routière est nettement inférieure à la moyenne de l'UE, ce qui empêche l'intégration économique des régions isolées.
- En dépit des améliorations obtenues depuis peu en matière de recouvrement de la TVA, la fraude fiscale, les pots-de-vin et la corruption d'agents publics constituent des problèmes de longue date qui créent des conditions de concurrence inégales et entravent la dynamique des entreprises.
- Approfondir les marchés financiers en améliorant la culture financière, en simplifiant les procédures de restructuration de la dette des entreprises par le recours à des procédures extrajudiciaires et hybrides, et en abaissant les obstacles à l'entrée dans le secteur de la fintech.
- Renforcer la transparence des procédures de passation des marchés publics et appliquer les lourdes sanctions prévues par la loi en cas de fraude fiscale et de corruption.
- Améliorer les analyses coûts-avantages et le processus de sélection concernant les nouveaux projets d'infrastructure.
- Renforcer les réseaux d'entreprises pour accompagner les petites et moyennes entreprises (PME) dans leur processus d'internationalisation.

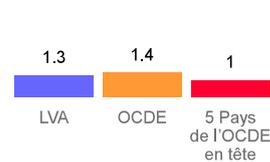
**Productivité du travail**  
PIB par actif, USD  
2022



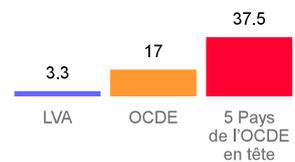
**Taux de chômage**  
%, 2022



**Réglementation des marchés de produits, ensemble de l'économie**  
Du minimum au maximum de restrictions  
Indice variant de 0 à 6, 2018



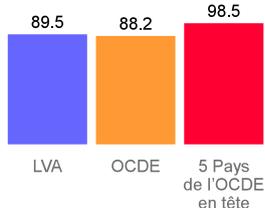
**Dépenses liées aux politiques actives du marché du travail par chômeur**  
% du PIB par habitant  
2020 ou dernière année connue



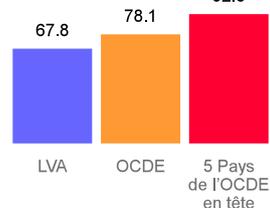
### Transition numérique

- Les conditions-cadres de l'innovation laissent à désirer : l'adoption des technologies numériques par le secteur privé reste limitée, la qualité des établissements d'enseignement supérieur est médiocre, les titulaires de doctorat sont rares, et les dépenses de R-D mesurées en proportion du PIB sont faibles, notamment celles du secteur des entreprises.
- Le faible niveau de compétences numériques de base limite l'adoption des technologies numériques de pointe.
- Accélérer la collaboration entre l'État et les prestataires de services de formation, afin de favoriser le développement des compétences nécessaires à l'adoption des technologies numériques.
- Améliorer les incitations financières à la R-D des entreprises après avoir évalué l'impact de la réforme de l'impôt sur les sociétés de 2018.
- Permettre aux chercheurs universitaires de percevoir une partie des redevances découlant de leurs travaux de recherche.

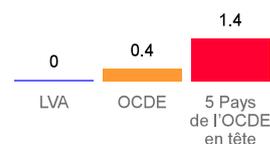
**Part des ménages disposant d'un accès internet haut débit à domicile**  
%, 2021 ou dernière année connue



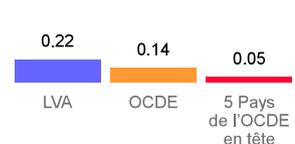
**Entreprises dotées d'un site web ou d'une page d'accueil**  
%, 2021 ou dernière année connue



**Dépenses de R-D des entreprises dans les secteurs de l'information**  
% du PIB  
2019 ou dernière année connue



**Indice de restrictivité des échanges de services numériques de l'OCDE**  
Du minimum au maximum de restrictions  
Indice de 0 à 1, 2022

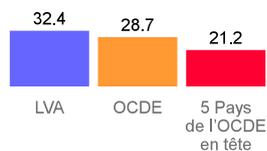


### Inclusivité, protection sociale et vieillissement démographique

- Les pénuries de main-d'œuvre s'accroissent, mais le taux de chômage de longue durée reste élevé, en particulier dans certaines régions. Seule la moitié environ des chômeurs reçoit des prestations de chômage.
- L'ampleur de l'économie informelle et la sous-déclaration des salaires se traduisent par des pertes de possibilités de formation, de droits à pension et de recettes fiscales. Les possibilités de formation assurées par l'employeur sont insuffisantes.
- Les dépenses publiques de santé sont modestes, ce qui conduit à un niveau élevé des dépenses laissées à la charge des ménages, des traitements de piètre qualité et un degré de satisfaction des patients médiocre, et une espérance de vie faible. Le taux de pauvreté est élevé parmi les personnes âgées.
- Élargir les politiques actives du marché du travail, en mettant l'accent sur l'éducation et la formation professionnelles et l'éducation des adultes, tout en prévoyant de verser des allocations de chômage pendant les périodes de formation.
- Mettre en place un fonds pour la formation fondé sur un dialogue social tripartite pour améliorer les formations dispensées par l'employeur.
- Accroître les dépenses publiques de santé, élargir la couverture du système public d'assurance et abaisser le plafond des cotisations individuelles.
- Réviser régulièrement les seuils de revenu minimum et revoir à la hausse les prestations accordées aux catégories vulnérables, notamment aux personnes âgées.

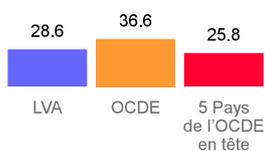
#### Intensité moyenne de la pauvreté après impôts et transferts

Seuil de pauvreté à 60 % du revenu disponible médian 2021 ou dernière année connue



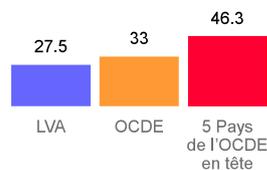
#### Impact du milieu socio-économique sur le score au PISA en compréhension de l'écrit

%, 2018



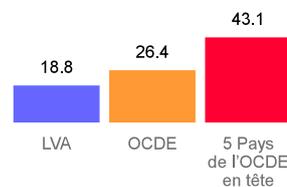
#### Ampleur de la redistribution

Différences entre les coeff. de Gini du revenu marchand et du revenu disponible rapportées au coeff. du revenu disponible, %



#### Niveaux de revenu garantis par les prestations en espèces assurant un revenu minimum

% du revenu disponible médian, 2021 ou dernière année connue

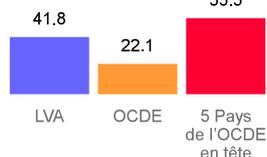


### Transition climatique

- Les émissions de gaz à effet de serre sont inférieures à la moyenne de l'OCDE, mais n'ont pas diminué depuis les années 2000. La plupart ne sont pas couvertes par le système d'échange de quotas d'émission de l'Union européenne (SEQUE-UE), et les taux d'imposition effectifs du carbone sont nettement inférieurs au coût estimé de ces émissions à l'échelle mondiale.
- Le régime d'imposition favorable du gaz naturel et du gazole automobile atténue les incitations à réduire les émissions.
- Relever peu à peu les taux d'imposition effectifs du carbone dans les secteurs non couverts par le SEQUE-UE, tout en éliminant progressivement les subventions aux combustibles fossiles et en redistribuant le surcroît de ressources obtenu ainsi aux ménages les plus démunis.
- Encourager une plus grande utilisation des énergies renouvelables et poursuivre l'intégration des marchés régionaux de l'électricité et du gaz.

#### Part des énergies renouvelables dans le mix énergétique

%, moyenne sur la période 2019-21 ou dernière année connue



#### Pourcentage de la population exposée à plus de 10 µg/m³ de PM2.5

%, moyenne sur la période 2017-19



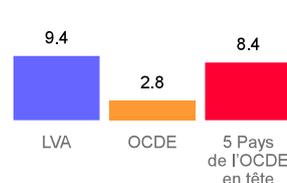
#### Score de tarification du carbone

%, à 30 EUR par tonne de CO2, 2018



#### Budget public de R-D consacré à l'environnement

% du budget public total de R-D 2021 ou dernière année connue

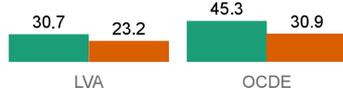


## Performance globale

### Économie

Milliers USD par habitant 2022 ou dernière année connue

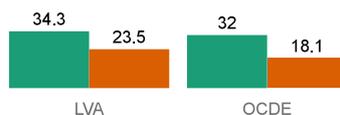
■ Produit intérieur brut  
■ Revenu disponible ajusté brut des ménages



### Inégalités et pauvreté

2021 ou dernière année connue

■ Coefficient de Gini après impôts et transferts (indice variant sur une échelle de 0 à 100)  
■ Taux de pauvreté, seuil de pauvreté à 60 % du revenu disponible médian (%)



### Environnement et climat

1 unité de PIB, 2021

0,19 émissions de GES  
0,24 (OCDE)

Coûts pour la protection sociale de la mortalité prématurée attribuable à la pollution de l'air ambiant par les particules % en équivalent PIB, 2019





## Écarts de performance

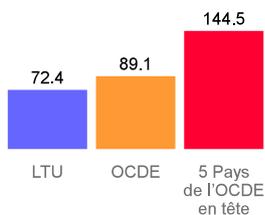
## Recommandations

### Fonctionnement des marchés de produits et des marchés du travail

- Le redéploiement des ressources, des capitaux et des compétences est facilité par une réglementation souple et favorable aux entreprises et de nouvelles procédures d'insolvabilité, qui préconisent la restructuration plutôt que la sortie des entreprises. L'extrême complexité des mécanismes d'octroi des autorisations continue toutefois de poser problème.
- Une proportion deux fois plus élevée de PME que la moyenne de l'UE déclare rencontrer des difficultés pour accéder aux financements. Ce problème concerne tout particulièrement les nouvelles PME innovantes qui présentent un fort potentiel de croissance.
- La flexibilité du marché du travail a contribué à un redéploiement de la main-d'œuvre propice à la productivité. De nombreux travailleurs sont toutefois sous- ou surqualifiés pour leur emploi, alors que des offres d'emplois hautement qualifiés restent vacants et que des travailleurs peu qualifiés recherchent un emploi.
- Simplifier les procédures de délivrance des autorisations dans tous les secteurs pour stimuler l'entrée de nouveaux acteurs.
- Traiter avec des fonds privés de capital-risque plutôt que participer directement à l'apport de capital-risque.
- Élaborer un cadre visant à attirer, développer, mettre à niveau et fidéliser les compétences et les mettre davantage en adéquation avec les besoins du marché du travail grâce aux mesures suivantes : renforcer l'apprentissage en entreprise, parvenir à un meilleur équilibre entre l'attrait des formations à l'école et celui de l'apprentissage en entreprise, et tirer avantage de l'expérience des entreprises internationales en établissant des dispositifs d'apprentissage.

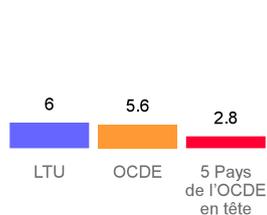
#### Productivité du travail

PIB par actif, USD  
2022



#### Taux de chômage

%, 2022



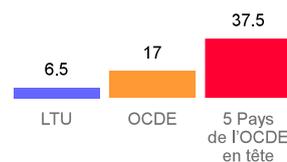
#### Réglementation des marchés de produits, ensemble de l'économie

Du minimum au maximum de restrictions  
Indice variant de 0 à 6, 2018



#### Dépenses liées aux politiques actives du marché du travail par chômeur

% du PIB par habitant  
2020 ou dernière année connue

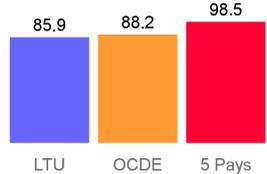


### Transition numérique

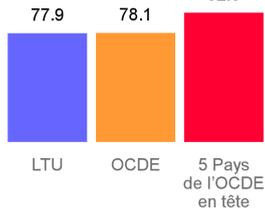
- Les technologies numériques ont progressé, mais leur adoption et leur utilisation demeurent à la traîne, en particulier parmi les entreprises nouvelles et de petite taille. Les investissements réalisés dans les infrastructures numériques ne suffisent pas à combler la fracture numérique entre zones urbaines et rurales. Il est par ailleurs encore largement possible de pousser plus avant la transformation numérique du secteur public.
- Mettre en œuvre le Plan national pour le haut débit, afin d'assurer un accès universel au très haut débit d'ici 2027.
- Favoriser le développement du capital-risque en le soutenant en priorité de manière indirecte, via des fonds privés de capital-risque, plutôt qu'en investissant directement dans des entreprises.

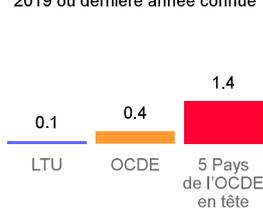
**Part des ménages disposant d'un accès internet haut débit à domicile**

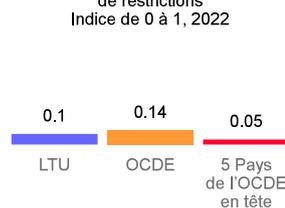
%, 2021 ou dernière année connue


**Entreprises dotées d'un site web ou d'une page d'accueil**

%, 2021 ou dernière année connue

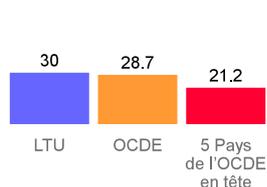

**Dépenses de R-D des entreprises dans les secteurs de l'information**

 % du PIB  
2019 ou dernière année connue

**Indice de restrictivité des échanges de services numériques de l'OCDE**

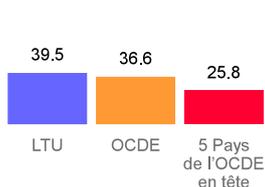
 Du minimum au maximum de restrictions  
Indice de 0 à 1, 2022

**Inclusivité, protection sociale et vieillissement démographique**

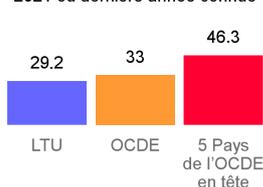
- La pauvreté s'est aggravée jusque très récemment. La pandémie a conduit le gouvernement à accroître les dépenses sociales, notamment au titre des pensions et des prestations sociales ciblées et à relever le seuil de non-imposition pour les personnes faiblement rémunérées. La proportion de population exposée au risque de pauvreté demeure toutefois la deuxième plus importante d'Europe.
- Associer encore davantage les aides sociales aux besoins, en particulier pour les personnes âgées.
- Remédier aux raisons sous-jacentes de la pauvreté persistante, telles qu'un taux de chômage élevé ou un faible niveau de qualification, par une plus grande activation et une meilleure éducation.

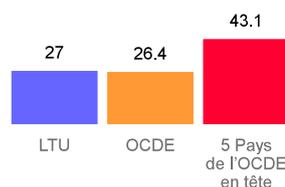
**Intensité moyenne de la pauvreté après impôts et transferts**

 Seuil de pauvreté à 60 % du revenu disponible médian  
2021 ou dernière année connue

**Impact du milieu socio-économique sur le score au PISA en compréhension de l'écrit**

%, 2018


**Ampleur de la redistribution**

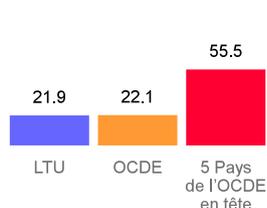
 Différences entre les coeff. de Gini du revenu marchand et du revenu disponible rapportées aux coeff. du revenu disponible, %  
2021 ou dernière année connue

**Niveaux de revenu garantis par les prestations en espèces assurant un revenu minimum**

 % du revenu disponible médian,  
2021 ou dernière année connue

**Transition climatique**

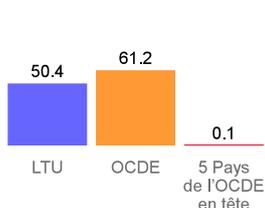
- L'objectif d'une réduction des émissions de 30 % d'ici 2030 est ambitieux, d'autant que les émissions de carbone par habitant continuent d'augmenter compte tenu du maintien des subventions aux combustibles.
- Élargir la portée du système de tarification du carbone à tous les secteurs, y compris les secteurs fortement émetteurs, comme les transports et l'agriculture.
- Accroître l'investissement public dans des activités de recherche et développement ciblées et dans les infrastructures vertes.
- Accorder des aides aux ménages vulnérables pour compenser les possibles hausses de coûts.

**Part des énergies renouvelables dans le mix énergétique**

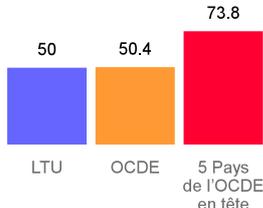
%, moyenne sur la période 2019-21 ou dernière année connue

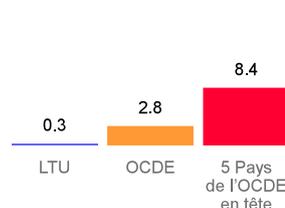

**Pourcentage de la population exposée à plus de 10 µg/m³ de PM2.5**

%, moyenne sur la période 2017-19

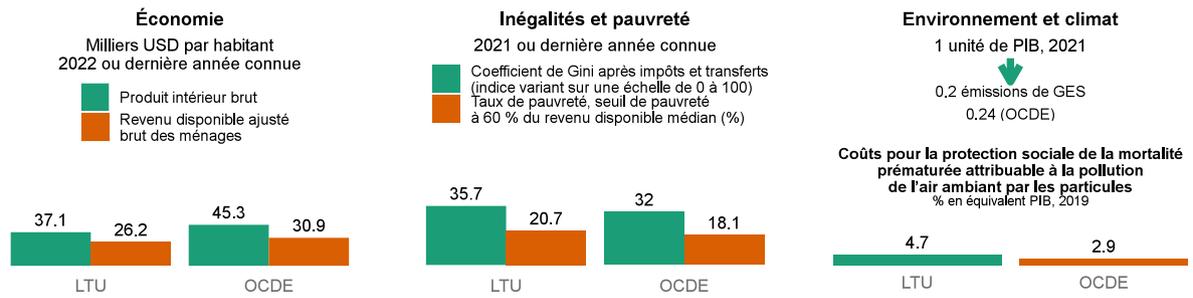

**Score de tarification du carbone**

%, à 30 EUR par tonne de CO2, 2018


**Budget public de R-D consacré à l'environnement**

 % du budget public total de R-D  
2021 ou dernière année connue


## Performance globale



# LUXEMBOURG



## Écarts de performance

## Recommandations

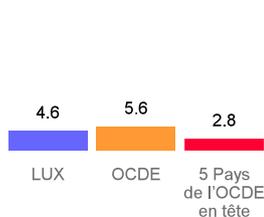
### Fonctionnement des marchés de produits et du travail

- Le taux de chômage des jeunes est relativement élevé et le taux d'activité des seniors est l'un des plus faibles de la zone OCDE.
- Les marchés de produits sont très réglementés et la réglementation des entreprises demeure excessivement restrictive.
- L'indexation des salaires sur l'inflation risque d'éroder la compétitivité des entreprises.
- Subventionner les dispositifs de formation en cours d'emploi ciblés sur les travailleurs de plus de 45 ans.
- Alléger les formalités administratives à la charge des petites entreprises, notamment en simplifiant les procédures de création d'activité.
- Réformer le système d'indexation des salaires en concertation avec les partenaires sociaux pour mieux prendre en compte les effets du système sur la productivité, l'emploi et l'investissement.

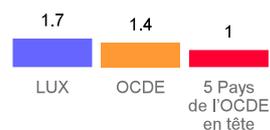
**Productivité du travail**  
PIB par actif, USD  
2022



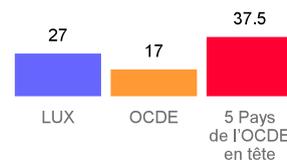
**Taux de chômage**  
%, 2022



**Réglementation des marchés de produits, ensemble de l'économie**  
Du minimum au maximum de restrictions  
Indice variant de 0 à 6, 2018



**Dépenses liées aux politiques actives du marché du travail par chômeur**  
% du PIB par habitant  
2020 ou dernière année connue

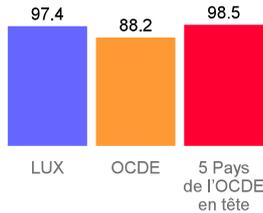


### Transition numérique

- Bien que le Luxembourg dispose d'une solide infrastructure des technologies de l'information et des communications (TIC) et d'une main-d'œuvre ayant un bon niveau d'éducation, les entreprises indiquent que les pénuries persistantes de professionnels qualifiés dans le domaine des TIC freinent la transformation numérique. Les PME sont à la traîne en matière d'adoption des technologies numériques, et l'investissement privé total dans les TIC est faible en proportion du PIB.
- Le développement des services publics numériques est lent.
- Établir une feuille de route effectivement applicable pour le développement de l'infrastructure et des services numériques, prévoyant des étapes claires et réévaluées à intervalles réguliers.
- Mettre en place des programmes de formation spécifiquement destinés aux adultes et intégrer tôt l'acquisition de compétences de base en programmation dans les programmes scolaires afin de remédier à l'inadéquation des compétences.
- Développer les services de conseil aux entreprises et soutenir les dispositifs de financement afin de favoriser l'adoption des technologies numériques par les PME, notamment via le financement direct de leurs équipements informatiques.
- Envisager de créer une clé numérique personnelle unique qui permettrait de réduire la charge administrative que représentent les relations des citoyens avec l'administration publique.

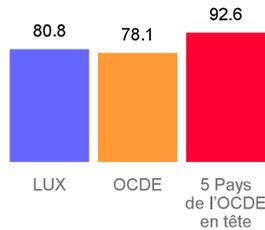
### Part des ménages disposant d'un accès internet haut débit à domicile

%, 2021 ou dernière année connue



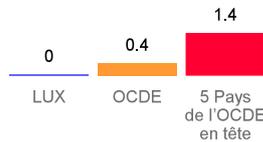
### Entreprises dotées d'un site web ou d'une page d'accueil

%, 2021 ou dernière année connue



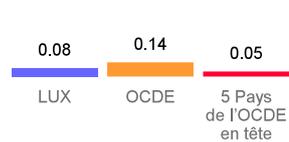
### Dépenses de R-D des entreprises dans les secteurs de l'information

% du PIB  
2019 ou dernière année connue



### Indice de restrictivité des échanges de services numériques de l'OCDE

Du minimum au maximum de restrictions  
Indice de 0 à 1, 2022

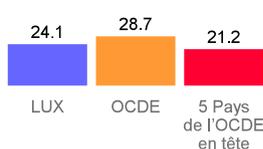


## Inclusivité, protection sociale et vieillissement démographique

- Le système d'enseignement se caractérise par une qualité inégale et par la rigidité des filières éducatives. Cette situation accroît l'incidence du milieu socioéconomique sur les résultats scolaires et se traduit par des taux d'abandon scolaire élevés parmi les élèves appartenant à des ménages vulnérables.
- L'âge effectif de départ à la retraite étant bas et non lié à l'espérance de vie, les coûts des retraites risquent de représenter un engagement budgétaire plus important.
- Mettre en place un système d'alerte précoce visant à repérer les élèves qui risquent de quitter prématurément le système d'enseignement et de formation et prendre des mesures préventives.
- Lier l'âge légal de la retraite à l'espérance de vie et supprimer progressivement les incitations à la préretraite, tout en proposant des modalités d'organisation du travail plus souples à l'intention des travailleurs seniors.
- Promouvoir l'accès à des établissements d'enseignement et de formation alternatifs afin d'aider les jeunes qui quittent prématurément l'école à reprendre leurs études.
- Réformer le premier cycle de l'enseignement secondaire pour offrir aux élèves un enseignement plus général et retarder l'orientation vers différentes filières éducatives.

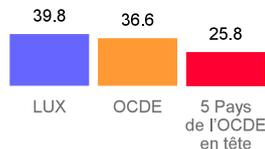
### Intensité moyenne de la pauvreté après impôts et transferts

Seuil de pauvreté à 60 % du revenu disponible médian  
2021 ou dernière année connue



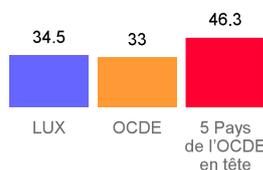
### Impact du milieu socio-économique sur le score au PISA en compréhension de l'écrit

%, 2018



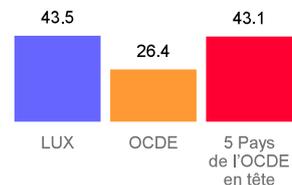
### Ampleur de la redistribution

Différences entre les coeff. de Gini du revenu marchand et du revenu disponible rapportées aux coeff. du revenu disponible, %  
2021 ou dernière année connue



### Niveaux de revenu garantis par les prestations en espèces assurant un revenu minimum

% du revenu disponible médian,  
2021 ou dernière année connue

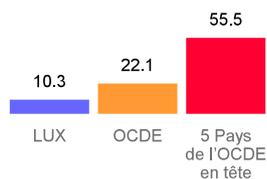


## Transition climatique

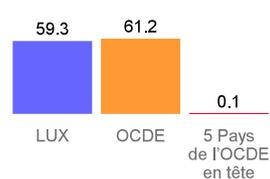
- La part des énergies renouvelables dans le mix énergétique est faible, de même que la part des dépenses publiques de recherche-développement (R-D) en lien avec l'environnement.
- Le taux de motorisation est élevé, tandis que le prix de l'essence et l'utilisation des transports publics sont faibles.
- Les normes environnementales applicables à l'agriculture sont peu rigoureuses.
- Augmenter les dépenses publiques de R-D liée à l'environnement engagées en contrepartie des dépenses privées de R-D et inciter les entreprises à investir davantage.
- Mettre en place des péages routiers et augmenter progressivement les redevances, réduire graduellement les avantages fiscaux applicables aux flottes de véhicules de société et réviser les politiques de stationnement.
- Relever les prestations accordées aux ménages qui entreprennent des travaux de rénovation énergétique.
- Fixer une trajectoire de revalorisation de la taxe carbone à moyen et long terme tout en redistribuant les recettes générées pour réduire le plus possible la charge pesant sur les plus vulnérables.
- Renforcer la réglementation sur l'utilisation des engrais et des pesticides.

**Part des énergies renouvelables dans le mix énergétique**

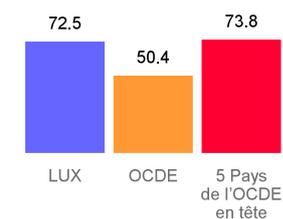
%, moyenne sur la période 2019-21 ou dernière année connue

**Pourcentage de la population exposée à plus de 10 µg/m³ de PM2.5**

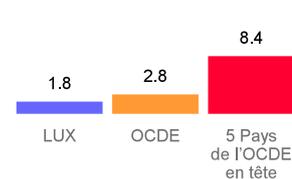
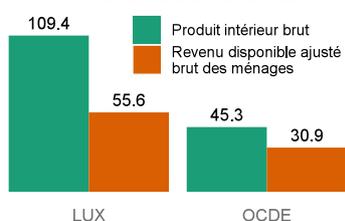
%, moyenne sur la période 2017-19

**Score de tarification du carbone**

%, à 30 EUR par tonne de CO2, 2018

**Budget public de R-D consacré à l'environnement**

% du budget public total de R-D 2021 ou dernière année connue

**Performance globale****Économie**Milliers USD par habitant  
2022 ou dernière année connue**Inégalités et pauvreté**

2021 ou dernière année connue

■ Coefficient de Gini après impôts et transferts (indice variant sur une échelle de 0 à 100)  
 ■ Taux de pauvreté, seuil de pauvreté à 60 % du revenu disponible médian (%)

**Environnement et climat**

1 unité de PIB, 2021

▼ 0.13 émissions de GES  
 0.24 (OCDE)

**Coûts pour la protection sociale de la mortalité prématurée attribuable à la pollution de l'air ambiant par les particules**

% en équivalent PIB, 2019





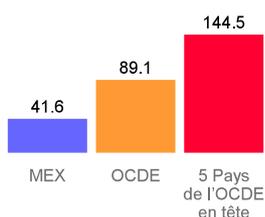
## Écarts de performance

## Recommandations

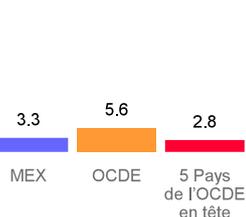
### Fonctionnement des marchés de produits et des marchés du travail

- La concurrence est faible dans certains secteurs clés de l'économie et un petit nombre d'entreprises tendent à dominer les marchés.
- L'accès des PME au crédit est entravé par des marges d'intérêt élevées et par des asymétries d'information. La transformation numérique et la fintech pourraient améliorer l'accès aux financements, mais les obstacles du marché freinent leur développement.
- Près de 55 % des travailleurs sont employés dans le secteur informel, ce qui est à la fois une cause et une conséquence de la faiblesse de la productivité.
- Renforcer la concurrence, notamment en veillant à ce que l'autorité de la concurrence reste indépendante et à ce qu'elle dispose de ressources suffisantes, et en allégeant les lourdeurs réglementaires.
- Mettre à niveau la réglementation sur les services de paiement numérique pour faciliter l'entrée de nouveaux opérateurs sur le marché des cartes de paiement.
- Mettre en place une stratégie intégrée afin de réduire les coûts de régularisation, notamment les coûts d'immatriculation que doivent acquitter les entreprises au niveau des États et au niveau local.

**Productivité du travail**  
PIB par actif, USD  
2022

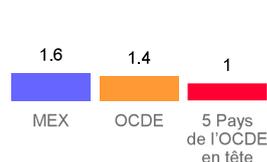


**Taux de chômage**  
%, 2022



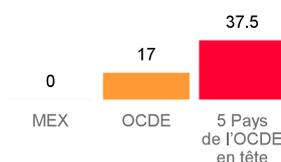
**Réglementation des marchés de produits, ensemble de l'économie**

Du minimum au maximum de restrictions  
Indice variant de 0 à 6, 2018



**Dépenses liées aux politiques actives du marché du travail par chômeur**

% du PIB par habitant  
2020 ou dernière année connue



### Transition numérique

- Le Mexique a déployé des efforts pour améliorer l'accès au numérique en élargissant la connectivité et l'accès à l'internet grâce au haut débit mobile. Le nombre de connexions au haut débit fixe reste toutefois faible et ces connexions sont plus chères que dans les pays comparables.
- Le fossé éducatif qui existe parmi les jeunes adultes concernant l'utilisation de l'internet risque d'entraîner une fracture numérique persistante.
- Le secteur des entreprises accuse un retard s'agissant de l'exploitation du potentiel que représente la transition numérique. En particulier, trop peu d'entreprises acceptent les paiements numériques.
- Renforcer la concurrence sur le marché de l'internet à haut débit fixe en facilitant l'entrée de nouveaux fournisseurs.
- Modifier les programmes scolaires pour donner un bagage numérique plus solide aux élèves dès leur plus jeune âge et assurer la montée en compétences numériques des enseignants.
- Aider les PME à accroître leur présence en ligne en leur proposant une assistance technique ou des subventions.
- Élaborer des mesures incitant à utiliser les paiements numériques, comme des remises en espèces, des loteries financées par l'État ou des récompenses attribuées aux consommateurs.

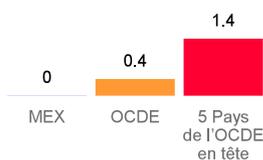
### Part des ménages disposant d'un accès internet haut débit à domicile

%, 2021 ou dernière année connue



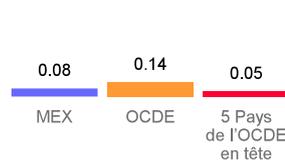
### Dépenses de R-D des entreprises dans les secteurs de l'information

% du PIB  
2019 ou dernière année connue



### Indice de restrictivité des échanges de services numériques de l'OCDE

Du minimum au maximum de restrictions  
Indice de 0 à 1, 2022

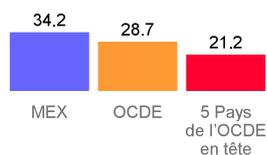


## Inclusivité, protection sociale et vieillissement démographique

- Le Mexique affiche l'un des niveaux de pauvreté et d'inégalités les plus élevés de l'OCDE, ce qui impose de poursuivre les efforts pour renforcer la protection sociale, notamment en la rendant plus efficace et plus à même de réagir aux cycles économiques, pour réduire les écarts de genre et améliorer l'éducation.
- La pandémie a eu de fortes répercussions sur le système éducatif, et les inégalités déjà présentes auparavant se sont probablement accentuées.
- En dépit des progrès réalisés récemment, le taux d'activité des femmes reste en retrait, car les responsabilités familiales incombent de manière disproportionnée aux femmes.
- Instituer un régime d'assurance chômage fédéral.
- Créer un réseau de structures pour l'accueil des jeunes enfants en donnant la priorité aux ménages modestes.
- Mettre en place des programmes de réintégration à l'école des élèves ayant décroché pendant la pandémie et assurer un accompagnement ciblé et un tutorat auprès des élèves ayant des difficultés d'apprentissage.

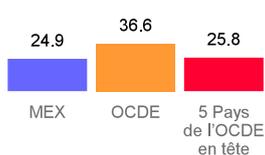
### Intensité moyenne de la pauvreté après impôts et transferts

Seuil de pauvreté à 60 %  
du revenu disponible médian  
2021 ou dernière année connue



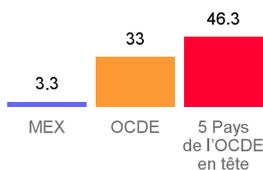
### Impact du milieu socio-économique sur le score au PISA en compréhension de l'écrit

%, 2018



### Ampleur de la redistribution

Différences entre les coeff. de Gini  
du revenu marchand et du revenu  
disponible rapportées aux coeff.  
du revenu disponible, %  
2021 ou dernière année connue

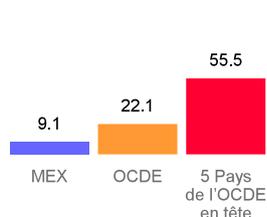


## Transition climatique

- Parmi les économies émergentes, le Mexique a fait œuvre de pionnier en prenant des mesures pour atténuer les effets du changement climatique et s'y adapter. Pour autant, d'autres mesures devront être prises pour atteindre les objectifs d'émissions fixés.
- Le secteur des énergies renouvelables offre de nombreuses perspectives qui demeurent encore inexploitées, et la part des énergies renouvelables du Mexique est faible par rapport à celle d'autres pays de l'OCDE.
- La modernisation du réseau électrique permettrait de verdir le mix électrique en augmentant la part des énergies renouvelables.
- Élargir la base de la taxe carbone, relever progressivement son taux et affecter une fraction de son produit à la compensation des effets de la hausse des prix de l'énergie sur les ménages modestes.
- Maintenir en place une réglementation qui favorise la production d'énergies renouvelables et la participation du secteur privé.
- Moderniser le réseau électrique en déployant des technologies de réseau intelligent et en y intégrant des dispositifs de stockage.

### Part des énergies renouvelables dans le mix énergétique

%, moyenne sur la période 2019-21  
ou dernière année connue



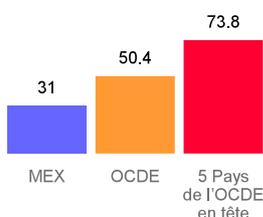
### Pourcentage de la population exposée à plus de 10 µg/m³ de PM2.5

%, moyenne sur la période 2017-19



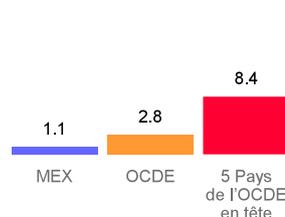
### Score de tarification du carbone

%, à 30 EUR par tonne de CO2, 2018

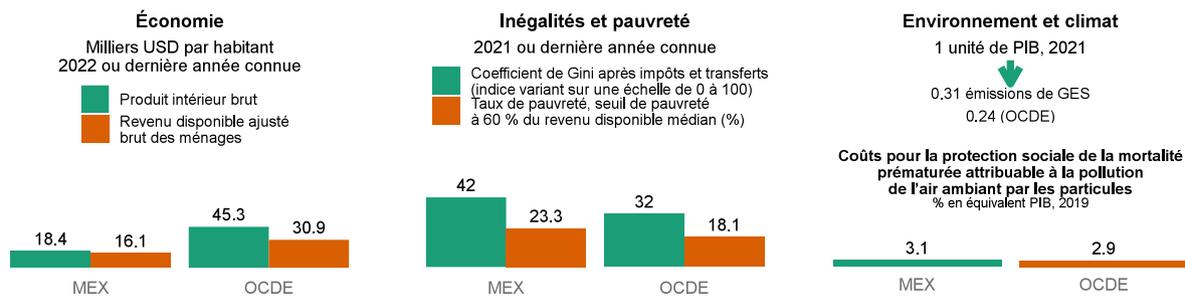


### Budget public de R-D consacré à l'environnement

% du budget public total de R-D  
2021 ou dernière année connue



## Performance globale





## Écarts de performance

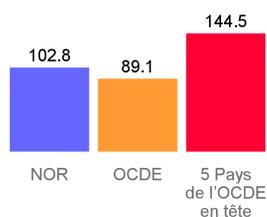
## Recommandations

### Fonctionnement des marchés de produits et des marchés du travail

- Le régime d'insolvabilité limite généralement la capacité des entrepreneurs à créer une nouvelle entreprise après un échec et entrave la réaffectation des ressources. Le délai de libération des débiteurs (c'est-à-dire le nombre d'années que doivent attendre les entreprises avant d'être libérées de l'obligation de rembourser les dettes contractées avant leur faillite) est particulièrement long.
- Malgré un taux de chômage très bas, près de 20 % de la population d'âge actif ne fait pas partie de la population active et certains groupes de population demeurent en dehors du marché du travail de manière permanente.
- Stimuler la productivité des entreprises en améliorant les procédures d'insolvabilité, notamment en allégeant les sanctions imposées aux entrepreneurs faillis.
- Poursuivre l'augmentation des dépenses consacrées aux politiques actives du marché du travail en assurant un suivi étroit de leurs résultats et en ciblant les populations qui entretiennent un lien ténu avec le marché du travail, et aux programmes de formation qui dispensent des compétences numériques.

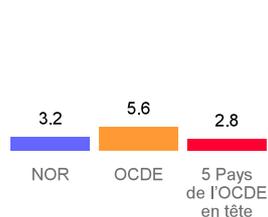
#### Productivité du travail

PIB par actif, USD  
2022



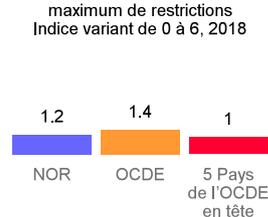
#### Taux de chômage

%, 2022



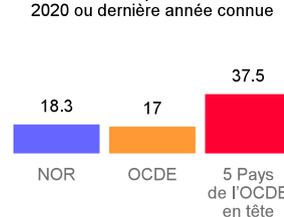
#### Réglementation des marchés de produits, ensemble de l'économie

Du minimum au maximum de restrictions  
Indice variant de 0 à 6, 2018



#### Dépenses liées aux politiques actives du marché du travail par chômeur

% du PIB par habitant  
2020 ou dernière année connue

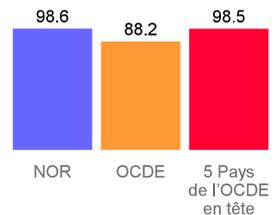


### Transition numérique

- La connectivité numérique est élevée et la plupart des entreprises utilisent les outils des TIC. La Norvège est également bien classée pour ce qui est de la fourniture et de l'adoption des services administratifs numériques. Les lacunes en matière de culture numérique de certaines catégories de la population nuisent toutefois à l'inclusion numérique.
- Le système d'enseignement peut aussi apporter davantage de compétences dans le domaine numérique. Relativement peu d'étudiants obtiennent un diplôme dans les TIC ou poursuivent des études dans le domaine de la science, des technologies, de l'ingénierie et des mathématiques (STIM).
- La R-D des entreprises est relativement faible, malgré le soutien public.
- Dans le cadre la réforme en cours de la transition numérique du secteur public, créer des programmes destinés à améliorer la culture numérique de certaines catégories de la population, telles que les étudiants et les femmes étrangères.
- Accorder des fonds supplémentaires aux établissements d'enseignement supérieur au titre des diplômes décernés dans des disciplines importantes dans la transformation numérique.
- Transformer le soutien à la R-D apporté aux PME en aides directes.

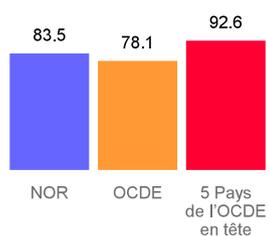
### Part des ménages disposant d'un accès internet haut débit à domicile

%, 2021 ou dernière année connue



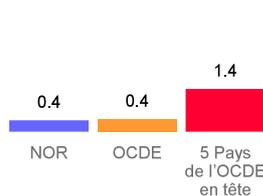
### Entreprises dotées d'un site web ou d'une page d'accueil

%, 2021 ou dernière année connue



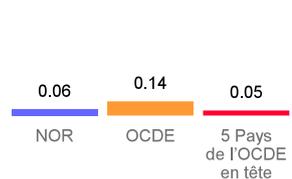
### Dépenses de R-D des entreprises dans les secteurs de l'information

% du PIB  
2019 ou dernière année connue



### Indice de restrictivité des échanges de services numériques de l'OCDE

Du minimum au maximum de restrictions  
Indice de 0 à 1, 2022

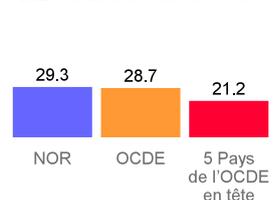


## Inclusivité, protection sociale et vieillissement démographique

- Les inégalités de revenu sont faibles, grâce à l'emploi élevé des femmes et des écarts salariaux entre les genres relativement peu marqués. Le taux d'activité s'inscrit toutefois à la baisse en raison des départs anticipés à la retraite.
- L'accessibilité financière du logement demeure une question importante pour les ménages à faible revenu, notamment dans les villes les plus chères.
- Limiter les possibilités de départ à la retraite anticipé, notamment en diminuant les indemnités des congés maladie et en durcissant les conditions de traitement et de réadaptation pour la perception des prestations d'invalidité.
- Augmenter les investissements dans le logement locatif social et relever le seuil de revenu permettant de toucher les allocations logement conditionnées aux ressources pour les locataires défavorisés.

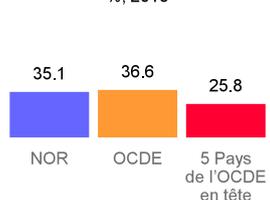
### Intensité moyenne de la pauvreté après impôts et transferts

Seuil de pauvreté à 60 % du revenu disponible médian  
2021 ou dernière année connue



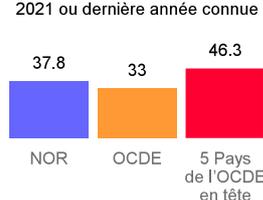
### Impact du milieu socio-économique sur le score au PISA en compréhension de l'écrit

%, 2018



### Ampleur de la redistribution

Différences entre les coeff. de Gini du revenu marchand et du revenu disponible rapportées aux coeff. du revenu disponible, %  
2021 ou dernière année connue



### Niveaux de revenu garantis par les prestations en espèces assurant un revenu minimum

% du revenu disponible médian,  
2021 ou dernière année connue

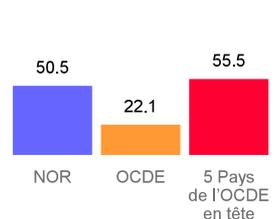


## Transition climatique

- Les émissions de CO2 sont basses, essentiellement du fait de l'utilisation de l'hydroélectricité, mais la Norvège devra les diminuer encore pour atteindre ses objectifs climatiques et devenir un pays à faibles émissions d'ici 2050. Le prix du carbone devrait augmenter et des projets de grande ampleur financés par des fonds publics ont été lancés pour le captage et le stockage du carbone. La couverture des taxes sur le carbone comporte toutefois toujours des lacunes. Près de 15 % des émissions totales, notamment les émissions de méthane et d'hémioxyde d'azote imputables au secteur agricole, ne sont pas tarifés ni couverts par le système communautaire d'échange.
- Garantir la mise en œuvre des augmentations des taxes sur le carbone prévues au titre du nouveau plan d'action pour le climat, tout en comblant les lacunes existant encore dans la couverture de ces taxes.
- Continuer à soutenir la recherche pour trouver des solutions technologiques qui faciliteront la transition écologique, notamment en matière de captage et de stockage du carbone.

### Part des énergies renouvelables dans le mix énergétique

%, moyenne sur la période 2019-21 ou dernière année connue



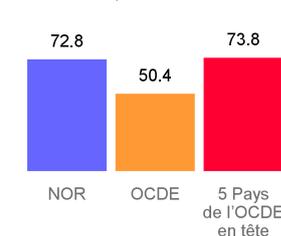
### Pourcentage de la population exposée à plus de 10 µg/m³ de PM2.5

%, moyenne sur la période 2017-19



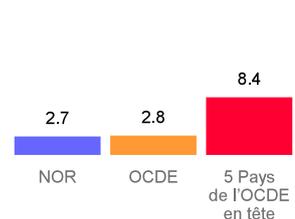
### Score de tarification du carbone

%, à 30 EUR par tonne de CO2, 2018

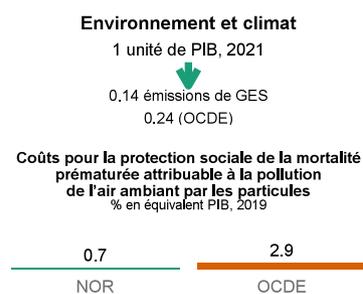
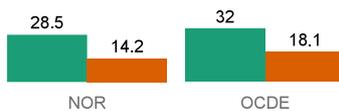
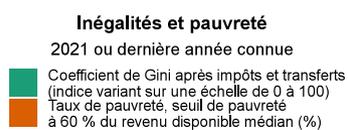
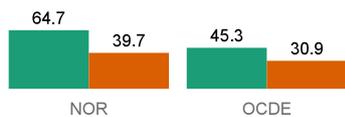


### Budget public de R-D consacré à l'environnement

% du budget public total de R-D  
2021 ou dernière année connue



## Performance globale





## Écarts de performance

## Recommandations

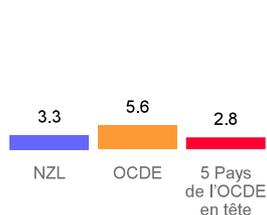
### Fonctionnement des marchés de produits et des marchés du travail

- La productivité est faible par rapport aux autres pays, en partie du fait d'une concurrence limitée sur les marchés de produits en raison de l'isolement géographique du pays, et l'offre et la demande de compétences et de qualifications ne sont pas en adéquation.
- Les taux d'imposition effectifs des entreprises sont élevés et freinent les investissements de capitaux et l'IDE.
- Les obstacles réglementaires à la concurrence sont généralement peu nombreux, mais le secteur de la grande distribution alimentaire est dominé par un duopole de deux grandes chaînes de supermarchés.
- Contrôler l'impact des réformes de 2021 du régime d'examen de l'IDE et simplifier encore la procédure si nécessaire.
- Évaluer le caractère approprié du taux d'imposition actuel des entreprises.
- Mettre en œuvre les réformes de 2023 pour lever les obstacles à la concurrence dans le secteur de la grande distribution alimentaire et les modifier si la concurrence n'augmente pas de façon notable.

**Productivité du travail**  
PIB par actif, USD  
2022



**Taux de chômage**  
%, 2022



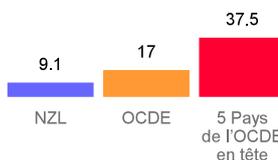
**Réglementation des marchés de produits, ensemble de l'économie**

Du minimum au maximum de restrictions  
Indice variant de 0 à 6, 2018



**Dépenses liées aux politiques actives du marché du travail par chômeur**

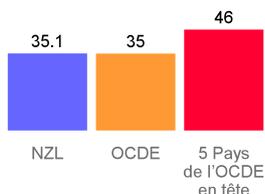
% du PIB par habitant  
2020 ou dernière année connue



### Transition numérique

- Malgré des infrastructures solides, le secteur numérique reste de faible ampleur au regard de son niveau dans d'autres pays. Les innovations numériques et l'utilisation des technologies numériques par les entreprises sont aussi relativement faibles. Les faibles taux de réussite dans l'enseignement secondaire et de diplômés de l'enseignement supérieur se traduisent en outre par un vivier de compétences dans les TIC très pauvre sur le territoire national et des pénuries de main-d'œuvre chroniques dans ce secteur.
- Améliorer l'enseignement des mathématiques et des sciences dans les écoles primaires, notamment en mettant davantage l'accent sur la pédagogie inductive et l'encadrement pédagogique s'appuyant sur des bases de connaissances judicieusement articulées, pour les élèves et pour les enseignants.
- Faire avancer la stratégie nationale pour le numérique en veillant à ce que la coordination stratégique entre tous les domaines de l'action publique soit placée au cœur des préoccupations et en collectant des données à l'appui de cette stratégie.

**Nombre d'abonnements au haut débit fixe pour 100 habitants**  
2021 ou dernière année connue



**Entreprises dotées d'un site web ou d'une page d'accueil**  
%, 2021 ou dernière année connue



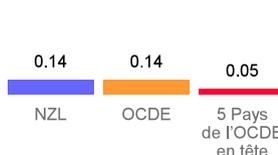
**Dépenses de R-D des entreprises dans les secteurs de l'information**

% du PIB  
2019 ou dernière année connue



**Indice de restrictivité des échanges de services numériques de l'OCDE**

Du minimum au maximum de restrictions  
Indice de 0 à 1, 2022

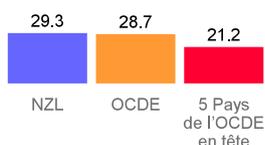


### Inclusivité, protection sociale et vieillissement démographique

- Les inégalités de revenu se situent dans la moyenne de l'OCDE, mais se creusent au fil du temps. Le taux de pauvreté infantile, qui est l'un des principaux objectifs du gouvernement en matière de bien-être, est supérieur à la moyenne de l'OCDE, en particulier parmi les Maoris et les Insulaires du Pacifique. Les résultats dans le domaine de la santé et de l'éducation continuent à se dégrader pour les Maoris et les Insulaires du Pacifique.
- Continuer à donner la priorité à l'amélioration du bien-être des Maoris, des Insulaires du Pacifique, des parents isolés et des enfants, grâce à des politiques ciblées en matière de revenus, d'éducation, de santé et de logement.
- Élaborer des programmes visant à aider les Maoris et les femmes à mener des carrières dans le domaine du numérique.

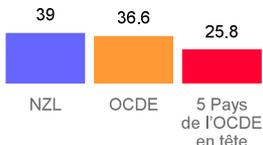
#### Intensité moyenne de la pauvreté après impôts et transferts

Seuil de pauvreté à 60 % du revenu disponible médian 2021 ou dernière année connue



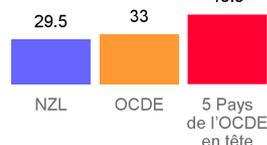
#### Impact du milieu socio-économique sur le score au PISA en compréhension de l'écrit

%, 2018



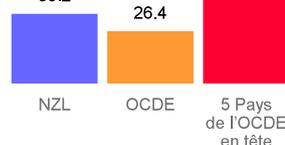
#### Ampleur de la redistribution

Différences entre les coeff. de Gini du revenu marchand et du revenu disponible rapportées aux coeff. du revenu disponible, % 2021 ou dernière année connue



#### Niveaux de revenu garantis par les prestations en espèces assurant un revenu minimum

% du revenu disponible médian, 2021 ou dernière année connue



### Transition climatique

- Les émissions de gaz à effet de serre (GES) par habitant de la Nouvelle-Zélande (hors utilisation et changement d'affectation des terres et foresterie) figurent parmi les plus élevées des pays de l'OCDE et le pays n'est pas en passe d'atteindre ses objectifs de réduction de ses émissions. Les émissions provenant des secteurs agricole – de méthane principalement – et des transports routiers devront baisser de manière substantielle pour que la Nouvelle-Zélande devienne une économie à faibles émissions.
- Compléter le durcissement progressif de la délivrance des permis d'émission avec des mesures ciblées (telles que les aides à la création d'infrastructures pour les véhicules électriques) destinées à remédier aux défaillances du marché que le prix du carbone ne peut à lui seul corriger.
- Imposer une taxe carbone sur les émissions de GES biologiques au niveau des exploitations agricoles, comme l'a récemment proposé le gouvernement à l'issue d'une série de consultations, ou en les intégrant au système néo-zélandais d'échange de droits d'émission.

#### Part des énergies renouvelables dans le mix énergétique

%, moyenne sur la période 2019-21 ou dernière année connue



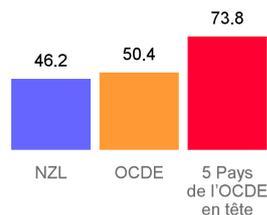
#### Pourcentage de la population exposée à plus de 10 µg/m³ de PM2.5

%, moyenne sur la période 2017-19



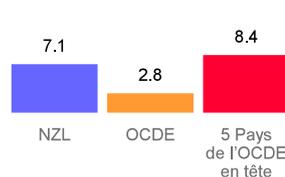
#### Score de tarification du carbone

%, à 30 EUR par tonne de CO2, 2018



#### Budget public de R-D consacré à l'environnement

% du budget public total de R-D 2021 ou dernière année connue

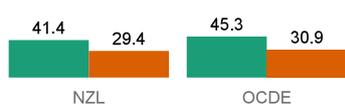


## Performance globale

#### Économie

Milliers USD par habitant 2022 ou dernière année connue

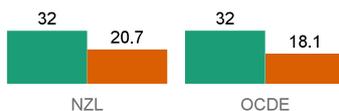
■ Produit intérieur brut  
■ Revenu disponible ajusté brut des ménages



#### Inégalités et pauvreté

2021 ou dernière année connue

■ Coefficient de Gini après impôts et transferts (indice variant sur une échelle de 0 à 100)  
■ Taux de pauvreté, seuil de pauvreté à 60 % du revenu disponible médian (%)



#### Environnement et climat

1 unité de PIB, 2021

0.37 émissions de GES  
0.24 (OCDE)

Coûts pour la protection sociale de la mortalité prématurée attribuable à la pollution de l'air ambiant par les particules  
% en équivalent PIB, 2019





## Écarts de performance

## Recommandations

### Fonctionnement des marchés de produits et des marchés du travail

- Alors que la protection de l'emploi des salariés réguliers est stricte, les travailleurs indépendants paient moins d'impôts sur le revenu et de cotisations sociales. Cela incite les entreprises à faire appel de manière disproportionnée à des indépendants, qui sont moins protégés. La Commission pour la réglementation du travail a proposé un programme de réforme global pour diminuer cette dualité du marché du travail.
- Mettre en œuvre les recommandations de la Commission pour la réglementation du travail.
- Autoriser les employeurs à adapter les emplois, ainsi que les heures et lieux de travail en fonction des besoins économiques.
- Poursuivre l'harmonisation des taux de prélèvements fiscaux et sociaux entre les différents types de contrats pour les travailleurs exerçant des emplois similaires.

**Productivité du travail**  
PIB par actif, USD  
2022



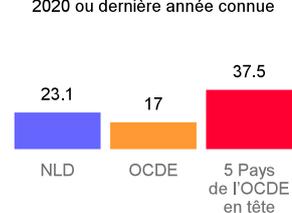
**Taux de chômage**  
%, 2022



**Réglementation des marchés de produits, ensemble de l'économie**  
Du minimum au maximum de restrictions  
Indice variant de 0 à 6, 2018



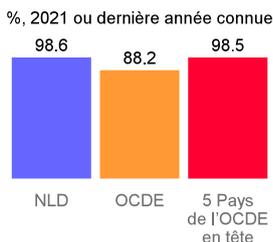
**Dépenses liées aux politiques actives du marché du travail par chômeur**  
% du PIB par habitant  
2020 ou dernière année connue



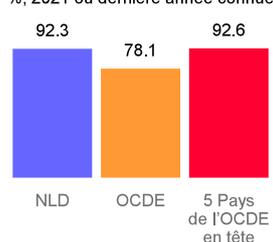
### Transition numérique

- Les petites et moyennes entreprises (PME) représentent une part relativement importante de la valeur ajoutée, mais sont en retard en ce qui concerne l'adoption du numérique. L'absence de sensibilisation en la matière et les coûts fixes par nature des investissements dans les technologies numériques ralentissent le passage au numérique. La passivité face aux questions de sécurité informatique expose aussi un grand nombre d'entreprises à des risques de cybersécurité.
- Accroître les aides directes accordées aux PME pour faciliter l'adoption des outils numériques, notamment les services de conseil aux entreprises et les installations d'essai.
- Encourager les entreprises à adopter les normes de sécurité numérique en vigueur en poursuivant les actions de sensibilisation sur les risques de cybersécurité et en renforçant le Digital Trust Centre.

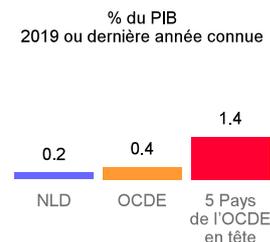
**Part des ménages disposant d'un accès internet haut débit à domicile**  
%, 2021 ou dernière année connue



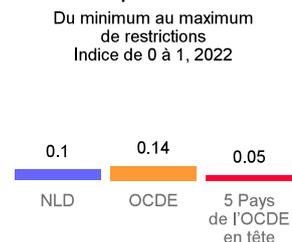
**Entreprises dotées d'un site web ou d'une page d'accueil**  
%, 2021 ou dernière année connue



**Dépenses de R-D des entreprises dans les secteurs de l'information**  
% du PIB  
2019 ou dernière année connue



**Indice de restrictivité des échanges de services numériques de l'OCDE**  
Du minimum au maximum de restrictions  
Indice de 0 à 1, 2022



### Inclusivité, protection sociale et vieillissement démographique

- Le taux d'activité féminine est élevé, mais près de 60 % des femmes travaillent à temps partiel, au détriment de leurs rémunérations et de leurs pensions de retraite. L'écart se creuse lorsqu'elles deviennent mères, les enfants passant relativement peu de temps dans les structures d'accueil, malgré des taux d'inscription élevés. La réforme prévoyant la gratuité de la garde d'enfants pour tous les parents qui travaillent devrait fortement accroître la demande de ces services et aggraver les pénuries de personnel, ce qui soulève des doutes quant à sa faisabilité.
- Accorder un congé parental plus long et non transférable aux mères comme aux pères ou mettre en place des périodes de bonus permettant aux parents de bénéficier d'un congé parental plus long s'ils utilisent tous les deux un certain nombre de jours partageables.
- Mettre progressivement en œuvre la réforme des services de garde d'enfants, en suivre la fréquentation et évaluer les résultats de la suppression du lien entre le nombre d'heures travaillées et le montant des aides à la garde d'enfants.

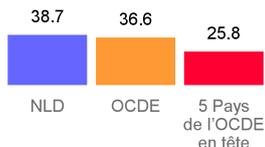
#### Intensité moyenne de la pauvreté après impôts et transferts

Seuil de pauvreté à 60 % du revenu disponible médian 2021 ou dernière année connue



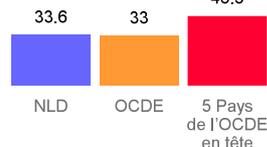
#### Impact du milieu socio-économique sur le score au PISA en compréhension de l'écrit

%, 2018



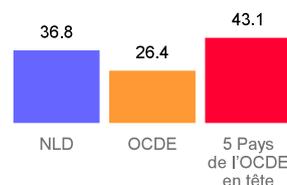
#### Ampleur de la redistribution

Différences entre les coeff. de Gini du revenu marchand et du revenu disponible rapportées aux coeff. du revenu disponible, % 2021 ou dernière année connue



#### Niveaux de revenu garantis par les prestations en espèces assurant un revenu minimum

% du revenu disponible médian, 2021 ou dernière année connue

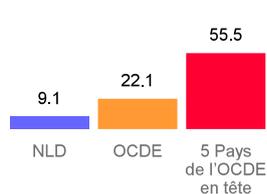


### Transition climatique

- Malgré des avancées notables, les mesures en vigueur ne permettront pas d'atteindre l'objectif 2030 de réduction des émissions volontaires, en partie parce que l'hétérogénéité de la tarification du carbone selon les sources et les combustibles entraîne une augmentation des coûts de réduction.
- Les niveaux excessifs de dépôts azotés à proximité des zones naturelles sensibles limitent la construction de nouvelles infrastructures et de logements et nécessitent de créer rapidement divers instruments permettant de réduire ces dépôts et de prévoir des dépenses importantes pour restructurer le secteur agricole.
- Améliorer la cohérence de la tarification des émissions entre les secteurs et les combustibles non visés par le système d'échange de quotas d'émission de l'UE.
- Regrouper les instruments de gestion et de transfert des droits d'émission d'azote pour faciliter davantage leur normalisation.

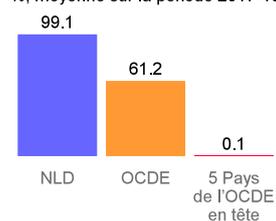
#### Part des énergies renouvelables dans le mix énergétique

%, moyenne sur la période 2019-21 ou dernière année connue



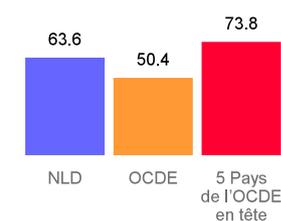
#### Pourcentage de la population exposée à plus de 10 µg/m³ de PM2.5

%, moyenne sur la période 2017-19



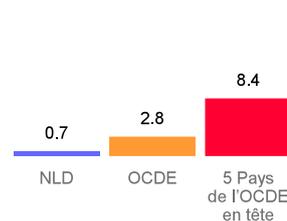
#### Score de tarification du carbone

%, à 30 EUR par tonne de CO2, 2018



#### Budget public de R-D consacré à l'environnement

% du budget public total de R-D 2021 ou dernière année connue

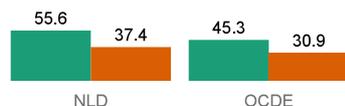


## Performance globale

#### Économie

Milliers USD par habitant 2022 ou dernière année connue

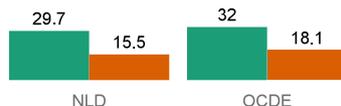
■ Produit intérieur brut  
■ Revenu disponible ajusté brut des ménages



#### Inégalités et pauvreté

2021 ou dernière année connue

■ Coefficient de Gini après impôts et transferts (indice variant sur une échelle de 0 à 100)  
■ Taux de pauvreté, seuil de pauvreté à 60 % du revenu disponible médian (%)



#### Environnement et climat

1 unité de PIB, 2021

↓ 0.18 émissions de GES  
0.24 (OCDE)

Coûts pour la protection sociale de la mortalité prématurée attribuable à la pollution de l'air ambiant par les particules % en équivalent PIB, 2019





## Écarts de performance

## Recommandations

### Fonctionnement des marchés de produits et des marchés du travail

- L'économie est fortement dépendante des secteurs à forte intensité de ressources naturelles et a limité la diversification des exportations en termes de biens, d'entreprises et de destinations.
- La concurrence est faible dans certains secteurs clés et un petit nombre d'entreprises tendent à dominer les marchés.
- De nombreux organismes publics situés à différents niveaux d'administration disposent de capacités de mise en œuvre et d'exécution médiocres, notamment en ce qui concerne l'investissement public et la gestion budgétaire. La fragmentation de la fonction publique, la grande précarité de l'emploi et l'absence de professionnalisation qui règnent dans le pays nuisent à l'efficacité publique. La mise en œuvre de la réforme de la fonction publique de 2013 a été très limitée.
- Soumettre les réglementations en vigueur et celles nouvellement appliquées à une analyse d'impact systématique en ce qui concerne la concurrence.
- Accroître l'aide à la R-D et à l'innovation pour faciliter la production de produits à forte valeur ajoutée destinés à l'exportation, la diversification et la transition énergétique.
- Mettre pleinement en œuvre la réforme de la fonction publique à tous les niveaux d'administration, et garantir une amélioration des compétences de la fonction publique et une application systématique des normes et processus fondés sur le mérite dans tous les domaines clés, tels que ceux chargés du recrutement, de l'avancement et de la rémunération.

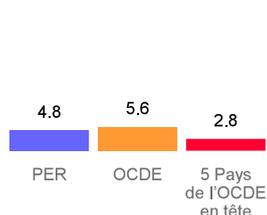
#### Productivité du travail

PIB par actif, USD  
2022



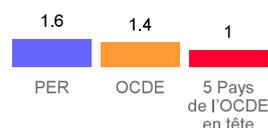
#### Taux de chômage

%, 2022



#### Réglementation des marchés de produits, ensemble de l'économie

Du minimum au maximum de restrictions  
Indice variant de 0 à 6, 2018

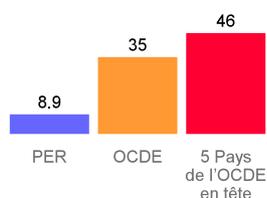


### Transition numérique

- Une couverture internet médiocre et inégale, associée à des coûts élevés, freine la transformation numérique. Alors que le taux de pénétration de l'internet atteignait quasiment 90 % en 2021, dans la pratique, 70 % seulement des ménages péruviens des zones rurales y ont accès. Il s'agit dans la plupart des cas de connexions mobiles, le taux de pénétration de l'internet fixe restant faible, même par rapport aux autres pays d'Amérique latine.
- Bien que la pandémie ait accéléré la transformation numérique des entreprises, les PME utilisent peu les outils numériques pour réaliser des opérations d'achat et de vente.
- Stimuler l'investissement public et travailler en collaboration avec les autorités locales pour mobiliser les investissements destinés à l'élargissement de la couverture de l'internet fixe, en particulier dans les zones rurales et reculées.
- Encourager l'aide publique versée aux PME en coopération avec le secteur privé, grâce à des programmes ciblés, pour faciliter l'adoption des outils numériques, notamment dans les zones rurales.
- Favoriser les compétences numériques par l'éducation et accroître les compétences numériques des enseignants et des directeurs d'établissement scolaire.

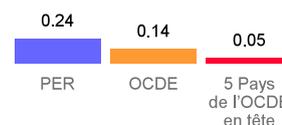
#### Nombre d'abonnements au haut débit fixe pour 100 habitants

2021 ou dernière année connue



#### Indice de restrictivité des échanges de services numériques de l'OCDE

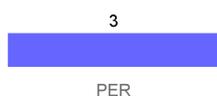
Du minimum au maximum de restrictions  
Indice de 0 à 1, 2022



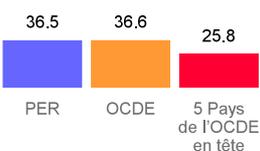
### Inclusivité, protection sociale et vieillissement démographique

- La pandémie de COVID-19 a annulé les progrès qui avaient été accomplis dans le domaine de la réduction de la pauvreté et des inégalités et révélé les insuffisances dont souffre depuis longtemps le système de protection sociale. Des problèmes structurels majeurs, tels qu'une proportion élevée de travailleurs informels sans couverture sociale et la faible couverture des dispositifs d'aide sociale, se sont accentués.
- Élargir la couverture des dispositifs de transferts en espèces aux ménages pauvres, sans modifier les règles qui les subordonnent à une participation aux services d'éducation et de santé.
- Élaborer une stratégie globale pour favoriser la régularisation des activités informelles, fondée notamment sur une réduction des coûts non salariaux, une amélioration des compétences, un renforcement de l'application des lois et une amélioration de l'administration de l'impôt.

**Intensité de la pauvreté par rapport au seuil de 3.65 USD par jour**  
%, 2021 ou dernière année connue



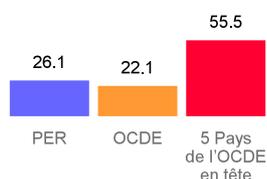
**Impact du milieu socio-économique sur le score au PISA en compréhension de l'écrit**  
%, 2018



### Transition climatique

- Le Pérou est particulièrement exposé aux risques environnementaux et aux questions de sécurité hydrique. Conjugués à la déforestation, à l'exploitation minière illégale, à la pollution de l'air et de l'eau, et à l'extension des zones agricoles, les risques climatiques menacent les avancées réalisées récemment par le pays dans son développement. Bien que la version actualisée de ses contributions déterminées au niveau national soit ambitieuse, elle reste encore loin de la neutralité en gaz à effet de serre.
- Accélérer le rythme de la décarbonation de l'économie par des réglementations plus strictes et des signaux-prix plus cohérents, notamment en appliquant progressivement des taxes sur le carbone, tout en protégeant le pouvoir d'achat des ménages vulnérables.
- Mettre en œuvre des instruments économiques destinés à la gestion des risques liés à l'eau et renforcer le cadre réglementaire pour parvenir à une couverture universelle de l'approvisionnement en eau et de l'assainissement.

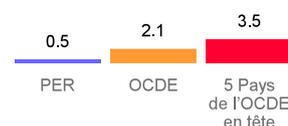
**Part des énergies renouvelables dans le mix énergétique**  
%, moyenne sur la période 2019-21 ou dernière année connue



**Pourcentage de la population exposée à plus de 10 µg/m³ de PM2.5**  
%, moyenne sur la période 2017-19



**Recettes de taxes liées à l'environnement**  
% du PIB  
2020 ou dernière année connue



## Performance globale

**Économie**  
Milliers USD par habitant  
2022 ou dernière année connue

■ Produit intérieur brut  
■ Revenu disponible ajusté brut des ménages



**Inégalités et pauvreté**  
2021 ou dernière année connue

■ Coefficient de Gini après impôts et transferts (indice variant sur une échelle de 0 à 100)  
■ Taux de pauvreté au seuil de 3.65 USD par jour (%)



**Environnement et climat**  
1 unité de PIB, 2021

0.26 émissions de GES  
0.24 (OCDE)

**Coûts pour la protection sociale de la mortalité prématurée attribuable à la pollution de l'air ambiant par les particules**  
% en équivalent PIB, 2019





## Écarts de performance

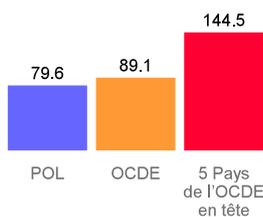
## Recommandations

### Fonctionnement des marchés de produits et des marchés du travail

- La réglementation des services, qui représentent près de la moitié de la valeur ajoutée exportée, peut encore être améliorée. C'est le cas des services des avocats, des notaires, des architectes et des ingénieurs, et les autorisations professionnelles générales.
- L'actionnariat public demeure important.
- Diminuer les obstacles à la concurrence dans les secteurs des services et des réseaux.
- Garantir la bonne gouvernance des entreprises publiques et l'application de la politique de la concurrence, en particulier dans les secteurs où l'État est actionnaire.

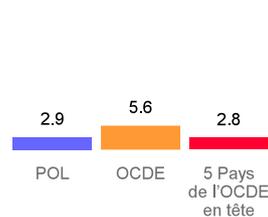
#### Productivité du travail

PIB par actif, USD  
2022



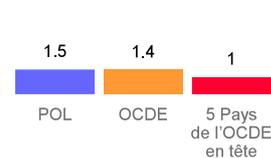
#### Taux de chômage

%, 2022



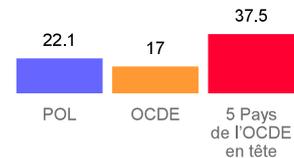
#### Réglementation des marchés de produits, ensemble de l'économie

Du minimum au maximum de restrictions  
Indice variant de 0 à 6, 2018



#### Dépenses liées aux politiques actives du marché du travail par chômeur

% du PIB par habitant  
2020 ou dernière année connue

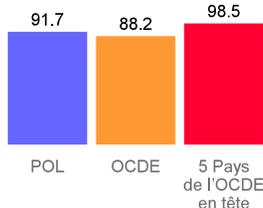


### Transition numérique

- Malgré les progrès importants réalisés ces dernières années dans le domaine du passage au numérique, la Pologne accuse un retard par rapport aux pays comparables et aux autres pays de l'OCDE.
- Les compétences numériques sont inférieures à la moyenne européenne, en particulier parmi les seniors.
- Le degré d'adoption des technologies de l'information et des communications (TIC) par les entreprises est inférieur à celui de la plupart des pays avancés.
- Améliorer la souplesse de l'éducation formelle et non formelle grâce à davantage de formations modulaires et en recourant à la reconnaissance des acquis et aux microcertifications. Adopter les comptes de formation individuels afin que les droits à la formation soient transférables d'un emploi à l'autre.
- Encourager la formation tout au long de la vie, en particulier parmi les travailleurs employés dans des PME, les travailleurs les moins formés, les inactifs et les seniors.
- Fournir des équipements de TIC aux établissements scolaires et des formations dans l'éducation professionnelle, et former les enseignants à l'enseignement des compétences numériques.
- Étouffer les services de conseil dispensant des conseils techniques spécialisés pour faciliter l'investissement des PME dans les technologies numériques.

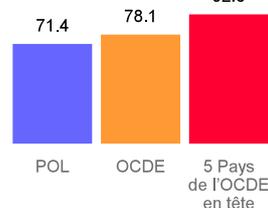
#### Part des ménages disposant d'un accès internet haut débit à domicile

%, 2021 ou dernière année connue



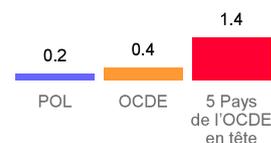
#### Entreprises dotées d'un site web ou d'une page d'accueil

%, 2021 ou dernière année connue



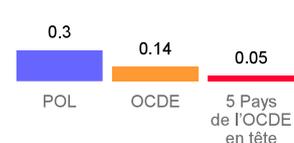
#### Dépenses de R-D des entreprises dans les secteurs de l'information

% du PIB  
2019 ou dernière année connue



#### Indice de restrictivité des échanges de services numériques de l'OCDE

Du minimum au maximum de restrictions  
Indice de 0 à 1, 2022

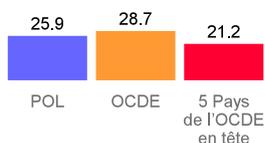


### Inclusivité, protection sociale et vieillissement démographique

- La santé bénéficie d'une aide publique supplémentaire, car les résultats de ce secteur demeurent à la traîne dans le pays.
- La faible adéquation des pensions futures accroît le risque de pauvreté à la vieillesse et les tensions sur les dépenses à long terme.
- La forte protection de l'emploi des seniors dissuade les employeurs de les embaucher.
- Mieux intégrer la stratégie de santé à l'ensemble du système de santé. Développer la coordination des soins et la pratique des paiements en fonction des résultats à l'ensemble du secteur des soins de santé et de l'assistance sociale.
- Améliorer les conditions de travail dans le secteur de la santé pour attirer et fidéliser les travailleurs. Accroître la rémunération des travailleurs de santé au fil du temps.
- Allonger la durée de vie active et harmoniser progressivement l'âge légal de la retraite des hommes et des femmes en l'augmentant en fonction de l'allongement de l'espérance de vie en bonne santé.
- Harmoniser la protection de l'emploi entre les différentes tranches d'âge de la population active.

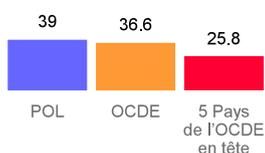
#### Intensité moyenne de la pauvreté après impôts et transferts

Seuil de pauvreté à 60 % du revenu disponible médian 2021 ou dernière année connue



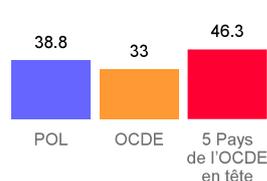
#### Impact du milieu socio-économique sur le score au PISA en compréhension de l'écrit

%, 2018



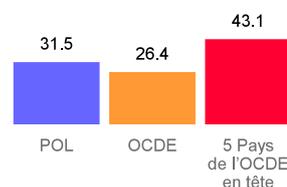
#### Ampleur de la redistribution

Différences entre les coeff. de Gini du revenu marchand et du revenu disponible rapportées au coeff. du revenu disponible, % 2021 ou dernière année connue



#### Niveaux de revenu garantis par les prestations en espèces assurant un revenu minimum

% du revenu disponible médian, 2021 ou dernière année connue

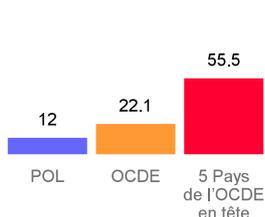


### Transition climatique

- Malgré les progrès réalisés pour parvenir à une croissance économique durable, l'intensité carbone de l'économie reste élevée, avec une forte dépendance au charbon. Une grande partie de la population demeure exposée à des niveaux de pollution dangereux.
- La stratégie de transition énergétique a été revue pour tenir compte de la situation géopolitique actuelle, de la sécurité énergétique et de la volatilité des prix de l'énergie.
- Les contraintes de capacité et de connexion du réseau électrique et le cadre réglementaire freinent les investissements dans les énergies renouvelables.
- La tarification des coûts environnementaux des combustibles fossiles n'est pas homogène entre les différents secteurs de l'économie. À peine plus de 30 % des émissions énergétiques sont soumises à un prix égal ou supérieur au tarif de référence de 60 euros la tonne.
- Les mines de charbon seront fermées d'ici à 2049.
- Accélérer le développement des énergies renouvelables grâce à la diversification des technologies et à l'amélioration de l'efficacité et de la sécurité énergétique. Réduire la forte dépendance au charbon à court terme.
- Accélérer et accroître les investissements dans le réseau électrique. Revoir la réglementation et les autres contraintes qui freinent les investissements dans les énergies renouvelables.
- Définir une orientation claire sur le long terme pour la tarification du carbone. À moyen terme, relever les taxes sur les émissions nationales pour parvenir à les aligner sur le SEQUE-UE.
- Garantir une transition juste grâce à des mesures de reconversion bien ciblées, un gel des embauches et une amélioration des compétences intersectorielles dans les secteurs de la houille et du lignite. Appliquer des mesures complémentaires à l'ensemble de la chaîne de valeur du charbon.

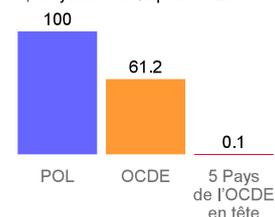
#### Part des énergies renouvelables dans le mix énergétique

%, moyenne sur la période 2019-21 ou dernière année connue



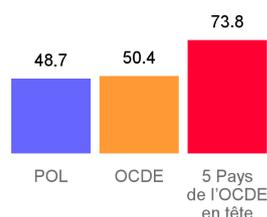
#### Pourcentage de la population exposée à plus de 10 µg/m³ de PM2.5

%, moyenne sur la période 2017-19



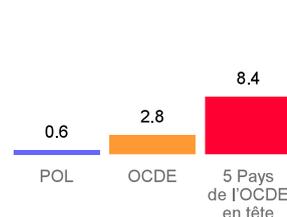
#### Score de tarification du carbone

%, à 30 EUR par tonne de CO2, 2018

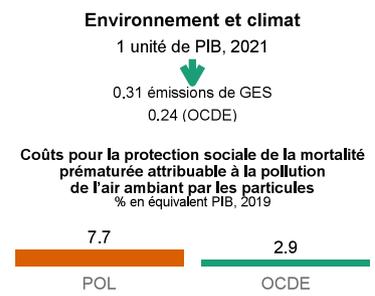
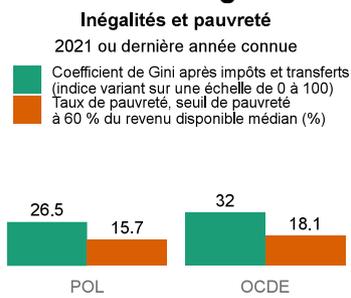
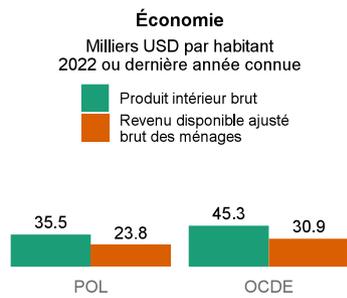


#### Budget public de R-D consacré à l'environnement

% du budget public total de R-D 2021 ou dernière année connue



## Performance globale



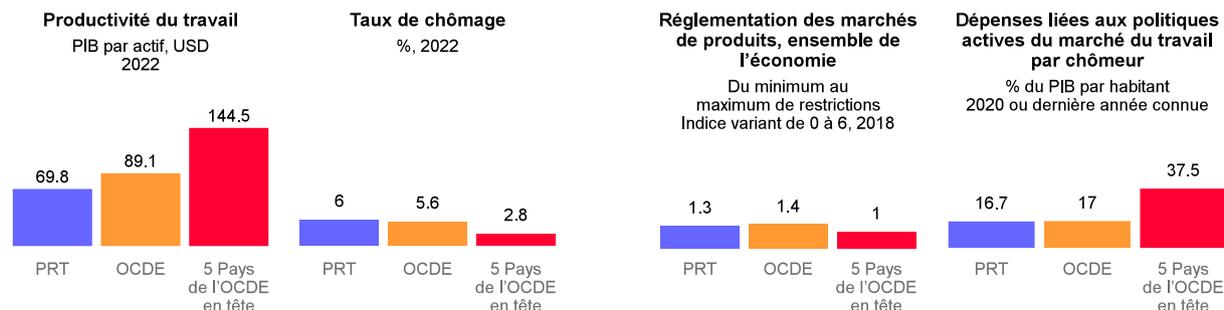


## Écarts de performance

## Recommandations

### Fonctionnement des marchés de produits et des marchés du travail

- La participation à la formation est faible. Il existe des programmes de formation ambitieux, mais les dispositifs incitatifs et les possibilités de formation proposés aux personnes qui ne bénéficient pas de ces derniers sont limités. Les ressources consacrées aux politiques actives du marché du travail et aux services publics de l'emploi sont relativement faibles.
- L'augmentation des prix du logement a entraîné une diminution de l'accessibilité financière du logement et pourrait compromettre la réaffectation de la main-d'œuvre.
- Malgré d'importants progrès, la durée des procédures d'insolvabilité reste élevée et occasionne une baisse de la valeur de liquidation des entreprises en faillite.
- Accroître les programmes de formation et accroître les mesures incitant à y participer, en particulier pour les travailleurs dont les emplois sont les plus touchés par le passage au numérique et la transition écologique. Proposer des aides à la recherche d'emploi et à la formation plus personnalisées aux demandeurs d'emploi, notamment les jeunes.
- Accélérer le passage au numérique des services publics de l'emploi pour libérer des ressources et des conseillers.
- Revoir la réglementation de l'aménagement du territoire et limiter les pouvoirs discrétionnaires des communes concernant les procédures d'octroi de licences pour encourager l'investissement des entreprises dans le logement, stimuler l'offre de logements et soutenir la mobilité de la main-d'œuvre.
- Encourager le recours aux procédures extrajudiciaires afin d'éviter l'encombrement des tribunaux et d'accélérer les procédures d'insolvabilité.

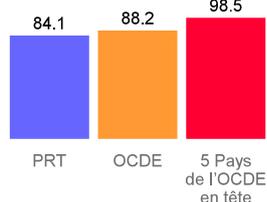


### Transition numérique

- Les petites entreprises manquent de compétences dans les technologies numériques. La faiblesse des compétences numériques, en particulier parmi les travailleurs plus âgés et moins formés, limite l'utilisation des technologies numériques.
- Les établissements scolaires et les enseignants ne sont pas suffisamment équipés pour utiliser et enseigner les technologies de l'information et de la communication (TIC).
- Les prix du haut débit sont élevés par rapport aux prix pratiqués ailleurs, du fait du manque de concurrence entre les prestataires de services, et freinent l'utilisation des outils numériques.
- Élargir les programmes en faveur des petites entreprises pour qu'elles puissent acquérir une formation au numérique, des services de conseil et des informations sur la sécurité et la protection de la vie privée.
- Veiller à mener à bien l'augmentation prévue dans le plan pour la reprise et la résilience des ressources numériques et des formations aux TIC auprès des établissements scolaires et des enseignants.
- Lever les obstacles aux changements de fournisseurs de télécommunications pour les consommateurs.

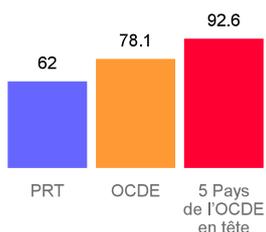
### Part des ménages disposant d'un accès internet haut débit à domicile

%, 2021 ou dernière année connue



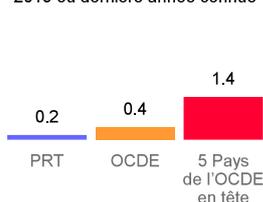
### Entreprises dotées d'un site web ou d'une page d'accueil

%, 2021 ou dernière année connue



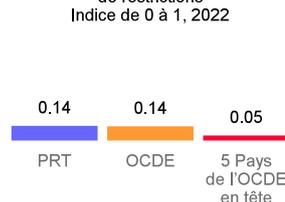
### Dépenses de R-D des entreprises dans les secteurs de l'information

% du PIB  
2019 ou dernière année connue



### Indice de restrictivité des échanges de services numériques de l'OCDE

Du minimum au maximum de restrictions  
Indice de 0 à 1, 2022

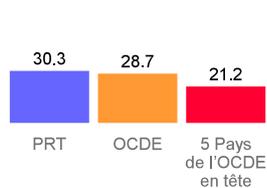


## Inclusivité, protection sociale et vieillissement démographique

- Malgré l'amélioration de la situation du marché du travail ces dernières années, la proportion de travailleurs pauvres reste élevée.
- La pandémie a révélé les faiblesses structurelles du système de santé, qui souffre de l'inefficacité des procédures de budgétisation, de la pénurie des infirmières et des travailleurs du secteur des soins de longue durée, de l'insuffisance des ressources dans les soins primaires et la prévention, et des disparités sociales et géographiques des conditions sanitaires. Le vieillissement de la population exacerbera les tensions financières.
- Renforcer les contrôles de l'inspection du travail pour prévenir les abus en matière de recours aux contrats de travail à durée déterminée et atypiques.
- Étendre le système des rémunérations en fonction des résultats et améliorer les conditions de travail et les possibilités de formation.
- Renforcer les procédures de budgétisation, la responsabilité et la coordination au sein du système de santé.

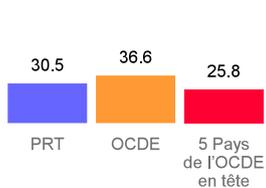
### Intensité moyenne de la pauvreté après impôts et transferts

Seuil de pauvreté à 60 % du revenu disponible médian  
2021 ou dernière année connue



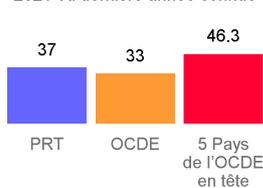
### Impact du milieu socio-économique sur le score au PISA en compréhension de l'écrit

%, 2018



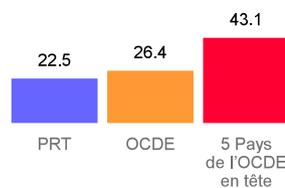
### Ampleur de la redistribution

Différences entre les coeff. de Gini du revenu marchand et du revenu disponible rapportées aux coeff. du revenu disponible, %  
2021 ou dernière année connue



### Niveaux de revenu garantis par les prestations en espèces assurant un revenu minimum

% du revenu disponible médian,  
2021 ou dernière année connue

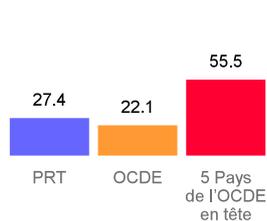


## Transition climatique

- Le Portugal est globalement sur la bonne voie pour atteindre son objectif d'émissions de gaz à effet de serre prévu pour 2030. La production d'électricité à partir de sources renouvelables a augmenté rapidement. La qualité de l'air reste toutefois préoccupante et les émissions dues au secteur des transports sont élevées.
- Les signaux-prix du carbone ne sont pas clairs et varient selon les secteurs et les combustibles.
- Accélérer les investissements dans la mobilité électrique et les transports publics, et moduler les taxes sur les véhicules en fonction de leurs émissions.
- Améliorer les signaux-prix sur l'utilisation des énergies fossiles tout en fournissant une aide financière pour favoriser la transition vers des modes plus verts, en particulier pour les ménages vulnérables et à faible revenu ou pour diminuer les coûts initiaux élevés.

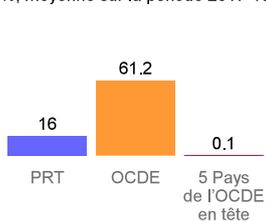
### Part des énergies renouvelables dans le mix énergétique

%, moyenne sur la période 2019-21 ou dernière année connue



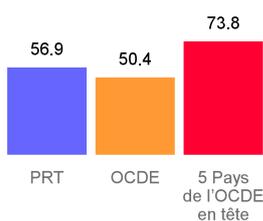
### Pourcentage de la population exposée à plus de 10 µg/m³ de PM2.5

%, moyenne sur la période 2017-19



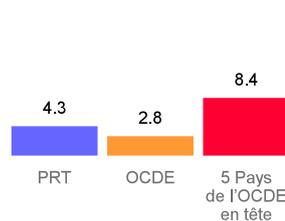
### Score de tarification du carbone

%, à 30 EUR par tonne de CO2, 2018

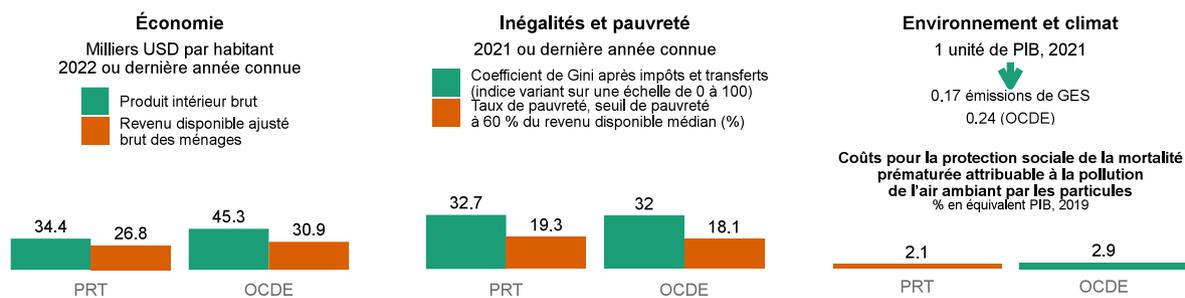


### Budget public de R-D consacré à l'environnement

% du budget public total de R-D  
2021 ou dernière année connue



## Performance globale



# RÉPUBLIQUE SLOVAQUE



## Écarts de performance

## Recommandations

### Fonctionnement des marchés de produits et des marchés du travail

- La réglementation des marchés de produits de la République slovaque est légèrement plus restrictive que celle de la moyenne des pays de l'OCDE. Les lourdeurs administratives auxquelles font face les nouvelles entreprises de petite taille, principalement pour l'obtention de licences et de permis, restent importantes. La réglementation limite la concurrence dans les services professionnels, en particulier les services des avocats, des notaires, des architectes et des ingénieurs civils.
- Le niveau de corruption perçue est élevé et la confiance envers les institutions et le système judiciaire est faible.
- Réduire les charges administratives sur la création d'entreprises en mettant en place des règles d'« approbation tacite » pour la délivrance d'autorisations.
- Poursuivre les efforts de lutte contre la corruption, notamment en adoptant et en mettant en œuvre les réformes en cours pour renforcer la confiance dans le système judiciaire et l'intégrité dans le secteur public.

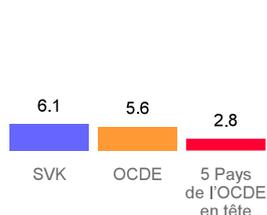
#### Productivité du travail

PIB par actif, USD  
2022



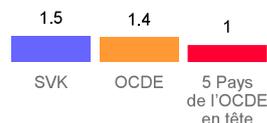
#### Taux de chômage

%, 2022



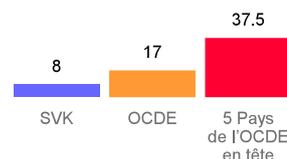
#### Réglementation des marchés de produits, ensemble de l'économie

Du minimum au maximum de restrictions  
Indice variant de 0 à 6, 2018



#### Dépenses liées aux politiques actives du marché du travail par chômeur

% du PIB par habitant  
2020 ou dernière année connue

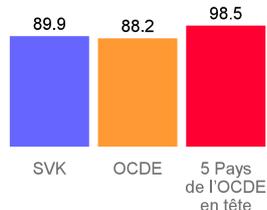


### Transition numérique

- La Slovaquie pourrait largement tirer profit de l'économie numérique dont elle n'exploite pas suffisamment les multiples avantages. Les entreprises, en particulier celles de petite taille, sont en retard en ce qui concerne l'adoption des outils numériques et les travailleurs manquent considérablement de compétences numériques.
- Les dépenses de R-D des entreprises, notamment dans l'information, restent faibles par rapport aux autres pays.
- Encourager le financement de la R-D des entreprises dans l'information en recourant davantage aux aides directes à la R-D, telles que des subventions, et modifier l'abattement fiscal en faveur de la R-D pour qu'il soit remboursable pour les jeunes entreprises de petite taille.
- Diminuer les pénuries de compétences numériques en améliorant la réactivité de l'enseignement supérieur aux besoins du marché du travail par un appui à la création d'associations de formation dirigées par des employeurs.

#### Part des ménages disposant d'un accès internet haut débit à domicile

%, 2021 ou dernière année connue



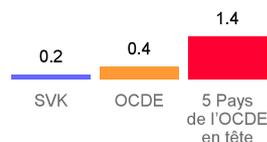
#### Entreprises dotées d'un site web ou d'une page d'accueil

%, 2021 ou dernière année connue



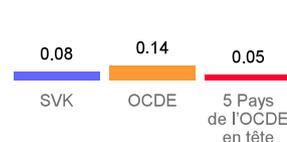
#### Dépenses de R-D des entreprises dans les secteurs de l'information

% du PIB  
2019 ou dernière année connue



#### Indice de restrictivité des échanges de services numériques de l'OCDE

Du minimum au maximum de restrictions  
Indice de 0 à 1, 2022

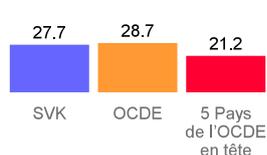


### Inclusivité, protection sociale et vieillissement démographique

- Si les inégalités et la pauvreté sont globalement faibles, les disparités socioéconomiques et les écarts de bien-être n'ont pas disparu dans plusieurs régions. Les résultats scolaires sont médiocres par rapport aux autres pays de l'OCDE et dépendent fortement du milieu socioéconomique d'origine.
- Le taux d'activité des femmes et des travailleurs peu qualifiés est faible et l'écart salarial entre les genres prononcé.
- Les dépenses de retraite augmentent plus rapidement que dans la plupart des autres pays de l'UE, en raison de la faiblesse de l'âge effectif de départ à la retraite.
- Augmenter l'offre de structures d'accueil des jeunes enfants de qualité, en particulier dans les régions où elle reste insuffisante, et renforcer la formation des enseignants en mettant l'accent sur les méthodes permettant de cerner les difficultés d'apprentissage et d'y remédier.
- Réduire la durée maximale du congé parental, et subordonner l'octroi d'une partie de celui-ci au fait qu'il soit pris par le père.
- Étoffer les programmes actifs du marché du travail, en particulier les mesures de reconversion professionnelle destinées à la main-d'œuvre peu qualifiée.
- Lier le nombre minimum d'années de cotisations obligatoires pour un départ anticipé à la retraite à l'espérance de vie et supprimer progressivement la possibilité de départ anticipé pour les mères.

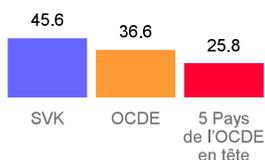
#### Intensité moyenne de la pauvreté après impôts et transferts

Seuil de pauvreté à 60 % du revenu disponible médian 2021 ou dernière année connue



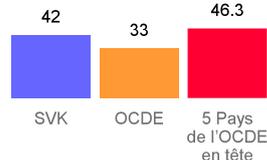
#### Impact du milieu socio-économique sur le score au PISA en compréhension de l'écrit

%, 2018



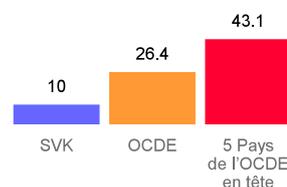
#### Ampleur de la redistribution

Différences entre les coeff. de Gini du revenu marchand et du revenu disponible rapportées au coeff. du revenu disponible, % 2021 ou dernière année connue



#### Niveaux de revenu garantis par les prestations en espèces assurant un revenu minimum

% du revenu disponible médian, 2021 ou dernière année connue

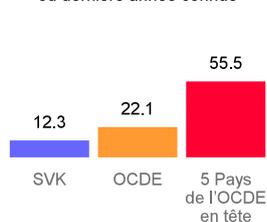


### Transition climatique

- La Slovaquie a réduit son intensité carbone et son intensité énergétique au cours des dernières décennies, mais ses progrès en la matière ralentissent depuis quelques années. La pollution atmosphérique figure parmi la plus élevée des pays de l'OCDE. Le secteur résidentiel est à l'origine d'une large part des émissions de carbone et d'autres émissions, du fait de l'utilisation de chaudières et de chauffages inefficients et de la combustion de sources d'énergie de qualité médiocre, telles que le charbon, le bois ou les déchets.
- La proportion des émissions tarifées à plus de 60 EUR par tonne demeure relativement faible par rapport aux pays comparables de l'OCDE.
- Accélérer la transition écologique en investissant dans la rénovation énergétique des bâtiments et dans les transports durables.
- Mettre en place une taxe carbone explicite dans les secteurs non couverts par le système d'échange de quotas d'émission de gaz à effet de serre (SEQE) de l'UE et supprimer progressivement les subventions dommageables pour l'environnement encore en place. Redistribuer le montant des économies ainsi réalisées aux ménages les plus vulnérables.

#### Part des énergies renouvelables dans le mix énergétique

%, moyenne sur la période 2019-21 ou dernière année connue



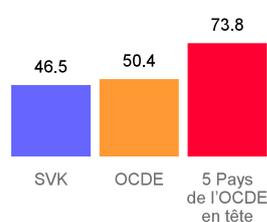
#### Pourcentage de la population exposée à plus de 10 µg/m³ de PM2.5

%, moyenne sur la période 2017-19



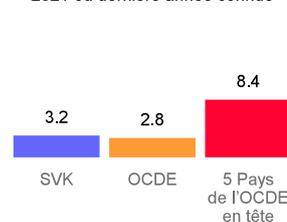
#### Score de tarification du carbone

%, à 30 EUR par tonne de CO2, 2018

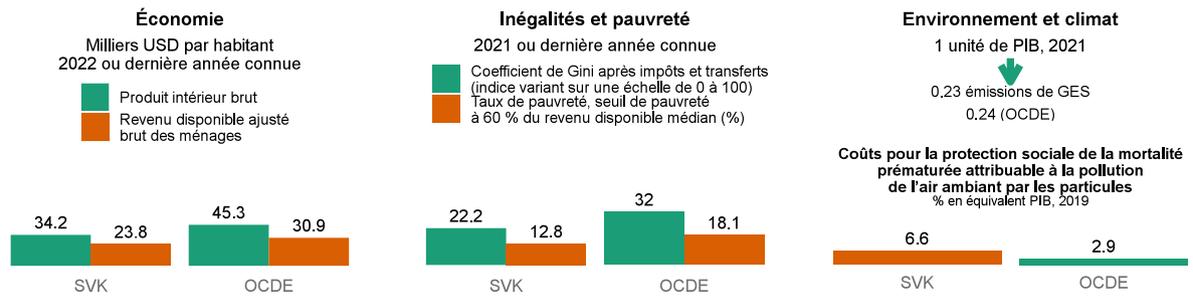


#### Budget public de R-D consacré à l'environnement

% du budget public total de R-D 2021 ou dernière année connue



## Performance globale



# RÉPUBLIQUE TCHÈQUE



## Écarts de performance

## Recommandations

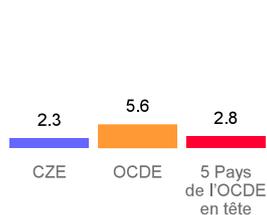
### Fonctionnement des marchés de produits et des marchés du travail

- Les procédures d'obtention de permis de construire et de création d'entreprise sont longues et fastidieuses, mettant à mal l'élan entrepreneurial et la transition écologique.
- Simplifier les procédures de demande de permis et les réglementations dans le domaine de la construction, et réduire la durée et le nombre de procédures lors de la création d'entreprise.

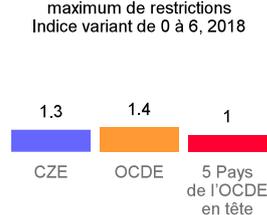
**Productivité du travail**  
PIB par actif, USD  
2022



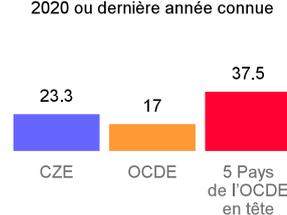
**Taux de chômage**  
%, 2022



**Réglementation des marchés de produits, ensemble de l'économie**  
Du minimum au maximum de restrictions  
Indice variant de 0 à 6, 2018



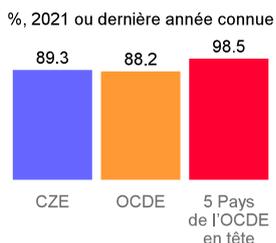
**Dépenses liées aux politiques actives du marché du travail par chômeur**  
% du PIB par habitant  
2020 ou dernière année connue



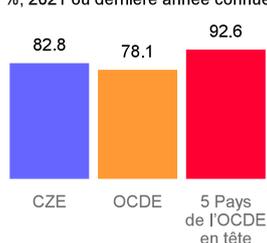
### Transition numérique

- Les données révèlent de solides compétences numériques de base. Pourtant, l'économie manque de spécialistes des technologies de l'information et des communications, avec une proportion de femmes particulièrement faible. Les entreprises tchèques tardent à adopter des technologies plus sophistiquées et sont à la traîne dans l'utilisation de l'IA et des données massives, ce qui entrave leur transformation numérique.
- La couverture des réseaux de très grande capacité est faible, et l'accès à l'Internet haut débit révèle des disparités d'une région et d'une ville à l'autre. La qualité de l'administration publique, notamment au niveau local, pourrait être améliorée en recourant davantage aux technologies numériques et à l'administration électronique.
- Renforcer les compétences spécialisées dans le numérique et les technologies de l'information en modernisant l'enseignement, y compris l'enseignement et la formation professionnels, et en l'adaptant à la formation des adultes.
- Accroître le financement et la capacité à stimuler l'investissement dans les infrastructures numériques et les technologies.
- Poursuivre le déploiement de l'administration électronique et proposer des formations aux agents publics locaux.

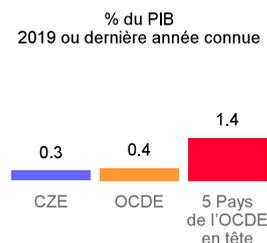
**Part des ménages disposant d'un accès internet haut débit à domicile**  
%, 2021 ou dernière année connue



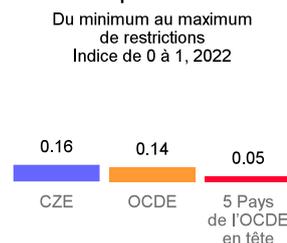
**Entreprises dotées d'un site web ou d'une page d'accueil**  
%, 2021 ou dernière année connue



**Dépenses de R-D des entreprises dans les secteurs de l'information**  
% du PIB  
2019 ou dernière année connue



**Indice de restrictivité des échanges de services numériques de l'OCDE**  
Du minimum au maximum de restrictions  
Indice de 0 à 1, 2022

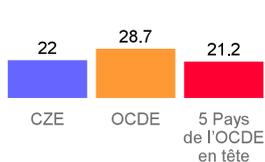


### Inclusivité, protection sociale et vieillissement démographique

- Le vieillissement de la population entrainera à l'avenir une forte hausse des dépenses publiques. Pourtant, les travailleurs tchèques partent à la retraite trop tôt. La retraite anticipée est possible dès 60 ans, et les taux d'emploi baissent fortement à partir de cet âge.
- La maternité a un impact important sur l'activité des mères, et l'écart de rémunération entre les hommes et les femmes est sensible. Les prestations familiales en espèces et les abattements fiscaux sont généreux, mais l'accès aux aides publiques à la garde d'enfants de qualité est limité, surtout pour les enfants de moins de trois ans.
- Continuer à relever l'âge de la retraite et lier plus étroitement son évolution à l'allongement de l'espérance de vie. Il conviendrait également de relever l'âge minimal de retraite anticipée.
- Continuer d'accroître l'offre de structures d'accueil des jeunes enfants abordables et de qualité. Réduire les prestations familiales en espèces non ciblées et abaisser progressivement la durée maximale du congé parental.

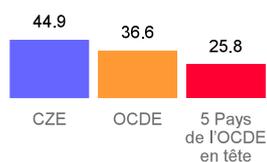
#### Intensité moyenne de la pauvreté après impôts et transferts

Seuil de pauvreté à 60 % du revenu disponible médian 2021 ou dernière année connue



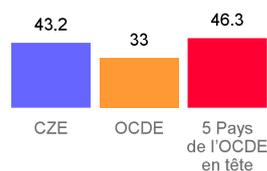
#### Impact du milieu socio-économique sur le score au PISA en compréhension de l'écrit

%, 2018



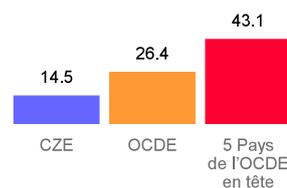
#### Ampleur de la redistribution

Différences entre les coeff. de Gini du revenu marchand et du revenu disponible rapportées aux coeff. du revenu disponible, % 2021 ou dernière année connue



#### Niveaux de revenu garantis par les prestations en espèces assurant un revenu minimum

% du revenu disponible médian, 2021 ou dernière année connue

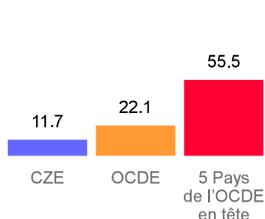


### Transition climatique

- L'utilisation intensive du charbon pour la production d'électricité et de chaleur contribue à des niveaux élevés d'émissions de gaz à effet de serre. Compte tenu de la place importante occupée par l'industrie lourde, conjuguée à l'existence de nombreux logements vieillissants et mal isolés, l'économie tchèque se caractérise par une forte intensité énergétique.
- Les politiques environnementales actuelles ne sont pas suffisamment rigoureuses pour réduire efficacement les émissions. Les prix effectifs du carbone sont parmi les plus faibles de la zone OCDE. Les exonérations fiscales appliquées à divers combustibles réduisent les prix à la consommation finale et les incitations à économiser l'énergie ou à opter pour des combustibles plus propres.
- Accroître les investissements dans les sources d'énergie renouvelables et faiblement émettrices et améliorer l'efficacité énergétique, notamment dans le secteur résidentiel, y compris en faisant appel à des fonds du plan Next Generation EU.
- Mettre en place une tarification explicite du carbone (assortie d'une trajectoire de prix annoncée au préalable) qui couvrira toutes les émissions des secteurs non couverts par le système d'échange de quotas d'émission de l'UE.

#### Part des énergies renouvelables dans le mix énergétique

%, moyenne sur la période 2019-21 ou dernière année connue



#### Pourcentage de la population exposée à plus de 10 µg/m³ de PM2.5

%, moyenne sur la période 2017-19



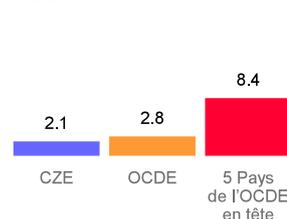
#### Score de tarification du carbone

%, à 30 EUR par tonne de CO2, 2018

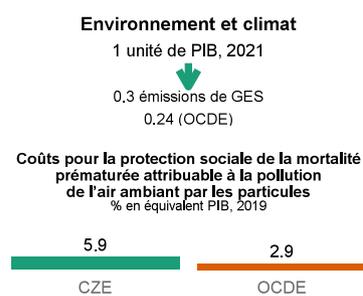
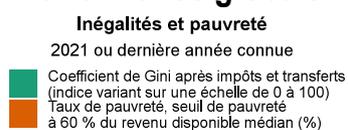


#### Budget public de R-D consacré à l'environnement

% du budget public total de R-D 2021 ou dernière année connue



## Performance globale





## Écarts de performance

## Recommandations

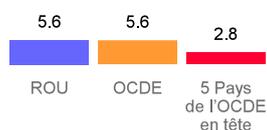
### Fonctionnement des marchés de produits et des marchés du travail

- La confiance envers les institutions est faible et la corruption demeure un problème majeur.
- La lourdeur des formalités administratives et la lenteur de la restructuration de la dette freinent la croissance de la productivité du secteur des entreprises.
- La législation change trop souvent et ne tient pas suffisamment compte des répercussions sur la facilité à exercer une activité économique.
- Doter la direction nationale anticorruption de davantage de ressources et de pouvoirs. Mieux orienter les députés sur la manière de détecter et de gérer les conflits d'intérêts.
- Simplifier les systèmes d'octroi des permis et des autorisations, notamment en améliorant l'utilisation des services en ligne pour faciliter l'enregistrement des nouvelles entreprises.
- Renforcer le régime d'insolvabilité pour faciliter la restructuration de la dette, notamment en mettant en place des mécanismes extrajudiciaires.
- Réduire encore le recours aux décrets d'urgence et réaliser davantage d'analyses d'impact des lois proposées.

**Productivité du travail**  
PIB par actif, USD  
2022

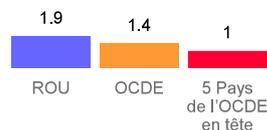


**Taux de chômage**  
%, 2022



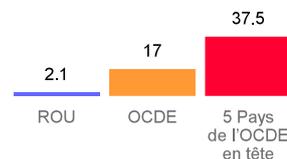
**Réglementation des marchés de produits, ensemble de l'économie**

Du minimum au maximum de restrictions  
Indice variant de 0 à 6, 2018



**Dépenses liées aux politiques actives du marché du travail par chômeur**

% du PIB par habitant  
2020 ou dernière année connue

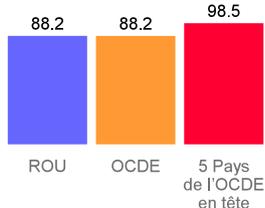


### Transition numérique

- Un nombre relativement important de Roumains ne possède pas les compétences numériques de base et n'utilise pas les outils numériques.
- Le renforcement de l'efficacité des services publics au moyen des technologies dispose encore d'une large marge de manœuvre. Une amélioration des systèmes de l'administration fiscale permettrait notamment d'accroître le respect des obligations fiscales et contribuerait à remédier au problème de faibles recettes fiscales du pays.
- Consacrer davantage de ressources aux équipements des TIC dans les écoles qui en sont dépourvues et à la formation des enseignants.
- Accélérer l'informatisation de l'administration fiscale dans le cadre des mesures prises pour améliorer le recouvrement de l'impôt.

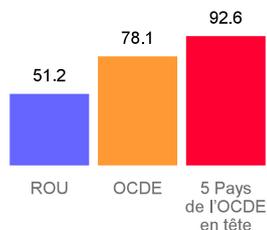
**Part des ménages disposant d'un accès internet haut débit à domicile**

%, 2021 ou dernière année connue



**Entreprises dotées d'un site web ou d'une page d'accueil**

%, 2021 ou dernière année connue

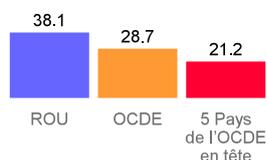


### Inclusivité, protection sociale et vieillissement démographique

- Les inégalités de revenu se sont accentuées du fait que les femmes assument de lourdes responsabilités familiales, du chômage qui touche les catégories défavorisées et de l'insuffisance de l'éducation des étudiants vulnérables.
- Les besoins médicaux non satisfaits sont importants parmi les populations défavorisées, telles que les Roms.
- Le régime de retraite est déficitaire et les pensions versées sont basses, en raison notamment des retraites anticipées, en particulier pour les femmes.
- Accroître l'accès à des solutions abordables et de qualité pour l'accueil des jeunes enfants et à des services de soins de longue durée.
- Renforcer les politiques actives du marché du travail pour les demandeurs d'emploi vulnérables.
- Accroître le soutien apporté aux étudiants exposés au risque de décrochage.
- Améliorer l'accès à la santé, en particulier en encourageant la pratique des soins à domicile et le recours à la télémédecine.
- Harmoniser l'âge légal de la retraite entre les femmes et les hommes et le lier à l'espérance de vie.
- Comme prévu, revoir le calcul des pensions pour accroître la viabilité financière du régime et prévenir la pauvreté à la vieillesse.

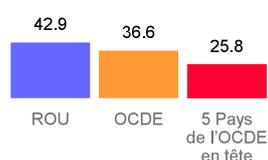
#### Intensité moyenne de la pauvreté après impôts et transferts

Seuil de pauvreté à 60 % du revenu disponible médian 2021 ou dernière année connue



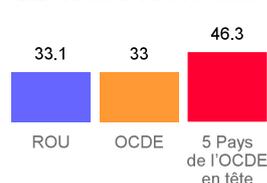
#### Impact du milieu socio-économique sur le score au PISA en compréhension de l'écrit

%, 2018



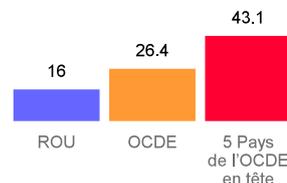
#### Ampleur de la redistribution

Différences entre les coeff. de Gini du revenu marchand et du revenu disponible rapportées aux coeff. du revenu disponible, % 2021 ou dernière année connue



#### Niveaux de revenu garantis par les prestations en espèces assurant un revenu minimum

% du revenu disponible médian, 2021 ou dernière année connue

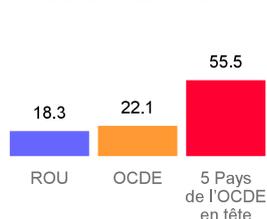


### Transition climatique

- La Roumanie reste fortement dépendante du charbon pour la production d'électricité. Il faut mettre en place des incitations plus fortes, sur le plan fiscal ou par le biais d'aides financières, pour décarboner le mix énergétique et accroître l'efficacité de l'utilisation énergétique.
- L'emploi de poêles à combustible solide pour le chauffage et la cuisine contribue à la pollution de l'air à l'intérieur et entraîne des décès prématurés.
- Accroître les investissements dans la production d'électricité à partir de sources renouvelables.
- Appliquer la fiscalité sur le carbone aux secteurs non couverts par le SEQE-UE et l'harmoniser.
- Augmenter la fiscalité sur les véhicules et l'énergie afin de mieux tenir compte des conséquences sur l'environnement.
- Accorder une aide financière aux ménages pour les inciter à ne plus utiliser les poêles polluants et à améliorer l'isolation de leur domicile.

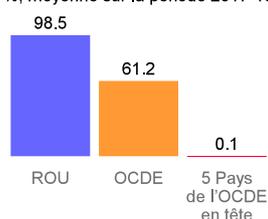
#### Part des énergies renouvelables dans le mix énergétique

%, moyenne sur la période 2019-21 ou dernière année connue



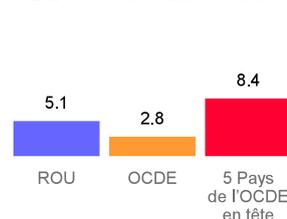
#### Pourcentage de la population exposée à plus de 10 µg/m³ de PM2.5

%, moyenne sur la période 2017-19

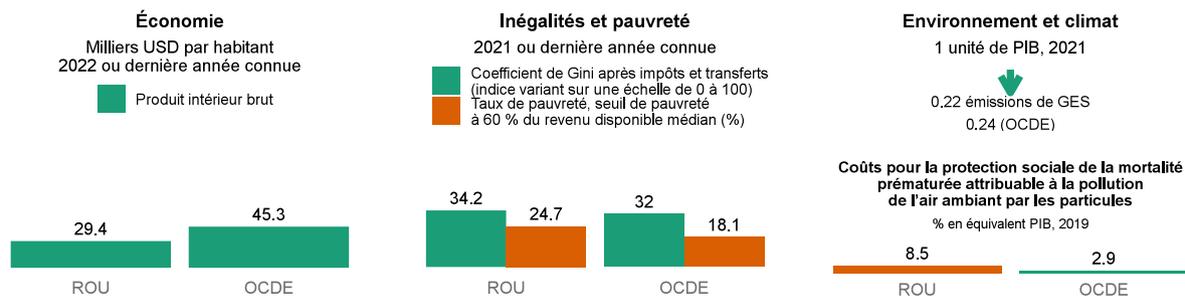


#### Budget public de R-D consacré à l'environnement

% du budget public total de R-D 2021 ou dernière année connue



## Performance globale





## Écarts de performance

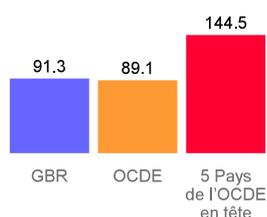
## Recommandations

### Fonctionnement des marchés de produits et des marchés du travail

- Bien que le Royaume-Uni soit doté d'une réglementation des marchés de produits favorable à la concurrence et donc de nature à soutenir l'investissement, les incertitudes générées par le référendum sur le Brexit de 2016 et, plus récemment, par la pandémie, ont pesé sur l'investissement privé total.
- Veiller à assurer à long terme la transparence de l'action publique et la continuité des programmes des pouvoirs publics de façon à réduire les incertitudes pour les entreprises.

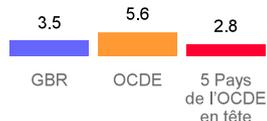
#### Productivité du travail

PIB par actif, USD  
2022



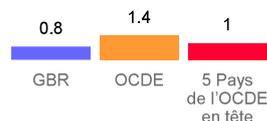
#### Taux de chômage

%, 2022



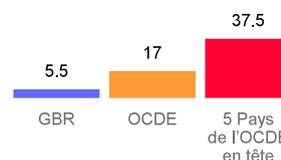
#### Réglementation des marchés de produits, ensemble de l'économie

Du minimum au maximum de restrictions  
Indice variant de 0 à 6, 2018



#### Dépenses liées aux politiques actives du marché du travail par chômeur

% du PIB par habitant  
2020 ou dernière année connue

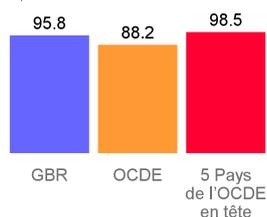


### Transition numérique

- L'accélération de la transformation numérique et de la transition vers la neutralité en gaz à effet de serre suppose d'intensifier l'adoption de nouvelles technologies. De ce fait, la nécessité pour les travailleurs d'actualiser leurs compétences ira croissant, mais la participation à l'éducation et à la formation continues est faible. Venant s'ajouter aux pénuries existantes, la hausse rapide de la demande de compétences nécessite une reconversion et un relèvement des qualifications des travailleurs actuellement en emploi.
- Les incertitudes entourant la rigueur des politiques futures en vue de l'objectif de zéro émissions nettes en 2050 freinent les investissements privés nécessaires.
- Utiliser des outils statistiques pour cibler la formation sur les travailleurs peu qualifiés touchés par la transformation numérique et la transition verte, de façon à renforcer leurs compétences dans la perspective de nouveaux emplois.
- Veiller à ce que les possibilités de formation offertes aux adultes soient de bonne qualité, répondent aux besoins de compétences identifiés et contribuent au développement des compétences numériques des travailleurs peu qualifiés.
- S'appuyer sur la Stratégie de neutralité en gaz à effet de serre et définir de manière concrète de nouveaux délais, mesures et priorités conformes aux objectifs inscrits dans la loi.

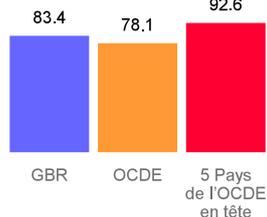
#### Part des ménages disposant d'un accès internet haut débit à domicile

%, 2021 ou dernière année connue



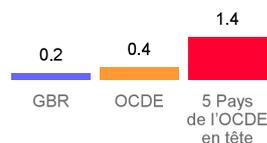
#### Entreprises dotées d'un site web ou d'une page d'accueil

%, 2021 ou dernière année connue



#### Dépenses de R-D des entreprises dans les secteurs de l'information

% du PIB  
2019 ou dernière année connue



#### Indice de restrictivité des échanges de services numériques de l'OCDE

Du minimum au maximum de restrictions  
Indice de 0 à 1, 2022

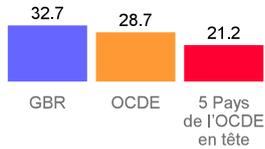


### Inclusivité, protection sociale et vieillissement démographique

- Les femmes ont un niveau élevé de formation, mais un tiers d'entre elles travaillent à temps partiel, soit environ trois fois plus que les hommes. Les mères réduisent souvent leur temps de travail après la naissance d'un enfant. La courte durée du congé parental des pères se conjugue au faible taux de remplacement des salaires et au coût relativement élevé de la garde des enfants. Les pères ne sont guère incités à prendre le congé parental, ce qui contribue aux écarts de taux d'activité et de rémunération entre les hommes et les femmes.
- À plus long terme, la marge budgétaire va se trouver réduite du fait des tensions exercées par les dépenses liées au vieillissement. Le mécanisme actuel de revalorisation des retraites (triple verrou) coûtera cher dans les années à venir.
- Augmenter les financements afin de réduire le coût des structures de qualité accueillant les jeunes enfants, en particulier pour les moins de 2 ans, en donnant la priorité aux ménages modestes comme annoncé dans le budget du printemps 2023.
- Relever le plafond de l'allocation de paternité et la lier aux revenus du père.
- Remplacer le « triple verrou » appliqué aux retraites publiques par une indexation des pensions sur une moyenne de la hausse de l'indice des prix à la consommation (IPC) et des salaires, et verser des prestations directes aux retraités les plus modestes pour atténuer les risques de pauvreté.

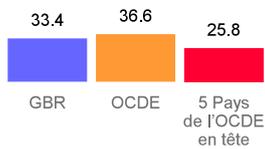
#### Intensité moyenne de la pauvreté après impôts et transferts

Seuil de pauvreté à 60 % du revenu disponible médian 2021 ou dernière année connue



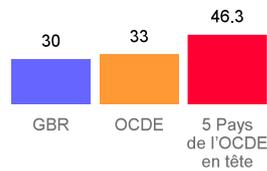
#### Impact du milieu socio-économique sur le score au PISA en compréhension de l'écrit

%, 2018



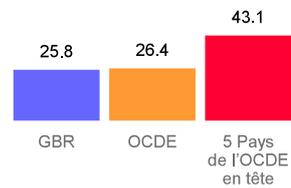
#### Ampleur de la redistribution

Différences entre les coeff. de Gini du revenu marchand et du revenu disponible rapportées aux coeff. du revenu disponible, % 2021 ou dernière année connue



#### Niveaux de revenu garantis par les prestations en espèces assurant un revenu minimum

% du revenu disponible médian, 2021 ou dernière année connue

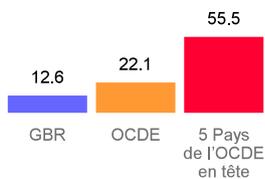


### Transition climatique

- Le Royaume-Uni est parvenu dans le passé à réduire ses émissions de gaz à effet de serre, et l'objectif de ramener à zéro ses émissions nettes d'ici 2050 fait l'objet d'un large consensus dans la classe politique. Jusqu'à présent, les réductions d'émissions ont été en grande partie attribuables à la production d'électricité, secteur visé par le système d'échange de quotas d'émission (SEQUE), à la fixation d'un prix plancher pour le carbone et à un mécanisme économiquement judicieux d'aides aux énergies renouvelables financées par les recettes tirées de la vente aux enchères de permis d'émission. L'imposition d'une taxe de mise en décharge et le SEQUE ont également permis d'abaisser les émissions dans d'autres secteurs.
- En l'absence de mesures d'accompagnement, la tarification et la réglementation du carbone affecteront de manière disproportionnée les ménages modestes, ceux vivant dans les zones rurales et ceux ayant des besoins de chauffage importants.
- S'engager à étendre progressivement le SEQUE du Royaume-Uni à tous les secteurs émetteurs et durcir les plafonds d'émissions conformément aux objectifs.
- Cibler la consommation d'énergie des ménages à l'aide de réglementations spécifiquement conçues pour amener à privilégier progressivement une plus grande efficacité énergétique, des modes de chauffage propres et des véhicules à émissions nulles.
- Affecter une partie des recettes provenant de la tarification du carbone à des mécanismes de compensation destinés à aider les ménages modestes et en situation de précarité énergétique, et à soutenir leurs investissements verts.

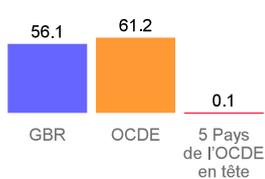
#### Part des énergies renouvelables dans le mix énergétique

%, moyenne sur la période 2019-21 ou dernière année connue



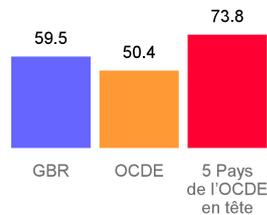
#### Pourcentage de la population exposée à plus de 10 µg/m³ de PM2.5

%, moyenne sur la période 2017-19



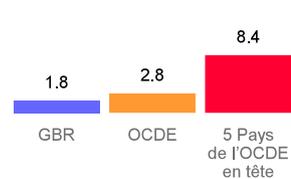
#### Score de tarification du carbone

%, à 30 EUR par tonne de CO2, 2018

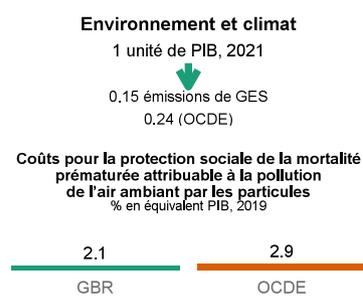
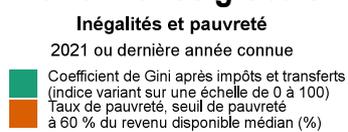


#### Budget public de R-D consacré à l'environnement

% du budget public total de R-D 2021 ou dernière année connue



## Performance globale





## Écarts de performance

## Recommandations

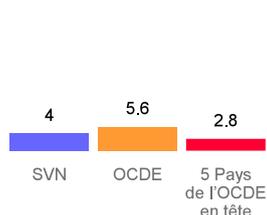
### Fonctionnement des marchés de produits et des marchés du travail

- Les négociations salariales sectorielles réduisent l'efficience allocative du marché du travail. Une amélioration de la réaffectation de la main-d'œuvre favorisera la productivité, et donc la convergence des revenus avec les pays riches de l'OCDE, en libérant des ressources en main-d'œuvre des entreprises peu performantes au profit de celles qui sont plus productives.
- Les prélèvements fiscaux élevés sur le travail pèsent sur le taux d'activité. Le faible taux d'activité des seniors est problématique.
- L'ampleur du secteur public freine la dynamique des entreprises, car les entreprises publiques représentent toujours une part plus importante de l'emploi que dans les autres pays de l'OCDE.
- Encourager la fixation des salaires au niveau de l'entreprise et déterminer au niveau sectoriel les conditions-cadres, comme les primes d'ancienneté et les salaires minimums.
- Rendre le système fiscal plus favorable à la croissance en réduisant encore les impôts sur le travail et en augmentant les impôts sur la consommation et sur le patrimoine.
- Poursuivre les efforts de privatisation, en particulier dans les secteurs intrinsèquement concurrentiels comme le tourisme, et renforcer la gouvernance des entreprises publiques.

**Productivité du travail**  
PIB par actif, USD  
2022

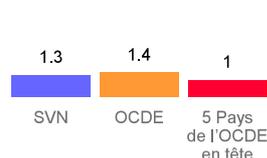


**Taux de chômage**  
%, 2022



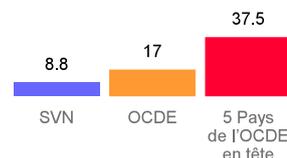
**Réglementation des marchés de produits, ensemble de l'économie**

Du minimum au maximum de restrictions  
Indice variant de 0 à 6, 2018



**Dépenses liées aux politiques actives du marché du travail par chômeur**

% du PIB par habitant  
2020 ou dernière année connue

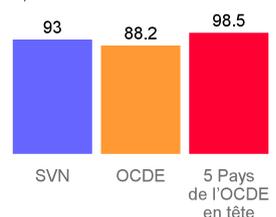


### Transition numérique

- Les autorités se sont fixé comme objectif ambitieux de faire de la Slovaquie l'un des cinq pays de l'UE les plus avancés dans le domaine du numérique. Si le pays affiche de bons résultats en ce qui concerne la couverture du haut débit mobile et les compétences numériques de jeunes, il doit poursuivre ses efforts pour réaliser cet objectif. Il lui faut notamment remédier au déploiement insuffisant du haut débit dans les régions rurales, à la faible utilisation des services d'administration électronique par la population et au sous-développement de ses marchés des capitaux.
- Aligner les subventions à l'investissement sur les coûts de déploiement du haut débit effectifs, en particulier dans les zones mal desservies.
- Passer d'un système d'adhésion volontaire à un système de refus explicite obligatoire dans les services d'administration électronique.
- Promouvoir la transformation numérique dans le secteur financier en évaluant la charge réglementaire et en rapprochant les réglementations de la fintech de celles des autres pays européens.

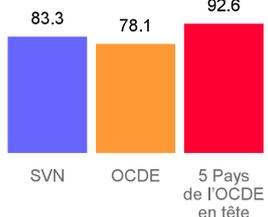
### Part des ménages disposant d'un accès internet haut débit à domicile

%, 2021 ou dernière année connue



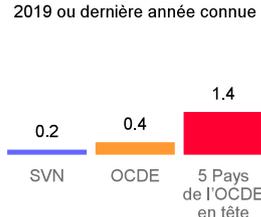
### Entreprises dotées d'un site web ou d'une page d'accueil

%, 2021 ou dernière année connue



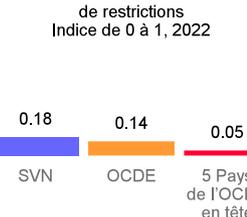
### Dépenses de R-D des entreprises dans les secteurs de l'information

% du PIB  
2019 ou dernière année connue



### Indice de restrictivité des échanges de services numériques de l'OCDE

Du minimum au maximum de restrictions  
Indice de 0 à 1, 2022

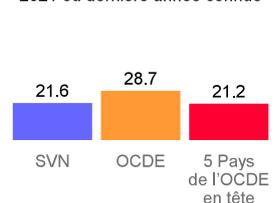


## Inclusivité, protection sociale et vieillissement démographique

- Des réformes des retraites sont nécessaires pour se préparer aux défis budgétaires liés au vieillissement de la population. L'âge effectif de la retraite figure parmi les plus bas de la zone OCDE. Conjointement aux hausses non capitalisées des prestations de retraite enregistrées récemment, ce facteur contribue à l'une des plus fortes augmentations des dépenses de retraite prévues dans la zone OCDE.
- Élaborer un plan d'assainissement budgétaire à moyen terme pour relever les défis à long terme liés au vieillissement démographique.
- Relever le nombre minimum d'années de cotisation requis pour prendre sa retraite, et utiliser les revenus perçus tout au long de la vie pour calculer les prestations de retraite.

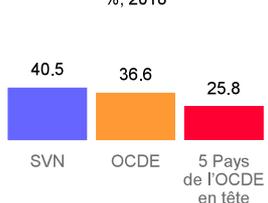
### Intensité moyenne de la pauvreté après impôts et transferts

Seuil de pauvreté à 60 % du revenu disponible médian  
2021 ou dernière année connue



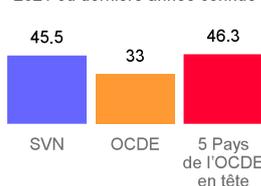
### Impact du milieu socio-économique sur le score au PISA en compréhension de l'écrit

%, 2018



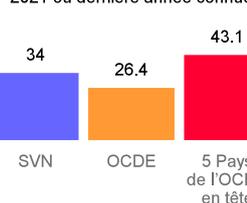
### Ampleur de la redistribution

Différences entre les coeff. de Gini du revenu marchand et du revenu disponible rapportées aux coeff. du revenu disponible, %  
2021 ou dernière année connue



### Niveaux de revenu garantis par les prestations en espèces assurant un revenu minimum

% du revenu disponible médian,  
2021 ou dernière année connue

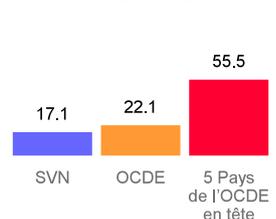


## Transition climatique

- La croissance a perdu en intensité de CO<sub>2</sub>. Une action plus concertée est néanmoins nécessaire pour atteindre l'objectif ambitieux de neutralité en gaz à effet de serre d'ici 2050. La tarification du carbone varie selon les secteurs et les activités, si bien que les coûts de réduction des émissions sont variables, ce qui renchérit les coûts de la réalisation des objectifs environnementaux.
- Mettre en place et harmoniser progressivement les taxes carbone dans les secteurs résidentiel, commercial et industriel.
- Supprimer progressivement les chaudières à combustibles fossiles et compléter la subvention au remplacement des anciennes chaudières à bois par des obligations réglementaires et des sanctions financières.

### Part des énergies renouvelables dans le mix énergétique

%, moyenne sur la période 2019-21 ou dernière année connue



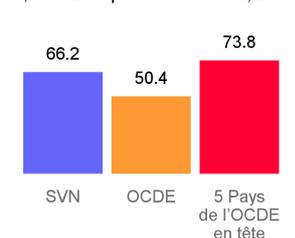
### Pourcentage de la population exposée à plus de 10 µg/m³ de PM2.5

%, moyenne sur la période 2017-19



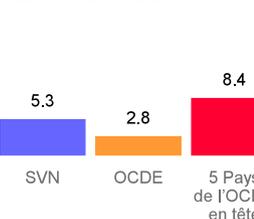
### Score de tarification du carbone

%, à 30 EUR par tonne de CO<sub>2</sub>, 2018

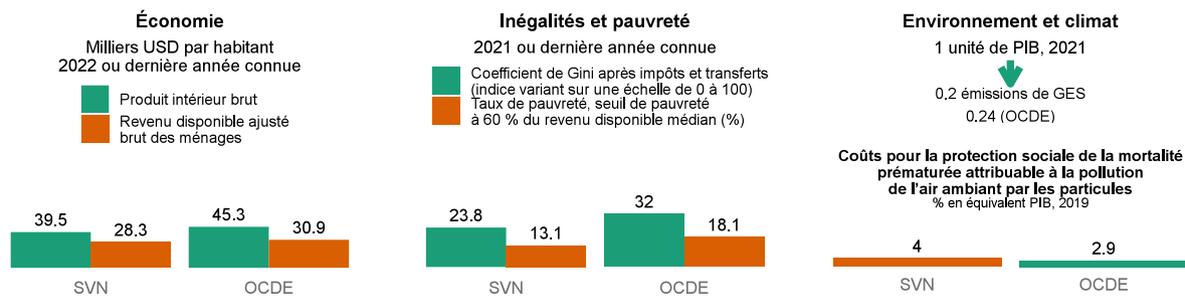


### Budget public de R-D consacré à l'environnement

% du budget public total de R-D  
2021 ou dernière année connue



## Performance globale





## Écarts de performance

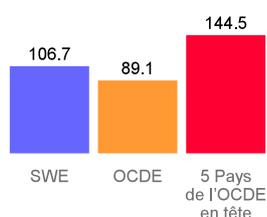
## Recommandations

### Fonctionnement des marchés de produits et des marchés du travail

- La pénurie de logements abordables dans certaines régions freine la mobilité de la main-d'œuvre, notamment pour les ménages modestes, et contribue à la ségrégation spatiale.
- L'insertion sur le marché du travail des travailleurs peu qualifiés, en particulier ceux nés à l'étranger, demeure difficile.
- Augmenter l'offre de logements abordables dans les régions accusant un retard, notamment en simplifiant les procédures d'aménagement foncier et en assouplissant progressivement la réglementation des loyers.
- Renforcer l'enseignement professionnel et les services de conseil professionnel, pour aider les personnes peu qualifiées et les immigrants à aller vers les secteurs en pleine croissance et à mieux répondre aux besoins du marché du travail.

#### Productivité du travail

PIB par actif, USD  
2022



#### Taux de chômage

%, 2022



#### Réglementation des marchés de produits, ensemble de l'économie

Du minimum au maximum de restrictions  
Indice variant de 0 à 6, 2018



#### Dépenses liées aux politiques actives du marché du travail par chômeur

% du PIB par habitant  
2020 ou dernière année connue

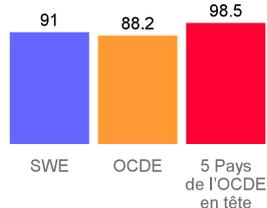


### Transition numérique

- La Suède figure parmi les pays de l'OCDE les mieux placés en ce qui concerne l'adoption du numérique, mais la pénurie de personnes qualifiées en TIC freine la transformation numérique des entreprises.
- La proportion des entreprises faisant état de failles de sécurité est élevée, ce qui fragilise la confiance dans les outils informatiques et ralentit leur adoption.
- Inciter les étudiants à obtenir un diplôme dans le domaine des TIC et renforcer l'éducation des adultes dans ce domaine.
- Encourager les entreprises à réaliser périodiquement des évaluations des risques liés aux TIC et former leur personnel aux obligations relatives à la sécurité des TIC.

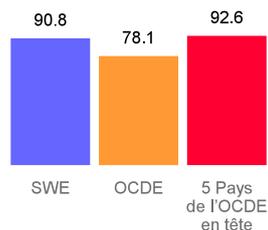
#### Part des ménages disposant d'un accès internet haut débit à domicile

%, 2021 ou dernière année connue



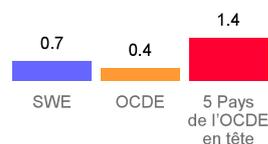
#### Entreprises dotées d'un site web ou d'une page d'accueil

%, 2021 ou dernière année connue



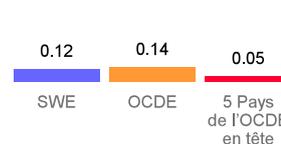
#### Dépenses de R-D des entreprises dans les secteurs de l'information

% du PIB  
2019 ou dernière année connue



#### Indice de restrictivité des échanges de services numériques de l'OCDE

Du minimum au maximum de restrictions  
Indice de 0 à 1, 2022

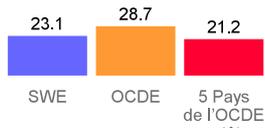


### Inclusivité, protection sociale et vieillissement démographique

- Les inégalités régionales se sont accentuées au cours des dix dernières années. Les grandes villes attirent une part croissante de la population jeune et bénéficient d'une progression plus forte de la productivité, tandis que la fourniture de services publics adéquats à une population vieillissante se révèle de plus en plus problématique dans les zones rurales.
- La fracture numérique de genre est très marquée, tant en termes de professions que d'éducation.
- Renforcer le rôle des universités au sein des réseaux régionaux de connaissances et d'innovation et accentuer l'interconnectivité entre les zones urbaines et rurales.
- Poursuivre les campagnes de lutte contre les stéréotypes de genre dans les écoles et les établissements préscolaires et mettre en avant des modèles féminins dans l'économie numérique.

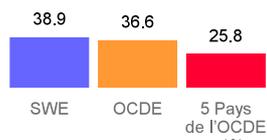
#### Intensité moyenne de la pauvreté après impôts et transferts

Seuil de pauvreté à 60 % du revenu disponible médian 2021 ou dernière année connue



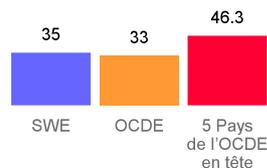
#### Impact du milieu socio-économique sur le score au PISA en compréhension de l'écrit

%, 2018



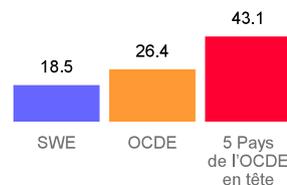
#### Ampleur de la redistribution

Différences entre les coeff. de Gini du revenu marchand et du revenu disponible rapportées aux coeff. du revenu disponible, % 2021 ou dernière année connue



#### Niveaux de revenu garantis par les prestations en espèces assurant un revenu minimum

% du revenu disponible médian, 2021 ou dernière année connue



### Transition climatique

- Le transport routier est responsable d'environ un tiers des émissions totales de gaz à effet de serre. Les autorités publiques ont pris des mesures pour réduire les émissions dans ce secteur, mais une stratégie globale claire fait toujours défaut.
- La lenteur et la complexité des procédures d'autorisation ralentissent le déploiement des énergies renouvelables.
- Élaborer une feuille de route pour une décarbonation économiquement rationnelle et technologiquement neutre du transport routier.
- Simplifier les demandes d'autorisation de construction et d'exploitation des projets liés aux énergies renouvelables.

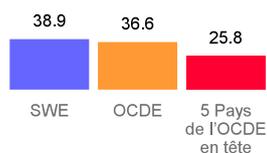
#### Intensité moyenne de la pauvreté après impôts et transferts

Seuil de pauvreté à 60 % du revenu disponible médian 2021 ou dernière année connue



#### Impact du milieu socio-économique sur le score au PISA en compréhension de l'écrit

%, 2018



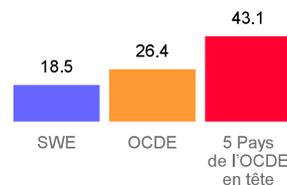
#### Ampleur de la redistribution

Différences entre les coeff. de Gini du revenu marchand et du revenu disponible rapportées aux coeff. du revenu disponible, % 2021 ou dernière année connue



#### Niveaux de revenu garantis par les prestations en espèces assurant un revenu minimum

% du revenu disponible médian, 2021 ou dernière année connue

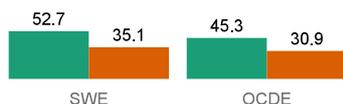


## Performance globale

### Économie

Milliers USD par habitant 2022 ou dernière année connue

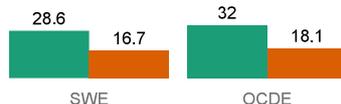
■ Produit intérieur brut  
■ Revenu disponible ajusté brut des ménages



### Inégalités et pauvreté

2021 ou dernière année connue

■ Coefficient de Gini après impôts et transferts (indice variant sur une échelle de 0 à 100)  
■ Taux de pauvreté, seuil de pauvreté à 60 % du revenu disponible médian (%)



### Environnement et climat

1 unité de PIB, 2021

0.09 émissions de GES  
0.24 (OCDE)

Coûts pour la protection sociale de la mortalité prématurée attribuable à la pollution de l'air ambiant par les particules  
% en équivalent PIB, 2019





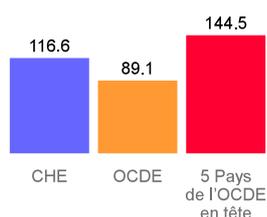
## Écarts de performance

## Recommandations

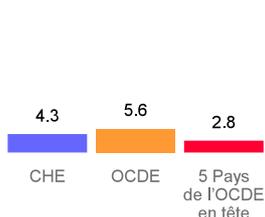
### Fonctionnement des marchés de produits et du travail

- La concurrence sur certains marchés intérieurs se trouve entravée par les frontières cantonales. Les charges administratives pesant sur la création d'entreprises sont plus lourdes que dans les pays de l'OCDE les plus performants et le règlement des différends commerciaux est plus long et plus coûteux qu'en moyenne dans les pays de l'OCDE.
- Le cadre de contrôle des fusions demeure trop permissif. Il est rare que des actions civiles soient intentées contre des ententes en raison de leur grande complexité et de la brièveté des délais de prescription. L'intervention de l'État dans l'économie, notamment dans les industries de réseau, et la position avantageuse de nombreuses entreprises publiques réduisent la concurrence.
- Mettre pleinement en œuvre la loi fédérale sur le marché intérieur pour garantir la liberté d'accès au marché dans tous les cantons.
- Réduire les charges administratives qui pèsent sur la création d'entreprises. Mettre en place des règles de « consentement tacite » pour la délivrance d'autorisations.

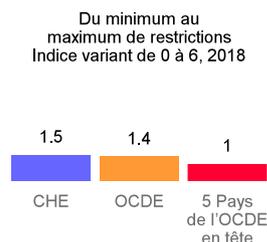
**Productivité du travail**  
PIB par actif, USD  
2022



**Taux de chômage**  
%, 2022



**Réglementation des marchés de produits, ensemble de l'économie**  
Du minimum au maximum de restrictions  
Indice variant de 0 à 6, 2018



**Dépenses liées aux politiques actives du marché du travail par chômeur**  
% du PIB par habitant  
2020 ou dernière année connue

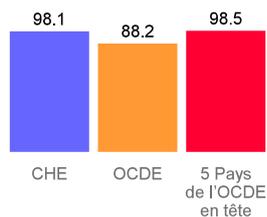


### Transition numérique

- La proportion d'adultes suisses possédant des compétences avancées en informatique est élevée. Il sera essentiel de renforcer encore les compétences numériques pour stimuler la croissance de la productivité et atténuer les pénuries de compétences.
- Le taux de participation à la formation tout au long de la vie est globalement élevé, mais nettement plus faible parmi les travailleurs peu qualifiés ou les personnes sans emploi. Les services d'administration électronique s'améliorent, mais une dématérialisation plus poussée pourrait alléger la charge administrative.
- Mieux cibler la formation sur les travailleurs à bas revenu, de façon à leur permettre de tirer parti de la transformation numérique.
- Subventionner la formation des adultes assurée par l'employeur, notamment dans le domaine informatique.
- Développer l'utilisation des outils numériques en vue d'améliorer les services et de simplifier les procédures à tous les niveaux d'administration.

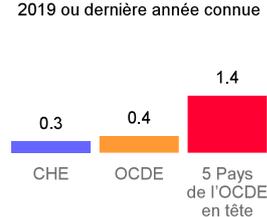
### Part des ménages disposant d'un accès internet haut débit à domicile

%, 2021 ou dernière année connue



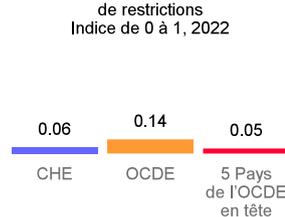
### Dépenses de R-D des entreprises dans les secteurs de l'information

% du PIB  
2019 ou dernière année connue



### Indice de restrictivité des échanges de services numériques de l'OCDE

Du minimum au maximum de restrictions  
Indice de 0 à 1, 2022

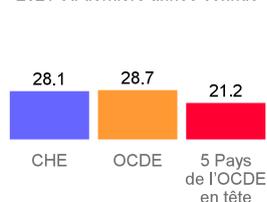


## Inclusivité, protection sociale et vieillissement démographique

- La population vieillit rapidement. Les taux de remplacement assurés par le régime obligatoire de retraite devraient sensiblement diminuer.
- L'écart de rémunération entre les genres est important, en partie du fait de la forte proportion de femmes travaillant à temps partiel. Les systèmes de prélèvements et de prestations, conjugués au coût élevé des services de garde d'enfants, se traduisent par un temps de travail plus court et des revenus d'activité plus faibles pour les femmes.
- Lier l'âge de départ à la retraite à l'espérance de vie.
- Accroître l'offre de services de garde d'enfants et octroyer de manière ciblée, sous conditions de ressources, des réductions tarifaires, des prestations pour garde d'enfants ou des crédits d'impôt pour améliorer l'accessibilité financière de ces services.
- Réduire les contre-incitations au travail qui s'exercent sur les deuxièmes apporteurs de revenu, en passant d'une imposition commune des revenus à une imposition individuelle, ou en ajustant la fiscalité et en réduisant la dégressivité des prestations.

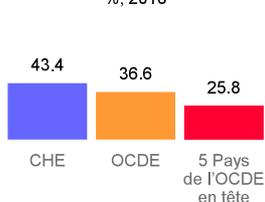
### Intensité moyenne de la pauvreté après impôts et transferts

Seuil de pauvreté à 60 % du revenu disponible médian  
2021 ou dernière année connue



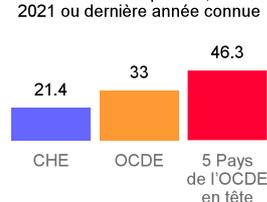
### Impact du milieu socio-économique sur le score au PISA en compréhension de l'écrit

%, 2018



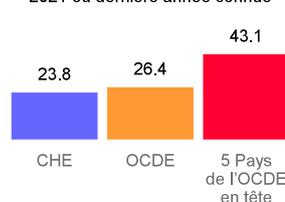
### Ampleur de la redistribution

Différences entre les coeff. de Gini du revenu marchand et du revenu disponible rapportées aux coeff. du revenu disponible, %  
2021 ou dernière année connue



### Niveaux de revenu garantis par les prestations en espèces assurant un revenu minimum

% du revenu disponible médian,  
2021 ou dernière année connue

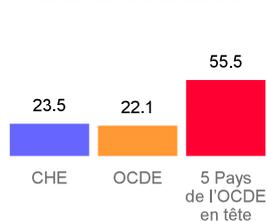


## Transition climatique

- Le prix des émissions de CO<sub>2</sub> est élevé en Suisse, mais diverses exonérations faussent les liens entre les signaux du marché et les coûts des dommages environnementaux dans l'ensemble des secteurs.
- Le secteur financier suisse a une envergure mondiale, mais il reste fortement engagé dans l'extraction de pétrole et de charbon, et beaucoup moins dans les énergies renouvelables et l'électromobilité, malgré les progrès sensibles accomplis ces dernières années.
- Poursuivre les efforts déployés pour élargir la base de la taxe carbone en réévaluant les exonérations en vigueur et en alignant la tarification des émissions de CO<sub>2</sub> sur les niveaux de référence internationaux du coût climatique de ces émissions.
- Continuer de renforcer la transparence en ce qui concerne la compatibilité climatique des portefeuilles financiers.

### Part des énergies renouvelables dans le mix énergétique

%, moyenne sur la période 2019-21 ou dernière année connue



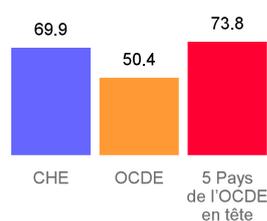
### Pourcentage de la population exposée à plus de 10 µg/m<sup>3</sup> de PM<sub>2.5</sub>

%, moyenne sur la période 2017-19



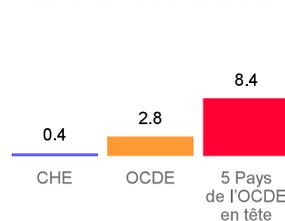
### Score de tarification du carbone

%, à 30 EUR par tonne de CO<sub>2</sub>, 2018

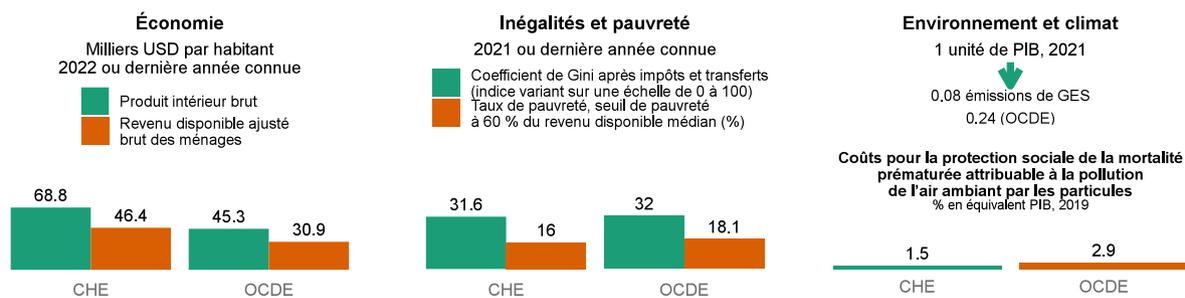


### Budget public de R-D consacré à l'environnement

% du budget public total de R-D  
2021 ou dernière année connue



## Performance globale





## Écarts de performance

## Recommandations

### Fonctionnement des marchés de produits et des marchés du travail

- Les formalités administratives complexes et fastidieuses qui conditionnent l'octroi de permis, d'autorisations ou de concessions freinent la création d'entreprises formelles.
- Les procédures techniques et juridiques complexes et fastidieuses font obstacle aux échanges commerciaux transfrontières.
- Mettre en place un guichet unique en mesure de délivrer l'ensemble des licences et autorisations.
- Appliquer le principe de l'« approbation tacite » afin de réduire les formalités administratives nécessaires à l'obtention des permis et des autorisations.
- Simplifier les procédures techniques et juridiques nécessaires à l'importation ou à l'exportation des produits dans le pays.

#### Productivité du travail

PIB par actif, USD  
2022



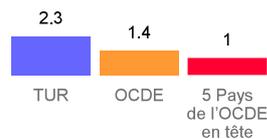
#### Taux de chômage

%, 2022



#### Réglementation des marchés de produits, ensemble de l'économie

Du minimum au maximum de restrictions  
Indice variant de 0 à 6, 2018

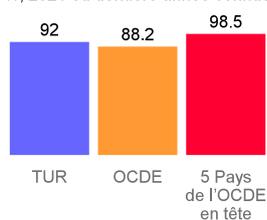


### Transition numérique

- Le nombre d'abonnements au très haut débit fixe des ménages et des entreprises reste faible par rapport aux autres pays.
- La plupart des adultes n'ont aucune compétence, ou possèdent uniquement des connaissances rudimentaires, pour résoudre des problèmes dans des environnements à forte composante technologique, et près de 40 % déclarent n'avoir aucune expérience en informatique.
- Envisager un examen approfondi de la concurrence existant sur les réseaux à haut débit pour remédier au faible nombre d'abonnements, en particulier au très haut débit.
- Définir une stratégie complète pour renforcer les compétences numériques et mieux les intégrer aux programmes scolaires.

#### Part des ménages disposant d'un accès internet haut débit à domicile

%, 2021 ou dernière année connue



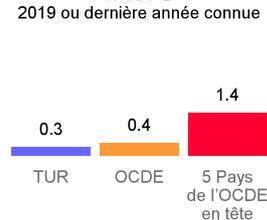
#### Entreprises dotées d'un site web ou d'une page d'accueil

%, 2021 ou dernière année connue



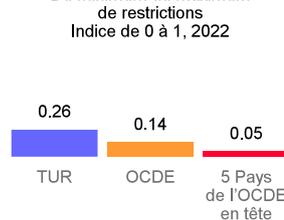
#### Dépenses de R-D des entreprises dans les secteurs de l'information

% du PIB  
2019 ou dernière année connue



#### Indice de restrictivité des échanges de services numériques de l'OCDE

Du minimum au maximum de restrictions  
Indice de 0 à 1, 2022

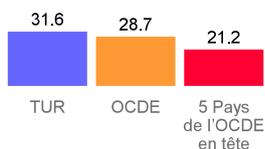


### Inclusivité, protection sociale et vieillissement démographique

- La pandémie et le recul de la croissance qui l'avait précédée ont mis fin à la tendance à la baisse de la pauvreté observée dans le pays depuis le début des années 2000 et exacerbé les inégalités de revenu. En outre, l'inflation élevée touche particulièrement les catégories vulnérables.
- Les perspectives d'emploi des jeunes sont médiocres. Un cinquième des 15-24 ans sont au chômage et un grand nombre de femmes sont sans emploi, et ne sont ni scolarisés ni en formation.
- Assouplir les réglementations applicables aux contrats de travail à durée indéterminée et élargir les possibilités de contrats de travail à durée déterminée et temporaire.
- Le cas échéant, apporter un soutien budgétaire supplémentaire ciblé et temporaire aux groupes vulnérables.
- Continuer de faciliter l'activité des femmes, notamment en élargissant l'accès à des structures de qualité pour l'accueil et l'éducation des jeunes enfants.
- Associer des programmes et des normes d'apprentissage moderne à des méthodes pédagogiques nouvelles dans les écoles primaires.

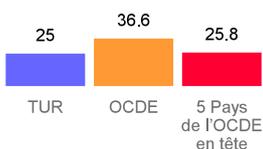
#### Intensité moyenne de la pauvreté après impôts et transferts

Seuil de pauvreté à 60 % du revenu disponible médian 2021 ou dernière année connue



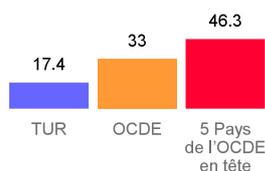
#### Impact du milieu socio-économique sur le score au PISA en compréhension de l'écrit

%, 2018



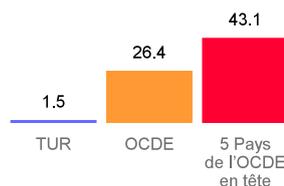
#### Ampleur de la redistribution

Différences entre les coeff. de Gini du revenu marchand et du revenu disponible rapportées aux coeff. du revenu disponible, % 2021 ou dernière année connue



#### Niveaux de revenu garantis par les prestations en espèces assurant un revenu minimum

% du revenu disponible médian, 2021 ou dernière année connue

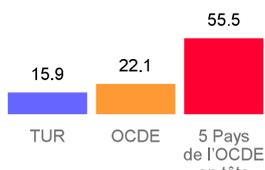


### Transition climatique

- La Türkiye est exposée au changement climatique. Près d'un tiers de la superficie du pays est exposé à un risque élevé de dégradation des sols et de désertification. Par ailleurs, bien que les émissions de gaz à effet de serre par habitant soient inférieures aux moyennes de l'OCDE, leur rythme d'augmentation a été le plus rapide de toute la zone OCDE au cours des dix dernières années, le charbon étant à l'origine de près de la moitié des émissions. L'utilisation du charbon pour la production de l'électricité et le chauffage est fortement encouragée.
- Harmoniser la tarification du carbone entre les secteurs.
- Supprimer progressivement les différentes subventions accordées au charbon, tout en adoptant des mesures compensatoires en faveur des ménages défavorisés avec des programmes d'aide au revenu ciblés.

#### Part des énergies renouvelables dans le mix énergétique

%, moyenne sur la période 2019-21 ou dernière année connue



#### Pourcentage de la population exposée à plus de 10 µg/m³ de PM2.5

%, moyenne sur la période 2017-19



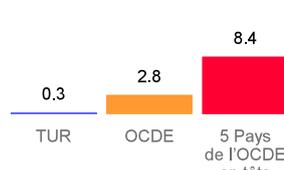
#### Score de tarification du carbone

%, à 30 EUR par tonne de CO2, 2018



#### Budget public de R-D consacré à l'environnement

% du budget public total de R-D 2021 ou dernière année connue

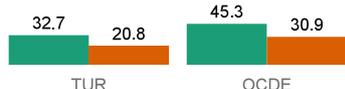


## Performance globale

#### Économie

Milliers USD par habitant 2022 ou dernière année connue

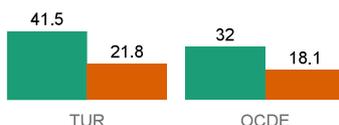
■ Produit intérieur brut  
■ Revenu disponible ajusté brut des ménages



#### Inégalités et pauvreté

2021 ou dernière année connue

■ Coefficient de Gini après impôts et transferts (indice variant sur une échelle de 0 à 100)  
■ Taux de pauvreté, seuil de pauvreté à 60 % du revenu disponible médian (%)



#### Environnement et climat

1 unité de PIB, 2021

↓ 0.21 émissions de GES  
0.24 (OCDE)

Coûts pour la protection sociale de la mortalité prématurée attribuable à la pollution de l'air ambiant par les particules % en équivalent PIB, 2019



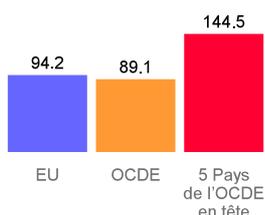


## Écarts de performance

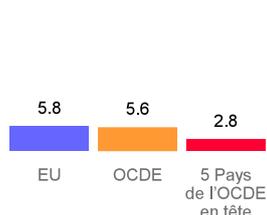
### Fonctionnement des marchés de produits et des marchés du travail

- La résilience des marchés du travail peut contribuer à réduire les amples disparités des cycles économiques entre les pays, qui menacent la convergence économique et la cohésion européenne. Les pays qui favorisent la flexibilité au sein des entreprises en cas de chocs et qui sont dotés d'un bon système de formation des chômeurs sont souvent ceux où l'emploi résiste mieux aux chocs.
- Renforcer l'intégration du marché unique des capitaux permettra de réduire la dépendance bancaire des marchés financiers européens. Le système bancaire européen n'est pas encore totalement intégré et les dépôts des banques de la zone euro sont exposés aux chocs dans les différents pays, ce qui amplifie le risque de fragmentation financière.

**Productivité du travail**  
PIB par actif, USD  
2022



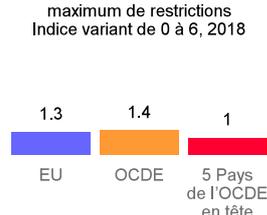
**Taux de chômage**  
%, 2022



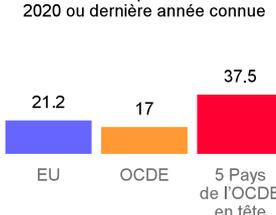
## Recommandations

- Encourager les États membres à renforcer les dispositifs de maintien dans l'emploi mobilisables en cas de choc temporaire, ainsi que l'offre de formation.
- Évaluer rigoureusement l'impact économique de l'instrument européen de soutien temporaire à l'atténuation des risques de chômage en situation d'urgence (SURE) et du programme « Next Generation EU », car ces évaluations pourraient constituer des contributions précieuses au débat sur l'achèvement de l'Union économique et monétaire.
- Achever l'union bancaire en traitant toutes les questions en suspens, selon une approche globale et avec le même niveau d'ambition.

**Réglementation des marchés de produits, ensemble de l'économie**  
Du minimum au maximum de restrictions  
Indice variant de 0 à 6, 2018



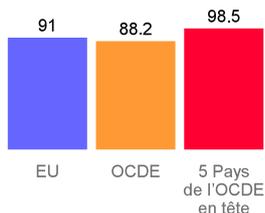
**Dépenses liées aux politiques actives du marché du travail par chômeur**  
% du PIB par habitant  
2020 ou dernière année connue



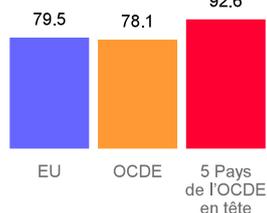
### Transition numérique

- Des investissements considérables, surtout privés, seront nécessaires pour remplir les objectifs de connectivité fixés par l'UE pour 2025, qui visent des débits de connexion beaucoup plus rapides qu'aujourd'hui, d'au moins 100 Mbps pour l'ensemble des ménages, et 1 000 Mbps pour les entreprises à forte intensité numérique et les grandes institutions publiques. L'utilisation généralisée des technologies numériques améliorerait aussi le choix des consommateurs et faciliterait la mobilité transfrontalière de la main-d'œuvre.
- Utiliser des outils numériques pour fournir des informations sur les produits, y compris sur les possibilités de recyclage et de réparation.
- Lever les obstacles à l'investissement privé à l'appui des transitions climatique et numérique en simplifiant les procédures d'autorisation.
- Achever la mise en œuvre de l'échange électronique d'informations sur la sécurité sociale.

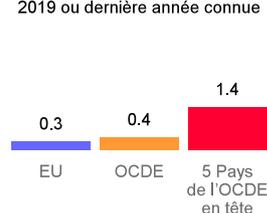
**Part des ménages disposant d'un accès internet haut débit à domicile**  
%, 2021 ou dernière année connue



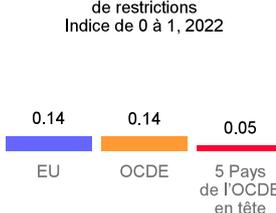
**Entreprises dotées d'un site web ou d'une page d'accueil**  
%, 2021 ou dernière année connue



**Dépenses de R-D des entreprises dans les secteurs de l'information**  
% du PIB  
2019 ou dernière année connue



**Indice de restrictivité des échanges de services numériques de l'OCDE**  
Du minimum au maximum de restrictions  
Indice de 0 à 1, 2022

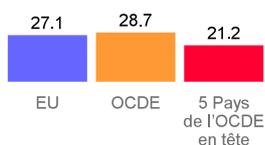


### Inclusivité, protection sociale et vieillissement démographique

- Une plus grande mobilité transfrontalière de la main-d'œuvre est indispensable pour renforcer la résilience et l'adéquation entre les travailleurs et les offres d'emploi dans les différents pays. En outre, l'aide budgétaire de l'UE devrait être utilisée de manière plus efficiente au service de la convergence régionale.
- La moitié des financements relevant de la cohésion sont accordés dans le cadre de marchés publics, mais bien souvent, les procédures d'appel d'offres ne sont pas assez concurrentielles, et les projets sont souvent retenus sur la base du « premier arrivé-premier servi ».
- Pour favoriser la réallocation des emplois en cas de choc durable, encourager les États membres à améliorer leurs politiques d'activation, y compris pour les travailleurs bénéficiant d'un dispositif de maintien dans l'emploi.
- Étendre la reconnaissance des qualifications professionnelles entre pays.
- Rendre les marchés publics plus concurrentiels et veiller au respect des exigences de transparence visant les procédures de marché.
- Instaurer plus de mise en concurrence dans les procédures de sélection des projets, en mettant l'accent sur les objectifs de croissance régionaux.

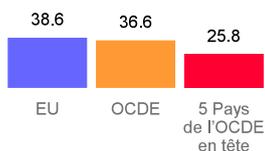
#### Intensité moyenne de la pauvreté après impôts et transferts

Seuil de pauvreté à 60 % du revenu disponible médian 2021 ou dernière année connue



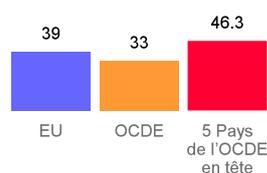
#### Impact du milieu socio-économique sur le score au PISA en compréhension de l'écrit

%, 2018



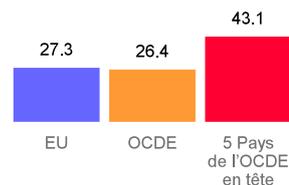
#### Ampleur de la redistribution

Différences entre les coeff. de Gini du revenu marchand et du revenu disponible rapportées aux coeff. du revenu disponible, % 2021 ou dernière année connue



#### Niveaux de revenu garantis par les prestations en espèces assurant un revenu minimum

% du revenu disponible médian, 2021 ou dernière année connue

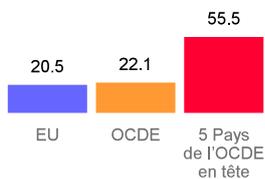


### Transition climatique

- Ramener à zéro les émissions nettes de gaz à effet de serre de l'UE d'ici à 2050 implique de généraliser l'utilisation de l'électricité pour les énergies finales, de produire la plus grosse partie de l'électricité à partir de sources renouvelables, de mettre au point des combustibles bas carbone pour les secteurs difficiles à électrifier, aux côtés de techniques de captage et stockage du carbone, et d'améliorer l'efficacité énergétique. Augmenter les prix du carbone, renforcer les normes réglementaires et développer l'innovation sont essentiels pour parvenir à la neutralité climatique. De plus, l'inclusion des transports et des bâtiments dans un système d'échange de quotas d'émission pourrait stimuler la réduction des émissions, en accompagnant cette mesure d'un durcissement des normes en matière d'efficacité énergétique et de nouveaux mécanismes d'évaluation des risques liés au climat et de diffusion d'informations à ce sujet.
- Étendre la couverture du système d'échange de quotas d'émission de l'UE, en y incluant par exemple les transports et les bâtiments.
- Renforcer les normes réglementaires en matière d'efficacité énergétique.
- Rendre obligatoire la diffusion d'informations exhaustives sur les risques liés au climat et à l'environnement pour les intermédiaires financiers et les grandes entreprises non financières.

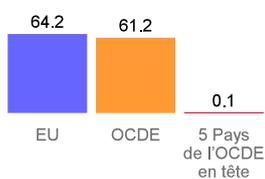
#### Part des énergies renouvelables dans le mix énergétique

%, moyenne sur la période 2019-21 ou dernière année connue



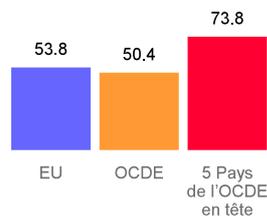
#### Pourcentage de la population exposée à plus de 10 µg/m³ de PM2.5

%, moyenne sur la période 2017-19



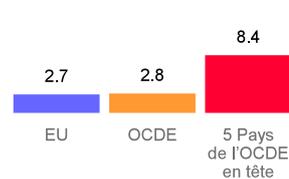
#### Score de tarification du carbone

%, à 30 EUR par tonne de CO2, 2018

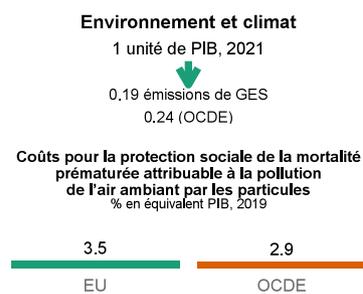
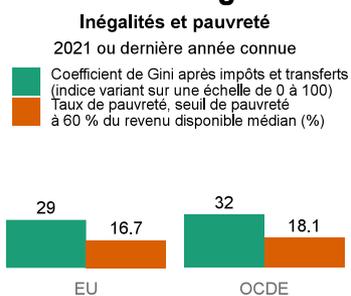
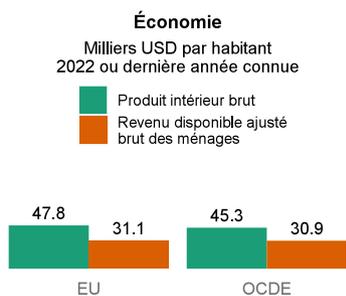


#### Budget public de R-D consacré à l'environnement

% du budget public total de R-D 2021 ou dernière année connue



## Performance globale



# Annexe sur les métadonnées

## Fonctionnement des marchés de produits et des marchés du travail

### ***Productivité du travail, (PIB par actif, USD, 2022)***

Produit intérieur brut (PIB) à prix et parités de pouvoir d'achat (PPA) constants de 2015 par actif.

La dernière année connue est 2021 pour l'Inde.

Source : OCDE, bases de données sur les comptes nationaux et la productivité, et base de données des Perspectives économiques.

### ***Taux de chômage (% , 2022)***

Les chômeurs sont les individus en âge de travailler sans travail, disponibles sur le marché du travail et qui ont accompli des démarches spécifiques pour trouver du travail. Cet indicateur est mesuré en nombre de personnes au chômage en pourcentage de la population active et est désaisonnalisé. La population active est définie comme le nombre total de personnes au chômage plus la population active occupée. Les données proviennent d'enquêtes sur la population active.

La dernière année connue est 2021 pour l'Argentine ; et 2019 pour l'Indonésie.

Source : OCDE, base de données sur les statistiques de la population active ; Bureau national des statistiques de Chine.

### ***Réglementation des marchés de produits : Ensemble de l'économie (du minimum au maximum de restrictions, Indice variant sur une échelle de 0 à 6, 2018)***

Les indicateurs de la RMP pour l'ensemble de l'économie mesurent les obstacles réglementaires à l'entrée des entreprises sur le marché et à la concurrence présents dans un large éventail de grands domaines de l'action publique : procédures d'autorisation et procédures de marchés publics, gouvernance des entreprises publiques, encadrement des prix, évaluation des réglementations nouvelles ou déjà en vigueur, et commerce extérieur.

La dernière année connue est 2020 pour la Chine, l'Indonésie et le Pérou ; et 2019 pour la Bulgarie, la Croatie, les États-Unis et la Roumanie.

Source : OCDE, base de données de statistiques sur la réglementation des marchés de produits de 2018.

### ***Dépenses liées aux politiques actives du marché du travail par chômeur (% du PIB par habitant, 2020 ou dernière année connue)***

La dernière année connue est 2019 pour la Bulgarie, la Corée, l'Irlande, Israël, le Japon, la Lituanie, les Pays-Bas, la Pologne et la République slovaque ; 2018 pour l'Australie, le Canada, les États-Unis et la Nouvelle-Zélande ; et 2011 pour le Royaume-Uni.

Source : OCDE, bases de données des politiques du marché du travail et des Perspectives économiques ; Eurostat.

### **État de droit (du minimum au maximum de confiance, résultat variant sur une échelle de -2.5 à 2.5, 2021)**

L'indicateur de l'état de droit reflète la perception de la mesure dans laquelle les citoyens ont confiance dans les règles sociales et les respectent, notamment celles tenant à la bonne exécution des contrats, aux droits de propriété, à la police et à la justice, ainsi que la probabilité de la commission d'infractions et de violences. L'estimation correspond au score du pays à l'indicateur global, exprimé en unités de distribution normale type, autrement dit variant approximativement entre -2.5 et 2.5.

Source : Banque mondiale, Indicateurs mondiaux de gouvernance.

## Transition numérique

### **Part des ménages disposant d'un accès internet haut débit à domicile (% , 2021 ou dernière année connue)**

La dernière année connue est 2022 pour la Corée ; 2020 pour le Canada, la Colombie et le Japon ; 2019 pour le Royaume-Uni ; 2018 pour Israël ; et 2017 pour l'Australie et le Chili.

Source : OCDE, base de données des technologies de l'information et des communications et base de données et base de données sur les régions et villes.

### **Entreprises dotées d'un site web ou d'une page d'accueil (% , 2021 ou dernière année connue)**

Toutes les entreprises (de 10 salariés ou plus)

La dernière année connue est 2022 pour la Nouvelle-Zélande ; 2020 pour la Belgique, la Colombie, le Danemark, l'Estonie, Israël, le Japon et le Royaume-Uni ; 2019 pour l'Australie ; et 2018 pour l'Islande.

Source: OCDE, base de données des technologies de l'information et des communications.

### **Nombre d'abonnements au haut débit fixe pour 100 habitants (2021, ou dernière année connue)**

Le nombre d'abonnements au haut débit fixe correspond au nombre d'abonnements à un accès à haut débit à l'internet public (connexion TCP/IP) à des vitesses en aval égales ou supérieures à 256 kbit/s. Il peut s'agir, par exemple, de modems câble, de DSL, de fibre optique jusqu'au domicile/bâtiment et d'autres abonnements au haut débit fixe (filaire) au satellite et au sans fil fixe terrestre. Ce total est mesuré quel que soit le mode de paiement. Sont exclus les utilisateurs d'accès à des communications de données grâce à des réseaux mobiles cellulaires (dont l'internet). Le WiMAX fixe doit être inclus, ainsi que d'autres technologies fixes sans fil. Ce total inclut à la fois les abonnements résidentiels et les abonnements souscrits par les organisations.

Source : Banque mondiale, Indicateurs du développement dans le monde.

### **Dépenses de R-D des entreprises dans les secteurs de l'information (% du PIB, 2019 ou dernière année connue)**

Dépenses intérieures de R-D des entreprises (DIRDE) dans les secteurs de l'information (CITI 26+58-63), quelle que soit leur source de financement. Les activités de fabrication et de services des TIC, aux côtés du secteur du contenu et des médias, sont conjointement dénommées « secteurs de l'information ». Ces secteurs sont des moteurs essentiels de la transformation numérique. La connectivité toujours plus rapide, le déploiement de l'internet des objets et les flux de données croissants reposent tous sur des investissements continus dans les infrastructures matérielles, logicielles et de communication. Parallèlement, l'adoption par les entreprises d'outils numériques et de nouveaux modèles économiques rendus possibles par les technologies numériques – comme l'informatique en nuage – modifie la composition et la nature des secteurs de l'information.

La dernière année connue est 2020 pour la Chine, la Corée, l'Islande, le Japon, la Nouvelle-Zélande, la République slovaque et la République tchèque ; 2018 pour le Chili ; 2017 pour la France et les Pays-Bas ; et 2011 pour le Luxembourg.

Source : OCDE, Boîte à outils sur la transformation numérique, <https://goingdigital.oecd.org/fr/indicator/31>.

### **Indice de restrictivité des échanges de services numériques de l'OCDE (du minimum au maximum de restrictions, Indice variant sur une échelle de 0 à 1, 2022)**

L'indice de restrictivité des échanges de services numériques (IRES) de l'OCDE mesure les obstacles transversaux qui entravent la capacité des entreprises de fournir des services à l'aide de réseaux électroniques ou les en empêchent complètement, quel que soit le secteur dans lequel elles exercent leurs activités. Il évalue cinq éléments : 1) les infrastructures et la connectivité, 2) les transactions électroniques, 3) les systèmes de paiement électronique, 4) les droits de propriété intellectuelle, et 5) les autres obstacles aux échanges de services numériques. L'IRES est un indice composite dont les valeurs sont comprises entre 0 et 1, où la valeur 0 correspond à un environnement réglementaire ouvert aux échanges numériques et la valeur 1 correspond à un régime totalement fermé.

Source : OCDE, base de données sur l'industrie et les services.

### **Performance des services publics numériques, Indice de référence pour l'administration en ligne (résultat variant sur une échelle de 0 à 100, 2022)**

L'indice relatif à l'économie et à la société numériques (DESI) est un indice composite élaboré à partir d'indicateurs pertinents sur les résultats obtenus par les pays européens dans le domaine numérique, qui permet de suivre l'évolution de la compétitivité numérique des États membres de l'Union européenne (UE). Il couvre cinq grandes dimensions : connectivité, capital humain, utilisation des services internet, intégration de la technologie numérique et services publics numériques. L'indice de référence pour l'administration en ligne compare la manière dont les gouvernements européens fournissent des services publics numériques. Quatre dimensions sont utilisées pour évaluer les services publics en ligne (Principe de l'utilisateur, Transparence, Facilitateurs clés et Services transfrontaliers).

Source : Commission européenne.

## Inclusivité, protection sociale et vieillissement démographique

### ***Intensité moyenne de la pauvreté après impôts et transferts (seuil de pauvreté à 60 % du revenu disponible médian, 2021 ou dernière année connue)***

L'intensité de la pauvreté est définie comme étant l'écart relatif entre le revenu moyen des personnes pauvres et le seuil de pauvreté. Le seuil de pauvreté correspond à 60 % du revenu médian des ménages.

La dernière année connue est 2021 pour le Costa Rica, les États-Unis, la Finlande, la Lettonie, les Pays-Bas, la Norvège et la Suède ; 2020 pour l'Australie, l'Autriche, la Belgique, la Bulgarie, la Corée, la Croatie, l'Espagne, l'Estonie, la Grèce, la Hongrie, l'Irlande, Israël, l'Italie, la Lituanie, le Luxembourg, le Mexique, la Nouvelle-Zélande, la Pologne, le Portugal, la République tchèque, la Roumanie, le Royaume-Uni et la Slovénie ; 2019 pour l'Allemagne, le Danemark, la France, la République slovaque, la Suisse et la Türkiye ; 2018 pour le Japon ; et 2017 pour l'Afrique du Sud, le Chili et l'Islande.

Source : OCDE, base de données sur la distribution des revenus.

### ***Intensité de la pauvreté au seuil de 3.65 USD par jour (% , 2021 ou dernière année connue)***

L'intensité de la pauvreté correspond à l'écart entre le revenu ou les dépenses moyens des ménages pauvres et le seuil de pauvreté de 3.65 USD par jour (PPA de 2017, en comptant comme personnes non pauvres), exprimée en pourcentage du seuil de pauvreté. Cet indicateur mesure la profondeur de la pauvreté, ainsi que son incidence.

La dernière année connue est 2022 pour l'Indonésie ; et 2019 pour la Chine et l'Inde.

Source : Banque mondiale, Indicateurs du développement dans le monde.

### ***Impact du milieu socioéconomique sur le score au PISA en compréhension de l'écrit (% , 2018)***

Différence de points en compréhension de l'écrit associée à une hausse d'une unité dans l'indice PISA de statut économique, social et culturel (SESC). L'indice SESC est un indice composite regroupant en un seul résultat les ressources financières, sociales, culturelles et le capital humain à la disposition des élèves. Ses composantes, dont chacune a la même pondération dans l'indice, sont les suivantes : niveau d'études des parents, profession des parents et diverses possessions dans le foyer, considérées comme représentatives de la richesse matérielle ou du capital culturel, comme la possession d'une voiture, l'existence d'une pièce tranquille où étudier, l'accès à l'internet, le nombre de livres et autres ressources culturelles présentes dans le foyer.

Source : OCDE, base de données du PISA.

### ***Ampleur de la redistribution (différences entre les coefficients de Gini du revenu marchand et du revenu disponible et les coefficients du revenu disponible, %, 2021 ou dernière année connue)***

La valeur du coefficient de Gini varie entre 0, qui correspond à une « égalité parfaite » (chaque personne reçoit la même fraction des revenus) et 100, qui représente une « inégalité parfaite » (la fraction de la population la plus riche reçoit l'intégralité des revenus). Elle est calculée à partir du revenu disponible équivalent des ménages – c'est-à-dire le revenu après impôts et transferts sociaux ajusté pour tenir compte des différents besoins des ménages en fonction de leur taille – à l'aide d'une échelle d'équivalence établie en divisant le revenu des ménages par la racine carrée de leur taille.

La dernière année connue est 2021 pour le Costa Rica, les États-Unis, la Finlande, la Lettonie, les Pays-Bas, la Norvège et la Suède ; 2020 pour l'Australie, l'Autriche, la Belgique, la Bulgarie, la Corée, la Croatie, l'Espagne, l'Estonie, la Grèce, la Hongrie, l'Irlande, Israël, l'Italie, la Lituanie, le Luxembourg, le Mexique, la Nouvelle-Zélande, la Pologne, le Portugal, la République tchèque, la Roumanie, le Royaume-Uni et la Slovénie ; 2019 pour l'Allemagne, le Danemark, la France, la République slovaque, la Suisse et la Türkiye ; 2018 pour le Japon ; et 2017 pour l'Afrique du Sud, le Chili et l'Islande.

Source : OCDE, base de données sur la distribution des revenus.

### ***Niveaux de revenu garantis par les prestations en espèces assurant un revenu minimum (% du revenu disponible médian, 2021 ou dernière année connue)***

Cet indicateur mesure le revenu de certaines familles sans emploi qui demandent des prestations de revenu minimum garanti (RMG). Lorsque le seuil de pauvreté du pays est défini comme un pourcentage fixe du revenu médian disponible, la normalisation des montants du RMG en fonction du revenu médian disponible permet de mesurer l'écart entre les prestations et le seuil de pauvreté. Par exemple, si le seuil de pauvreté est de 50 % du revenu médian disponible, une valeur de l'indicateur de 30 % signifie que les droits aux prestations sont inférieurs de 20 points de pourcentage au seuil de pauvreté.

La dernière année connue est 2021 pour le Canada et Israël ; et 2016 pour le Chili.

Source : OCDE, base de données sur la protection sociale et le bien-être.

### ***Part de la population d'âge actif (15-64 ans) dans la population totale (% , 2022)***

La dernière année connue est 2021 pour la Chine.

Source : OCDE, base de données sur les statistiques de la population active ; Bureau national des statistiques de Chine.

## **Transition climatique**

### ***Part des énergies renouvelables dans le mix énergétique (% , moyenne sur 2019-21 ou dernière année connue)***

Les énergies renouvelables sont définies comme la contribution des énergies renouvelables à l'approvisionnement total en énergie primaire (ATEP). Elles comprennent l'équivalent en énergie primaire des sources hydrauliques (à l'exclusion du stockage par pompage), géothermique, solaire, éolienne, marémotrice et houlomotrice. L'énergie dérivée des biocarburants solides, de la bioessence, des biodiesels, d'autres biocarburants liquides, des biogaz et de la fraction renouvelable des déchets municipaux est également incluse.

Moyenne pour la période 2018-20 pour l'Afrique du Sud, la Bulgarie, la Chine, la Croatie, l'Indonésie, l'Inde, le Pérou et la Roumanie.

Source : OCDE, base de données sur l'environnement.

### ***Pourcentage de la population exposée à plus de 10 µg/m<sup>3</sup> de PM2.5 (% , moyenne sur la période 2017-19 ou dernière année connue)***

Les particules fines (PM2.5) sont le polluant atmosphérique qui nuit le plus à la santé humaine au niveau international, affectant plus de monde que tout autre polluant. L'exposition chronique aux PM2.5 augmente

considérablement le risque de maladies respiratoires et cardiovasculaires. Expositions de la population à plus de 10 µg/m<sup>3</sup> exprimées en moyennes annuelles.

Source : OCDE, base de données sur l'environnement.

### **Score de tarification du carbone (% , à 30 EUR par tonne de CO<sub>2</sub>, 2018)**

Le score de tarification du carbone (égal à 1 - déficit de tarification du carbone) indique dans quelle mesure les pays tarifient le carbone à un niveau correspondant à son coût. Y compris les émissions provenant de la combustion de biomasse.

Source : OCDE, base de données de 2021 sur les taux effectifs sur le carbone.

### **Budget public de RD-D consacré à l'environnement (% du budget public total de R-D, 2021 ou dernière année connue)**

Les taxes liées à l'environnement sont un instrument gouvernemental important pour façonner les prix relatifs des biens et services et pour constituer des recettes des taxes liées à l'environnement avec une décomposition par domaine environnemental (les produits énergétiques ; les véhicules motorisés et les services de transport; les émissions dans l'air ou l'eau, les substances appauvrissant la couche d'ozone, certaines sources de pollution diffuse de l'eau, la gestion des déchets et le bruit, de même que la gestion de l'eau, des terres, des sols, des forêts, de la biodiversité, de la faune sauvage et des réserves halieutiques).

La dernière année connue est 2020 pour la Colombie, la Corée, Israël et le Royaume-Uni ; 2019 pour le Chili et l'Islande ; 2017 pour la Nouvelle-Zélande ; 2016 pour le Canada ; et 2012 pour l'Argentine.

Source : OCDE, base de données sur la croissance verte.

### **Recettes des taxes liées à l'environnement (% du PIB, 2019 ou dernière année connue)**

Les dépenses de R-D désignent les dépenses intérieures brutes de recherche-développement (DIRD), qui sont égales au total des dépenses intra-muros de R-D (= entreprises + secteur public + enseignement supérieur + institutions privées sans but lucratif) consacrées à différents objectifs socioéconomiques. Cet indicateur porte sur l'objectif socioéconomique « environnement », qui englobe la recherche axée sur la lutte contre la pollution et la mise au point de dispositifs de surveillance pour mesurer, éliminer et prévenir la pollution.

La dernière année connue est 2019 pour l'Afrique du Sud et le Costa Rica ; et 2018 pour l'Inde.

Source : OCDE, base de données sur la croissance verte.

## **Performance globale**

### **Économie**

*Produit intérieur brut (milliers USD par habitant, 2022 ou dernière année connue)*

Produit intérieur brut (PIB) à prix et parités de pouvoir d'achat (PPA) constants de 2015 par habitant.

La dernière année connue est 2021 pour l'Argentine, la Chine, l'Indonésie et le Pérou ; et 2020 pour le Brésil.

Source : Calculs effectués par l'OCDE à partir de la base de données des Perspectives économiques de l'OCDE.

*Revenu disponible ajusté brut des ménages (en milliers USD par habitant, 2022 ou dernière année connue)*

La dernière année connue est 2021 pour l'Allemagne, l'Australie, la Belgique, l'Espagne, l'Estonie, les États-Unis, la Grèce, la Hongrie, l'Islande, la Lettonie, la Lituanie, le Luxembourg, le Mexique, les Pays-Bas, le Portugal, la République slovaque et la Slovénie ; 2020 pour la Colombie, la Corée, le Costa Rica, Israël, le Japon et la Nouvelle-Zélande ; 2019 pour le Pérou ; et 2017 pour la Türkiye.

Source : Calculs effectués par l'OCDE à partir de la base de données des Perspectives économiques de l'OCDE ; Statistik Iceland ; et Bureau central des statistiques d'Israël.

### **Inégalités et pauvreté**

*Coefficient de Gini après impôts et transferts (indice variant sur une échelle de 0 à 100, 2021 ou dernière année connue)*

La dernière année connue est 2022 pour l'Indonésie ; 2021 pour l'Argentine, le Brésil, la Colombie, le Costa Rica, les États-Unis, la Finlande, la Lettonie, les Pays-Bas, le Pérou, la Norvège et la Suède ; 2020 pour l'Australie, l'Autriche, la Belgique, la Bulgarie, la Chine, la Corée, la Croatie, l'Espagne, l'Estonie, la Grèce, la Hongrie, l'Inde, l'Irlande, Israël, l'Italie, la Lituanie, le Luxembourg, le Mexique, la Nouvelle-Zélande, la Pologne, le Portugal, la République tchèque, la Roumanie, le Royaume-Uni et la Slovénie ; 2019 pour l'Allemagne, le Danemark, la France, la République slovaque, la Suisse et la Türkiye ; 2018 pour le Japon ; et 2017 pour l'Afrique du Sud, le Chili et l'Islande.

Source : OCDE, base de données sur la distribution des revenus ; Banque mondiale, Indicateurs du développement dans le monde.

*Taux de pauvreté, seuil à 60 % du revenu disponible médian (% , 2021 ou dernière année connue)*

La dernière année connue est 2021 pour le Costa Rica, les États-Unis, la Finlande, la Lettonie, les Pays-Bas, la Norvège et la Suède ; 2020 pour l'Australie, l'Autriche, la Belgique, la Bulgarie, la Corée, la Croatie, l'Espagne, l'Estonie, la Grèce, la Hongrie, l'Irlande, Israël, l'Italie, la Lituanie, le Luxembourg, le Mexique, la Nouvelle-Zélande, la Pologne, le Portugal, la République tchèque, la Roumanie, le Royaume-Uni et la Slovénie ; 2019 pour l'Allemagne, le Danemark, la France, la République slovaque, la Suisse et la Türkiye ; 2018 pour le Japon ; et 2017 pour l'Afrique du Sud, le Chili et l'Islande.

Source : OCDE, base de données sur la distribution des revenus.

*Taux de pauvreté au seuil de 3.65 USD par jour (% , 2021 ou dernière année connue)*

La dernière année connue est 2022 pour l'Indonésie ; et 2019 pour la Chine et l'Inde.

Source : Banque mondiale, Indicateurs du développement dans le monde.

### **Environnement et climat**

*Émissions totales de gaz à effet de serre hors utilisation des terres, changement d'affectation des terres et foresterie par unité de PIB (2021 ou dernière période connue)*

Kilogrammes d'équivalent CO<sub>2</sub> par USD.

La dernière année connue est 2019 pour la Corée, Israël et le Mexique ; 2018 pour le Chili et la Colombie ; 2017 pour le Costa Rica ; 2016 pour le Brésil, l'Inde, l'Indonésie et le Pérou ; et 2014 pour l'Argentine et la Chine.

Source : OCDE, base de données sur l'environnement

*Coûts pour la protection sociale de la mortalité prématurée attribuable à l'exposition à la pollution de l'air ambiant par les particules (% en équivalent PIB, 2019)*

Source : OCDE, base de données sur l'environnement

## Réformes économiques 2023

# Objectif croissance

Le rapport Objectif croissance, mis à jour tous les deux ans, examine les réformes structurelles mises en œuvre dans les domaines politiques identifiées comme des priorités pour stimuler la croissance dans les pays de l'OCDE et dans certains pays non membres. La sélection est soutenue par des indicateurs comparables à l'échelle internationale qui permettent aux pays d'évaluer leurs performances économiques et les politiques structurelles dans un large éventail de secteurs. Pour cette édition, Objectif croissance fournit des conseils spécifiques à chaque pays pour des politiques structurelles visant à renforcer les fondamentaux de la croissance et à ouvrir la voie à la croissance verte et numérique. Quatre domaines politiques clés sont identifiés : améliorer la conception des programmes de soutien social ; augmenter la croissance potentielle en supprimant les obstacles à l'utilisation efficace des ressources ; assurer des progrès plus rapides vers la décarbonisation ; faire de la transformation numérique un moteur de croissance de la productivité.



IMPRIMÉ ISBN 978-92-64-39143-7  
PDF ISBN 978-92-64-63151-9



9 789264 391437